
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

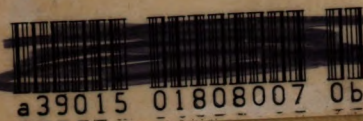
Nous vous demandons également de:

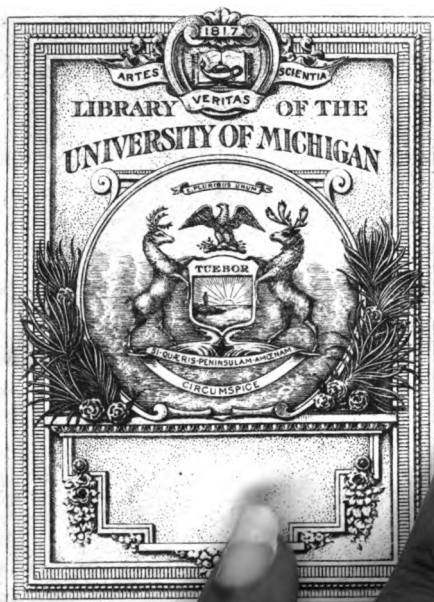
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

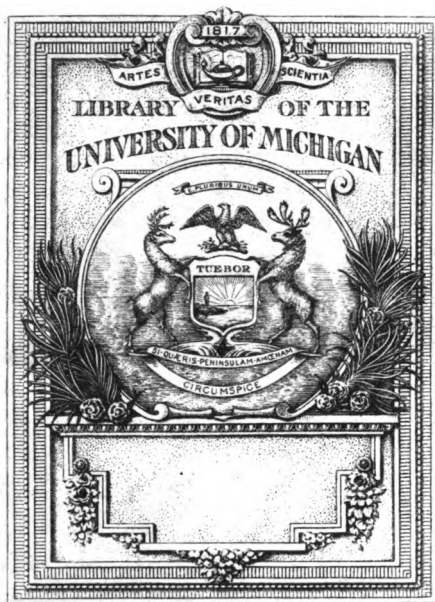
BUHR A





Carlo J. J. S.





BEQUEST OF
ABBY L. SARGENT

Carlo G. J. S.



W. de Yongh

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
DE LA RÉVOLUTION
DE FRANCE.

Fantin des Odoards, Antoine Étienne Nicolas.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE,

Depuis la première Assemblée des Notables,
jusqu'à la paix de 1801 ;

PAR ANT. FANTIN-DÉSODOARDS,
Citoyen français.

QUATRIÈME ÉDITION

Seule conforme au manuscrit original.

Posteris an aliqua cura nostri nescio, nos certè meremur
ut sit aliqua . . . studio . . . labore . . . reverentia posterum. PLIN. Epist.

TOME SEPTIÈME.



DE L'IMPRIMERIE DES C.^{ENS} MAME, PÈRE ET FILS, A ANGERS.

A PARIS,

CHEZ { BELIN, Imprimeur Libraire, rue St. Jacques, n.° 22.
CALIXTE VOLLAND, Libraire, Quai des Augustins, n.° 25.

AN IX. — 1801.

DC
148
F22
1801

7

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

LIVRE VINGTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

*Rupture de l'armistice entre les Autrichiens
et les Français sur les bords du Rhin. Etat
des armées respectives.*

MALGRÉ la bonté des fortifications de Mantoue , telles étaient l'audace et l'activité des Français , que cette place pouvait être enlevée de vive force , par l'intermède des bateaux plats construits sur le lac. Ce danger serait

Tome VII. A

1796.

AN IV.

— 1796. devenu plus imminent, si le gouvernement français, envoyant en Italie une partie des troupes que l'armistice, subsistant entre l'Empereur et la France, laissait reposer sur les bords du Rhin, avait procuré à Bonaparte la facilité de garder exactement toutes les rivières et tous les canaux qui entourent Mantoue à la distance de quelques lieues, et d'empêcher ainsi qu'il n'entrât dans la forteresse des subsistances pour les hommes et pour les chevaux.

L'empereur avait les mêmes moyens de fortifier son armée du Tyrol, en affaiblissant celle d'Allemagne; mais d'un côté, en prenant ce parti, il s'exposait à ce que les princes d'Allemagne, marchant sur les traces de ceux d'Italie, fissent leur paix particulière avec la France; de l'autre, les troupes françaises, occupant toutes les places sur l'Adige, l'Adda, le Tesin et les autres rivières qui descendent des Alpes allemandes, tiraient de l'Italie une subsistance assurée par la frayeur qu'inspiraient leurs exploits, tandis que la stérilité des montagnes du Tyrol aurait forcé les Impériaux de faire venir leurs vivres et leurs munitions de très-loin, par des chemins impraticables, avec des fatigues et des frais immenses.

L'avantage des Français sur les Autrichiens était celui qu'avaient les Autrichiens sur les

Français au commencement de la campagne ,
et dont le comte de Beaulieu n'avait pas su profiter. AN IV.

Ces considérations avaient déterminé la cour de Vienne à rompre une suspension d'armes qu'elle prolongeait habilement depuis quatre mois , pour recruter ses armées , en feignant de pencher vers des termes de pacification , que l'embarras de ses affaires ne la forçait pas encore d'accepter.

Les armées françaises répandues sur les bords du Rhin , de la Meuse et de la Moselle , depuis les frontières de Hollande jusqu'aux montagnes helvétiques , consistaient en trois corps principaux. L'un , sous le nom d'armée du Rhin et de Moselle , commandé par Pichegru , ayant sous ses ordres les généraux Moreau , Desaix , Delmas , Beaupuy , Saint-Cyr , Sainte - Suzanne , Férino , Lecourbe , Delaborde , etc. , défendait les montagnes des Vosges , la Lorraine , l'Alsace et le département du Mont-Terrible. Le second , appelé armée de Sambre et Meuse , sous les ordres de Jourdan , s'étendait à la gauche du Rhin , depuis le pays de Clèves jusqu'aux bords de la Nahe , et à la droite du fleuve , de la ville de Dusseldorff à la rivière de Wupper. Ses principaux officiers étaient Kléber , Marceau , Bernadotte qui passa en Italie à la fin de la campagne , Lefebvre ,

A 2

— 1796. Grenier , Poncet , Championnet , Colaud , d'Haupoult. Le commandement de la troisième armée , que Pichegru avait conduite à la conquête de Hollande , sous le nom d'armée du Nord , était confié à Beurnonville. Sa destination particulière était de protéger les Hollandais , mais elle devait combiner ses mouvemens avec ceux des deux autres armées.]

Les armées impériales se partageaient en deux corps principaux , sous le nom d'armée du bas et du haut Rhin. La première était sous les ordres de l'archiduc Charles ; le feld-maréchal comte de Wurmser commandait la seconde , depuis que le général Clairfayt avait donné sa démission ; le maréchal Wurmser avait sous son commandement le corps des émigrés français , connu sous le nom d'armée de Condé.

Une troisième armée allemande, de soixanté et dix mille hommes Prussiens ou Hessois , sous le commandement du duc de Brunswick, campait le long du Weser pour protéger la neutralité du nord de l'Allemagne , stipulée avec le roi de Prusse dans le traité particulier dont on a parlé précédemment.

Dans cette disposition des choses , les généraux français n'étaient pas d'accord sur le plan de campagne qu'il convenait de suivre en Allemagne. Les uns penchaient pour une guerre défensive au bord du Rhin, tandis

que les plus nombreux renforts envoyés en Italie , auraient mis Bonaparte en mesure de brusquer les attaques de Mantoue , d'enlever dans cette place la grosse artillerie autrichienne que le comte de Beaulieu y avait déposée , et sans laquelle les Impériaux ne pouvaient entreprendre, qu'avec des dépenses énormes , une nouvelle campagne en Lombardie , et de porter la guerre au cœur des possessions autrichiennes , en traversant le Tyrol ou le Frioul vénitien. AN IV.

D'autres proposaient de se porter en forces dans le cercle de Souabe , de s'emparer des bords du lac de Constance , de franchir les gorges de Brégentz , de traverser les hautes chaînes des Alpes Rhétiques pour entrer dans le Tyrol , vers les sources de la Ram ; de cotoyer cette rivière , jusqu'à l'Adige , et de donner la main droite à l'armée d'Italie , tandis que l'aîle gauche , parcourant les vallées de l'Inn , s'étendrait , par la Bavière , jusqu'aux bords du Danube , dans les environs de Passau.

Ce plan , attribué à Carnot , se développait avec autant de grandeur que d'audace. L'impétuosité avec laquelle , depuis le commencement de la guerre , les Français avaient surmonté les obstacles les plus étonnans , empêchait d'appercevoir les difficultés d'exécution qu'il renfermait , ou du

— 1796. moins les atténuait. Les guerriers français étaient dignes de prendre pour modèle Annibal franchissant les Pyrénées et les Alpes, pour porter la guerre aux bords de la Trébie et du *lago di perugia*, alors appelé le lac de Trasimène. Mais les armées des peuples anciens ne traînaient pas, à leur suite, ces tubes d'airain aussi pesans que redoutables, qui font aujourd'hui le sort des batailles.

Les changemens survenus dans la manière de faire la guerre, entraînent de nouveaux détails pour la marche des armées. Quelques tacticiens n'approuvaient pas qu'on s'enfonçât dans les montagnes, à cent lieues des frontières de France, en laissant derrière soi une ville aussi importante que Mayence, et en présence d'une armée de soixante et dix mille combattans, amis, à la vérité, mais qui d'un instant à l'autre pouvaient devenir ennemis.

CHAPITRE II.

*Retraite de Pichegru ; Moreau lui succède.
Les Autrichiens abandonnent le Palatinat , pour se retirer à la droite du Rhin.*

LE général Pichegru donna sa démission. La lettre (1) que le directoire lui écrivit à cette occasion , fut consignée dans le nu-

(1) Lorsque le directoire exécutif , citoyen général , s'est rendu aux demandes réitérées que vous lui avez faites de vous donner un successeur dans le commandement de l'armée , il n'a cédé à vos vœux que dans l'espoir de vous employer encore au service de la république , d'une manière aussi utile pour elle qu'honorable pour vous.

Il a pensé qu'après avoir contribué si puissamment à établir la liberté française, les armes à la main, vous saurez , dans une autre carrière , participer à son affermissement d'une manière non moins efficace.

En conséquence , jaloux de vous donner une nouvelle preuve de sa confiance et de son estime , il vous a nommé ambassadeur de la république française en Suède.

Le directoire exécutif est assuré qu'en traitant les grands intérêts de l'état , vous ajouterez à l'éclat de vos exploits guerriers , et qu'ainsi vous mettrez le comble à votre gloire , en acquérant de nouveaux titres à la reconnaissance nationale.

— méro du Moniteur, du 19 germinal. Elle
1796. contredit l'assurance, donnée dans la suite,
qu'à cette époque le gouvernement avait
connaissance que ce général trahissait la
république. Il eut pour successeur le gé-
néral Moreau, qui avait déjà commandé en
chef les armées.

Le général Jourdan, qui devait exécuter
les principales opérations du plan de cam-
pagne offensif, avait sous ses ordres cent vingt-
cinq mille combattans, secondés à leur droite
par l'armée de Rhin et Moselle, aux ordres
de Moreau, et à leur gauche par celle du Nord,
commandée par le général Beurnonville.

Cette dernière armée, dont le quartier-gé-
néral était à Dusseldorff, et dont les canton-
nemens s'étendaient dans les environs de
Clèves, de Burick, de Rhinberg et de Meurs,
était particulièrement chargée, comme je l'ai
déjà dit, d'observer les mouvemens de l'armée
prussienne; elle ne devait pas moins seconder
le général Jourdan par-tout où son secours
serait jugé nécessaire.

Les premières opérations de la campagne
justifiaient le projet audacieux des Français;
mais, dans la suite, lorsqu'ils s'enfoncèrent
dans la Forêt Noire, les difficultés com-
mencèrent à s'agglomérer; les revers
furent aussi fâcheux que les succès avaient

été brillans pendant les premières attaques.

Le premier prairial , les généraux qui AN IV.
commandaient les avant-postes de l'armée
Allemande , pour se conformer à l'article
de l'armistice , portant que les armées en-
nemies s'avertiraient réciproquement dix
jours avant de reprendre les armes , firent
prévenir les commandans français que les
hostilités recommenceraient le premier juin
(treize prairial).

En conséquence , la division de l'armée
de Jourdan , cantonnée dans le Hundsruck ,
s'était portée , le douze , sur la Nahe , et en
arrière du Söhnerwald. Le général Marceau ,
campé à Birkenfeld , attaqua les avant-postes
ennemis , à la droite de la Nahe , et les
chassa de cette position , dans laquelle ils
gênaient les communications de l'armée fran-
çaise. Le général Poncet força les défilés
de Kirm , et le général Championet attaqua
le cantonnement de Nidaw-Diéback , que
les Autrichiens n'auraient pas dû occu-
per , d'après les conditions de l'armistice ,
et qu'ils furent contraints d'abandonner.

Dans le même tems , le général Kléber ,
qui commandait la division de l'armée de
Sambre et Meuse , cantonnée à la droite du
Rhin , et dont les quartiers s'étendaient jus-
qu'aux bords de la Wupper , passant cette
rivière , vint attaquer les Autrichiens , re-

1796.

tranchés sur les rives de la Sieg et de l'Acher , et après un combat opiniâtre , les força de s'éloigner de ces deux rivières. Ils se retirèrent sur Alten-Kirchem. Ces échecs déterminèrent le maréchal de Wurmser à évacuer , pendant la nuit du vingt au vingt-un prairial , les villes de Spire , de Neustadt , de Kaiser-Lautern , et tous les autres postes qu'il occupait dans le Bas-Palatinat , depuis les derniers jours de la campagne précédente. Les Autrichiens ne conservèrent que Mayence à la gauche du fleuve ; mais obligés de porter une partie de leurs forces dans le Brisgaw , menacé par l'armée de Rhin et Moselle , ils ne pouvaient donner que de faibles secours à l'armée de l'Archiduc Charles , pressée par Kléber.

Ce général la fit attaquer , le dix-sept prairial , dans son camp retranché d'Alten-Kirchem , par la division du général Colaud. La victoire était encore incertaine , après quatre heures d'un combat aussi sanglant qu'opiniâtre , lorsque Colaud , également irrité de la résistance des ennemis et des pertes qu'essuyaient ses troupes , fit battre le pas de charge ; les grenadiers s'élancent la bayonnette en avant ; le camp fut forcé : on fit près de quatre mille prisonniers. Les Français , profitant de leurs avantages , mettent le siège devant la forteresse d'Ehrenbreistein ;

ils étendent même leurs postes à la droite de la Lahn , tandis que Jourdan , faisant passer le Rhin à ses principales forces , dans les environs d'Andernach et de Coblenz , établissait son quartier-général à Neuwied. AN IV.

Le résultat de ces événemens , en exposant aux réquisitions de tous genres les pays situés entre la Wupper et la Sieg , qui , durant l'armistice , se trouvaient compris dans la ligne de neutralité , avait déterminé la cour de Vienne à demander une prolongation de la suspension d'armes , pour deux mois. Il fut même question de nouvelles propositions de paix ; le gouvernement français rejetait avec raison des pourparlers insidieux , dont le seul but était de gagner du tems , et de rendre plus difficiles les approvisionnemens des armées françaises. Les généraux eurent ordre de suivre avec vivacité les opérations hostiles.

CHAPITRE III.

Passage du Rhin par l'armée de Moreau

VERS les derniers jours de prairial , toute l'armée de Jourdan avait passé le Rhin , à l'exception des divisions des généraux Mar-

1796. — ceau, Championnet et Bernadotte, qui étaient restées dans le Hunsdruch, pour continuer le blocus de Mayence; ces trois divisions formaient quarante mille hommes.

L'armée de Moreau s'étendait le long du fleuve, depuis Huningue jusque vis-à-vis de Mannheim. Le feld-maréchal de Wurmser s'occupait à fortifier cette place, que les Français avaient prise l'année précédente, et qu'ils paraissaient vouloir attaquer de nouveau.

Les trois armées françaises du Nord, de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle, ne formaient qu'une seule chaîne sur les bords du Rhin; et d'après le plan de campagne adopté, elles devaient agir de concert à la droite du fleuve. Cette disposition avait déterminé le général Beurnonville à augmenter les fortifications de Dusseldorf, place regardée, avec raison, par les Français, comme la clef de l'Allemagne inférieure. Moreau devait concourir au plan général, en passant le Rhin dans l'Alsace, opération d'autant plus difficile, que les Autrichiens, rassemblés en force dans le Brisgaw, sous les ordres du général comte de Latour, maîtres de Kell, dont ils avaient coupé le pont, faisaient eux-mêmes leurs dispositions pour pénétrer en France.

Moreau, pour cacher son projet, et pour

détourner l'attention de l'ennemi , exécutait des marches et des contre-marches qui semblaient se contrarier. Dans une de ces opérations , l'aile gauche de son armée força , en avant de Mayence , des lignes que Custine avait construites avec beaucoup d'art , et dont la prise par le comte de Clairfayt , l'année précédente , avait été regardée comme le chef-d'œuvre des opérations militaires de ce général.

Tous les préparatifs du général Français étaient faits pour tenter le passage du fleuve pendant la nuit du cinq au six messidor. Le mouvement des troupes qui devaient agir , était couvert par le prétexte d'un envoi de dix mille hommes à l'armée d'Italie , pour lesquels des subsistances étaient préparées sur la route de Besançon. Moreau , convaincu que le succès de cette entreprise serait devenu impossible , si les ennemis en avaient eu la moindre connaissance , avait masqué ses préparatifs avec tant d'habileté , que dans Strasbourg même , on ne s'en doutait pas au moment de l'exécution.

Tout étant prêt , le cinq à midi , le général fit fermer les portes de Strasbourg , dans la crainte que quelque espion n'avertît les Autrichiens des dispositions qu'on ne pouvait plus cacher. C'était le passage des bateaux dans le bras Maible. Les adjudans-généraux

1796. Abatuici, Bellavène, Decaen, Montrichard, et le chef de bataillon des pontonniers, chargés de la reconnaissance du Rhin, et de tous les détails qu'exigeait une opération de cette importance, avaient rassemblé les troupes, qui ne savaient à quelle expédition elles étaient destinées. Des vivres leur furent distribués pour trois jours.

A trois heures du matin les bataillons s'embarquèrent. On devait exécuter plusieurs fausses attaques, mais les deux principales étaient dirigées sur Gambshein, à l'embouchure de la rivière d'Ill, et sur le fort de Kell. Le but de l'attaque de Gambshein était de s'emparer de la route de Rastadt, par où les secours pouvaient arriver à la garnison de Kell, et d'envoyer quelques corps en avant de cette place, pour en multiplier les attaques. Le général Desaix, qui conduisit l'expédition, était encore la veille devant Mannheim, en pourparler avec les généraux Autrichiens. Il se rendit à Strasbourg ventre à terre, quand le moment d'agir fut arrivé.

La difficulté de rassembler un grand nombre de bateaux sans donner l'éveil à l'ennemi, qui avait un corps de sept à huit mille hommes campé à Wilstelle près de Kell, réduisit à deux mille six cents hommes le premier embarquement. Ils avaient à vaincre

des obstacles presque insurmontables ; on ne pouvait, nulle part, débarquer en terre ferme. Il fallait, après avoir abordé dans des isles, dont le Rhin est parsemé entre la Souabe et l'Alsace, chasser l'ennemi des postes qu'il occupait, franchir d'autres passages, s'y établir. Toutes ces opérations rendaient une surprise absolument impossible, et devaient naturellement donner aux renforts allemands le tems d'arriver. La rapidité et la bonne conduite de ces attaques ôtèrent ces avantages aux Autrichiens.

Tous les retranchemens des isles furent forcés à la bayonnette. A peine les ennemis eurent-ils le tems de tirer un coup à mitraille de chacune des pièces qu'ils défendaient. Leur surprise fut si grande, qu'arrachés des bras du sommeil, pour prendre la fuite, ils n'eurent pas le tems de détruire les petits ponts qui leur servaient de communication, et dont les Français s'emparèrent ; ils parvinrent heureusement, par ce moyen, à la rive droite du Rhin.

1796.

CHAPITRE IV.

Prise du fort de Kell sur les Impériaux.

Pour attaquer les retranchemens de Kell, il fallait déboucher dans une plaine assez étendue, que défendait un corps de cavalerie ennemie, auquel les Français n'avaient rien à opposer. L'artillerie qui avait accompagné la première embarcation, n'avait pu traverser le terrain marécageux des isles. L'intrépidité des troupes suppléant à ce dernier moyen, on mit en batterie les canons qu'avaient abandonnés les Autrichiens.

Les deux mille six cents hommes débarqués ne pouvaient long-tems suffire aux attaques de l'ennemi, que son camp de Wilstelle lui permettait de réitérer sans cesse. La rapidité excessive du Rhin, augmentée par la crue des eaux, rendant très-difficiles l'encrage et les autres manœuvres du pont volant de Strasbourg, retardait les secours qu'il pouvait rendre, de sorte que le détachement français courait risque, faute de munitions et de renforts, de se voir enlever le fruit de son audacieuse entreprise. Dans cette situation délicate, les soldats retranchés
à

à la hâte au bord du fleuve , demandaient eux-mêmes qu'on les privât des bateaux qui AN IV, assuraient leur retraite pour aller chercher leurs compagnons à l'autre rive du fleuve ; manœuvre qui fut exécutée avec une grande célérité.

Alors on put commencer , avec succès , les attaques du fort de Kell , qui n'était pas préparé à soutenir un long siège. La première redoute de la plaine était défendue par cinq bouches à feu et environ trois cents hommes. L'attaquer et l'enlever , ce fut l'affaire d'un instant. Les autres retranchemens furent successivement emportés avec la même bravoure. Les Autrichiens étaient chassés de Kell à neuf heures du matin , et les Français les poursuivaient sur le chemin d'Offembourg.

L'attaque de Gambshein n'avait pas le même succès. Les isles où l'on devait aborder , étaient couvertes d'eau par une crue subite du Rhin. Malgré cet obstacle , le débarquement s'y fit en plein jour sous le feu de l'ennemi , et la troupe se mit en bataille , ayant de l'eau jusqu'à la ceinture , pour essayer de passer à la rive droite. Mais la rapidité du courant ne permettait pas d'y faire remonter les bateaux ; les troupes destinées à cette expédition , sous les ordres des généraux Beaupuy et Sainte-Suzanne , revinrent à la rive gauche

Tome VII.

B

— et se portèrent sur - le - champ à l'attaque de
1796. Kell.

Moreau ne perdit pas un instant pour rétablir le pont entre le fort de Kell et l'isle du Rhin. Alors la communication fut assurée; on fit passer la cavalerie, l'artillerie et le reste de l'infanterie.

Le général Férino avait ordre de se porter rapidement sur Marlen et Goldschec, pour éclairer la marche du corps de Condé, qui se repliait sur Offembourg, depuis le passage du Rhin. Le général Beaupuy, chargé d'attaquer le camp de Wilstedt, força les Autrichiens de l'abandonner. Férino s'empara d'Offembourg et de Rastadt, forçant à la retraite un corps nombreux que le maréchal de Wurmser envoyait au secours de la division autrichienne du Brigsaw : les ennemis furent poursuivis dans la vallée de la Kintzig.

CHAPITRE V.

*Bataille de Rhinchel ; prise de Fribourg ;
prise de Francfort.*

LA division du général Desaix s'était portée vers Appemhvic et Rattolfszell, prévoyant que les corps nombreux envoyés dans le

Brîsgaw , par le maréchal de Wurmser , ameneraient une affaire générale. Les ennemis occupaient la belle position en avant du village de Rhinchel et de la rivière de ce nom , fameuse par le passage du maréchal de Turenne. Le combat s'engagea le 10 messidor. Les Autrichiens , retranchés dans une forêt , essayèrent plusieurs fois de déborder les flancs de l'armée française , et furent toujours repoussés. Enfin , leur cavalerie ayant été mise en déroute , l'infanterie fit sa retraite , laissant dix pièces de canons et douze cents prisonniers au pouvoir des Français , qui se rendirent maîtres de la forteresse de Fribourg , et de tous les magasins faits dans le Brîsgaw par l'armée autrichienne. AN IV.

Jourdan avait franchi successivement la Lahn , le Mein et le Necker ; il s'était rendu maître de la ville de Francfort , le 25 messidor. Les deux armées de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle , se donnant la main , et laissant sur leurs derrières les forteresses d'Ehrenbreistein , de Mayence , de Manheim et de Philipsbourg , poussaient les Autrichiens dans la Forêt Noire , vers le Danube et la Bavière.

1796.

CHAPITRE VI.

Les Français s'avancent jusqu'aux Alpes Rhétiques.

MALGRÉ ces événemens , soit que la cour de Vienne comptât sur les obstacles invincibles que les Français devaient éprouver , lorsqu'ils seraient parvenus derrière la Forêt Noire , dans les gorges des Alpes Rhétiques , ou que la détresse de Mantoue l'entraînât dans des mesures extrêmes ; une partie de l'armée du Haut-Rhin avait quitté l'Allemagne pour se porter sur l'Adige , tandis qu'un corps de quarante mille hommes , levés en Hongrie , se rassemblait entre Clagenfurt , Laubach et Trieste , sous les ordres des généraux Wentzel et Colloredo. On portait à cent vingt mille combattans la nouvelle armée impériale qui se préparait à descendre dans le Mantouan. Le feld-maréchal comte de Wurmser , chargé du commandement en chef , abandonnant les bords du Rhin , s'était rendu à Inspruck , avec son état-major. Les généraux comtes de Latour et de Wartsleben eurent donc le commandement de

l'armée du Haut-Rhin , sous les ordres de l'archiduc Charles.

AN IV.

La marche rapide des armées françaises , entre le Necker et le Danube , répandait une telle épouvante que le duc de Wirtemberg , le margrave de Bade , et bientôt tout le cercle de Souabe , s'empressèrent de faire , avec le gouvernement français , une paix particulière , en fournissant aux généraux Jourdan et Moreau les ressources dont ils avaient besoin pour remonter la cavalerie et nourrir les troupes. Le duc de Wirtemberg et le margrave de Bade abandonnaient à la France les territoires et tous les droits de *quelque nature* qu'ils fussent , qui leur appartenaient sur la rive gauche du Rhin.

L'archiduc Charles reculait devant les Français : les uns attribuaient sa retraite au découragement des troupes qu'il commandait ; les autres la regardaient comme l'effet nécessaire des traités conclus entre quelques princes d'Allemagne et les Français. Ce pouvait être aussi le résultat du vide que laissait dans son armée la division considérable qui venait de passer en Italie ; ce qui le forçait d'attendre les renforts qu'on levait dans toutes les provinces autrichiennes.

Sa ligne de défense resserrée , vers les derniers jours de thermidor , entre le Danube et les sources de la Lech , le long

— de cette rivière et de celle de Wardach ;
1796. le mettait en mesure de fermer , par sa gauche , aux Français , l'entrée de la Bavière , tandis que , par sa droite , il communiquait avec l'armée du Tyrol. Les généraux de Latour et de Wartensleben , qui commandaient son aile gauche répandue à la gauche du Danube , s'étaient retranchés avec soin sur les bords de la Nab , depuis le confluent de cette rivière dans le Danube jusqu'aux montagnes de Bohême. Ils couvraient , dans cette position , une partie du Haut-Palatinat , la Bohême et l'Autriche , mais ils abandonnaient à l'armée de Sambre et Meuse le cercle entier de Franconie.

Les deux armées françaises s'avançaient vers le centre des possessions autrichiennes , sur les deux rives du Danube. Jourdan tenait la route de la Franconie , pays abondant en toutes les denrées nécessaires à la nourriture d'une armée ; Moreau s'avançait vers la Haute Souabe , qui n'offrait pas autant de ressources. Ses principaux efforts se dirigeaient vers le lac de Constance , pour pénétrer dans le Tyrol par les défilés de Vogelsberg , vers les sources de l'Inn , de la Lech , de la Bregens et de l'Adige , un des points les plus élevés de l'Europe.

Le général Férino , chargé de cette expédition avec l'aile droite de l'armée de Mo-

reau , avait pénétré au-delà du lac de Constance , jusqu'aux bords de la rivière de Bregens. Mais alors les difficultés se multiplièrent. On sait que pendant les campagnes de Bohême , en 1742 et 1743 , l'armée française qui marchait au secours de Prague , ne vint jamais à bout de forcer les gorges de Saals et de Caaden , dans les environs d'Egra ; ces gorges étaient peu de choses auprès des rochers élevés jusqu'aux nues et des précipices inabordables qui séparent les villes de Constance et de Lindau , de celles de Clurn et de Meran , dans un espace de quarante lieues , à travers les sinuosités des montagnes dans lesquelles on ne trouve presque par-tout que des sentiers abordables aux seuls pâtres du pays.

CHAPITRE VII.

Le feld-maréchal de Wurmser pénètre en Italie. Révolte de Lugo.

TANDIS que Murine se consumait en vains efforts dans les défilés de Feldkirck , le feld-maréchal comte de Wurmser , ayant rassemblé une armée beaucoup plus nombreuse que celle que le général Dewins avait

— 1796. demandée au commencement de la campagne pour défendre les Alpes Liguriennes, descendait en Italie à la droite et à la gauche du lac de Garda. Cette irruption jetait Bonaparte dans une perplexité d'autant plus grande, que ses forces se trouvaient disséminées dans ses nouvelles conquêtes en Piémont, à Livourne, à Ancône. L'espoir renaissait en Italie, parmi ceux qui désiraient la ruine des Français : ils attendaient avec inquiétude les revers dont Bonaparte semblait menacé par la dispersion de son armée.

Les Autrichiens n'avaient pas franchi les limites du Tyrol, que des fanatiques publiaient dans le Milanais, dans les provinces pontificales, dont les Français étaient les maîtres, dans le Piémont et jusques dans Gênes, que le général Wurmser, ayant passé l'Adige et débloqué Mantoue, poursuivait les Français, et que le tems était venu de *cacciare i barbari, d'italia*. Quelques milliers de paysans s'étaient rassemblés à Lugo, petite ville du Ferrarais. Leurs chefs publiaient une proclamation dans laquelle on lisait : « Les circonstances critiques dans lesquelles se trouve le peuple Lugois, par l'invasion des Français dans les provinces pontificales, l'enlèvement des subsistances, les insultes faites aux personnes, l'ont porté à prendre les armes pour la défense du sou-

verain et de la patrie. Tous , dans le commun péril , doivent concourir au salut commun. Ils espèrent , qu'animés par le zèle pour la religion, l'attachement pour sa sainteté, leur légitime souverain , et l'amour de la patrie , les Italiens travailleront unanimement au succès d'un aussi beau dessein , en se rangeant sous les glorieux étendards de l'Eglise. »

AN IV.

Dans une autre circonstance , cette révolte eût à peine mérité l'attention des généraux français. Elle pouvait avoir alors des suites plus fâcheuses que celle qui s'était manifestée quelque tems auparavant dans Pavie. Augereau y fit passer quelques troupes, sous les ordres du chef de brigade Pouraillier. Cet officier donna trois heures aux Lugoïses pour poser les armes , sous peine d'être traités en rebelles. Non-seulement cette menace fut méprisée ; mais les habitans de Lugo, instruits qu'environ soixante dragons marchaient sur leur ville , en tuèrent plusieurs , et portèrent leurs têtes en triomphe dans leur ville , où elles furent exposées sur les portes de la maison commune. On eût alors recours aux armes. Les révoltés , après avoir essuyé quelques coups de fusils , prirent la fuite de toutes parts. Les soldats français , entrant dans Lugo après leur victoire , massacrèrent tout individu trouvé dans les rues les armes à la main , et mirent la ville au pillage.

1796.

Au retour de cette expédition , que la position de l'armée française rendait nécessaire, Augereau fit publier , dans les légations de Bologne et de Ferrare , la proclamation suivante :

« Vous venez de voir un exemple terrible ; le sang fume encore à Lugo. Lugo tranquille eût joui de la protection des lois et des douceurs de la paix. Des mères n'auraient point à pleurer leurs enfans , des femmes leurs maris , des orphelins leurs pères. Que cette épouvantable leçon ne soit pas perdue , qu'elle vous apprenne à apprécier l'amitié et la haine des Français ! C'est un volcan , lorsqu'il s'irrite. Il renverse , il dévore tout ce qui s'oppose à son éruption ; mais il protège ceux qui demandent son appui. Méritez sa confiance par quelque acte qui lui assure qu'elle ne sera pas trahie. Depuis trop long-tems des hommes pervers abusent de sa bonne foi ; voici ce que sa sûreté exige de vous , et ce que j'ordonne :

Toutes les armes à feu , qui se trouvent chez des particuliers , seront déposées , dans les vingt-quatre heures , à Ferrare ; et tout individu qui ne se sera pas conformé à cette loi , sera fusillé sur-le-champ. .

Toute ville ou tout village , dans le territoire duquel un soldat français sera assassiné , sera brûlé , si l'assassin n'est pas connu.

Si un habitant est convaincu d'avoir tiré

un coup de fusil sur un français , il sera fusillé et sa maison livrée aux flammes. Si un village prend les armes , il sera brûlé. Il est défendu de s'attrouper avec ou sans armes : tout chef de révolte ou d'attroupement sera puni de mort. »

AN IV.

Ces mesures sévères arrêterent dans leur source le torrent de l'insurrection ; il fallut avoir recours à d'autres armes pour attaquer les Français.

CHAPITRE VIII.

Bataille de Castiglione.

Pour couvrir le siège de Mantoue , l'armée de Bonaparte occupait tous les postes importants depuis le lac d'Isca jusqu'à Salo , à la droite du lac de Garda , et depuis la ville de Garda , à la gauche du lac , Corona , Vérone. jusqu'à Porto-Legnano , et Labadia , sur le bas Adige , dans une circonférence de plus de cinquante lieues , et dans un pays coupé en tout sens , de lacs , de rivières et de canaux , qui retardaient les communications. Cette ligne de défense ne pouvait être gardée devant une armée supérieure , maîtresse de porter ses plus grandes forces sur les points

les moins défendus. Les Autrichiens se rendirent maîtres, le onze thermidor, de Corona, à la gauche, et de Salo, à la droite du lac de Garda. Le douze, ils entrèrent dans Véronne et dans Brescia.

Bonaparte, pour rassembler ses forces, avait évacué la plus grande partie de ses postes sur l'Adige et levé le blocus de Mantoue. Ces dispositions, dictées par la prudence, étaient regardées, par les Allemands et par quelques Italiens, comme l'annonce d'une retraite prochaine et totale; déjà deux courriers expédiés à Vienne, enflaient les succès obtenus et annoncés, ce qu'on attendait incessamment.

Bonaparte renouvela dans cette occasion la leçon dans l'art de la guerre, donnée en 1760 par le roi de Prusse, entouré en Silésie par plusieurs armées autrichiennes. Il attaqua soudainement une de ces armées, la défit, et força les autres à la retraite.

Si les français n'étaient pas assez nombreux pour lutter en rase campagne contre toutes les forces du maréchal Wurmser, les deux divisions de l'armée allemande, se trouvant séparées par le Mincio, le Naviglio, le Garzo, la Chieusa, et plusieurs canaux difficiles à traverser, pouvaient être attaquées séparément avec avantage par un ennemi actif, et qui connaissait sa position.

Tel fut le plan exécuté par Bonaparte. Por-

tant rapidement toutes ses forces à la droite du Mincio , il fond sur la division autrichienne de Brescia, la disperse dans les montagnes , reprend cette place et celle de Salo , revient sur ses pas pour combattre Wurmser , qui , ayant passé le Mincio , s'avancait en ordre de bataille , sa droite appuyée sur cette rivière , sa gauche sur celle de la Chieusa , et son centre à Castiglione.

AN IV.

La bataille se donna le 18 thermidor ; elle commença à six heures du matin. Le centre de l'armée française était commandé par le général Augereau ; la droite , par le général Beaumont à la tête de toute la cavalerie et d'un corps d'infanterie et d'artillerie légères ; la gauche, par le général Massena. La division du général Serrurier qui arrivait de l'intérieur du Milanais , avait ordre de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne , et d'attaquer sa gauche aussitôt que le combat serait engagé. Ce mouvement , auquel les généraux autrichiens ne s'attendaient pas , décida leur défaite . Le maréchal de Wurmser repasse le Mincio avec précipitation , et prend la position qu'avait occupée le comte de Beaulieu avant la bataille de Borghetta ; sa droite retranchée au bord du lac de Garda , hors de la portée du canon de Peschiera , occupé par les Français ; sa gauche appuyée sur Mantoue , et son centre à Vallégio. Dans cette posi-

tion , il s'occupait à rassembler les débris de son armée.

Dans les différentes actions qui avaient eu lieu le treize , le quinze , le dix-sept et le dix-huit thermidor , les Autrichiens avaient perdu vingt mille hommes tués ou prisonniers , et soixante-dix pièces de canon ; une partie de l'armée s'était débandée. Cependant Wurmser était encore redoutable par le nombre des troupes qui restaient auprès de lui , et surtout par la position qu'il occupait.

Bonaparte l'attaque de nouveau le 19 , et le met en fuite. Augereau et Massena poursuivent les Autrichiens jusqu'à Trente (1). Les Français reprennent leurs positions sur

(1) *Compte rendu au directoire exécutif de la bataille de Castiglione.* Les événemens militaires se sont succédés avec une telle rapidité depuis le 11 , qu'il m'a été impossible de vous en rendre compte plutôt. Depuis plusieurs jours les nombreux renforts que l'armée autrichienne du Rhin avait envoyés à l'armée d'Italie étaient arrivés , ce qui , joint aux recrues hongroises et à un nombre considérable de bataillons venus de l'Autriche , rendait cette armée extrêmement redoutable. L'opinion était assez généralement répandue que bientôt les Autrichiens seraient dans Milan. Le 11 à 3 heures du matin , la division du général Massena est attaquée par des forces supérieures ; elle est obligée d'abandonner le poste intéressant de la Corona. Au même instant une division de quinze mille Autrichiens sur-

l'Adige, et recommencent le siège de Mantoue.

AN IV₃

Wurmser, malheureux à la guerre, déployait de grands talens; craignant d'être

prend la division du général Soret à Salò, et s'empare de ce poste essentiel. Le général de brigade Guieux, avec six cents hommes de la quinzième demi-brigade d'infanterie légère, se renferme dans une grande maison de Salò, et brave les efforts de l'ennemi qui l'entourait entièrement. Le général de brigade Rusca a été blessé.

Tandis qu'une partie de cette division cernait le général Guieux à Salò, une autre partie descendit sur Brescia, surprit les Français qui se trouvaient dans cette ville, fit prisonniers quatre compagnies de quatre-vingts hommes du vingt-cinquième régiment de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs qui étaient restés malades.

La division du général Soret qui aurait dû couvrir Brescia, fit sa retraite sur Desenzano. Dans cette circonstance difficile, percé par une armée nombreuse que ses avantages devaient nécessairement enhardir, je sentis qu'il fallait adopter un plan vaste. L'ennemi, en descendant du Tyrol, me mettait entre deux feux. Si l'armée républicaine placée au milieu était trop faible pour faire face aux deux divisions de l'ennemi, elle pouvait battre chacune d'elles séparément.

Il m'était donc possible, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division autrichienne descendue à Brescia, la faire prisonnière et la battre complètement, et de là revenir sur le Mincio, attaquer Wurmser et l'obliger à repasser dans le Tyrol. Mais pour exécuter ce projet, il fallait, dans vingt-quatre heures, lever le siège de Man-

1796.

suivi dans le Tyrol par l'armée victorieuse, et que ce mouvement ne facilitât la jonction de l'armée française d'Italie avec celle d'Allemagne, abandonnant les rives de l'Adige,

toute qui était sur le point d'être pris, car il n'y avait pas moyen de retarder six heures. Il fallait, pour l'exécution de ce projet, repasser sur-le-champ le Mincio, et ne pas donner le tems aux deux divisions ennemies de m'envelopper. La fortune a souri à ce projet, le combat de Desenzano, les deux combats de Salo, la bataille de Lonado et celle de Castiglione en sont les résultats.

Le 12 au soir toutes les divisions se mirent en marche sur Brescia. Cependant la division autrichienne qui s'était emparée de Brescia, était déjà arrivée à Lonado.

Le 13 le général Soret eut ordre de se rendre à Salo, pour délivrer le général Guieux et le général Dallemagne, d'attaquer et de reprendre Lonado à quelque prix que ce fût. Soret réussit complètement, il battit l'ennemi et le mit en fuite. Guieux et les troupes sous ses ordres avaient été quarante-huit heures sans pain, se battant continuellement.

Le général Dallemagne n'eut pas le tems d'attaquer les ennemis, il fut attaqué lui-même, le combat fut long-tems indécis; mais j'étais tranquille, la brave trente-deuxième demi-brigade était là. L'ennemi fut complètement battu. Il laissa six cents morts sur le champ de bataille et six cents prisonniers.

Le 14 à midi, Augereau entra dans Brescia. Nous y trouvâmes tous nos magasins que l'ennemi n'avait pas eu le tems d'emmener.

Le 15 la division du général Augereau retourna à
il

il se porta par sa gauche sur celle de la Brenta, ne laissant que quelques corps peu nombreux pour garder sa communication avec le Tyrol ; et se fortifiant auprès de Bassano,

AN IV.

Montechiario. Massena prit position à Lonado et à Ponte San-Marco. J'avais laissé à Castiglione le général Valette avec dix-huit cents hommes. Il devait défendre cette position importante, et tenir la division du général Wurmser loin de moi. Cependant le quinze au soir, le général Valette abandonna ce village avec la moitié de ses troupes seulement, et vint à Montechiario porter l'alarme, annonçant que le reste de sa troupe était prisonnière. Mais, abandonnés par leur général, ces braves gens trouvèrent des ressources dans leur courage, et opérèrent leur retraite sur Ponte San-Marco. J'ai sur-le-champ, devant sa troupe, suspendu de ses fonctions ce général, qui déjà avait montré très-peu de courage au combat de la Corona.

Le général Soret avait abandonné Salo, j'ordonnai à Guieux d'aller reprendre ce poste essentiel. Le 16 à la pointe du jour, on fut en présence des ennemis. Le général Guieux, qui était à notre gauche, devait attaquer Salo. Le général Massena était au centre et devait attaquer Lonado. Le général Augereau, qui était à la droite, devait attaquer Castiglione. L'ennemi, au lieu d'être attaqué, attaqua l'avant-garde de Massena, qui était à Lonado. Déjà elle était enveloppée, et le général Pigeon prisonnier. L'ennemi nous avait enlevé trois pièces d'artillerie légère ; je fis aussitôt former la dix-huitième demi-brigade et la trente-deuxième en colonne serrée par bataillons, et pendant le tems qu'au pas de charge nous cherchions à percer l'ennemi, celui-ci s'étendait davantage pour nous envelopper. Sa

Tome VII.

C

— il transporte le théâtre de la guerre au milieu
1796. des provinces vénitiennes. Le général autrichien se flattait que , par cette opération , non-seulement il parviendrait à faire négliger

manœuvre me parut un sûr garant de la victoire. Massena envoya seulement quelques tirailleurs sur les ailes pour retarder leur marche.

La première colonne arrivée à Lonado forca les ennemis. Le quinzième régiment de dragons chargea les houlans et reprit nos pièces , dans un instant l'ennemi se trouva éparpillé et disséminé.

Il voulait opérer sa retraite sur le Mincio , j'ordonnai à mon aide-de-camp chef de brigade Junot de se mettre à la tête de ma compagnie des guides , de poursuivre l'ennemi , de le gagner de vitesse à Desenzano. Il rencontra le colonel Bender avec une partie de son régiment de houlans qu'il chargea. Mais Junot , ne voulant pas s'amuser à charger la queue , fit un détour par la droite , prit de front le régiment , blessa le colonel qu'il voulait faire prisonnier , lorsqu'il fut lui-même entouré après avoir tué six hommes , et jeté dans un fossé , blessé de plusieurs coups de sabre dont on me fait espérer qu'aucun ne sera mortel.

L'ennemi opérait sa retraite sur Salò ; cette place étant à nous , cette division , errante dans les montagnes , a été presque toute faite prisonnière de guerre.

Pendant ce tems-là Augereau s'emparait de Castiglione. Il soutint toute la journée des combats contre des forces doubles des siennes. Infanterie , artillerie , cavalerie , tout a parfaitement fait son devoir ; et l'ennemi , dans cette journée mémorable , a été complètement battu. Il a perdu vingt pièces de canon , deux à trois mille hommes tués ou blessés , et quatre mille prisonniers , par-

le siège de Mantoue , mais qu'il pourrait attendre , dans le Frioul vénitien , les renforts qui lui arrivaient par les Alpes noriques. L'activité du général auquel il avait affaire , fit bientôt évanouir ces vaines espérances.

AN IV.

mi lesquels se trouvent trois généraux. Nous avons perdu le général Begrand. Cette perte, très-sensible à l'armée, l'a été plus particulièrement pour moi ; je faisais le plus grand cas des qualités guerrières et morales de ce brave homme. Les chefs de brigade Pourailler, Bougon et Marmet ont également été tués. La quatrième demi-brigade, ayant à sa tête l'adjudant-général Verdieres, s'est comblée de gloire. Le général Dommartin, commandant l'artillerie, a montré autant de courage que de talens.

Le 17, j'avais ordonné au général Despinoy de pénétrer dans le Tyrol par le chemin de la Chieusa. Il devait, avant, culbuter cinq à six mille ennemis qui se trouvaient sur son passage à Gavardo. L'adjudant-général Herbis eut de grands succès, culbuta deux bataillons ennemis, arriva jusqu'à Saint Oseto. Le général Dallemagne, à la tête d'un bataillon de la onzième demi-brigade, marcha sur Gavardo, culbuta les ennemis, en fit un grand nombre prisonniers ; mais n'ayant pas été soutenu par le reste de la division, il fut entouré, et ne put opérer sa retraite qu'en se faisant jour à travers les ennemis.

J'envoyai le général Saint-Hilaire à Salo, pour se concerter avec le général Guieux, et attaquer la colonne ennemie qui était à Gavardo, pour avoir le chemin du Tyrol libre. Après une fusillade assez vive, nous défilmes les ennemis, qui nous laissèrent dix-huit cents prisonniers.

C 2

1796.

CHAPITRE IX.

*Suite de la bataille de Castiglione. Envoi
au directoire des drapeaux pris sur les
Autrichiens.*

MANTOUE se trouvait débloquée depuis le 12 thermidor. Sa garnison avait renversé les travaux des Français, et introduit dans la

Pendant toute la journée du 17, Wurmsér s'occupa à rassembler les débris de son armée, à faire arriver sa réserve, à tirer de Mantoue tout ce qui était disponible, et à ranger ses troupes en bataille dans la plaine entre le village de Scanello, où il appuya sa droite, et la Chieusa où il appuya sa gauche. Le sort de l'Italie n'était pas encore décidé. Il réunit un corps d'infanterie de vingt-cinq mille hommes, une cavalerie très-nombreuse, et sentit pouvoir encore balancer le destin. De mon côté, je donnai des ordres pour réunir toutes les colonnes de l'armée; je me rendis moi-même à Lonado pour voir les troupes que je pouvais en tirer.

Mais quelle fut ma surprise, en entrant dans cette place, d'y recevoir un parlementaire qui sommait le commandant de Lonado de se rendre, parce que, disait-il, il était cerné de tous côtés. Effectivement, les vedettes de cavalerie annonçaient que des colonnes ennemies touchaient à nos grand'gardes, et que la route de Brescia à Lonado était interceptée au pont San-Marco. Je compris sur-le-champ que ce ne pouvait être que les

place cent quarante pièces de siège qu'ils avaient été forcés d'abandonner. Le général baron de Stein, qui commandait à Mantoue, s'était procuré des vivres pour long-tems ; mais ces moyens de résistance qu'acquérât

débris de la division coupée, qui, après avoir erré et s'être réunis, cherchaient à se faire passage. Je n'avais à Lonado qu'environ douze cents hommes ; j'appelai le parlementaire. Je lui fis débander les yeux ; je lui dis que si celui qui l'envoyait, avait la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'avait qu'à s'approcher ; qu'il devait savoir que j'étais à Lonado avec l'armée républicaine, et que si, sous quelques minutes, sa division n'avait pas posé les armes, je ne ferais grace à aucun. Le parlementaire parut fort étonné de me trouver là, et un instant après, toute cette colonne posa les armes ; elle était forte de quatre mille hommes.

Le 18, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence. Cependant il était six heures du matin, et rien ne bougeait encore. Je fis faire un mouvement rétrograde à toute l'armée, pour attirer l'ennemi à nous, dans le tems que la division du général Serrurier, que j'attendais à chaque instant, venait de Marcaria, et tournait toute la gauche de Wurmser. Ce mouvement eut en partie l'effet qu'on en attendait. Wurmser se prolongeait sur sa droite, pour observer nos derrières. Dès l'instant que nous aperçûmes la division du général Serrurier, commandée par le général Fiorella, qui attaquait la gauche, j'ordonnai à l'adjudant-général Verdière d'attaquer une redoute qu'avaient faite les ennemis dans le milieu de la plaine, pour soutenir leur gauche. Je chargeai mon aide-de-camp, chef de

— 1796. cette forteresse , coûtaient bien cher à la puissance qui avait inutilement tenté de la soustraire au joug des Français. L'armée française reprenait toutes ses positions ; une division se rendit devant Mantoue , le 20 thermidor , pour continuer le blocus de la place.

Le même jour , le général Augereau passa

bataillon , Marmont , de diriger vingt pièces d'artillerie légère , et d'obliger par ce seul feu les ennemis à nous abandonner ce poste important. Après une vive canonnade , la gauche de l'ennemi se mit en pleine retraite.

Augereau attaqua le centre de l'ennemi , appuyé à la tour de Scanello. Massena attaqua la droite ; l'adjudant-général Leclerc , à la tête de la cinquième demi-brigade , marcha au secours de la quatrième demi-brigade.

Toute la cavalerie , aux ordres du général Beaumont , marcha sur la droite pour soutenir l'artillerie légère et l'infanterie. Nous fûmes par-tout victorieux. Nous avons pris à l'ennemi dix-huit pièces de canon , tous ses caissons d'infanterie , douze à quinze mille prisonniers , six mille hommes tués ou blessés , et presque toutes les troupes venant du Rhin. Indépendamment de cela , une partie est encore éparpillée ; nous les ramasserons en poursuivant l'ennemi. Tous les soldats , officiers et généraux , ont déployé le plus grand caractère de bravoure. Je demande le grade de général de brigade pour les adjudans-généraux Cordier et Brignole ; celui de général de division pour le général de brigade Dalle-magne ; celui de chef de brigade pour le chef de bataillon Songès , et celui de chef de bataillon pour l'adjudant Ballet.

Le Mincio à Peschiera. La division du général Serrurier, qui avait également traversé le Mincio, se porta sur Veronne, où elle arriva à six heures du soir, après avoir culbuté les avant-postes ennemis. L'arrière-garde autrichienne était encore dans cette place, et voulait faire de la résistance. Le provveditore de la république de Venise fut sommé d'ouvrir les portes, il demandait deux heures; l'ordre fut donné de les ouvrir à coups de canon; les Autrichiens prirent la fuite : les Français s'emparèrent de quelques bagages, et firent trois cents prisonniers.

Les Autrichiens, après leur retraite, paraissaient vouloir se soutenir à l'entrée du Tyrol, dans les postes de la Corona et de Montebello. Ils en furent chassés, le 24, par Massena, tandis que les généraux Soret et Saint-Hilaire forçaient la Roque-d'Anfonce, et qu'Augereau se portait sur Roveredo. Wurmser se retirait dans les montagnes qui séparent le Tyrol du Frioul vénitien; il brûla une partie de la flotille qu'il avait établie sur le lac de Garda, dans le port de Riva. L'armée française, qui entourait Mantoue, n'attendait que la grosse artillerie pour presser le siège de cette place.

Dutaillis, aide-de-camp du général Berthier, chargé d'apporter ces nouvelles au directoire, et de lui présenter les drapeaux pris sur les

— Autrichiens par l'armée d'Italie , introduit
1796, dans la séance du dix fructidor , parla en
ces termes :

« Vous voyez les étendards arrachés aux ennemis par l'armée d'Italie. Les Autrichiens, après avoir reçu des renforts considérables , attaquèrent quelques-uns de nos postes , et s'en emparèrent. Fiers de ces premières tentatives , ils annoncent à toute l'Italie que bientôt on n'y comptera plus un seul républicain. Mais pendant quatre jours seulement ils connurent les succès. Les Français , réunis , attaquent à leur tour cette armée , un instant victorieuse , formidable par le nombre , et dernier espoir des Autrichiens. En quatre autres jours elle est entièrement défaite : toute son artillerie perdue , et Wurmser , ainsi que Beaulieu , trouva en Italie les guerriers qui , en 1792 , les défirent tous deux à Gemmape ».

« Ces succès , éternellement glorieux , sont dus à l'intrépidité de nos soldats , aux savantes dispositions et à l'infatigable activité de leur jeune général ; nuit et jour à leur tête , partageant leurs dangers , leurs fatigues , leurs privations , il conduit leurs attaques , dirige leur courage , et leur ouvre par tout le chemin de la victoire ».

« Citoyens directeurs , nous avons à regretter la perte de braves et intrépides camarades ; mais ils sont morts dignes de la cause sacrée

qu'ils défendaient. J'en ai vu au lit d'honneur , sur le champ de bataille , blessés à mort et près d'expirer , arrêter leur dernier soupir pour crier à leurs camarades : *courage, amis , la victoire est à nous*. Un autre , grièvement blessé , et voyant passer le général , suspendit le cri que lui arrachait la douleur , pour faire entendre celui de *vive la république* !

« Que ces drapeaux , que ces trophées , scellés du sang républicain , soient le gage de l'assurance que la seule et noble ambition de l'armée d'Italie et du général qui la commande , est d'anéantir , jusqu'au dernier , les ennemis de la république : leur plus douce récompense sera d'avoir acquis quelques droits à la reconnaissance nationale ».

Revellière - Lepeaux , président du directoire , répondit au jeune guerrier que tous les spectateurs couvraient de leurs applaudissemens ;

« C'est avec la joie la plus vive que le directoire exécutif reçoit les trophées de vos victoires. L'intrépidité et le dévouement des soldats républicains , le courage et l'habileté des généraux ont porté la gloire des armes françaises au plus haut degré , et affermi pour jamais le gouvernement républicain ».

« Les prodiges qu'ils ont opérés , ont donné de la vraisemblance à ceux qu'on nous ra-

1796. conte de l'antiquité , puisqu'ils les ont sur-
passés ».

« Puissent tant de constance et de succès
forcer un ennemi opiniâtre à renoncer enfin
au projet insensé de renverser la république,
et le rendre accessible à la voix de la paix !
La paix ! objet constant de nos vœux et de
nos travaux ! Qu'ils apprennent , au surplus ,
les ennemis de la France , que , s'il fallait de
nouveaux triomphes pour les y contraindre ,
ils ne coûteront rien à nos guerriers ! ils sau-
ront achever leur ouvrage ; ils feront plus :
après avoir donné l'exemple des vertus guer-
rières dans les camps , ils donneront , dans
leurs foyers , celui des vertus civiles et du
respect dû aux lois ».

« Brave guerrier ! retournez auprès de vos
compagnons : dites - leur que la reconnais-
sance nationale est égale à leurs services ,
et qu'ils peuvent compter sur la gratitude de
leurs concitoyens , autant que sur l'admira-
tion de la postérité ».

CHAPITRE X.

Bataille de Roveredo. Les Français se rendent maîtres de Trente.

A PEINE Bonaparte avait fini les dispositions que demandait le nouvel investissement de Mantoue, qu'il se portait sur Veronne, où son armée s'était rassemblée pour achever d'anéantir les troupes que Wurmser avait pu réunir en avant de Trente, sur les hauteurs de Roveredo, et dans la vallée de la Gardena.

Le quartier-général des Autrichiens était, le 2 fructidor, auprès de Trente. L'échange des prisonniers s'effectua le 4 : le nombre en était de cent soixante-trois officiers, cent soixante-neuf sergens, trois cent soixante caporaux et seize cent huit soldats. On remit au maréchal de Wurmser un pareil nombre d'Autrichiens.

Le général Sahuguet était à la tête du blocus de Mantoue. Il attaqua, le 7, à trois heures du matin, le pont de Gournole et Bergo-Forte : ces deux postes furent enlevés, et leurs défenseurs forcés de rentrer dans Mantoue.

— 1796. L'armée française campée sous Veronne, se mit en marche, le 16, sur trois colonnes. Celle de la droite, commandée par Augereau, devait se porter entre Zugo et Rouese, sur les hauteurs qui séparent les états de Venise du Tyrol. La colonne du centre, sous les ordres de Massena, ayant passé l'Adige sur le pont de Golo, suivait la grande route de Veronne à Trente. La troisième division, confiée au général Vaubois, remontait sur les bords du lac de Garda, pour prendre poste à Tergole, à l'extrémité supérieure du lac.

Le général Pigeon, qui commandait l'avant-garde de Massena, rencontra, le 17, entre Alla et Serravalle, sur le bord de l'Adige, une division autrichienne, et la força à la retraite.

Les deux divisions de Massena et d'Augereau se trouvèrent, à l'entrée de la nuit, en présence des ennemis retranchés sur les deux bords de l'Adige ; leur gauche occupait les défilés inexpugnables de Marco, et leur droite gardait leur camp retranché de Mori.

Le général Massena eut ordre d'attaquer Marco, le 18, à l'heure où l'on avait calculé que la division Vaubois devait arriver sur l'Adige, par la route de Tergole à Roveredo. Augereau eut ordre de conserver sa position, pour secourir Massena en cas de besoin, et

empêcher que les Autrichiens ne se portassent sur le Vicentin.

AN IV,

Le combat s'engagea à six heures du matin. Le général Pigeon , à la tête d'une partie de l'infanterie légère , gagnait les hauteurs de la gauche de Marco ; l'adjudant - général Soret , avec la dix - huitième demi - brigade d'infanterie légère , attaquait l'ennemi en tirailleur ; et le général de brigade Victor , commandant la dix - huitième demi - brigade d'infanterie de bataille , perçait , par le grand chemin , en colonne serrée par bataillon.

Dans le même tems , la colonne du général Vaubois attaquait le camp de Mori , à la rive droite de l'Adige. Le combat fut terrible pendant deux heures. Les deux divisions françaises , séparées par le fleuve , semblaient lutter d'émulation. Les Autrichiens , forcés presque en même tems dans ces deux positions , se retiraient sur Roveredo , profitant de toutes les positions de défense que les localités semaient sur leurs pas. Ils furent forcés dans Roveredo par les deux divisions réunies d'Augereau et de Massena.

Bonaparte s'aperçut que Wurmser établissait un nouveau point de défense à la position du château de Colliano , appuyant sa gauche à une montagne inaccessible , et sa droite à l'Adige : l'objet de cette défense

— paraissait être d'empêcher les Français d'arriver à Trente aussitôt que lui.
1796.

Bonaparte , avec cette audace réfléchie et cette précision de tact militaire qui , dans toutes les occasions importantes, décidèrent les grands succès de l'armée d'Italie , sentit que c'était le moment de profiter de tous les avantages qu'on pouvait attendre des combats qui s'étaient succédés pendant la journée, et cette détermination était justifiée par l'importance que mettait le général ennemi à défendre ce point. Il jugea que , si les Autrichiens y passaient la nuit , elle serait employée à rendre ce poste inexpugnable , et qu'il faudrait donner une seconde bataille le lendemain.

Massena fait rallier toutes ses demi-brigades , donne à sa division un moment de repos , dont elle avait absolument besoin , et vole à de nouveaux triomphes.

Dans la position où se trouvait Würmser , l'Adige semble toucher à des montagnes coupées à pic , et forme une gorge qui n'a pas quarante toises de largeur , fermée par un village , un château élevé et une muraille crénelée, sur laquelle on avait placé de l'artillerie. Le général Dommartin ayant trouvé une position qui balayait la gorge , y place huit pièces d'artillerie légère pour commencer l'attaque. Deux colonnes disposées, l'une pour

gravir quelques parties de roche presque inaccessible, l'autre pour marcher de front en colonnes serrées, s'avancent en même tems. L'ennemi, ébranlé par le feu de l'artillerie et par l'audace des tirailleurs, ne résiste pas à la masse de nos colonnes. La porte du retranchement est enfoncée à coups de hache; notre cavalerie s'élance à la poursuite des Autrichiens; l'infanterie, oubliant sa fatigue, suit au pas de charge; les troupes sont enfin obligées, par l'épuisement de leurs forces, de faire halte. On avait fait pendant la journée, six à sept mille prisonniers.

Pendant la nuit, la division de Vaubois passa l'Adige pour se réunir à celles d'Augereau et de Massena. On se remit à la poursuite des Autrichiens. Les Français étaient, le 19 à huit heures du matin, dans la ville de Trente, que Wurmser avait abandonnée pour prendre la route de Bassano.

L'armée, qui marchait depuis soixante heures, se battant continuellement, était excédée de fatigue; mais apprenant que les Autrichiens résistaient encore, elle refusa de prendre du repos. Wurmser s'était retranché de nouveau dans une position formidable à Lavès, derrière la rivière d'Arizio. Vaubois s'y précipita à six heures du soir; l'avant-garde fut arrêtée par la défense opiniâtre des Autrichiens; mais la tête de la division arriva,

AN IV.

— le général ordonne le passage du pont au pas de charge et l'arme au bras ; les Autrichiens sont forcés , ils prennent la fuite ; la nuit arrête les Français.

La division du général Augereau, qui avait trouvé des difficultés insurmontables sur les hauteurs , était redescendue dans la vallée de l'Adige. Elle reçut ordre de marcher sur Levico , sur la route de Trente à Bassano : la nouvelle direction que donnait Wurmser à ses opérations militaires , entraînait ce mouvement.

CHAPITRE XI.

Organisation du gouvernement de la principauté de Trente.

BONAPARTE, arrivé dans Trente , organisa le gouvernement de cette ville et du Trentin , par un règlement qu'il fit sur-le-champ.

Le conseil de Trente , appelé ci - devant conseil aulique , continuera toutes les fonctions civiles , judiciaires et politiques , attribuées à ce corps par les usages de l'administration du pays.

Toutes les attributions que l'empereur conservait

conservait sur la principauté de Trente , sont conférés au conseil de Trente.

AN IV,

Les receveurs du prince-évêque , quelque nom qu'ils portent , et de quelque nature que soient les impositions directes ou indirectes , rendront leurs comptes au conseil de Trente.

Le conseil de Trente rendra compte à la république de tous les revenus de l'empereur et du prince - évêque ; il veillera , en conséquence , à ce que rien n'en soit distrait.

Tous les actes publics se feront au nom de la république française.

Le conseil de Trente prêtera serment d'obéissance à la république , et le fera prêter à toutes les autorités civiles et politiques du pays.

Tous les étrangers de quelques pays qu'ils soient , qui auraient des emplois publics dans la principauté de Trente , seront obligés de quitter le pays dans les vingt - quatre heures. Le conseil de Trente les remplacera par des naturels du pays.

Tous les chanoines de Trente qui ne sont pas natifs de la principauté de Trente , sortiront sur-le-champ de son territoire ; les chanoines de Trente se réuniront et nommeront aux places vacantes , par liste triple , qui sera présentée au général en chef , qui choisira.

Tome VII.

D

— Le général commandant la place fera les
1796. fonctions de capitaine de la ville. Le conseil de Trente est chargé de l'exécution du présent règlement , sous sa responsabilité.

Dans le même tems une proclamation fut publiée , dans laquelle le général français disait aux Tyroliens : Vous sollicitez la protection de l'armée française , rendez - vous-en dignes ; puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée , contraignez le petit nombre à se soumettre ; leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre ; la supériorité des armes françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur , achetés par l'or de l'Angleterre , trahissent ce monarque ; il ne fait pas un pas qui ne soit une faute.

Vous voulez la paix ! Les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire, que pour obliger la cour de Vienne à se rendre au vœu de l'Europe désolée , et d'entendre les cris de ses peuples. Nous ne venons pas chez vous pour nous aggrandir , la nature a placé nos limites au Rhin et aux Alpes , dans le même tems qu'elle a posé au Tyrol les limites de la puissance autrichienne.

Quelle que soit , Tyroliens , votre conduite passée , rentrez dans vos foyers ; quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissans , pour vous défendre. Ce n'est pas quelques

ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs de l'Italie et des Alpes, c'est quelques victimes de moins que la générosité de la nation française m'ordonne d'épargner. AN IV.

Nous nous sommes rendu redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité; la religion, les habitudes et les propriétés des communes qui se soumettront, seront respectées. Les communes, dont les compagnies de Tyroliens ne seraient pas rentrées, seront incendiées; les habitans seront pris en ôtage et envoyés en France.

Lorsqu'une commune sera soumise, les syndics seront tenus de donner à l'heure même la note de ceux de ses habitans qui seraient à la solde de l'empereur; s'ils font partie des compagnies Tyroliennes, on incendiera sur-le-champ leurs maisons; on arrêtera leurs parens jusqu'au troisième degré, lesquels seront envoyés en ôtage en France.

Tout Tyrolien faisant partie des compagnies franches, pris les armes à la main, sera fusillé.

1796.

CHAPITRE XII.

Les Autrichiens se portent dans le Frioul vénitien , derrière la Brenta. Bataille de Bassano.

Jusqu'à la bataille de Roveredo , le but des manœuvres du feld-maréchal comte de Wurmser avait été d'empêcher la jonction de l'armée de Bonaparte avec celle du général Moreau , et que le théâtre de la guerre ne se transférât des bords de l'Adige , sur ceux du Danube , auprès de Passau. Les pertes qu'il avait successivement essuyées , ne lui permettaient plus de suivre ce plan ; il présumait avec raison que , s'il s'obstinait à défendre pied à pied les positions qui s'offraient à lui entre Trente et Bolzano , elles seraient emportées par cette *furia francese* à laquelle il semblait que rien ne pouvait résister , et que , chassé vers Brixen , il arriverait seul à Inspruck , après avoir franchi le mont Saint Michel , et suivi les bords de la rivière de Sill.

Dans la suite des revers qu'il éprouvait , c'était faire beaucoup sans doute que de ramener son ennemi en plaine , de l'obliger

de revenir sur ses pas malgré ses victoires ,
et de rendre quelque espoir aux défenseurs de Mantoue. La constance et le courage qu'il déploya dans cette occasion , lui méritèrent l'estime de ses ennemis même ; abandonnant les bords de l'Ariseo , pour se porter sur ceux de la Brenta à travers des montagnes presque inaccessibles , son mouvement avait déterminé la marche de la division d'Augereau. AN IV.

Elle s'était rendue , le 20 fructidor , à Borgo-di-Val Sugana , Martello et Val Soiva ; la division de Massena se portait dans les mêmes positions , par Trente et Levico.

Le vingt-un au matin , l'avant-garde de la division d'Augereau rencontra l'arrière-garde ennemie , retranchée au village de Primolano , entre la Brenta et des montagnes inaccessibles ; à l'entrée des gorges de la Brenta , quelques corps autrichiens , pour donner le tems au reste de l'armée de se porter au-delà des gorges , se défendirent jusqu'à l'extrémité , et furent faits prisonniers de guerre.

Il paraît que le maréchal Wurmser avait pensé que les Français continueraient à remonter l'Adige jusqu'à Bolzano et Maran , et qu'ils s'enfonceraient ensuite dans les montagnes , pour donner la main au général Férino , vers les sources de l'Inn ;

— en conséquence , il avait ordonné à une
1796. colonne de dix mille hommes , cavalerie et
infanterie , de se porter sur Veronne , pour
donner de l'inquiétude à Bonaparte sur sa
communication avec Mantoue. Wurmser ,
qui voulait couper l'armée française , était
coupé lui-même ; Bonaparte parcourut les
défilés de la Brenta pendant la journée du
21. L'armée campa pendant la nuit au
bourg de Scimone , près des débouchés des
gorges.

Le 22 , au point du jour , les Français
s'étaient remis en marche , et rencontrèrent
l'ennemi près le village de Solagne , sur
les deux bords de la Brenta. La bataille
commença à sept heures ; Augereau com-
mandait la droite , et Massena la gauche.
Les Autrichiens , encouragés par la présence
de Wurmser , qui combattait à leur tête ,
et favorisés par une excellente position ,
se défendirent jusqu'à midi , que leur centre
fut forcé par la 5.^e demi-brigade d'infan-
terie légère et la 4.^e demi-brigade de ligne ;
la cavalerie se mit à la poursuite des fuyards ,
tandis que l'infanterie continuait à suivre
les gorges jusqu'au débouché de la plaine
de Bassano.

L'aîle droite de la division d'Augereau
avait gagné , au pas de course , des hau-
teurs qui , à la droite de la Brenta , se pro-

longent jusque sur le faubourg de Bassano. Bonaparte se porta lui-même à cette attaque. AN IV. Le faubourg fut forcé; Massena entra dans Bassano par la gauche, et Augereau par la droite, en forçant le pont de la Brenta, malgré les efforts des grenadiers autrichiens, chargés de protéger la retraite de leur général.

Wurmser, marchant avec précipitation, avec un corps de cavalerie et les débris de quelques bataillons de grenadiers, rejoignit, non sans peine, la division de cinq mille hommes de cavalerie, et de cinq mille hommes d'infanterie, qu'il avait envoyée à Montebello, entre Vicence et Veronne; c'est tout ce qui lui restait d'une des plus florissantes armées qu'eut levée l'Empereur.

Le 23, la division du général Augereau se rendit à Padoue; elle s'empara des bagages de l'armée autrichienne, et de quatre cents hommes qui les escortaient. Wurmser se trouvait entre l'Adige et la Brenta : il lui était impossible de traverser la dernière de ces deux rivières, défendue par les deux tiers de l'armée française; il ne lui restait d'autre ressource que de se jeter dans Mantoue. Bonaparte, qui avait prévu ce mouvement, avait laissé dans Veronne le général Kilmaine, avec une garnison qui n'était pas

assez forte pour contenir une ville populeuse et repousser un corps d'armée, mais qui manœuvra avec tant d'habileté, que les efforts des Autrichiens, pour pénétrer dans cette ville, furent vains.

CHAPITRE XIII.

Le maréchal de Wurmser se réfugie dans Mantoue.

Les Autrichiens apprirent, le 23 au soir, l'arrivée de Massena dans Vicence; n'ayant pas un instant à perdre pour éviter d'être coupés et forcés de mettre bas les armes, ils filèrent toute la nuit le long de l'Adige, et passèrent cette rivière à Porto Legnago, qu'ils occupaient depuis l'invasion de Wurmser en Italie, et dont on avait négligé de faire le siège après la bataille de Castiglione.

On compte cinquante milles de Porto Legnago à Mantoue; il faut traverser la Nichasola, le Menago, le Tartaro, le Tregnone et la Molinella. La division de Massena passa l'Adige à Ronco, sur un pont volant, le 24 au soir; elle avait ordre

de se porter rapidement à Sanguinetto , entre le Tregnone et le Menago , pour couper le passage à Wurmser , tandis que le général Sahuguet , qui commandait le blocus de Mantoue , devait envoyer les troupes suffisantes pour garder Governolo , Castelnara , et couper tous les ponts sur le Tartaro et la Molinella. AN IV.

Pour se rendre de Ronco à Sanguinetto , il y a deux chemins ; l'un par la gauche , en suivant l'Adige , coupe à Cerea la route de Porto Legnago à Mantoue ; l'autre conduit directement de Ronco à Sanguinetto : il fallait prendre ce dernier chemin. Les guides , auxquels on se confia , conduisirent les Français sur Cerea , où l'avant-garde arriva , lorsque les Autrichiens passaient le Menago.

Wurmser marcha toute la nuit du 25 au 26 sur Mantoue , avec une telle rapidité , mettant ses fantassins en croupe derrière ses cavaliers , qu'il arriva à Nogara , sans que la division de Massena , qui le suivait , pût le joindre. Il apprend qu'une division française l'attend à Castelnara , et que le pont sur la Molinella est coupé. Il se porte rapidement sur celui de Villa Impensa ; il y arrive au moment où le général Charton venait pour le couper. Il s'engagea un combat très-vif , dans

— 1796. lequel Charron ayant été tué , les Autrichiens passèrent la rivière. Ils entrèrent dans Mantoue le 27.

Tout ce que l'activité et la prudence pouvaient exécuter pour forcer le général autrichien à poser les armes , avec les restes de l'armée impériale , fut entrepris par Bonaparte. Ses infatigables divisions n'eurent pas un instant de repos. Les quatre jours qui suivirent la bataille de Bassano , ne furent qu'une suite perpétuelle de combats.

Si une grande chasse dans laquelle des meutes ardentes poursuivent un vieux et terrible sanglier , peut jamais être une image de la guerre , ce serait sur-tout à cette époque de la guerre d'Italie qu'elle ressemblerait. Si les guides avaient mieux dirigé la route de Ronco à Sanguinetto , et sur-tout si le général Sahuguet avait fait couper à tems le pont de Villa Impensa , il est certain que Wurmser n'avait aucun moyen de salut. Mantoue , sans ressources , aurait capitulé ; et le peu de troupes autrichiennes qui se trouvaient encore dans le Frioul autrichien , et même dans le Tyrol , auraient été forcées de se rendre aux Français.

La ville de Porto Legnano fut prise par la division d'Augereau , le jour où Wurmser entra dans Mantoue.

CHAPITRE XIV.

*Sentimens excités , en Italie , par l'arrivée
du maréchal Wurmser.*

A LA nouvelle des premiers succès obtenus par les Allemands , les habitans de Milan , de Bologne , de Ferrare , et de quelques autres villes , montrèrent leur attachement à la cause des Français et de la liberté. A Milan , tandis que le bruit courait que le maréchal Wurmser , ayant entièrement défait les Français , entraît dans Bassano , le peuple demandait des armes et chantait dans les rues l'air martial : *Allons , enfans de la patrie*. Mais dans d'autres endroits , et surtout dans ceux qui avaient approuvé la révolte de Lugò , les partisans des Autrichiens , persuadés que la victoire avait irrévocablement abandonné les drapeaux des Français , secondaient , de toute leur influence , des événemens dont ils espéraient qu'une contre-révolution serait la suite. On répandait dans les villes et dans les campagnes les écrits les plus propres à volcaniser les peuples ; la plupart de ces écrits venaient de Rome.

— 1796. Depuis la signature de l'armistice, le citoyen Miot, qui résidait à Florence, en qualité de ministre de la république française auprès du Grand Duc s'était rendu à Rome, en attendant l'arrivée du citoyen Cacault, chargé, avec d'autres commissaires de la république, de tous les détails qui concernaient l'exécution des articles convenus entre les ministres du Pape et Bonaparte. Pour se procurer les sommes dont il avait besoin, le Pape eût recours aux dépositaires des richesses enfermées dans les églises ; il leur fut ordonné de livrer, dans l'espace de quelques jours, un inventaire certifié et véritable des effets d'or et d'argent confiés à leur garde. Il n'y eut d'excepté que les vases indispensablement nécessaires à la célébration du service divin. Un autre édit soumettait à des dispositions à-peu-près semblables tous les possesseurs de métaux précieux. Les corps ecclésiastiques firent transporter leur argenterie à la monnaie ; le Pape ne voulut pas d'exception en sa faveur, il fit le sacrifice de sa vaisselle d'argent ; les cardinaux et les princes romains suivirent cet exemple ; le prince Doria envoya pour cinq cent mille francs de vaisselle d'or ou d'argent.

Dans le même tems, le cardinal Zelada, secrétaire d'état, fit publier un édit dans lequel il représentait aux Romains que tous

les motifs se réunissaient pour leur faire un devoir de traiter avec égard les Français , que les affaires publiques conduisaient à Rome. Il leur observait que l'armistice obtenu était une faveur de la providence divine. En conséquence , il ordonnait à tous les individus , quels que furent leur condition , leur âge , leur sexe , de ne se livrer à aucun mouvement inconsidéré , et de se défier des insinuations perfides qui pouvaient être faites. Il déclara que quiconque insulterait par ses actions ou par ses discours , même de la manière la plus légère , les commissaires français et les personnes qui leur étaient attachées , serait déclaré traître à sa patrie , et puni du dernier supplice ; ceux dont les discours , les écrits ou les actions , auraient provoqué quelque insulte contre les Français , quand même ces provocations n'auraient été suivies d'aucun effet , encourraient les mêmes peines. Les témoins des actes de cette nature devaient les dénoncer aux tribunaux , sous peine de dix ans de galère ; et on promettait aux dénonciateurs cinq cents écus romains. Les tribunaux devaient procéder contre les accusés dans les formes les plus expéditives , sans rémission ni diminution de peine.

Depuis que les Français étaient entrés en Italie , on ne parlait que des miracles qui

— 1796. s'opéraient dans toutes les églises. On pensait, ou du moins on feignait de penser que c'était à l'intercession de la Vierge et des saints, qu'on devait l'armistice accordé par Bonaparte, plutôt qu'aux millions et autres clauses du traité.

Les prodiges opérés dans Ancône et dans d'autres villes de la Marche, se répétaient dans Rome; des lys attachés auprès des statues de la Vierge, étant flétris et desséchés, leurs tiges reverdissaient, se couvraient de nouveaux boutons qui se développaient chaque jour d'une manière sensible, parce qu'on avait soin de mettre chaque jour de nouvelles tiges à la place des anciennes. La multitude se rendait processionnellement de l'une à l'autre de ces images, en psalmodiant des litanies; et les personnes du premier rang se prêtant à l'illusion, grossissaient les troupes: ces miracles, ces processions, ces fêtes, remplissaient les cœurs de la plus tendre dévotion; mais les ouvriers étaient détournés de leurs travaux, ce qui augmentait la misère publique.

Dans la circonstance épineuse où le gouvernement romain se trouvait, le Pape crut devoir seconder les idées religieuses; des missions furent ordonnées dans les six principales églises de Rome; elles devaient se-

terminer par des processions de pénitens, pendant trois jours consécutifs. Dans ces cérémonies religieuses, exécutées dans plusieurs quartiers avec beaucoup de pompe, on vit des princesses romaines porter la bannière de la Vierge, et un prince de l'église, le cardinal Sommaglia, descendre aux fonctions de porte-croix.

AN IV.

Le gouvernement prit les mesures nécessaires pour prévenir les désordres que pouvait amener un si grand mouvement : une garde nombreuse maintenait la tranquillité publique. On se flatta que ces actes de religion étoufferaient, dans les cœurs, les haines et les animosités qui y fermentaient. Beaucoup d'armes tranchantes furent déposées sur les autels ; et chacun s'empressait de faire à l'état le sacrifice des matières d'or et d'argent dont il pouvait se passer.

Il semble que Rome fut destinée de tous tems pour être le séjour de la superstition. Romulus, son fondateur, assassiné dans le sénat qu'il voulait opprimer, fut placé au nombre des dieux, et reçut l'encens des Romains, sous le nom de Quirinus. L'histoire de Tite-Live est remplie des prodiges les plus ridicules, arrivés dans cette capitale du monde. Tantôt un bœuf a parlé, tantôt une mule a engendré, tantôt les

— 1796. hommes et les femmes ont changé de sexe ; ce ne sont que des pluies de cailloux , de chair , de sang , de lait. Numa , second roi de Rome , voulant imprimer plus de sainteté aux lois qu'il donnait aux Romains , se donnait pour inspiré par la nymphe Egérie. Dans les tems de calamité , les prêtres , pour apaiser le courroux des dieux , engageaient les Romains à nommer un dictateur , dont l'unique fonction était d'enfoncer un clou dans une muraille. Le vol des oiseaux , l'appétit avec lequel des poulets sacrés mangeaient ou buvaient , suffisaient pour presser , suspendre , ou abandonner les entreprises les plus intéressantes. Cicéron , qui connaissait ces moyens imposteurs , et qui était lui-même membre du collège des Augures , disait qu'il ne concevait pas comment deux prêtres pouvaient se rencontrer sans rire , de concert , de la stupide crédulité des Romains.

A la place de l'ancienne religion romaine , une nouvelle s'introduisit dans ces contrées. Les miracles se renouvelèrent. On fit entendre au peuple que l'Être Suprême interrompait à chaque instant le cours immuable de la nature , et l'effet des lois générales avec lesquelles il gouvernait le monde , pour se prêter aux desseins intéressés des ministres du culte. L'esclavage des nations fut le résultat

sultat du pacte secret qui exista long-tems entre le trône et l'autel. Un prêtre fut roi ; ce roi domina sur les autres monarques , et sa puissance eût écrasé toutes les autres , si l'excès même des abus n'avait été la borne d'airain contre laquelle ce colosse redoutable devait se briser. Quelques peuples , quelques rois , secouèrent un joug devenu insupportable ; les autres l'allégèrent ; et les lumières qui s'étendent , doivent le détruire à jamais.

Les processions se terminèrent à Rome le douze thermidor. Le peuple paraissait tranquille. Lorsqu'il voyait des Français , il s'attroupait autour d'eux ; c'était , en quelque sorte , des êtres extraordinaires qu'il venait contempler , et sa curiosité n'avait aucun caractère offensant.

Le premier paiement de la contribution , stipulée dans l'armistice , avait été fait à son échéance ; elle consistait en onze cent mille écus. Ce riche convoi fut escorté par un détachement de cavalerie et d'infanterie jusqu'à Imola , lieu où cessait la garantie du pape.

1796.

CHAPITRE XV.

Le pape rompt l'armistice qui lui avait été accordé par Bonaparte.

DES conférences se tenaient à l'Hôtel d'Espagne , pour l'exécution de tous les articles de l'armistice. Elles touchaient à leur conclusion, lorsque tout-à-coup les commissaires pontificaux firent naître des difficultés sous des prétextes chimériques , mais dont le véritable sujet était la nouvelle irruption que les troupes impériales tentaient dans le Mantouan. En vain le chevalier Azara , ministre d'Espagne à Rome , sous la médiation duquel l'armistice avait été conclu , multiplia ses efforts pour arracher ce nouveau germe de dissension ; le pape, parmi les vertus duquel la prudence et la modération n'étaient pas comptées, donnait, dans cette circonstance , la preuve de la mal-adresse la plus inexcusable , en ordonnant à un légat , au moment où l'on apprenait à Rome la nouvelle de la levée momentanée du siège de Mantoue , de se remettre en possession de Ferrare , dont la souveraineté était cédée à la France par l'armistice.

La garnison française , qui occupait la citadelle de Ferrare , en était sortie le treize thermidor , après avoir encloué ses canons , et jeté dans le Pô les munitions qu'elle ne pouvait emporter. J'ai déjà fait part à mes lecteurs des motifs de cette retraite ; elle n'occasionna dans la ville aucun mouvement qui put annoncer que les habitans de Ferrare eussent le moindre desir de retourner à leur ancien gouvernement. Cependant personne ne s'opposa à l'entrée du prélat romain ; mais à peine avait-il placé sur la porte du palais des gouverneurs les armes papales , qu'une fermentation se manifesta ; la municipalité fit replacer les armes de la république française. Le légat demeura peu de jours dans Ferrare ; ayant appris que les Français étaient victorieux , il revint à Rome.

Le vingt thermidor , plusieurs Français furent insultés à Rome ; le gouvernement fit doubler les patrouilles , sur-tout dans les quartiers habités par les Français. Le chevalier Azara reçut , le vingt-deux , le détail des victoires remportées par Bonaparte sur Wurmser ; mais telle était la prévention générale dans Rome , qu'on publiait que cette nouvelle était controuvée , et qu'Azara , ministre d'Espagne , de concert avec Cacault , ministre de France , répandait ce bruit , pour égarer l'opinion publique.

E 2

— 1796. La même incertitude que nous avons vu long-tems se manifester en France , existait alors dans Rome. Les moindres revers des armées françaises étaient grossis par une classe d'hommes qui désiraient le retour de l'ancien ordre de choses. Les victoires les plus éclatantes , qui répandaient la gloire du nom français dans tout l'univers , étaient révoquées en doute , par des hommes qui ne voyaient que des jours de deuil dans les expéditions les plus heureuses et les plus triomphantes. Des Français furent de nouveau insultés dans Rome ; le désordre était même parvenu au point , que le ministre de la république menaçait de se retirer ; le chevalier Azara arrêta , non sans peine , une disposition , qui aurait eu , pour le pape , les suites les plus fâcheuses ; mais les négociations de la cour Romaine avec le gouvernement français devinrent plus difficiles.

Après le renvoi du prélat Petrachi et Vangelisti , on avait renoué les conférences à Florence. Cette opération fut confiée au prélat Galepi et au moine dominicain Soldati. Il se souvint que ces négociateurs manquaient de pouvoirs suffisans ; ils furent envoyés à Rome pour en chercher. Ce fut dans cette circonstance , que la faction qui dominait le collège des cardinaux , décida Pie VI à envoyer à Florence le prélat Lagrec. Enfin ,

le pape déclara , après avoir pris lecture des propositions de paix offertes par le directeur français , que parmi ces propositions il s'en trouvait d'inadmissibles, et que n'ayant d'autre alternative que d'accepter ou de rejeter le traité en entier , il était contraint de prononcer qu'il ne pouvait accepter. Cette résolution fut prise dans une congrégation générale , tenue au palais Quirinal , le vingt-huit thermidor.

AN IV.

A voir l'enthousiasme de quelque romain , on eût dit que les Français étaient déjà hors de l'Italie , et que Pie VI , à l'exemple d'Alexandre VI , n'avait plus qu'à ordonner à leur général de venir rendre compte à Rome de sa conduite , sous peine d'excommunication. Des prophéties miraculeuses annonçaient , dans tous les couvens de moines , l'entière déconfiture des Français.

Rome la sainte retentissait du bruit des armes ; il est vrai que ses dispositions guerrières tenaient de la mollesse de ceux qui les faisaient. Les troupes levées à Rome ressemblaient à ces burlesques régimens de Corinthe , que commandait le coadjuteur , pendant la guerre de la fronde. Cependant , les cédules romaines baissaient presque aussi rapidement qu'avaient fait en France les assignats , et les opinions françaises y gagnaient autant que perdaient les cédules ; en vain

1796. Azara et Cacault cherchaient à tempérer ces vaines saillies du gouvernement pontifical ; le moment semblait venu , où le Saint siège implorerait le secours de l'Angleterre contre la France.

CHAPITRE XVI.

Modène et Reggio arborent l'étendard de la liberté.

Cependant l'esprit de liberté , implanté dans la Lombardie , se manifestait dans d'autres provinces italiennes , et sur-tout dans les états du duc de Modène. Soixante Corses , qui devaient servir sur des barques canonnières au siège de Mantoue , s'étant rendus de Modène à Reggio , les habitans de cette ville , au nombre de quatre à cinq mille , se rassemblèrent à minuit , le treize fructidor , chassèrent la faible garnison que le duc Hercule d'Est entretenait dans la ville , et plantèrent un arbre de la liberté , aux cris de vive la république française. Les Corses furent les directeurs de cette cérémonie. Les villes de Carpi , de Correggio , de Novellara , de Scandiano , et toute la province de Garfagnova , suivirent cet exemple.

Bientôt le même enthousiasme se communiquant à Modène, Bonaparte y fit passer quelques détachemens. L'armistice, dont le duc de Modène n'avait pas rempli les conditions, fut déclaré rompu. Une proclamation mit les peuples de Modène et de Reggio sous la protection de la France. Le conseil de régence, formé par le duc, fut supprimé et remplacé par un comité de gouvernement créé par Bonaparte; ce comité, après avoir prêté serment de fidélité à la république française, et reçu celui des autorités secondaires, établit une garde nationale sur le modèle de celle de France, et supprima, par un décret, les droits féodaux (1).

Le comité de gouvernement reçut ordre de Bonaparte de faire préparer des logemens pour un corps de douze à quinze mille hommes

(1) Toute juridiction féodale est abolie. Les officiers féodaux de tout genre et de tout grade sont confirmés provisoirement par le comité de gouvernement, qui les confirmera ou les supprimera définitivement d'après les informations prises.

Tous les droits et revenus féodaux, perçus sous l'ancien gouvernement, ou à percevoir, demeureront jusqu'à nouvel ordre réunis à la caisse nationale.

Quant aux privilèges odieux de chasse et de pêche, le comité publiera incessamment une proclamation, pour satisfaire à l'impatience générale de les voir supprimés.

— qui venaient de la Vendée. Elles devaient
1796. former un corps d'observation pour en imposer aux ennemis de la république, et particulièrement à la cour de Naples, qu'on soupçonnait de vouloir, à l'exemple du pape, rompre l'armistice.

D'après les réponses faites par le directoire au ministre du duc Hercule d'Est, les duchés de Modène et de Reggio devaient partager le sort de Milan, de Bologne et de Ferrare.

En conséquence, les députés de Reggio, de Modène, de Ferrare et de Bologne, s'étant rassemblés, formèrent ensemble une association politique. Ils rédigèrent un acte constitutionnel, établirent des taxes militaires, formèrent des liens d'amitié et de confédération avec les peuples voisins. Le nouveau gouvernement ordonnait à tous les religieux étrangers de sortir, dans trois jours, de son territoire, et réglait que l'argent nécessaire pour leur voyage serait fourni sur les caisses des communautés monastiques. Telle fut l'origine de la république Transpadane, qui,

Les biens allodiaux resteront à leurs possesseurs en propriété absolue,

Ce qui regarde l'abolition instantanée des fiefs et de toute juridiction féodale, s'étendra aux inféodations faites à titre onéreux,

après la paix signée avec l'Empereur , se réunir à la république Cispadane, pour ne former qu'un seul état , sous le nom de république Cisalpine ou italienne. AN IV.

La république Cispadane était entièrement organisée; l'administration Lombarde formait de nouveaux bataillons ; elle y admettait les militaires sans emploi , de Nice, du Piémont, de Savoie , de Gênes, et de toutes les contrées d'Italie. On s'occupait en même tems du commerce , de l'agriculture , des finances et de l'instruction publique. Le gouvernement proposa un prix en faveur du meilleur discours sur cette question : Quel est le gouvernement libre qui convient le mieux à l'Italie ? et dont je crois devoir insérer en note la traduction (1).

(1) Le premier aliment des vertus sociales est l'instruction publique. Elle annonce toujours aux nations leur bonheur prochain, et par-tout où on en voit briller l'aurore , le soleil de la liberté ne tardera pas à se montrer sur l'horizon. La Grèce fut également célèbre dans les arts et dans la guerre. La gloire de ses philosophes le dispute à celle de ses capitaines. Les uns abattirent les tyrans par le glaive, les autres poussèrent un cri dont le retentissement fit toujours trembler les oppresseurs des peuples , un cri enfin qui , malgré les obstacles de tout genre , a fait résonner aux oreilles des nations le nom sacré de la liberté !

Nous avons vu la France , rivale de la Grèce , se-

1796. Bonaparte , occupé du siège de Mantoue ; qu'il voulait terminer avant de porter la guerre au cœur des états de la maison d'Autriche , et des minutieux détails d'une immense administration , paraissait faire peu d'attention aux ridicules préparatifs de guerre qui se faisaient dans Rome ; mais d'autres objets , de la plus haute importance , partageaient son attention. Il combinait les moyens de faire rentrer la Corse , sa patrie , dans le sein de la république française.

couer le joug qui l'opprimait. Elle a éveillé la terreur dans l'ame des tyrans , et l'espoir dans celle des peuples ; mais le flambeau de la philosophie avait précédé l'éclair de son invincible épée. Avec les armes de la raison , le peuple a été persuadé qu'il devait être libre , et le peuple a voulu être libre. La philosophie a prédit qu'un peuple libre briserait les forces de tous les despotes de la terre , et l'Europe a vu les satellites des oppresseurs du monde humiliés devant les drapeaux républicains.

L'Italie ouvrit la première un asyle aux sciences et aux arts de la Grèce ; et si jusqu'à ce moment elle n'a pas donné ces preuves d'énergie qu'on devait attendre d'une nation placée par la nature dans un pays que sa situation , ses ressources , sa population semblaient avoir destiné à la liberté , il faut en chercher la cause dans les obstacles éternels que l'union de la tyrannie et du fanatisme a opposés à l'instruction publique , en étouffant , par d'odieux moyens , le germe d'indépendance que cet heureux climat avait mis dans le cœur de ses habitans.

CHAPITRE XVII.

Les Anglais s'emparent de la ville de Porto-Ferraio , dans l'isle d'Elbe.

J'AI déjà observé que Bonaparte , en mettant garnison française dans Livourne , avait le double projet de ravir ce port au commerce anglais , et d'ouvrir un moyen de communication avec les Corses attachés au gouverne-

Notre premier devoir est donc d'ouvrir au génie italien une vaste carrière , dans laquelle , en traitant les grands intérêts de la nation entière , l'observateur puisse rendre familiers aux peuples les principes éternels de la liberté.

O vous qui cultivez en paix les lettres , que l'amour de la patrie et celui de sa gloire vous réveillent ! Si vous avez été condamnés à étouffer vos pensées , sous l'ancien gouvernement , lorsqu'il n'était pas permis de dire la vérité ; venez , sous les heureux auspices d'une armée victorieuse , et d'un général non moins invincible qu'ami de l'humanité ; ne craignez pas d'élever la voix ; offrez à la patrie l'hommage de vos lumières et de vos talens !

Et vous qui gémissiez sous le joug des tyrans , que craignez-vous ? vous avez dans les mains les moyens les plus prompts de renverser les pouvoirs usurpés. Écrivez ; faites connaître au peuple sa force , il sortira de l'avilissement où le retient la servitude. Célébrez les victoires de ses libérateurs , la gloire des cités qui se

— 1796. ment français. Un très-grand nombre d'individus qui s'étaient exilés de leur patrie , lorsque les Anglais en furent les maîtres , et qui se réfugièrent dans différentes contrées d'Italie , se réunirent à Livourne , lorsque le pavillon français domina dans ce port. Ils avaient des liaisons suivies dans l'isle , surtout avec les départemens du Golo et du Liamone , où le peuple témoignait assez ouvertement son aversion pour les Anglais.

Sir Gilbert Elliot , vice-roi de Corse , avait paru mépriser ces entreprises ; mais lorsque ceux qui les tentaient , eurent un point d'appui qui consolidait leurs démarches , il com-

— sont soustraites à l'esclavage ; rappelez aux Italiens l'antique gloire de l'Italie , et l'oppression dont l'accablent les tyrans , s'ils se raffermissent sur leurs trônes. Faites retentir aux oreilles de tous les hommes en état de porter les armes , les malédictions dont les races futures chargeront la génération présente , si elle laisse échapper le , moment qui se présente , ce qui , peut-être , ne reviendra plus.

A votre voix , la nation prendra l'attitude imposante qui lui convient. Tous les obstacles qui s'opposent à sa régénération , seront méprisés ou renversés. Ses efforts feront pâlir les despotes , et vous aurez la gloire d'avoir provoqué , par vos écrits , le bonheur de votre patrie. Ni les craintes chimériques , ni les difficultés réelles ne doivent arrêter votre noble essor. Tout est facile à celui qui veut être libre ; osez , prenez la plume , l'heure de la liberté est prête à sonner pour l'Italie entière.

mença à craindre qu'elles n'eussent des suites funestes pour les intérêts britanniques.

AN IV.

Maître de la mer par la supériorité de l'escadre britannique sur celle de Toulon, il crut intercepter toute communication entre Livourne et la Corse, en s'emparant de la petite isle d'Elbe, sur la côte de Toscane, qui dépend de la principauté de Piombino, mais dont la ville de Porto-Ferraio appartient au grand duc de Toscane. Bonaparte avait négligé d'occuper cette ville, parce qu'il ne lui aurait pas été possible d'en secourir la garnison contre les forces navales d'Angleterre, et qu'il aurait exposé aux hasards d'un siège des forces dont il avait besoin ailleurs.

La flotte anglaise, forte de dix-sept vaisseaux de ligne et portant deux mille hommes de troupes de débarquement, parut, le 21 messidor, sur les atterrages de l'isle d'Elbe. Les troupes débarquèrent, le 22, à un mille de Porto - Ferraio ; et ayant établi sur les hauteurs qui dominant cette place, une batterie de canons et de mortiers, deux officiers anglais s'avancèrent vers les gardes extérieures, et présentèrent une lettre (1) adres-

(1) Les troupes françaises ayant occupé la ville et le port de Livourne, les canons de la forteresse ayant tiré sur les vaisseaux du roi, dans la rade, et les propriétés britanniques ayant été violées dans Livourne, mal-

1796. sée au gouverneur par le vice-roi de Corse ; qui contenait les motifs de l'expédition anglaise. Les officiers militaires et civils , les consuls et vice - consuls des nations étrangères , et les chefs des principales familles assemblés en conseil commun , reconnaissant

gré la neutralité de son altesse royale le grand duc de Toscane , et malgré les protestations réitérées des Français de la respecter ; il y a aussi lieu de croire que les Français ont les mêmes desseins sur la forteresse de Porto-Ferraio , espérant , par ce moyen , faciliter les hostilités qu'ils méditent contre le royaume de Corse.

Ces motifs nous ont déterminés à prévenir les injustes prétentions des ennemis du roi , aussi hostiles envers son altesse royale qu'à l'égard de sa majesté , en plaçant dans Porto-Ferraio une garnison capable de défendre cette place. Notre unique dessein étant d'empêcher l'occupation de toute l'isle d'Elbe par les Français , nous vous ordonnons de recevoir les troupes de sa majesté qui se présenteront , aux conditions suivantes :

Porto-Ferraio et ses dépendances resteront sous le gouvernement du grand duc ; le pavillon toscan ne cessera pas d'y être arboré ; l'administration ne sera altérée d'aucune manière ; les personnes , les propriétés et la religion de tous les habitans seront respectées ; les commandans anglais veilleront à ce que leurs troupes observent une rigoureuse discipline.

Les officiers et soldats , composant la garnison toscane , continueront de faire le service , s'ils le jugent à propos. Tous les employés , civils et militaires , seront conservés dans leurs emplois , en continuant à se bien conduire.

que la place ne pouvait faire qu'une vaine résistance, les troupes anglaises furent introduites. AN IV.

Cet événement, auquel Gilbert Elliot paraissait mettre beaucoup d'importance,

Ces conditions seront observées autant que la chose sera compatible avec la sûreté de la place.

Nous promettons au nom de sa majesté, de la manière la plus solennelle, de faire retirer les troupes britanniques, et de remettre la place entre les mains de son altesse royale; dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, à l'époque de la paix, aussitôt que tout danger d'invasion de la part des Français aura cessé.

Si vous refusez d'adhérer à ces propositions, aussi conformes aux intérêts de son altesse royale, que justes et nécessaires pour notre cause, l'officier, chargé de l'expédition, a des ordres et des moyens suffisans pour forcer la place; et, dans ce cas, le droit que donnera l'occupation, ne sera limité que par les lois de la guerre.

Ne doutant pas que votre prudence et votre attachement aux véritables intérêts de son altesse royale, ne vous portent à consentir au seul expédient qui puisse lui conserver Porto-Ferraio, et éloigner de l'isle d'Elbe le plus cruel des fléaux; j'ai l'honneur d'être, etc.

Accepté, à condition que si la place est assiégée dans la suite, la garnison et les habitans seront neutres; que, la ville étant actuellement dépourvue de comestibles, les commandans anglais en procureront que les habitans pourront acheter; et que les magistrats auront le tems convenable pour préparer les quartiers nécessaires pour les troupes anglaises, qui, dans aucun cas, ne seront logées dans les maisons des particuliers.

1796.

n'influa d'aucune manière sur le sort de la Corse. Le nombre des partisans de l'Angleterre dans cette isle diminuait avec tant de rapidité, que le vieux Paoli craignant de tomber dans les mains des Français, avait quitté furtivement un pays dans lequel il joua long-tems le premier rôle, pour aller cacher ses cheveux blancs en Angleterre.

Cet homme qui avait occupé les cent voix de la renommée, en défendant son pays contre les Génois, et en décorant sa patrie de monumens utiles, avait perdu une partie de l'intérêt qu'il inspirait, lorsque, plus occupé de sa fortune que deses concitoyens, il les abandonna, en 1769, pour se réfugier à Londres. Depuis lors il reçut de la part du gouvernement anglais une pension que l'état de sa fortune lui permettait de refuser, s'il avait eu plus de vertu que d'amour pour l'argent.

Oublié pendant vingt ans, un décret de l'assemblée constituante le rendit à la vie active. Ce décret annullait la proscription prononcée par l'ancien gouvernement français contre les compagnons de sa fuite, et leur réintégration dans leurs possessions confisquées. Paoli, en le lisant, s'écria, que sa patrie lui était enfin restituée, qu'elle avait, comme la France, recouvré sa liberté; que, n'ayant jamais combattu que pour la lui procurer ;

curer, il irait en jouir dans l'héritage de ses pères.

AN IV

CHAPITRE XVIII.

Pouvoir de Paschal Paoli dans l'isle de Corse.

PASCHAL Paoli passe, en conséquence, de Londres à Paris, excite un enthousiasme universel, sur-tout lorsqu'au sein de l'assemblée constituante, il voulut prêter le serment civique. Chacun le regardait comme un martyr de la liberté. On se hâta de le combler d'honneurs, et de l'envoyer commander en Corse. Le général Biron, nommé au commandement, fut indirectement invité de ne pas se rendre à Bastia, afin que Paoli jouît pleinement de l'autorité dont l'investissait la confiance nationale.

A peine Paoli était en Corse, qu'on fut informé à Paris qu'il propageait dans l'isle des idées d'indépendance politique contraires aux liens qui attachaient la Corse à la France. Le gouvernement français, alors occupé d'intérêts bien plus importants, fit peu d'attention à des avis qu'on pouvait attribuer aux ennemis que l'envie attache aux pas des hommes

Tome VII.

F

1796. publics. Paoli eut toutes les facilités de relever son ancien parti, d'écarter de l'administration publique ceux qui l'avaient abandonné les premiers, pour se soumettre à la France victorieuse. Prévoyant qu'au sein des convulsions révolutionnaires qui agitaient la France, il se présenterait une occasion de rompre avec elle, tous ses soins tendaient à se mettre en mesure de la trahir sans danger.

La constitution civile du clergé, adoptée par l'assemblée constituante, fournit cette occasion. Il fut aisé de faire entendre à un peuple agreste et superstitieux, que la religion de ses pères était menacée. Une consulte assemblée au mois de mai 1793, et dont Paoli était l'ame, déclara vouloir conserver en Corse l'ancien ordre ecclésiastique, rappela les députés que l'isle avait envoyés à la convention nationale, et investit Paoli de l'autorité dont il avait joui pendant les guerres contre les Génois.

Bientôt la prédilection de ce général pour les Anglais se manifesta ouvertement ; les ports de l'isle leur furent ouverts ; une députation se rendit à Londres, pour offrir au monarque anglais le titre de roi de Corse, que les rois de France avaient dédaigné de porter.

Mais dès-lors commença la punition de l'ambitieux Paoli ; il s'était flatté que, la

constitution britannique étant adoptée en ———
 Corse, la chambre des lords serait composée AN IV.
 des personnes qu'il présenterait au cabinet
 de Saint-James. Au lieu de cela, le ministère
 britannique se contenta de bannir les gens
 d'église de la consulte générale, qui se trouva
 composée des deux chambres de la noblesse
 et des communes. Bientôt on envoya en
 Corse un vice-roi, que probablement Paoli
 n'attendait guères. S'il trouva dans cet ins-
 tant les Anglais moins confians et moins
 généreux que les Français, il aurait dû
 réfléchir qu'un peuple de marchands sait
 calculer; et que l'abus qu'il avait fait, en
 faveur des Anglais, de la confiance des
 Français, les avertissait de ne pas s'exposer
 à une nouvelle perfidie.

CHAPITRE XIX.

*Le roi d'Angleterre prend le titre de roi
 de Corse. Des insurrections se manifes-
 tent dans l'isle contre les Anglais.*

LE traité qui, sous le nom d'acte d'union,
 cédait la possession de la Corse à la couronne
 d'Angleterre, était à peine publié, que le
 roi d'Angleterre se fit proclamer roi de

— 1796. Corse. La Grande-Bretagne qui ne produit ni vin, ni huile d'olive, ni bois de construction, trouvait tous ces objets essentiels dans cette conquête; elle lui procurait encore une station voisine de l'isle de Malte, qui favorisait son commerce du Levant. Mais d'autre part, cette affectation de prendre le titre de roi de Corse était en contradiction avec l'assurance que ne cessait de donner le monarque anglais, que tous les efforts qu'il déployait dans la guerre, se réunissaient pour rétablir Louis XVII dans toutes les possessions de Louis XVI. En dépouillant son allié d'un bien qu'il n'était pas assuré de conserver, il prouvait seulement que les gouvernemens ne font jamais la guerre que pour leur seul avantage.

Malgré les appuis que Paoli avait ménagés aux Anglais dans le plus grand nombre des places, ils ne s'y établirent qu'après les combats les plus meurtriers. Le général Lacombe-Saint-Michel, alors représentant du peuple, avait déployé une énergie républicaine et des talens militaires qui avaient long-tems arrêté le vice-roi Gilbert Elliot devant des places dont son courage et son habileté étaient la principale défense.

Les Anglais n'entrèrent dans Calvi, que lorsque cette ville ne fut plus qu'un monceau de ruines; on leur opposa, dans Bas-

tià , la plus longue et la plus vigoureuse résistance ; et lors qu'à force de soins et d'argent , ils furent venus à bout de soumettre les villes maritimes , les ennemis du joug britannique , retirés dans les montagnes , ne cessaient de faire aux Anglais la guerre la plus acharnée ; les exactions que se permettaient les chefs du gouvernement anglais , leur avarice et l'insolente hauteur de leur domination , augmentaient chaque jour le nombre de ces ennemis redoutables.

Bientôt diverses circonstances ramenèrent au parti français plusieurs de ceux , même d'entre les Corses , que les suites de cette inconstance , dont leurs pères donnèrent trop souvent des preuves , avaient momentanément tourné du côté de ses ennemis. A ce nombre déjà très-grand , la gloire dont se couvrait Bonaparte , né parmi eux , ajouta dans la suite la foule de ceux qui croyaient voir réjaillir sur leurs familles et sur eux mêmes , une partie de cet éclat que la naissance du vainqueur de l'Italie répandait au loin. Chacun de ses triomphes affaiblissait dans sa patrie le parti anglais , et on peut dire qu'il le battait en Corse , toutes les fois qu'il battait les Autrichiens sur le continent.

Une insurrection générale s'était déclarée contre les Anglais , dès le mois de fructidor de l'an deux ; le colonel Colonna fut in-

AN IV.

— 1796. culpé d'avoir , dans une fête donnée à Ajaccio au vice-roi dont il était aide-de-camp , mis en pièce le buste du général Paoli. Aussitôt dans Rustino , lieu du domicile de Paoli , et dans les districts voisins , le peuple ameuté brûla les effigies de Golonna et de Fozzo di Bergo , pilla les magasins de sel qu'avaient faits les Anglais , et déclara qu'il ne voulait point payer les impositions qu'on avait établies ; les troupes Anglaises qui gardaient l'isle , étaient si peu nombreuses , qu'Elliot , pour apaiser le mouvement qui s'étendait rapidement du bout de l'isle à l'autre , crut devoir assembler la consulte générale. Elle ne s'occupa que des dîmes de collège et de séminaires ; l'escadre anglaise , aux ordres de l'amiral John Jervis , croisait à la hauteur du cap Corse ; malgré cet avantage , Elliot fut obligé de supprimer les impôts dont les Corses se plaignaient , et de rendre la liberté à tous ceux qui avaient été pris les armes à la main pendant l'insurrection.

Elliot avait entamé une négociation avec le dey d'Alger , en vertu de laquelle non-seulement tous les esclaves corses , faits par les Algériens , furent rendus à la liberté , mais les Corses eurent la permission de pêcher le long des côtes d'Afrique ; malgré cet avantage , une nouvelle insurrection

éclata , vers la fin de germinal an quatre , dans un grand nombre de places. Le drapeau tricolor fut arboré dans le centre de l'isle ; le vice-roi avait envoyé quatre cents hommes de milices pour arracher le signal de la liberté. Aussitôt il se forma un rassemblement de près de trois mille hommes qui enveloppèrent le détachement anglais , fusillèrent les principaux officiers , et renvoyèrent les soldats après les avoir désarmés. Le vice-roi réquit les habitans du cap Corse et de Bastia de marcher contre les rebelles ; ils refusèrent de prendre les armes. Un bataillon corse qu'on voulait faire embarquer pour Ajaccio , se dispersa au moment de l'embarquement.

CHAPITRE XX.

L'isle de Corse rentre sous la domination de la république française.

DANS cette circonstance , la conquête de Porto-Ferraio , loin d'augmenter la force d'Elliot , lui était au contraire préjudiciable , en ce que l'isle d'Elbe , qui ne produit que du fer , tire la plus grande partie de ses subsistances de la Toscane. Les Français ,

— 1796. maîtres de Livourne , refusaient de laisser passer des vivres à Porto-Ferraio , depuis que les Anglais en étaient les maîtres. Cette rigueur augmentait les embarras du vice-roi de Corse qui ne fournissait des subsistances à l'armée navale qu'avec des peines infinies. Il eût abandonné ce rocher aride et insignifiant , si une espèce de forfanterie politique ne l'eût attaché au succès d'une expédition qui couvrait la honte que ressentaient les Anglais de se voir expulsés de Livourne.

Au surplus , la garnison qu'exigeait Porto-Ferraio , en diminuant les forces des Anglais en Corse , augmentait la consistance que prenaient les mécontents dans une occurrence où les moyens de vigueur dont usait l'administration pour se procurer des vivres , augmentaient la masse du mécontentement.

L'insurrection s'était propagée dans le centre de l'isle et dans les départemens du Golo. Les garnisons anglaises étaient réduites à ne pas oser sortir de leurs quartiers ; enfin le vice-roi , dans une tournée qu'il voulut faire dans l'isle , fut fait prisonnier , et on ne lui rendit la liberté qu'à condition qu'il retirerait toutes ses troupes des communes intérieures , où l'on ne reconnaissait plus l'autorité britannique.

L'impossibilité où se trouvait Elliot de se

procurer des subsistances , le décida non-seulement à adopter cette mesure , mais il se vit réduit à déclarer à la ville de Bastia qu'il était résolu d'évacuer la Corse , pourvu que l'embarquement de tous les effets appartenans aux Anglais , ne fût pas troublé par les Corses. Une députation de cette ville vint aussitôt prévenir le commandant français de Livourne de cette proposition.

AN IV.

En vain les Anglais , maîtres de Porto-Ferraio , se vantaient de bloquer les ports de la Toscane ; jamais ils n'avaient pu interrompre la communication entre Livourne et la Corse. On envoyait aux insulaires de l'argent, des armes, des munitions de guerre et des instructions : on leur fit même passer quelques troupes , et tout était disposé pour attaquer les Anglais dans les postes qui leur restaient encore , lorsque l'on sut que la flotte anglaise se disposait sérieusement à quitter les ports de l'isle. Le général Gentili et le commissaire du pouvoir exécutif Salicelli furent chargés par Bonaparte d'y convoquer les assemblées primaires, pour présenter le code constitutionnel à leur acceptation.

Le 26 vendémiaire an cinq , le général Gentili profitant d'un gros tems qui avait forcé les vaisseaux anglais à s'éloigner de la côte , fit embarquer le général de brigade

1796.

Casalta avec la vingt-huitième division de la gendarmerie nationale. Malgré la croisière serrée que les anglais tenaient sur la mer de Toscane , les Français parvinrent dans l'isle le vingt-sept. Ils furent joints aussitôt par un corps nombreux de Corses ; on se porta sur Bastia , où on parvint le vingt-neuf au matin.

Casalta , maître des hauteurs qui dominent cette ville , somma sur-le-champ les Anglais de se rendre. Ils étaient au nombre de deux mille ; mais craignant que les habitans n'ouvrirent les portes aux Français , ils prirent le parti de se retirer dans la citadelle , dont ils sortirent bientôt pour monter sur leurs vaisseaux. Casalta fondit sur leur arrière-garde , leur fit neuf cents prisonniers , et s'empara d'une partie de leurs magasins qu'ils n'avaient pas eu le tems d'embarquer.

Les Français , maîtres de Bastia , et renforcés par un nouveau corps de Corses , se portèrent le jour d'après , avec deux pièces de canon , sur San-Fiorenzo que les Anglais occupaient encore. Ils s'étaient retranchés dans les gorges de San-Germano ; mais les Corses accoutumés à gravir les rochers les plus escarpés , s'étant rendu maîtres des hauteurs qui les environnaient , ils furent obligés de se retirer dans la ville qui fut emportée malgré le feu de deux vaisseaux

anglais , embossés près de l'endroit où Casalta dirigeait ses attaques.

AN IV.

Le général Gentili , le commissaire du gouvernement Salicetti et tous les réfugiés Corses qui restaient encore sur le continent , mirent alors à la voile pour retourner dans leur patrie. Les vaisseaux anglais , loin de s'opposer à leur passage , étaient alors occupés à transporter à Porto-Ferraio leur vice-roi expulsé de Corse , avec les familles anglaises et les recrues d'Allemands et d'émigrés qu'ils avaient attirées dans cette isle à si grands , à si inutiles frais.

En moins de trois semaines , il ne resta pas un seul Anglais en Corse : le régime constitutionnel , semblable à celui de France , y fut établi ; cet événement fut annoncé au directoire par deux lettres , une du général Bonaparte , et une autre du commissaire du gouvernement près de l'armée d'Italie (1).

(1) *Lettre de Bonaparte.* Vous trouverez ci-joint , citoyens directeurs , la lettre que je viens de recevoir du général Gentili. Il paraît , d'après elle , que la Méditerranée va devenir libre. La Corse restituée à la république offrira des ressources à notre marine , et même un moyen de recrutement à notre infanterie légère. Le commissaire du gouvernement Salicetti part ce soir pour Livourne , pour se rendre en Corse.

Le général Gentili commandera provisoirement les troupes. Je l'ai autorisé à mettre en réquisition plusieurs

CHAPITRE PREMIER.

*Tableau de l'intérieur de la France pendant
les derniers mois de l'an IV.*

LA république française, écrasant ses ennemis et protégeant tous ses alliés avec un bras de fer, déployait une puissance dont aucun peuple n'avait donné l'exemple depuis la chute de l'empire romain. La gloire du nom français volait de l'un à l'autre pôle sur les

colonnes mobiles pour donner la force nécessaire au commissaire du gouvernement, et occuper les forteresses jusqu'à l'arrivée des troupes françaises. J'y envoie un officier d'artillerie et du génie, pour diriger ce qui concerne les fortifications.

L'expulsion des Anglais de la Méditerranée doit avoir une grande influence sur les succès ultérieurs de nos opérations en Italie.

Lettre du général Gentili. Citoyen général, vive la république ! notre pays est rendu à la liberté. Le vice-roi ayant annoncé qu'il allait évacuer la Corse, la commune de Bastia a formé, de suite, un comité qui a rendu la liberté à tous les prisonniers républicains, et a nommé une députation qui vient d'arriver avec celle de

illes de la renommée. Les campagnes si vantées de Louis XIV avaient donné à l'Europe une grande idée des ressources de la France ;

Cazinca et d'autres cantons , pour renouveler , au nom de tous nos concitoyens , le serment d'obéissance à la république française.

Je n'attendais , pour mettre à la voile , que le vent favorable , et je profiterai du premier qu'il fera , pour aller assurer à la république les places les plus considérables de l'isle.

Bastia et les forts de San-Fiorenzo sont déjà gardés par leurs habitans , conjointement avec les Anglais qui vont en partir dans trois jours. On me flatte que nous trouverons de l'artillerie et des magasins : je m'emparerai de tout , et je vous rendrai des comptes détaillés.

Lettre du commissaire du directoire. Nous vous avons rendu compte , il y a quelques jours , de l'arrivée en Corse , d'une partie des patriotes destinés à l'expédition que vous avez ordonnée , des mouvemens que les républicains de l'intérieur faisaient , et du prochain départ du général Gentili , avec le restant des Corses réfugiés qui s'étaient réunis à Livourne.

Nous nous empressons aujourd'hui de vous apprendre l'heureuse nouvelle que les Anglais , dans l'impossibilité de tenir plus long-tems , ont évacué l'isle. La lettre du général Gentili vous fera connaître que déjà les députés de la ville de Bastia sont arrivés à Livourne pour prêter , entre les mains de vos commissaires , le serment de fidélité à la république. Le général en chef va donner des ordres pour y faire passer des troupes , et le citoyen Salicetti , l'un de nous , va s'y rendre , pour faire procéder à la convocation des assemblées primaires , et à l'acceptation de la constitution.

LA république
nemis et protégée
de fer, déployai
peuple n'avait
chûte de l'empir
français volait d

L'expulsion des A
une grande influenc
opérations en Italie,

Lettre du général
république ! notre P
roi ayant annoncé q
mune de Bastia a
rendu la liberté à t
nommé une députa

[illegible]

...e, voulant donner à l'Europe une
modération, avait fait l'
Espagne, au moment où Madrid
attendait les vainqueurs pour
les portes ; où d'immenses trésors
pour s'enrichir ; et
pour l'indemniser de ses dépenses
de s'emparer d'un grand empire
pour un roi issu d'une famille pri
tiers de l'Allemagne était conqu
cité. L'Italie entière combattait sa
joug de la France. Ces avantages
fournissaient aux français les
nécessaires pour en obtenir de plus
dominaient les ressources des
les Anglais qui, dans la suite
le commerce, avaient allé
qui donnaient l'Europe, com
craintes que les braves d'Al
Alonso, ne fussent leurs
les ennemis de l'Europe.

irées d'une partie des colonies
 t de presque toutes les colonies
 s les troupes de terre et de mer,
 rder ces possessions, aussi nom-
 loignées les unes des autres,
 à la défense de la Grande-Breta-
 ait été vainement menacée d'une
 endant un siècle et demi, par
 et par Louis XV. Cette considé-
 assurait pas entièrement les es-
 s tentatives que pouvait exécuter
 enthousiaste, et qui, méprisant
 langers, ne voyait que la gloire
 ncre.

ait même que l'immense étendue de
 e que *faisaient les Anglais*, depuis
 ion de France, finissait par tourner
 riment, tant le bien même s'éloigne
 s.

s possessions inappréciables que l'ex-
 de la Hollande a données aux An-
 'guerre présente eût été vraiment
 se pour l'Angleterre. Ses trésors se
 dans le continent, et les versements
 s en Allemagne produisaient une
 numéraire à Londres, qui en-
 ortement les opérations des ban-
 du gouvernement. Les succès ma-
 aient loin de répondre aux dépenses
 sionnaient. Le commerce anglais

VII.

G

— mais on ne lui supposait pas la masse de forces
. 1796. qu'elle développait depuis quatre ans, sans
paraître s'affaiblir.

Lorsque la convention rendit ce décret digne de Xerxès, par lequel elle ordonnait la levée subite et extraordinaire de six cent mille combattans, les émigrés assuraient les puissances coalisées que cet armement n'aurait pas lieu; que si la frayeur conduisait vers les frontières les jeunes gens de la réquisition, leur présence dans les armées serait plus embarrassante qu'utile, et que cet effort, inconsidérément ordonné, énerverait la république par ses conséquences, et la livrerait bientôt à la merci de ses ennemis.

Ces vaines conjectures commencèrent à s'évanouir, lorsque ces nouvelles levées, après avoir chassé les Autrichiens et les An-

Nous regardons l'évacuation de la Corse, comme l'avant-coureur de la délivrance de la Méditerranée; et cet événement, auquel ont concouru le traité avec l'Espagne, l'occupation de Livourne, la clôture des ports de Gènes aux Anglais, et l'énergie des républicains qui se sont jetés dans l'isle, va rendre au commerce de Marseille son premier éclat, et la prospérité au midi de la république.

Que ceux des habitans de Corse, qui ont eu le malheur de se laisser séduire par les Anglais, servent d'exemple aux hommes qui seraient encore tentés de se fier à la parole de ces faussaires!

glais de la Belgique , franchissant des fleuves de glace , bravant les frimats et les bayonnettes , faisaient en quinze jours la conquête de la Hollande. Mais lorsque les années suivantes on vit ces gigantesques efforts , non-seulement ne pas se ralentir , mais prendre de nouveaux accroissemens suivant les circonstances , il fut démontré qu'il existait dans la république une masse de forces capable de résister avec succès à l'Europe entière. La population de France , quelque diminuée qu'elle fût par la plus sanglante des guerres , à la suite de la tyrannie la plus dévastatrice , était tellement surabondante à l'époque de la révolution , que les pertes qu'elle a essuyées , n'auront que des effets peu sensibles.

L'enrôlement universel des habitans d'un grand pays , dont la cause individuelle se trouvait liée à celle de la révolution , devait fournir des ressources d'attaque et de défense supérieures à celles des armées mercénaires , transportées loin de leurs foyers avec l'attirail immense qui les accompagne , pour qui de grands revers étaient presque irrémédiables , et dont les chefs ne pouvaient rien donner au hasard , ni à des chances qui n'auraient pas été prévues dans leurs instructions.

Il est encore sensible que la seule émission des assignats devait assurer la supériorité à la

AN IV.

— 1796. France. Celui qui met des écus dans la balance de la guerre , ne saurait prévaloir sur celui qui la soutient avec un papier dont sa seule volonté limite la multiplication ; et lorsque les papiers tombèrent , les suites de ce système conservaient aux Français leur prépondérance.

La France , voulant donner à l'Europe un gage de sa modération , avait fait la paix avec l'Espagne , au moment où Madrid sans défense attendait les vainqueurs pour leur ouvrir les portes ; où d'immenses trésors s'offraient aux armées pour s'enrichir , et à la nation pour l'indemniser de ses dépenses ; où la révolution , si avide de se propager , était prête de s'emparer d'un grand empire , et de détrôner un roi issu d'une famille pros-crite. Le tiers de l'Allemagne était conquis ou pacifié. L'Italie entière courbait sa tête sous le joug de la France. Ces avantages immenses fournissaient aux français les moyens nécessaires pour en obtenir de plus grands , et diminuaient les ressources de ses ennemis.

Les Anglais qui , dans la vue d'augmenter leur commerce , avaient allumé l'incendie qui dévorait l'Europe , commençaient à craindre que les brandons du feu , passant la Manche , ne dévorassent leur isle ; leurs forces navales , parcourant sans obstacles toutes les mers qui entourent le globe terrestre , s'étaient

s'étaient emparées d'une partie des colonies françaises , et de presque toutes les colonies bataves ; mais les troupes de terre et de mer, destinées à garder ces possessions , aussi nombreuses qu'éloignées les unes des autres , manquaient à la défense de la Grande-Bretagne. Elle avait été vainement menacée d'une invasion , pendant un siècle et demi , par Louis XIV et par Louis XV. Cette considération ne rassurait pas entièrement les esprits sur les tentatives que pouvait exécuter un peuple enthousiaste , et qui , méprisant tous les dangers , ne voyait que la gloire de les vaincre.

Il arrivait même que l'immense étendue de commerce que faisaient les Anglais , depuis la révolution de France , finissait par tourner à leur détriment , tant le bien même s'éloigne des excès.

Sans les possessions inappréciables que l'expédition de la Hollande a données aux Anglais , la guerre présente eût été vraiment désastreuse pour l'Angleterre. Ses trésors se perdaient dans le continent , et les versements continuels en Allemagne produisaient une rareté de numéraire à Londres , qui entravait fortement les opérations des banquiers et du gouvernement. Les succès maritimes étaient loin de répondre aux dépenses qu'ils occasionnaient. Le commerce anglais

— 1796. mal protégé, les colonies troublées par les nègres et inquiétées par les Français qui, sans forces navales et presque sans troupes, avaient sureprendre la Guadeloupe, menacer la Barbade et Saint-Vincent ; l'expédition mal combinée et plus mal soutenue de Toulon ; la prise de possession de la Corse, pour l'abandonner ensuite : tout cela pouvait amener, sinon une révolution et une banqueroute, comme de gens à courte vue ne cessaient de l'annoncer en France, du moins un mécontentement général, capable de forcer le gouvernement d'embrasser un nouveau système politique.

Les chances de la guerre gênant la spéculation mercantile dans toute l'Europe, il se présentait d'autant moins de débouchés aux denrées coloniales de l'Amérique et de l'Asie, dont regorgeait la ville de Londres, que ces objets étaient plus étrangers à la consommation des armées, dont les fournitures intéressaient principalement les forts capitalistes. On eût plutôt acheté les chevaux et les draps anglais, que le sucre, le café, le cacao et les soieries de l'Inde, dont les soldats ne faisaient aucun usage. Les Anglais soupiraient donc après la paix, tandis que leur gouvernement, pour éloigner les Français des bords de la Manche, prodiguait à l'empereur les trésors britanniques.

CHAPITRE II.

Traité d'Alliance entre la France et l'Espagne, et entre la France et la république de Gênes.

LES événemens de la guerre avaient déterminé la cour d'Espagne et le sénat de Gênes à contracter avec la France une alliance qui semblait devoir achever de détruire le commerce britannique.

Les partisans de la maison d'Autriche ne cessaient de répandre parmi le peuple Génois les bruits les plus alarmans sur les dispositions des Français à l'égard de cette république. A les entendre, Bonaparte allait enlever aux Génois leurs biens, leurs armes, leur gouvernement, et même leur religion. Les prêtres, craignant de partager le sort qu'avait éprouvé le clergé de France, échauffaient l'imagination de la multitude par des cérémonies religieuses, motivées sur les dangers que courait la nation Génoise ; les femmes se rassemblaient et visitaient en troupe les églises, pour demander au ciel de les protéger contre les brigands ; on publiait des miracles opérés par la Vierge ; on faisait dans tous les sanc-

— tuaires des processions solennelles pour obtenir la protection de Dieu et des Saints.
1796.

On ne manqua pas de profiter de la levée du siège de Mantoue et des succès passagers qu'avaient obtenus les Autrichiens, pour augmenter l'effervescence publique. Le terme des succès des armées républicaines était enfin arrivé, disaient les prédicateurs dans toutes les chaires. Les Français allaient être expulsés d'Italie ; Dieu qui, en permettant qu'ils y entrassent, ne s'était servi d'eux que pour rappeler les enfans de l'église à la pénitence et aux autres vertus chrétiennes, les livrait au glaive de l'ange exterminateur. Ces discours, dans l'esprit d'un peuple fanatique, pouvaient entraîner les plus cruels excès envers les Français ; ils commençaient même à produire ce terrible effet, lorsque la nouvelle subite des nouveaux succès de Bonaparte arrêta le cours des miracles, et ferma la bouche à ceux qui les publiaient.

Dans presque toutes les religions, les prêtres employèrent souvent leur ministère à égarer le peuple. Je ne ferai point parade d'une vaine érudition pour appuyer cette vérité assez démontrée par toutes les pages de l'histoire, et qui ne prouve autre chose, sinon qu'il n'est point d'institutions, quelque saintes, quelque nécessaires qu'elles soient, dont les passions humaines n'abusent.

Le gouvernement génois , convaincu que les mécontentemens éprouvés par les Français , pourraient avoir les suites les plus funestes , envoya à Paris le noble Vincent Spinola en qualité d'envoyé extraordinaire auprès de la république française , pour serrer les liens qui unissaient les deux gouvernemens. Ces liens ne devaient s'étendre qu'à une neutralité parfaite et aux bons offices que deux peuples voisins pouvaient se rendre. Les Anglais , qui ne croyaient pas qu'une petite république dont ils étaient en mesure de bombarder la capitale , osât se déclarer contre eux , continuaient à désoler le commerce français dans le golfe de Gênes. Trois vaisseaux de cette nation enlevèrent , le 20 fructidor , sur la côte voisine du faubourg de S. Pierre d'Arena , une bombarde française , armée de deux pièces de canons et chargée de munitions de guerre pour l'armée d'Italie. Cette violation de territoire , commise sous les batteries de la ville , excita chez les Français une vive indignation ; ils se précipitèrent sur la chaloupe envoyée dans le port par le vaisseau de ligne anglais , et l'enlevèrent en présence d'un poste génois qui , loin d'écarter les Anglais , tira quelques coups de fusil sur les Français. Une partialité aussi marquée était sur le point d'attirer sur la ville les armes françaises. Dans cette circons-

AN IV.

— tance, les collèges et ensuite le petit conseil ;
1796. forcés de donner la satisfaction qu'on devait à la France, ordonnèrent que tous les ports de la république de Gênes seraient fermés aux Anglais, et séquestrèrent tous ceux qui s'y trouvaient alors.

Dans le même tems, un traité d'alliance défensive et offensive était conclu, le deux fructidor, entre le gouvernement de France et celui d'Espagne. L'un et l'autre gouvernement promettaient de fournir, sur la demande de la puissance requérante, quinze vaisseaux de ligne, six frégates et quatre corvettes ou bâtimens légers, équipés, armés et approvisionnés de vivres pour six mois. Ces forces navales devaient être rassemblées par la puissance réquise dans celui de ses ports, désigné par la puissance requérante.

Cet événement ne fit pas sur les Anglais l'impression qu'en attendait le gouvernement de France ; on n'y vit que les richesses du Mexique et les dépouilles espagnoles offertes au courage des marins anglais. Cet espoir popularisa la guerre, et donna au ministre Pitt des moyens qu'il n'osait espérer.

Le desir de se venger des Anglais et de détruire plus promptement leur puissance, conduisit le directoire à forcer l'Espagne, qui ne pouvait servir la France qu'en gardant la neutralité, d'exposer sa marine à la des-

truction, et ses colonies à la conquête ou à la révolte. On livra le commerce espagnol aux corsaires anglais, tandis que, sous l'égide de la neutralité, il eût exporté les productions de France, et versé dans ses ports les denrées coloniales : c'est une faute qui pouvait être plus funeste qu'elle ne l'a été. Il est glorieux d'enlever Gibraltar aux Anglais ; mais si l'Espagne devenait jamais ce qu'elle pourrait être, cette clef de la Méditerranée serait bien plus dangereuse dans ses mains, qu'entre celles des Anglais, qui en sont trop éloignés pour en faire tout l'usage auquel elle pourrait servir ^{et} qui la garderait autant par vanité que par intérêt. *garden*

CHAPITRE III.

Vacillations dans l'opinion publique.

LA France, redoutée de toutes les nations voisines, eût bientôt conquis la paix dont elle avait besoin pour affermir son nouveau gouvernement, si la discorde eût cessé d'agiter dans son sein son funeste flambeau. Triste effet des révolutions, dont la marche convulsive, mettant en défaut la prudence du législateur et même les combinaisons du philo-

— sophe , déchaîne toutes les passions , et
1796. change les hommes en bêtes féroces !

J'ai déjà observé que , depuis l'insurrection de vendémiaire , le gouvernement , redoutant les entreprises que les fauteurs de l'ancien régime tentaient dans toutes les circonstances pour renverser le nouvel ordre de choses , avait confié presque toutes les places de quelque importance à des hommes connus par leur conduite révolutionnaire. Cette préférence marquée mécontentait les personnes qui , regardant la révolution comme terminée , craignaient que des gens déterminés de longue-main à bouleverser , ne voulussent bouleverser encore. Elle mécontentait aussi ceux qui confondaient avec les anarchistes et les buveurs de sang tous les amis énergiques de la révolution : elle mécontentait bien davantage les ennemis de la révolution.

Des troubles de la qualité la plus allarmante continuaient à se manifester dans plusieurs provinces ; des brigands , organisés en bandes nombreuses et redoutables , dévalisaient les voyageurs et commettaient les atrocités les plus monstrueuses. Les campagnes étaient en proie à un genre de crime sans exemple jusqu'alors. Des scélérats , connus sous le nom de chauffeurs , pénétraient dans les maisons écartées , attachaient avec des cordes les domestiques , étendaient les maîtres ,

hommes ou femmes, sur des charbons ardents, et les forçaient, par l'horreur des tortures, à leur remettre tous les métaux précieux qu'ils possédaient. AN IV.

On n'était guères plus en sureté dans les villes, où la diversité des opinions armait les voisins contre les voisins, les parens contre les parens, les possesseurs de biens nationaux, et en général, tous les individus qui s'étaient enrichis depuis la révolution; on attribuait ces excès aux manœuvres directes ou indirectes des émigrés, et des prêtres réfractaires rentrés en France, qui combinaient leurs efforts avec la plus machiavélique astuce, pour produire un nouveau bouleversement à la faveur duquel ils pussent se ressaisir de leurs propriétés confisquées.

D'autres observateurs pensaient que les principaux auteurs des calamités physiques et morales qui désolaient l'intérieur de la république, étaient ces féroces désorganiseurs, accoutumés aux meurtres, au brigandage, devenus pour eux un besoin. Willot, commandant à Marseille, écrivait au directoire et au ministre de la police : « Les rapports qu'on vous a faits sur la situation du Midi sont vrais, mais vous êtes trompés sur la source des excès qui s'y commettent journellement. Ces royalistes forcenés qui assassinent les républicains; cette foule d'émigrés débar-

— 1796. qués sur nos côtes, ne sont que des fantômes grossiers, par le moyen desquels on veut alarmer le gouvernement, et donner une fausse direction à sa vigilance, en cachant les véritables conspirateurs. Le seul parti que j'ai à combattre est un amas d'anarchistes, qui infestent depuis long-tems ces contrées. »

On répandait que Willot était lui-même un royaliste qui mettait sur le compte des républicains, les crimes dont lui et ses complices se rendaient chaque jour coupables.

Au milieu de ces versions disparates, l'homme étranger à toutes les factions restait en suspens. Le gouvernement lui-même, recevant, sur les mêmes faits, des renseignemens contradictoires, flottait incertain. Quelques mesures qu'il prît, il était assuré qu'elles seraient interprétées au gré des passions diverses; d'autant plus embarrassé, que cette anxiété désolante se montrait presque par-tout, dans un tems où, pour subvenir aux frais incalculables de la guerre, on avait besoin de toutes les volontés vers le même but; et que ce concours de volontés devait seul couronner la révolution par une paix heureuse.

CHAPITRE IV.

Partis qui divisaient la France depuis l'introduction du régime constitutionnel.

JE ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit ailleurs, que les factions qui avaient ensanglanté la France sous la législative et sous la conventionnelle, n'existaient plus, brisées en éclats par les frottemens révolutionnaires ; d'autres partis diversement modifiés, se fortifièrent au milieu de leurs débris. Les chefs des premières factions en avaient été successivement les victimes, sans peut-être en avoir prévu ni les développemens ni les résultats.

Au lieu des cordeliers, des jacobins, des feuillans, des girondistes, quatre partis bien prononcés divisaient la France, depuis l'introduction du régime constitutionnel. Ce n'est qu'en suivant cette observation, qu'on peut concevoir la série des événemens qui amenèrent la journée du dix-huit fructidor an cinq, et celle du dix-huit brumaire an huit.

Le premier et le plus nombreux de ces partis était celui des républicains attachés à la constitution de l'an trois, quoiqu'ils

1796. en sentissent les défauts. Le second se composait des individus qui auraient voulu ramener la constitution de l'an premier. Ils s'appelaient aussi républicains ; ils prétendaient même qu'ils l'étaient exclusivement. Ceux du tiers-parti , qu'on pouvait appeler *demi-royalistes* , multipliaient leurs efforts , pour faire sortir de ses ruines l'œuvre de la constituante. Ils se vantaient , comme les *quatre-vingt-treize* , d'être fauteurs du régime républicain ; et , dans leur système , l'Angleterre est une république. Enfin , le quatrième parti était formé de ceux qui voulaient tout rétablir dans l'ancien système , jusqu'aux aides et aux capucins.

Ces royalistes , écrasés par la hache révolutionnaire , étaient encore combattus par les opinions répandues dans les écrits de quelques-uns de leurs partisans les plus adroits. Mallet-Dupan , dans une brochure intitulée , *Considérations sur la nature de la révolution de France , et sur les causes qui en prolongent la durée* , assignait à cette inflexibilité qui voulait tout ou rien , le principal attachement des Français à la cause républicaine. Après avoir fait l'analyse d'un de ces écrits (1) , et en avoir tiré les conclusions

(1) Lettres sur la république de 1793 , etc. etc.

les plus défavorables à la cause du royalisme, —
il ajoutait : « Si la convention avait à réchauf- AN IV.
fer l'enthousiasme des peuples , elle ferait ,
dans une proclamation, la seconde édition
des principes de l'anonyme , et d'après lui ,
elle dirait à la nation :

« Cessez d'espérer aucun de ces avantages
que vous offrait un roi dont la mémoire
semble consacrer les volontés. A la royauté
ensevelie on veut ajouter tout ce qui vous
la rendait odieuse. Aujourd'hui souverains ,
céderez-vous vos destinées au monarque le
plus absolu ? Si vous penchez pour la res-
tauration de la monarchie , songez qu'elle
est essentiellement un gouvernement féodal ;
vous avez borné la nation aux communes
seules ; eh bien ! nos adversaires excluent les
communes des états-généraux , et vous ap-
prennent que la noblesse et le clergé sont les
véritables et originaires représentans de la
nation.

» Louis XVI avait reconnu votre droit de
consentir les taxes dans vos états-généraux ;
on vous déclare maintenant que le régime
de Louis le Grand décidera seul des contri-
butions , et que la volonté des contrôleurs
généraux sera substituée à celle des états.

» Tous vos cahiers , en 1789 , demandaient
la suppression des intendans ; on vous les
redonnera comme le grand ressort de la

— 1796. marche rapide du gouvernement. Vainement les bons esprits objecteraient que plus l'autorité du roi est concentrée , plus il est dangereux d'en confier l'exercice à des agens trop absolus ; que les administrations subordonnées , soumises à des règles invariables , et qui gouvernent par un esprit de secte , sont préférables à des vice-rois , dont l'intérêt tend invariablement à se rendre plus forts que la loi , et à outrer l'usage du pouvoir , en introduisant l'arbitraire pire que le despotisme.

» Votre vœu unanime a proscrit les lettres de cachet : on vous les rendra comme des moyens de correction. Les coups d'autorité reparaîtront comme des graces. Vous venez d'abattre la bastille ; on en rebâtera de plus spacieuses. La justice , l'amour du peuple , le desir du bien , la simplicité des mœurs dans le roi , lui seront interdits comme de faux principes de popularité. Pas une innovation ne sera conservée , pas un abus ne sera condamné. Choisissez maintenant entre l'indépendance que vous avez conquise , et une sujétion illimitée.

» A ces mots , on voit toutes les dissidences s'évanouir , les camps se repeupler , le crédit des royalistes s'évanouir. Voilà , depuis quatre ans , la chaîne d'écueils sur lesquels on s'obstine à nous amener par ces

déclamations de divan qui font calomnier les princes , leurs conseils , leurs partisans ;
déclamations que l'impuissance la plus affligeante rend aussi ridicules qu'irréfléchies , et qui par-tout multiplient les partisans de la révolution. »

AN IV.

Ainsi parla Mallet - Dupan. Ses leçons avaient fait une telle impression sur l'esprit de ceux auxquels il les adressait , que tous les émigrés rentrés et tous les royalistes de l'intérieur , paraissant abandonner leurs anciens droits , leurs anciennes prérogatives , leurs anciennes prétentions , et paraissant craindre que l'intérêt de la révolution ne se popularisât même chez les nations étrangères , sur-tout en Angleterre , où le gouvernement n'exerce pas le pouvoir d'armer la nation , pour relever les prisons d'état , annonçaient les vues les plus conciliatrices. A les entendre , loin de vouloir immoler la cause de la liberté des peuples aux intérêts des rois ou de la noblesse désormais inséparables , on ne voulait ramener en France que la paix , la concorde , l'abondance , le bonheur ; tous les abus anciens et nouveaux allaient être irrévocablement réformés ; et la France , sous le gouvernement qu'ils lui préparaient , allait devenir une famille immense , dont la noblesse serait les aînés , le peuple les cadets et le roi le père. Leurs

1796.

magnifiques promesses , réduites à leurs va-
leurs , se perdaient dans les nues pour grossir
l'orage qui les environnait.

Les défenseurs de la constitution de 1791 ,
après avoir primé quelque tems dans le club
des feuillans , dispersés par les jacobins des
deux factions anarchique et orléaniste , et
brisés dans leur chute , furent oubliés pen-
dant plusieurs années. Ils reparurent après
les événemens du 9 thermidor. Le mépris
qu'inspirait la production populacière des
jacobins , appelée constitution de 1793 , tour-
nait en leur faveur ; la seconde constitution
étant rejetée , ils offraient la première. Les
restes de la faction orléaniste parurent s'u-
nir à ce parti dans lequel ils croyaient trou-
ver leurs avantages.

On mettait en avant l'exemple de l'An-
gleterre , qui , s'étant en vain flattée , après
les plus violentes commotions , de jouir d'un
gouvernement heureux , en rendant la cou-
ronne au fils du roi que Cromwel avait fait
décapiter , n'avait affermi sa liberté , qu'en
chassant les Stuards , pour donner leur trône
au Stadhouder de Hollande. La création de
la constitution de l'an trois diminuait , mais
n'éteignait pas leurs espérances.

Le mouvement de vendémiaire et les réac-
tions du midi purent avoir quelque affinité
avec les projets de cette faction. J'entendais
assurer

assurer cent fois à cette époque , par gens
qui se prétendaient instruits , que le fils AN IV,
aîné du duc d'Orléans , caché dans Paris
ou dans les environs , ne tarderait pas à se
montrer , et que cet événement rétablirait
tout-à-coup la paix dans l'Europe entière.

Les fauteurs de ce système se présentaient
comme des médiateurs entre les républicains
et les royalistes , entre le gouvernement fran-
çais et les puissances coalisées. Ils ne reje-
taient pas même entièrement la constitution
de l'an trois ; à leur avis , plusieurs de ses
institutions devaient être ajoutées au code
de la constituante ; le décret qui partageait
en deux chambres le corps législatif , était
une de ces institutions supplétives.

On assurait que le club de Clichy , rétabli
par les députés qui formaient le nouveau
tiers dans la législature , penchait en faveur
de cet amalgame. J'ai connu , parmi ceux
qui assistaient à cette réunion , des hommes
dont les principes étaient purement répu-
blicains ; mais je ne voudrais pas décider
quelle était l'opinion de l'assemblée entière,
où les députés seuls étaient admis. Au sur-
plus , la force de ce parti augmenta vers
le tems où un second tiers entra dans le
corps législatif , en prairial an cinq , et un
grand nombre de royalistes s'y réunirent ,
soit que désespérant de rétablir la monar-

— 1796. chie française avec ses anciennes dépendances, un trône constitutionnel fût regardé par eux comme une dernière planche après le naufrage, ou que, dissimulant leurs arrières-pensées, ils vissent dans ce changement les germes d'un second qui leur rendrait leurs prérogatives.

Les auteurs de la constitution de l'an premier étaient moins redoutables par leur nombre que par l'habitude qu'ils avaient de soulever toutes les tempêtes de la révolution : c'étaient ces mêmes hommes qui, faisant sortir du travail et de la dépendance une immense population d'ilotes, et les appelant à l'égalité et à la domination, avaient renversé les institutions sociales reçues en France depuis dix siècles, et qui voulaient obtenir le fruit de leurs travaux. Ils prétendaient avoir donné des gages à la révolution, tandis que la plupart d'entr'eux lui avaient, au contraire, prêté sur gages, et se faisaient payer très-chèrement.

Cependant, malgré le déplacement de toutes les conditions, le renversement des grandes propriétés, et cette immense loterie de fortunes populaires, d'avancemens, de succès, d'offices innombrables, distribués par le peuple en masse, et reçus par le peuple en détail, un grand nombre de révolutionnaires restaient dans l'indigence, soit que le hasard

ne leur eût pas fourni l'occasion de se procurer ces masses d'assignats avec lesquels on achetait les biens nationaux , ou que , regardant comme intarissable la mine de papier qui avait alimenté la révolution pendant quatre ans , ils eussent dissipé leurs profits en vaines profusions , ne doutant pas d'en faire de nouveaux à leur volonté.

AN IV.

La chute des assignats rendait ces profits plus médiocres et plus incertains. Leur désespoir de n'avoir pas profité de la fortune , lorsqu'elle s'offrait à eux , augmentait à la vue de leurs camarades possédant les plus belles terres de France , logés dans de magnifiques palais , se montrant dans ces jardins enchantés , asyles des plaisirs , avec leurs maitresses couvertes de diamans , et traînés dans des chars étincelans d'or.

Quelques-uns d'eux persuadés , ou paraissant l'être , qu'une expropriation totale et universelle pouvait seule consolider la république , regardaient comme un acheminement à la royauté , tout gouvernement dans lequel quelques particuliers faisaient des fortunes immenses. La constitution de l'an trois leur paraissait royaliste ; et dans la crainte qu'on ne s'avisât quelque jour de substituer un monarque aux *pentarques* constitutionnels , ils préféraient le code de l'an premier ,

H 2

— comme plus favorable au nivellement agraire
1796. des propriétés.

Je ne range pas dans ce parti les hommes de sang ; ils sont d'une espèce inconnue jusqu'à nos jours. Créés par la révolution , nous les avons vu réunir ce qui, jusqu'à présent , paraissait contradictoire, le courage et la cruauté , l'amour de la liberté et la soif du despotisme , la fierté qui élève l'ame et les affections criminelles qui la dégradent ; ces tigres qui semblèrent sortir de l'enfer pour dévaster la terre , pour briser tous les jougs , toutes les lois , tous les usages , pour écraser de la même main ceux qui défendent la liberté et ceux qui la combattent ; ces agens aveugles de la mort et du chaos , loin de former un parti , étaient prêts à vendre leur fureur à ceux qui auraient voulu les payer.

Avez-vous vu quelquefois dans une bataille une phalange épaisse s'avancant en colonnes serrées, de manière que la vue ne perce pas au-delà des premiers rangs. Les soldats qui la composent , ne paraissent devoir combattre qu'avec les armes qu'ils ont dans les mains. L'ennemi ne se prépare qu'à repousser le choc dont ils le menacent. Tout-à-coup la colonne s'arrête ; elle s'entr'ouvre par un mouvement subit ; une artillerie formidable se présente , et vomit sur l'ennemi consterné l'épouvante et la mort.

Les terroristes étaient cette artillerie prête à foudroyer tout ce qui pesait sur leurs têtes indociles , tout ce qui les empêchait d'assouvir leur horrible soif du sang humain. Ce système n'était que destructif. Le parti qui se servait d'eux , pouvait devenir à son tour leur proie. Ainsi les animaux atteints de la rage , après avoir déchiré tout ce qu'ils rencontrent , se jettent jusque sur la main qui les a nourris.

AN IV.

Les trois derniers partis étaient contre-révolutionnaires , puisqu'ils voulaient détruire plus ou moins la constitution de l'an trois. Tous s'abusaient dans leurs vues et dans leurs moyens.

Ceux qui parlent tous les jours de détruire le gouvernement qui existe en France , ne sentent peut-être pas eux-mêmes combien ils s'égarent jusque dans leurs desirs. Ils ont vu qu'une révolution était un événement terrible et funeste ; ils en concluent qu'une contre-révolution serait un événement heureux , sans réfléchir que cette contre-révolution qu'ils attendent , ne serait qu'une révolution nouvelle , accompagnée de nouvelles horreurs.

1796.

CHAPITRE V.

Réflexions sur le rapport entre le régime constitutionnel de France et celui des anciennes républiques.

Au milieu des crises révolutionnaires, lorsque les hommes qui ont tout perdu, regrettent le passé; lorsque les hommes qui n'ont pas tout obtenu, dévorent l'avenir, on ne saurait juger encore des résultats que doit amener le nouvel ordre des choses. Lingnet osa imprimer cette phrase, trop peu méditée alors, et trop mise en pratique depuis. *La société a fait du monde un vaste cachot, dans lequel il n'y a de libres que les gardiens des prisonniers. Il ne faut qu'avoir vu comment le riche dévore, et comme tout le reste jeûne, pour être devenu un niveleur*, disait Adrien Lezay, dans ses pamphlets. Le sage reconnaît ces vérités avec douleur; mais il ne les publie qu'avec précaution. Oui, sans doute, le pauvre jeûne; et tandis qu'il arrose de ses larmes le morceau de pain que lui disputent ses enfants infortunés, le vrai philosophe verse des larmes encore plus amères sur l'immuable destinée des humains, que

la nature a condamnés, en les réunissant en société, à cette affligeante inégalité de partage à laquelle nos révolutionnaires prétendaient remédier, non en favorisant l'industrie, non en divisant les propriétés, mais en changeant les propriétaires. Il ne peut exister de société dans laquelle il n'y ait des pauvres et des riches. Le travail est en même tems l'enfant du besoin et le père des jouissances. Peuples, ne vous laissez point égarer par des espérances qui ne sauraient se réaliser. Souvenez-vous que ceux d'entre vous qui sortiront de la misère par la violence, deviendront la minorité; que le plus grand nombre restera pauvre, et ne trouvera plus de ressources; et que les spoliateurs verront se tourner contre eux leurs principes et leurs armes. Les niveleurs ne disent pas leur secret; ils savent bien que l'égalité absolue ne régnera sur la terre, que lorsque tous les visages se ressembleront parfaitement; mais ils savent encore mieux qu'en prêchant l'expropriation, en appelant le brigandage au secours des malheureux, le petit nombre qui s'emparera des fortunes, sera composé des prédicateurs, et non de ceux qui les écoutent.

A l'égard du gouvernement, Raynal, Boulanger, Montesquieu, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau lui-même, si souvent et si mal-à-propos cité comme l'apologiste du

AN IV.

— 1796. gouvernement représentatif, en déclamant contre le despotisme et les tyrans, ont posé en principe que la république ne convient qu'aux petits états, et que la monarchie tempérée est la seule forme de gouvernement propre à faire fleurir et à rendre heureuses les grandes nations. Ajouterai-je que Tacite disait de nos pères, qu'ils ne savaient supporter ni l'esclavage ni la liberté. Malgré ces témoignages, la France peut non-seulement se soutenir en état de république, mais s'élever, sous ce régime, au plus haut degré de puissance et de bonheur.

L'oligarchie ou l'aristocratie, plus ou moins mêlées de démocratie, telles étaient les formes diverses sous lesquelles se présentent les républiques anciennes. Elles furent toutes partagées en différentes classes de citoyens, et ce qui est sur-tout à remarquer, la terre de la liberté était par-tout cultivée par des esclaves. Le peuple souverain était le petit nombre à-peu-près oisif, et au-dessus du besoin, il n'avait autre chose à faire qu'à gouverner.

Les divisions entre les classes des citoyens, et sur-tout entre les patriciens et les plébéiens; les usurpations du sénat et les prétentions du peuple; l'audace des tribuns et l'orgueil des consuls; l'asservissement des

clients et l'influence des patrons ; le grand crédit des orateurs ; le besoin de faire la guerre , d'abord pour se procurer un territoire , puis pour calmer les dissensions civiles , ensuite pour alimenter le trésor public ; et bientôt pour satisfaire les passions des grands ; l'esprit de conquête et l'ambition du peuple-roi ; la nécessité de la dictature : voilà les causes auxquelles on attribue communément la chute de la république romaine. AN IV.

Elle s'écroula sous le poids du despotisme militaire , lorsque des armées trop nombreuses , après avoir vaincu pour la patrie , combattirent en faveur de leurs généraux. Vaines allégations ! La république romaine tomba , parce que le peuple romain était devenu trop nombreux , pour qu'il lui fût physiquement possible de se gouverner immédiatement. L'antiquité n'a pas connu le gouvernement représentatif tel qu'il est établi en France , et ce gouvernement représentatif est le seul mode qui convienne à une grande république. Tous les raisonnemens de Montesquieu tombent à faux ; il n'y a qu'une petite république qui puisse se gouverner immédiatement , parce que dans une petite république seulement tous les citoyens peuvent se réunir à-la-fois dans un seul endroit , et s'entendre quand ils sont réunis ;

— mais la plus grande nation peut être aisément
1796. régie par un gouvernement représentatif.

De toutes les formes de gouvernement, la démocratie, dans une grande comme dans une petite nation, est celle qui électrise le plus fortement les âmes, et généralise le plus vite les passions. Les intérêts qui enchaînent le peuple à la république, sont d'un genre bien plus profond, bien plus intime que ceux qui ralliaient les nobles à l'ancien système. Ne pouvant prévoir, au commencement des orages, tous les maux qui les menaçaient, ils ne défendaient qu'une partie de leur fortune et les préjugés de leur vanité; cependant, que de calamités cette lutte n'a-t-elle pas entraînées! Ceux qui ont lié leur sort à la république, ont à défendre leur existence entière, et des principes, ou, si on veut, un orgueil inhérent à la nature humaine. La réussite est pour eux la réhabilitation de leurs droits, le fruit d'une conquête, l'excuse de leur conduite, et le gage de leur sûreté.

Il est en France beaucoup de mécontents; mais on aurait tort de les regarder tous comme des ennemis du gouvernement. Celui qui trouve son habitation incommode, n'est cependant pas prêt à la renverser. En général les hommes ont l'humeur frondeuse, plus que destructive: la masse entière d'une na-

tion est nécessairement liée à son gouvernement.

AN. IV.

Lorsqu'une lutte intestine s'engage , le gouvernement entraîne par son impulsion non-seulement les hommes nuls qui sont le plus grand nombre , mais ceux même qui murmurent , excepté précisément la fraction qui se soulève. Les insurgés de la Vendée eurent long-tems des avantages éclatans , cependant ils n'obtinrent jamais l'accession ni d'aucune ville importante ni d'aucun des départemens environnans , ce qui prouve à l'homme attentif que , dans ces pays même où les contre-révolutionnaires s'étaient rassemblés en force , l'opinion publique était partagée ; cet équilibre devait être renversé par le gouvernement.

Le parti des républicains attachés à la constitution l'emportait hautement sur les trois autres réunis. Il ne se composait pas seulement des hommes impérieusement dominés par la passion d'être libres ; et , quoi qu'en puissent dire les amis de l'ancien gouvernement , les triomphes des armées françaises démontraient que le nombre en était très-grand en France : à tous les individus qui se trouvaient liés au nouvel ordre de choses par leur fortune , par leurs places , par leurs habitudes , et par un concours de circonstances particulières , joignez la masse des

— 1796. hommes qui, n'ayant pu s'opposer aux massacres et à l'anarchie qui ont accompagné la révolution, instruits par le passé, repoussent de tout leur pouvoir une nouvelle révolution qui entraînerait de nouveau la dévastation, les massacres, l'anarchie.

Qu'on parcoure la France, on trouvera par-tout le caractère le plus prononcé de résistance à la contre-révolution. Les possesseurs de biens nationaux, convaincus que le jour où l'autorité souveraine passerait dans la main d'un monarque, éclairerait leur ruine totale, sont attachés à la république par tous les fils de leur existence.

Ici, ce sont des provinces à qui le retour illimité de l'ancien régime présente les gabelles dans toute leur horreur; là, cette image se lie au rétablissement des aides, objet d'exécration comme la gabelle; ailleurs, les paysans craignent de redevenir mainmortables; par-tout les colons débarrassés du poids de la dîme, des droits féodaux, des corvées, maîtres de chasser sur leur terrain, de pêcher dans les rivières qui bordent leurs habitations, opposent un mur d'airain au retour d'une corporation qui semblait ne vouloir de jouissances que pour elle.

Si les prétentions des émigrés étaient au

moment de se réaliser , on verrait se rattacher au gouvernement non-seulement les hommes qui ont gagné à la révolution , mais une partie de ceux qui en sont mécontents. La république sera toujours défendue par la partie la plus ardente et la plus enthousiaste de la nation.

AN IV.

La constitution française n'admet dans le corps de la nation , ni distinction de caste qui divise , ni peuple qui réclame. Sous son régime , point de patron audacieux qui s'élève , point de client qui rampe , point d'orateur qui égare , point d'agitation à calmer par des guerres extérieures. Un territoire immense doit préserver de l'esprit de conquête ; une autorité suffisante éloigne le besoin d'un dictateur.

La constitution française s'éloigne également de la démocratie fougueuse d'Athènes , du régime monacal de Sparte , et de l'aristocratie de Rome. L'histoire des républiques anciennes ne saurait rien présager à l'égard de la république française : le gouvernement français peut avoir toute l'unité d'action qui caractérise la monarchie. Chez les Romains , les deux consuls étaient remplacés tous les ans ; il résultait de ce mode d'administration , que l'esprit du nouveau gouvernement était quelquefois différent de l'ancien ; ce qui pouvait nuire aux

1796.

affaires publiques. La perpétuité du gouvernement français , dont un seul membre change au bout d'un certain nombre d'années , constitue une administration qui ne meurt ni ne vieillit. Cette perpétuité obvie aux régences , et prévient les dangers des élections. Le renouvellement des consuls tempère l'ivresse du pouvoir , et garantit à-la-fois le gouvernant de l'ambition qui veut léguer l'autorité à ses enfans , et le gouverné , de l'enthousiasme qui crée des idoles pour les briser un jour. La constitution française a ses défauts ; mais elle contient des germes de perfectibilité qui se développeront à l'aide de l'expérience , et promet aux Français tout le bonheur dont les hommes en société peuvent se flatter de jouir.

CHAPITRE VI.

Conjuration de floréal.

LES partisans de la constitution de l'an I.^{er} , écrasés le 1.^{er} prairial an 3 , lorsqu'ils se croyaient au moment d'être les arbitres de la France , ne s'étaient réunis au gouvernement , en vendémiaire , que dans l'espoir que le directoire , attaché à eux par les

liens de la reconnaissance , leur confierait toutes les principales places , et qu'ils se serviraient de leur influence pour écraser la nouvelle organisation qui s'établissait , et pour faire prévaloir leur système. AN IV,

Les circonstances dans lesquelles le directoire prit possession de l'autorité que lui donnait l'acte constitutionnel , étaient singulièrement épineuses. Depuis plusieurs mois , les dépositaires du pouvoir , qui allait cesser d'être , ne voyaient que le jour présent , et léguaient tous les embarras de l'avenir au régime constitutionnel. Le trésor public épuisé , les fortunes particulières chancelantes , quelques armées désorganisées et repoussées par les ennemis , les fauteurs de l'ancien régime triomphants , les assassinats d'un grand nombre d'hommes impunis ; d'autres symptômes encore annonçaient le retour d'une terreur en sens inverse du passé. Malheur au pays où les forfaits sont punis par les forfaits , et où , sans consulter la loi , on extermine les hommes au nom de la nature !

» Il fallait arrêter , tout court , ce désordre (1) , ce dépérissement politique , et que le gouvernement repoussât le funeste

(1) De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier , par Benjamin Constant.

— héritage de la déconsidération convention-
nelle ».

La lutte de vendémiaire avait égaré plusieurs hommes estimables ; d'autres, frappés d'apathie , n'aimaient pas à se voir placés entre deux partis ; une troisième et nombreuse classe d'hommes s'était retirée des affaires , esclave de ce qu'on appelait alors l'opinion publique.

On ne se fait pas une juste idée de l'influence et de la nature de l'opinion publique , de cette force morale qui entraîne les hommes. Il faut , pour l'apprécier , au milieu des convulsions révolutionnaires , l'avoir étudiée dans les sections de Paris , ou à la barre de la convention nationale , réclamant à - la - fois et violant toutes les formes ; sans cesse injuste dans son impatience , mais presque toujours de bonne foi dans ses vues ; ne s'avouant jamais sa fougueuse et tyrannique inconséquence ; abusant des institutions qu'elle réprouvait , et foulant aux pieds les lois qu'elle avait exigées : puissance arbitraire et mystérieuse , elle a toujours un but louable , et le dépasse presque toujours ; ennemie implacable des moyens qui la gênent , elle se rend l'instrument docile de celui qui la flatte , fût-ce même pour l'entraîner dans le sens le plus opposé à ses intentions ; elle croit juste tout
ce

ce qu'elle ordonne , comme si c'était la volonté générale , et l'exécute avec violence , comme si elle n'était que la volonté d'une faction ; elle se plaint comme si on l'opprimait , et menace comme si elle était toute-puissante ; elle méconnaît ses amis , lorsqu'en la servant , ils cherchent à arrêter ses écarts ; variable à l'excès , un rien la forme , un rien la détruit , un rien la fait pencher vers les partis les plus opposés.

AN IV.

Diriger l'opinion publique sans gêner la volonté générale des citoyens , c'est la tâche la plus difficile , et cependant une des plus essentielles d'un gouvernement républicain , sur-tout dans les premiers tems de son établissement. Les circonstances augmentaient cette difficulté , lorsque le directoire prit en main les rênes du gouvernement français.

Il fallait employer des esprits ardens qu'il pouvait être nécessaire de contenir , mais qu'il ne fût pas besoin de pousser en avant , et sur lesquels le directoire pût se reposer , en ce qui regarde les opinions qui ne se commandent pas , et dont il n'eût à craindre que l'exagération qu'on dirige. On se servit d'un grand nombre de jacobins ; quelques-uns d'eux se rendirent si redoutables au gouvernement qui les employait , qu'on fut obligé de les destituer. L'expérience apprenait aux cinq directeurs que les moyens et les

Tome VII.

I

— 1796. hommes qu'on emploie à faire des révolutions, ne sont pas ceux qu'il faut employer, quand elles sont achevées; ainsi l'architecte enlève les machines qui lui avaient été nécessaires pour démolir, et les échafaudages élevés pour réédifier.

Trompés dans leur attente, les désorganiseurs résolurent de faire usage de la force pour maîtriser l'administration. Le plus vaste complot fut ourdi avec tant d'art, que, malgré l'étendue de ses ramifications, les agents destinés à le faire réussir ne connaissaient pas eux-mêmes le chef du parti qui les mettait en œuvre.

Un jeune homme nommé Babeuf, qui prenait le surnom de Gracchus, et qui joua dans cette intrigue, le rôle principal, n'était que l'agent obscur et secondaire d'une faction dont peut-être il ignorait lui-même une partie des secrets. Quelle faction! est-il donc des hommes tigres, qui, trouvant une inconcevable volupté dans le malheur de leurs semblables, ne se plaisent qu'à déchirer des victimes humaines? Cette idée que pourraient justifier les crimes commis pendant la révolution, n'est pas dans la nature. Mais il est d'expérience que le joug salutaire des lois est insupportable aux individus qui, l'ayant brisé, trouvèrent leurs avantages particuliers dans les convulsions de l'anarchie;

accoutumés à tout braver dans les tems d'orages , tout gouvernement régulier leur est à charge ; semblables à ces tourbillons de vent qui , dans un violent incendie , rallument sans cesse les flammes dévorantes que des mains généreuses s'efforcent d'éteindre.

CHAPITRE VII.

Principes des conspirateurs.

IL importait aux desseins des conspirateurs qu'ils fussent favorisés par un homme dont le nom était cher aux républicains ; ils choisirent Drouet , très-propre , par son enthousiasme et par son ignorance , au rôle de Seide qu'ils lui destinaient.

La conjuration devait éclater le vingt-deux floréal. Un comité d'insurrection , établi pour diriger le mouvement , s'assemblait sous le nom de directoire secret de salut public. Il correspondait avec des agens révolutionnaires placés dans les différens quartiers de la commune de Paris , partagée par eux en douze arrondissemens. Ces agens rendaient compte au directoire secret de salut public , des dépôts ou des magasins de subsistances, d'armes et de munitions qui pouvaient exister dans

— 1796. chaque arrondissement , des ateliers qui s'y trouvaient , du nombre des ouvriers , du genre de leurs travaux et de leurs opinions.

Ils étaient chargés de faire un recensement exact des patriotes aisés , qui pouvaient donner l'hospitalité aux *frères* des départemens , qu'on faisait venir à Paris pour aider les Parisiens à renverser le trône des tyrans. Ils devaient engager les mêmes patriotes à fournir une contribution volontaire pour payer les frais de l'insurrection ; ils devaient encore fournir la liste des espions de la police , dont on pouvait s'aider ; il leur était enjoint d'organiser des compagnies de *groupes* , qui devaient se rendre journellement dans le jardin des Tuileries , et sur les autres points où se rassemble la multitude , et lire les numéros les plus récents des journaux patriotes.

On exhortait ces agens à se mêler eux-mêmes dans les rassemblemens , pour diriger et échauffer l'esprit public ; ils fournissaient les renseignemens au comité secret de salut public , et recevaient ses réponses par le moyen d'intermédiaires ; de cette manière , les membres de l'autorité supérieure , avec laquelle ils correspondaient , leur étaient inconnus.

Une partie des principes de la conspiration se trouve expliquée dans une lettre de

Babeuf à Joseph Bodson , inventoriée par le ministre de la police , insérée dans la collection des pièces trouvées au domicile de ce conspirateur. AN IV.

CHAPITRE VIII.

Lettre de Gracchus Babeuf.

JE ne suis pas surpris , écrit Babeuf à son ami , « que ma conduite présente une certaine nuance de variation. Mes opinions n'ont jamais varié sur les principes , mais elle a changé sur les hommes. Je confesse de bonne foi que je m'en veux aujourd'hui d'avoir eu autrefois de fausses idées sur le gouvernement révolutionnaire , établi par Robespierre , S.t-Just , Couthon , etc ».

» Je pense que ce gouvernement était celui qui convenait le mieux pour faire réussir une révolution. Tout ce qui s'est passé depuis que ni ces hommes ni ces institutions ne sont plus , justifie mon assertion. Je ne pense pas , comme toi , qu'ils aient commis de grands crimes , et fait périr de bons républicains. La réaction thermidorienne leur fut bien plus fatale. Je n'examine pas si Hébert et Chaumette étaient innocens ; quand cela

1796.

serait, je justifie encore Robespierre ; ce dernier pouvait avoir , à bon droit , l'orgueil d'être le seul capable de conduire à son vrai but le char de la révolution ».

Des brouillons, des hommes à demi-moyens selon lui, et peut-être, selon la réalité, avides de gloire et remplis de présomption, peuvent avoir été aperçus par notre Robespierre, avec la volonté de lui disputer la direction du char. Alors celui qui avait l'initiative, a dû concevoir que tous ces ridicules rivaux, même avec de bonnes intentions, entraveraient, gâteraient tout.

Je suppose qu'il eût dit : Jettons sous l'éteignoir ces farfadets importuns et leurs bonnes intentions, mon opinion est qu'il fit bien. Le salut de vingt-cinq millions d'hommes ne doit point être balancé contre des ménagemens envers quelques individus équivoques. Un régénérateur doit voir en grand ; son devoir est de faucher tout ce qui le gêne, tout ce qui obstrue son passage, tout ce qui peut nuire à sa prompte arrivée au terme ; fripons, imbécilles, présomptueux, c'est égal, tant pis pour eux ; pourquoi se trouvaient-ils là ! Il est vrai que ce principe pouvait nous écraser toi et moi, mais le bonheur commun devait être la suite de son exécution rigoureuse.

Il est essentiel d'évoquer la cendre et les

principes de Robespierre et de Saint-Just ,
pour étayer notre doctrine. D'abord nous ne AN IV.
faisons que rendre hommage à une grande
vérité , sans laquelle nous serions trop au-
dessous d'une équitable modestie ; cette vé-
rité est que nous ne sommes que les seconds
Gracques de la révolution française.

N'est-il pas encore utile de montrer que
nous n'innovons rien , que nous ne faisons
que succéder aux généreux défenseurs du
peuple, qui avaient montré avant nous le but
de la justice et du bonheur auquel le peuple
a le droit de prétendre ? D'ailleurs , réveiller
Robespierre , c'est réveiller tous les patriotes
énergiques de la république , et avec eux le
peuple , qui long-tems n'écouta et ne suivit
qu'eux.

Ils sont nuls , et pour ainsi dire morts ,
ces patriotes énergiques , ces premiers dis-
ciples de celui qui fonda chez nous la liberté !
L'injuste diffamation qui pèse sur la mémoire
de Robespierre , cause cette stupeur. Ren-
dez-lui sa gloire légitime , tous ses disciples
relèvent la tête , et bientôt ils triomphent. Le
robessierrisme , qui atterra toutes les fac-
tions , ne ressemble à aucune d'elles ; il n'est
ni factice , ni limité. Le robessierrisme est la
démocratie ; ces deux mots sont identiques ;
en relevant l'un , vous relevez l'autre.

1796.

CHAPITRE IX.

Les conspirateurs sont arrêtés.

LE projet des conspirateurs était d'égorger une partie des députés , le directoire entier , les ministres et tous les membres des autorités constituées de Paris ; de proclamer ensuite la constitution de l'an premier , au milieu du pillage général de la capitale ; une proclamation aux armées avait été préparée pour justifier cette mesure. *Le Directoire secret de salut public* s'était procuré un état détaillé du domicile non-seulement des fonctionnaires publics , mais de tous les individus regardés , par les compagnons de Babeuf , comme contre-révolutionnaires , et qui devaient être immolés dans le même jour : une proclamation adressée aux habitans de Paris devait préluder aux massacres.

On se proposait de porter le coup préparé avec une rapidité étonnante ; le signal en eût été donné par la police elle-même ; c'était le bruit de la clochette employée le matin , dans chaque section , pour ordonner le balayage des rues.

A ce signal , les conjurés devaient se former

en bandes d'abord peu nombreuses, se porter dans chaque maison qui leur était désignée, y poignarder les députés, les fonctionnaires publics et les autres citoyens dont ils avaient les listes. Après ce premier massacre, toutes ces petites troupes se seraient réunies en masse imposante pour marcher sur le directoire. Ces pelotons devaient être joints par quinze cents déserteurs de plusieurs corps et sur-tout de la légion de police, qui fut supprimée quelques jours après; par une multitude d'amnistiés, rassemblés des provinces, et par les débris des armées révolutionnaires.

On assure que les conjurés s'étaient procuré plusieurs pièces de canon et des boulets; il ne fallait pas des troupes aussi considérables pour se rendre maître du palais du Luxembourg, défendu par une garde peu nombreuse. La principale défense du gouvernement consistait dans la légion de police, levée sur le modèle des gardes françaises, pour former la garnison ordinaire de Paris; la défection de ce corps assurait le triomphe des conspirateurs.

Leur infernal complot fut découvert, la veille de son exécution, par la confession d'un particulier qui n'avait feint pour les conjurés un zèle à toute épreuve, que pour dévoiler au ministre de la police la trame

— dont il avait connaissance. Mais telle était la
 1796. défiance des conspirateurs, que ce particulier
 admis très-avant dans leurs secrets, ne sut
 jamais le nom de ceux qui composaient le
 comité insurrecteur, quoique chargé plu-
 sieurs fois d'en exécuter les ordres. On trouva
 dans le logement occupé par Babeuf toutes
 les pièces de conviction. Quelques-unes furent
 rendues publiques par des affiches, les autres
 imprimées par ordre du gouvernement, for-
 ment deux volumes in-8.^o assez forts.

CHAPITRE X.

Papiers de la conspiration saisis chez Babeuf.

JE ne crois devoir consigner ici que l'acte
 d'insurrection, dans lequel toutes les vues
 des conspirateurs sont ouvertement énoncées.

« Des démocrates français, considérant
 que l'oppression et la misère du peuple sont
 à leur comble (1), que cet état de tyrannie et
 de malheur est du fait du gouvernement

(1) L'an quatrième, etc. Nous, etc., en vertu de
 l'ordonnance par laquelle il est dit que nous nous trans-
 porterons ce jourd'hui, assistés comme ci-après, dans
 la maison où a été arrêté le nommé Babeuf, rue de

actuel ; considérant que les nombreux for-
faits des gouvernans ont excité contre eux les An IV.

la grande Truanderie, n.º 21 , pour , en présence dudit Babeuf et du commissaire de police de la division de Brutus , etc. , procéder à la levée des scellés apposés par ledit commissaire de police , et à la perquisition et enlèvement des papiers qui pourraient se trouver sous lesdits scellés , et autres opérations énoncées en ladite ordonnance ; nous sommes transportés en ladite rue , dans une maison à porte bâtarde. Étant montés au troisième étage compris l'entresol , sommes entrés dans la première pièce d'un appartement qu'on nous a indiqué être loué et occupé par Tessot , tailleur d'habits , où étant , nous avons trouvé le commissaire de police susdit , Aubri , huissier au tribunal , Dossonville , inspecteur-général adjoint près le ministère de la police , Lesueur , agent d'exécution près le même ministère , ensemble Gracchus Babeuf pour ce par eux extrait de la maison d'arrêt du Temple où il est détenu , et amené dans l'appartement où nous sommes à l'effet des susdites opérations , comme étant la maison et appartement où ledit Babeuf a été arrêté.

En la présence des susnommés , ont comparu , Jean François , l'un des gardiens établi à la garde des scellés apposés dans ledit appartement , lesquels ont été reconnus sains et entiers.

1.º Sur une porte à deux battans , donnant dans une pièce ayant vue sur la rue. 2.º Sur la porte à un seul ventau , donnant dans un petit cabinet , formant entrée dans un autre cabinet , dont la porte est à coulisse , et éclairé sur la cour par une seule croisée.

Lesdits scellés levés , sommes entrés d'abord dans cette dernière pièce , et a été fait recherche et perquisi-

plaintes journalières et toujours inutiles des
1796. gouvernés; considérant que la constitution

tion exacte des papiers trouvés dans différens cartons ; à nous successivement représentés par ledit gardien. Il ne s'y est trouvé que des papiers relatifs à l'état civil et aux intérêts dudit Tessot.

Ouverture faite d'une caisse en bois de sapin , sous corde , trouvée dans ledit cabinet , et clouée pour assujétir le couvercle ; ladite caisse a été trouvée remplie d'imprimés , format in-8.°, ayant pour titre : *Le comité insurrecteur de salut public , au peuple : Acte d'insurrection* , contenant huit pages d'impression , dont nous avons extrait deux exemplaires. Ouverture faite d'un grand sac double , fermé par une simple ficelle , nous y avons trouvé des imprimés semblables à ceux contenus dans la caisse ci-dessus , duquel sac nous avons retiré un exemplaire. Ouverture faite d'un second sac , y avons trouvé les mêmes imprimés , dont il a été extrait un exemplaire. Ensuite , perquisition faite dans les autres pièces , soupentes et armoires , il ne s'est rien trouvé de relatif à l'objet de nos recherches.

Perquisition faite dans un petit cabinet en forme de garde-robe , ouvrant dans la susdite pièce où nous sommes , y avons trouvé des imprimés ; savoir : quatorze placards contenant ces mots : *Constitution de 1793. Liberté , égalité , bonheur commun* ; et les imprimés intitulés : *Doit-on l'obéissance à la Constitution de 1795 ? — Adresse du Tribun du peuple à l'armée de l'intérieur. — Opinion sur nos deux Constitutions. — Dénonciation d'un Belge. — La rive gauche du Rhin , limite française. — Réponse à une lettre signée M. U. — Essai sur la justice primitive* ; desquels il a été fait un paquet resté à la garde du greffier.

Lecture faite du présent , etc. Signé G. Babeuf , etc.

du peuple, jurée en 1793, fut remise par lui sous la garde de toutes les vertus; qu'en

AN IV.

Extrait de l'interrogatoire subi par Babeuf, le 21 floréal, devant le Ministre de la police.

D. Reconnaissez-vous le cachet en cuivre, de forme carré long, à manche de bois noir, sur lequel sont gravés un niveau et les mots *salut public*, pour avoir été trouvé chez vous au moment de votre arrestation, et ce cachet vous appartient-il ?

R. C'était le signe reconnu de la correspondance entre la nombreuse coalition des démocrates, qui tous haïssent, comme moi, l'horrible oppression sous laquelle gémit le peuple français.

D. Lui a été fait la représentation d'un carton ficelé et scellé du sceau de son cachet, et a été interpellé de déclarer s'il reconnaît le carton pour lui appartenir, et si le scellé qui y est apposé est bien le même qui fut mis en sa présence, lorsqu'il fut arrêté.

R. Le reconnaît pour lui appartenir, a trouvé le scellé sain et entier, et de suite en a brisé lui-même le scellé.

D. S'il reconnaît tous les papiers enfermés dans le carton pour lui appartenir, et pour avoir été trouvés dans sa chambre.

R. Les reconnaît.

Extrait de l'interrogatoire subi par Babeuf, le 3 prairial, devant le directeur du jury d'accusation du canton de Paris.

D. Reconnaissez-vous la lettre que je vous représente pour être de vous, laquelle est datée du vingt-trois floréal, commençant par ces mots : *regarderiez-vous au-dessous de vous, citoyens directeurs*; et finissant

conséquence, lorsque le peuple entier a
1796. perdu tous ses moyens de garantie contre le

par ceux-ci : *ce qui s'opposerait au calme de l'Europe ;*
avec la signature G. Babeuf, et voulez-vous la parapher ?

R. Je la reconnais, je l'ai écrite chez le ministre de la justice pour l'envoyer au directoire, et je consens de la parapher.

D. A lui représenté une lettre, datée du vingt-unt floréal, commençant par ces mots : *ne mettons pas trop de monde dans le secret*, et finissant par un *post-scriptum* contenant une adresse de Duforest. A lui demandé si cette lettre est de l'écriture de lui répondant, et s'il veut la parapher.

R. Je reconnais la lettre pour être de mon écriture, et je consens de la parapher.

D. A lui représenté vingt-sept pièces de la première liasse de papiers trouvés dans la chambre où il a été arrêté, paraphées de lui répondant, chez le ministre de la police, et à lui demandé s'il n'en reconnaît pas plusieurs pour être écrites de sa main, et plusieurs autres, pour les avoir données à copier au nommé Pillé, qui lui avait été donné, en qualité de copiste, par Felix Lepelletier.

R. Il y en a quelques-unes écrites de ma main : je ne connais pas les autres ; je n'en ai point donné à copier à Pillé qui n'est pas mon copiste, mais celui de l'association des démocrates composant le comité.

D. A lui représenté les dix-neuf pièces de la seconde liasse des papiers trouvés dans le même endroit ; à lui demandé quelles sont celles qu'il reconnaît pour être de son écriture, et notamment si la douzième n'est pas en partie de son écriture et en partie de Buonarotti ; comme

despotisme, c'est aux vertus les plus courageuses, les plus intrépides, à prendre l'ini- AN IV.

aussi si la sixième n'est pas en entier de l'écriture de Buonarrotti ;

R. Après avoir examiné lesdites pièces, répond : Je reconnais pour être de mon écriture le second feuillet de la onzième pièce, parce qu'il m'est arrivé de travailler quelquefois, comme copiste, dans le comité, lorsque je n'étais pas livré à ma principale opération de la direction de l'esprit public. Je reconnais toutes les autres pièces, ainsi que toutes celles du carton ; mais toutes les autres pièces ne sont pas de mon fait, je n'y ai participé ni moralement, ni physiquement.

D. A lui représenté la pièce unique formant la quatrième liasse, sommé de nous dire si elle est de sa main ;

R. Je la reconnais pour être entièrement écrite de ma main, c'est une copie de lettre.

D. A lui représenté la pièce unique de la cinquième liasse, et fait la même interpellation que dessus ;

R. Je la reconnais comme la précédente, étant une lettre dont le comité voulut garder copie.

D. A lui représenté les vingt-quatre pièces composant la sixième liasse, paraphées comme les précédentes, et fait les mêmes interpellations ;

R. Je reconnais la dix-neuvième, les vingt-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, pour être de mon écriture, lesquelles ne sont que des notes et des commencemens de discours relatifs à mes écrits imprimés ; la vingtième est encore une copie, comme les précédentes, aussi écrites de ma main.

D. A lui représenté les cent pièces composant la septième liasse, paraphées comme les précédentes, et demandé 1.º quelles sont celles qu'il reconnaît pour être

— tiative de l'insurrection , et à diriger l'affranchissement de la masse ;
1796.

de son écriture ; 2.^o, si les listes , qui composent depuis la deuxième inclusivement jusqu'à la dixième , ne sont pas , ainsi que les onzième et douzième pièces , copiées sur des minutes écrites de sa main , ou dictées par lui ;

R. Après avoir examiné toutes lesdites pièces , a répondu : Les quarantième et quarante-deuxième sont de moi , et ne forment qu'une seule et même pièce. C'est le commencement d'un travail non achevé , qui n'a point de rapport à l'objet pour lequel on m'interroge : ce qui confirme l'assertion que j'ai donnée plusieurs fois , que je m'occupais essentiellement de la littérature politique. La trente-neuvième pièce est de moi : ce sont de simples notes , non digérées et vagues. La quarante-huitième pièce est copiée par moi. La cinquantième pièce est la minute d'une lettre particulière que j'écrivis , le dix floréal , au représentant Drouet , pour lui reprocher d'avoir fait des changemens à un discours que je lui avais donné , et qui devait être imprimé : cette pièce n'a encore aucun rapport à l'affaire pour laquelle je suis interrogé. J'observe , à cet égard , que cette pièce hétérogène se trouve aussi confondue avec quantité d'autres pièces relatives à cette même affaire , par un arrangement qui n'est pas de mon fait.

L'enliassement de ces pièces n'a pas été fait par moi : il paraît qu'on les a assemblées pêle-mêle , et qu'on les a mêlées , lorsqu'on est venu m'arrêter , en prenant ce qui était sur ma table , et le mettant dans le carton où étaient les pièces du comité ; d'où il résulte que différens écrits littéraires , et étrangers à cette affaire , se trouvent faire partie des liasses. Les listes n'ont pas été composées par moi.

Considérant

Considérant que les droits de l'homme , reconnus à la même époque 1793 , tracent au AN IV.

D. A lui présenté les trente-cinq pièces cotées huit , paraphées comme les précédentes , et à lui demandé quelles sont celles écrites de sa main , et si les quinzisième , seizième , dix-septième , dix-huitième ; dix-neuvième et vingt-sixième , ne sont point la minute de l'ouvrage intitulé : création d'un directoire insurrecteur , écrites de sa main ;

R. Examen fait desdites pièces , a dit : Ce n'est pas moi qui ai composé l'écrit intitulé : création d'un directoire insurrecteur. La minute de cet ouvrage est cotée dans la liasse , sous les numéros vingt à vingt-cinq inclusivement. Les cotes quinze à dix-neuf ne contiennent qu'un extrait de cette minute.

J'ai fait cet extrait pour me mettre au courant des opérations , et pour baser sur cette connaissance l'esprit de mes écrits , n'ayant été appelé , par les membres du comité secret d'insurrection , que lorsqu'il était déjà avancé dans la marche de ses opérations. Les numéros vingt-huit et vingt-neuf contiennent le commencement d'un projet du numéro quarante-quatrième de mon ouvrage périodique intitulé : Le tribun du peuple. Le numéro trente-trois , un autre projet du même numéro , les cotes trente-une et trente-deux sont encore le commencement d'un ouvrage qui n'a aucun rapport avec l'affaire pour laquelle on m'interroge.

D. A lui représenté la pièce unique de la neuvième liasse , et à lui demandé si elle était de son écriture ?

R. Elle est de mon écriture. C'est une de ces copies que le comité gardait , et que je transcrivais , lorsqu'il n'y avait personne pour le faire , et que j'en avais le loisir.

peuple entier , ou à chacune de ses portions ;
1796. comme le plus sacré et le plus indispensable

D. A lui représenté les trente pièces composant la dixième liasse , sommé de nous dire s'il en reconnaît quelques-unes pour être de son écriture , et de qui sont les autres qu'il n'aurait pas écrites.

R. Les pièces dix-neuf , vingt-deux et vingt-trois sont de ma main ; elles sont des copies , comme celles dont j'ai parlé dans mes précédentes réponses.

D. A lui représenté neuf pièces , composant la onzième liasse ; sommé de nous dire s'il en reconnaît pour être écrites de sa main ?

R. La seule pièce sixième est de moi ; mêmes observations qu'aux précédentes réponses.

D. A lui représenté deux copies , composant la douzième liasse , et fait les mêmes interpellations ?

R. Ces deux pièces sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté six pièces , composant la treizième liasse.

R. Les pièces quatre et cinq sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté vingt-quatre pièces , composant la quatorzième liasse.

R. Les pièces dix-huit , dix-neuf , vingt et vingt-trois sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté cent deux pièces , composant la quinzième liasse.

R. Les numéros , de cinq à treize inclusivement , forment une seule et même pièce qui est de moi. C'est le projet d'une longue lettre au journal des hommes libres , qui n'a certainement aucun rapport à la présente affaire. La onzième pièce est de moi. C'est encore une pièce de ma correspondance particulière ; ce qui prouve

de ses devoirs , celui de s'insurger contre le
gouvernement qui viole ses droits , et qu'ils

AN IV.

qu'on a confondu ici mes papiers de littérature politique , qui formaient l'objet le plus important de mes occupations. Je ne reconnais rien dans toute cette liasse qui ait du rapport à l'affaire pour laquelle je suis interrogé ; tout y est matériaux d'écrits polémiques.

D. A lui représenté treize pièces , composant la seizième liasse.

R. Les pièces neuf et onze sont des copies de lettres du comité , transcrites par moi.

D. A lui représenté la dix-septième liasse , composée de trois pièces.

R. La seule première pièce est une copie de lettre du comité , transcrite pour mémoire par moi.

D. A lui représenté treize pièces , composant la dix-huitième liasse.

R. Les sixième , onzième et treizième sont des copies de lettres du comité , transcrites par moi pour mémoire.

D. A lui représenté dix pièces composant la dix-neuvième liasse.

R. Les deux pièces six et neuf sont transcrites par moi ; même observation.

D. A lui représenté huit pièces , composant la vingtième liasse.

R. La septième pièce est transcrite par moi.

D. A lui représenté vingt-une pièces , composant la vingt-unième liasse.

R. Il n'y a rien de moi dans cette liasse.

D. A lui représenté vingt-six pièces , composant la vingt-deuxième liasse.

R. Les vingtième et vingt-deuxième pièces sont des transcriptions faites par moi ; mêmes observations.

K 2

prescrivent à chaque homme libre , de mettre
1796. à l'instant à mort ceux qui usurpent la souveraineté.

Considérant qu'une faction conspiratrice a usurpé la souveraineté , en substituant sa volonté particulière à la volonté générale , légalement exprimée dans les assemblées primaires de 1793 ; en imposant au peuple français , sous les auspices des persécutions et de l'assassinat de tous les amis de la liberté, un code exécrationnel appelé constitution de 1795, en la place du pacte démocratique qui avait été accepté avec tant d'enthousiasme.

Considérant que la convention nationale n'a jamais été dissoute, qu'elle ne fut que dispersée par la violence d'une faction contre-révolutionnaire , qu'elle existe toujours de droit , qu'elle n'aurait pu être remplacée que par un corps législatif librement élu par le peuple , suivant le mode de la constitution démocratique.

Considérant que le code tyrannique de

D. Si l'empreinte , en cire noire , apposée au bas de la soixante-sixième pièce de la 7.^e liasse, n'est pas celle du cachet que le comité insurrecteur avait fait graver , et qui a été trouvé dans le lieu de son arrestation ?

R. Oui ; je l'ai déclaré dans mon premier interrogatoire , chez le ministre de la police.

1795 viole le plus précieux des droits , en ———
ce qu'il établit des distinctions entre les ci- AN IV.
toyens , leur interdit la faculté de sanction-
ner les lois , de changer la constitution ,
de s'assembler , limite leur liberté dans le
choix des agens publics , et ne leur laisse
aucune garantie contre les usurpations des
gouvernans.

Considérant que les auteurs de cet affreux
code se sont maintenus en état de rébellion
permanente contre le peuple ; qu'ils se sont
arrogé , au mépris de la volonté suprême ,
l'autorité que la nation seule pouvait leur
confier , qu'ils se sont créés , soit eux-mêmes ,
soit à l'aide d'une poignée d'ennemis du
peuple , les uns rois sous un nom déguisé ,
les autres législateurs indépendans.

Considérant que ces oppresseurs après
avoir tout fait pour démoraliser le peuple ,
après avoir outragé , avili et fait disparaître
les attributs et les institutions de la démoc-
ratie , après avoir fait égorger les meilleurs
amis de la république , rappelé et protégé
ses plus atroces ennemis , pillé et épuisé le
trésor public , pompé toutes les ressources
nationales , totalement décrédité la monnaie
républicaine , effectué la plus infâme ban-
queroute , livré à l'avidité des riches jus-
qu'aux derniers lambeaux des malheureux ;
viennent par un raffinement de tyrannie ,

— ravir au peuple jusqu'au droit de se plaindre :
1796. Considérant que, tout récemment encore, ils ont appelé à eux une foule d'étrangers, et que tous les principaux conspirateurs de l'Europe sont en ce moment à Paris pour consommer le dernier acte de la contre-révolution ; qu'ils viennent de licencier et de traiter indignement ceux des bataillons qui ont eu la vertu de se refuser à les seconder dans leurs atroces desseins contre le peuple ; qu'ils ont osé mettre en jugement ceux des braves soldats qui ont déployé le plus d'énergie contre l'oppression, et qu'ils joignent à cette infamie, celle de qualifier d'inspiration royaliste leur généreuse résistance à la volonté des tyrans.

Considérant qu'il serait difficile et trop long de suivre complètement la marche populicide de ce gouvernement criminel, dont chaque acte est un délit national ; que les preuves de tous ses forfaits sont tracées en caractère de sang par toute la république ; que de tous les départemens, les cris qui appellent sa répression sont unanimes ; qu'il appartient à la portion des citoyens, la plus voisine des oppresseurs, d'attaquer l'oppression ; que cette portion est comptable du dépôt de la liberté envers l'état entier, et qu'un plus long silence la rendrait complice de la tyrannie.

Considérant enfin que tous les défenseurs de la liberté sont prêts ; après s'être constitués en comité insurrecteur de salut public, prennent sur leur tête la responsabilité et l'initiative de l'insurrection , et arrêtent ce qui suit :

AN IV.

1.^o Le peuple est en insurrection contre la tyrannie.

2.^o Le but de l'insurrection est le rétablissement de la constitution de 1793 , de la liberté , de l'égalité et du bonheur de tous.

3.^o Aujourd'hui , dès l'heure même , les citoyens et les citoyennes partiront de tous les points , en désordre , et sans attendre le mouvement des quartiers voisins , qu'ils feront marcher avec eux. Ils se rallieront au son du tocsin , des trompettes , sous la conduite des patriotes auxquels le comité insurrecteur aura confié des guidons , portant l'inscription suivante : *Constitution de 1793 , égalité , liberté , bonheur commun*. D'autres guidons porteront ces mots : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple , l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple , le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. Ceux qui usurpent la souveraineté , doivent être mis à mort par les hommes libres*. Les généraux du peuple seront distingués par des rubans

tricolores flottant très-visiblement autour de
1796. leurs chapeaux.

4.^o Tous les citoyens se rendront avec leurs armes , ou à défaut d'armes , avec tout autre instrument offensif , sous la seule direction des patriotes ci-dessus , au chef-lieu de leur arrondissement respectif.

5.^o Les armes de toute espèce seront enlevées , par les insurgés , par-tout où elles se trouveront.

6.^o Les barrières et le cours de la rivière seront soigneusement gardés. Nul ne pourra sortir de Paris sans un ordre formel et spécial du comité insurrecteur. Il n'entrera que les couriers , les porteurs et conducteurs de comestibles , auxquels il sera donné protection et sureté.

7.^o Le peuple s'emparera de la trésorerie nationale , de la monnaie , de la poste aux lettres , des maisons des ministres et de tout magasin public ou privé contenant des vivres ou des munitions de guerre.

8.^o Le comité insurrecteur de salut public donne aux légions sacrées des camps environnant Paris , qui ont juré de vivre et de mourir pour l'égalité , l'ordre de soutenir par-tout les efforts du peuple.

9.^o Les patriotes des départemens , réfugiés à Paris , et les braves officiers destitués ,

sont appelés à se distinguer dans cette lutte sainte.

AN IV.

10.^o La convention se réunira à l'instant et reprendra ses fonctions.

11.^o Les deux conseils et le directoire , usurpateurs de l'autorité publique , seront dissous. Tous les membres qui les composent , seront immédiatement jugés par le peuple.

12.^o Tout pouvoir cessant devant celui du peuple , nul prétendu député , membre de l'autorité usurpatrice , directeur , administrateur , juge , officier , sous-officier de la garde nationale , ou quelque fonctionnaire public que ce soit , ne pourront exercer aucun acte d'autorité , ni donner aucun ordre. Ceux qui contreviendront à cette défense , seront à l'instant mis à mort. Tout membre du prétendu corps législatif , ou directeur , trouvé dans les rues , sera arrêté et conduit sur-le-champ à son poste ordinaire. Les membres de la convention seront reconnus à un signe particulier , ce sera celui d'une enveloppe en couleur rouge autour de la forme du chapeau.

13.^o Toute opposition sera vaincue sur-le-champ par la force. Les opposans seront exterminés. Seront également mis à mort ceux qui battront ou feront battre la générale ; les étrangers de quelque condition

— 1796. qu'ils soient , qui seront trouvés dans les rues ; tous les présidens , secrétaires et commandans de la conspiration royale de vendémiaire , qui oseront aussi se mettre en évidence.

14.^o Il est ordonné à tous envoyés des puissances étrangères , de rester dans leur domicile durant cette insurrection. Ils sont sous la sauve-garde du peuple.

15.^o Des vivres de toute espèce seront portés au peuple dans les places publiques.

16.^o Tous les boulangers sont en réquisition pour faire continuellement du pain , qui sera distribué gratuitement au peuple ; ils seront payés par le trésor public , sur leur déclaration.

17.^o Le peuple ne prendra de repos , qu'après la destruction du gouvernement tyrannique.

18.^o Tous les biens des émigrés , des conspirateurs , et de tous les ennemis du peuple , seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie , aux indigens. Les indigens de toute la république seront logés immédiatement , et meublés , dans les maisons des conspirateurs. Les effets appartenant au peuple , déposés au Mont-de-Piété , seront sur-le-champ rendus sans intérêts. Le peuple français adopte les épouses et les enfants de ceux qui auront succombé dans cette sainte entreprise ; il les

nourrira et entretiendra. Il en sera de même à l'égard de leurs pères et mères, frères et sœurs, à l'existence desquels ils étaient nécessaires.

AN IV.

Les patriotes proscrits , errans dans toute la république , recevront tous les secours convenables pour rentrer dans le sein de leurs familles. Ils seront indemnisés des pertes qu'ils auront souffertes. La guerre , contre la tyrannie intérieure , étant celle qui s'oppose le plus à la paix générale , ceux des braves défenseurs de la liberté qui prouveront avoir concouru à la terminer , seront libres de retourner dans leurs foyers , avec armes et bagages. Ils y jouiront des récompenses depuis si long-tems promises. Ceux d'entre eux qui voudront continuer à servir la république , seront aussi sur-le-champ récompensés d'une manière digne de la générosité d'une grande nation libre.

19.^o Les propriétés publiques et particulières sont mises sous la sauve-garde du peuple.

20.^o Attendu le vide dans le sein de la représentation nationale , qui résultera de l'extraction des usurpateurs de l'autorité publique , et à raison de l'impossibilité actuelle de faire , par la voie des assemblées primaires , des choix dignes de la confiance du peuple , la convention s'adjoindra sur-le-champ un membre par département , pris

— 1796. parmi les démocrates les plus prononcés ; et sur-tout parmi ceux qui auront le plus activement concouru au renversement de la tyrannie. La liste en sera présentée par des délégués de la portion du peuple , qui a pris l'initiative de l'insurrection.

21.^e Le comité insurrecteur de salut public restera en permanence jusqu'à l'accomplissement total de l'insurrection.

CHAPITRE XI.

Les accusés sont envoyés devant une haute-cour, à Vendôme.

TOUTES les preuves de la conspiration qui servirent de base à la procédure criminelle , avaient été trouvées dans l'appartement de Babeuf. On était saisi de l'acte portant création d'un directoire insurrecteur , de celui qui établissait des agens secondaires , civils et militaires ; qui organisait leurs fonctions et leurs rapports avec des intermédiaires , et qui renfermait leurs principales instructions. Il se trouvait dans les papiers saisis , une correspondance suivie du comité insurrecteur , non-seulement avec les agens civils près des douze arrondissemens de Paris , et

les agens militaires près de l'armée qui campait sous les murs de cette capitale , mais AN IV. avec plusieurs départemens.

Ces pièces avaient entre elles autant de liaison , que si elles eussent été les travaux suivis d'une autorité affermie et jouissante de la force publique. Cependant on n'avait trouvé aucun registre de délibérations. Les pièces n'étaient pas signées. Le nom d'aucun acteur principal , à l'exception de celui de Babeuf , ne se trouvait en évidence.

On arrêta Drouet , Chasles , Laignelot , Ricords , Rossignol , Antonelle , Germain , d'Arthès , et un secrétaire de Joseph Lebon. Il ne se trouva chez eux aucun papier relatif à cette affaire , et chacun des accusés assurait qu'elle lui était étrangère. Babeuf , lui-même , malgré toutes les preuves qui s'élevaient contre lui , niait d'être membre du comité insurrecteur ; de sorte que , lorsque le gouvernement avait toutes les preuves d'une conspiration tramée par un grand nombre d'individus , le nom des conspirateurs se cachait sous un voile épais.

Babeuf , soit pour effrayer le gouvernement , ou pour rallier autour de lui les nombreux prosélytes qu'il croyait s'être faits , avait osé , du fond de sa prison , proposer au directoire de traiter avec lui de puissance.

à puissance , se comparant dans sa lettre (1)
1796. aux Barneveldt et aux Sidney. Il donnait à
entendre que sa conspiration était du nombre de celles qui, loin de s'éteindre dans

(1) Regarderiez-vous au-dessous de vous , citoyens directeurs , de traiter avec moi de puissance à puissance ? Vous avez vu de quelle vaste confiance je suis le centre ? Vous avez vu que mon parti peut bien balancer le vôtre , vous avez vu quelles immenses ramifications y tiennent. Je suis convaincu que cet aperçu vous a fait trembler. Est-il de votre intérêt , est-il de l'intérêt de la patrie de donner de l'éclat à la conjuration que vous avez découverte ? Je ne le pense pas. Qu'arriverait-il , si cette affaire paraissait au grand jour ? que j'y jouerais le plus glorieux de tous les rôles. J'y démontrerais avec la grandeur d'ame et l'énergie que vous me connaissez , la sainteté de la conspiration dont je n'ai jamais nié d'être membre. Sortant de cette route lâche et frayée des dénégations , j'oserais développer les grands principes , et plaider la cause éternelle du peuple , avec l'avantage que donne l'intime pénétration de la beauté de ce sujet. On pourrait me condamner , mais mon échafaud figurerait glorieusement à côté de ceux de Barneveldt et de Sidney.

Vous avez vu , citoyens directeurs , que vous ne tenez rien , lorsque je suis sous votre main. Je ne suis qu'un point de la longue chaîne dont la conspiration se compose. Vous avez à redouter toutes les autres parties. Cependant vous avez la preuve de tout l'intérêt qu'elles prennent à moi. Vous les frapperiez toutes en me frappant , et vous les irriteriez.

Vous irriteriez toute la démocratie de la république française , et vous savez encore que ce n'est pas si

le sang de quelques chefs, recevaient une nouvelle activité d'une rigueur intempestive. AN IV.

pen de chose que vous aviez pu d'abord l'imaginer. Vous la jugeriez bien mieux, si vos captureurs avaient saisi la grande correspondance qui a formé des nomenclatures dont vous n'avez que des fragmens. On a eu beau vouloir comprimer le feu sacré, il brûle, et il brûlera. Plus il paraît dans certains instans anéanti, plus sa flamme menace de se réveiller subitement, forte et explosive.

Entrepreriez-vous de vous délivrer de cette vaste secte *sans-culotide*, qui n'est pas vaincue; il faudrait d'abord en supposer la possibilité : mais où vous trouveriez-vous ensuite ? Vous n'êtes pas tout-à-fait dans la même position que celui qui déporta, après la mort de Cromwel, quelques milliers de républicains anglais. Charles II était roi, et quoi qu'on en ait dit, vous ne l'êtes pas encore. Vous avez besoin d'un parti pour vous soutenir. Vous ne pouvez détruire les patriotes sans être en face du royalisme. Quel chemin croyez-vous qu'il vous ferait voir, si vous étiez seul contre lui ?

Les patriotes, direz-vous, sont aussi dangereux que les royalistes ; vous vous trompez, ils ne voulaient point de sang, mais seulement vous forcer à confesser que vous avez fait du pouvoir un usage oppressif, et le reprendre.

Moi-même, j'avais expliqué comment il me paraissait possible que vous fissiez disparaître tout ce que le caractère constitutionnel de votre gouvernement offre de contraire aux principes républicains. Eh bien, il en est tems encore ; la tournure de ce dernier événement peut devenir salulaire pour vous-mêmes et pour la chose pu-

1796. Cette missive fut méprisée comme elle méritait de l'être ; cependant quelques mouvements se manifestaient dans les faubourgs

blique. Mes conclusions sont que votre intérêt et celui de la patrie se réunissent pour ne donner aucune célébrité à l'affaire présente. Ne croyez pas intéressée la démarche que je fais. La mort ou l'exil seraient pour moi le chemin de l'immortalité ; mais ma proscription n'avancerait pas vos affaires , et m'assurerait pas le salut de la république.

J'ai réfléchi que vous ne fûtes pas constamment les ennemis de la république. Vous êtes égarés par l'effet assez inévitable d'exaspérations différentes des nôtres. Pourquoi ne reviendrions-nous pas tous de notre état extrême , pour embrasser un terme raisonnable ? La masse du peuple a le cœur ulcéré , faut-il le déchirer encore plus ? Vous aurez , quand il vous plaira , l'initiative du bien , parce qu'en vous réside toute la force de l'administration publique.

Citoyens directeurs , gouvernez populairement, voilà tout ce que les patriotes vous demandent. En parlant ici pour eux , je suis sûr qu'ils n'interrompront point ma voix. Je suis sûr de n'être pas par eux démenti. Cinq hommes, en se montrant grands et généreux , peuvent aujourd'hui sauver la patrie.

Je vous réponds encore que tous les patriotes vous couvriront de leurs corps , et vous n'aurez plus besoin d'années entières pour vous défendre ; les patriotes ne vous haïssent pas , ils n'ont haï que vos actes impopulaires.

Je vous donnerai aussi alors , pour mon propre compte , une garantie aussi étendue que l'est ma franchise perpétuelle. Vous savez quelle mesure d'influence j'ai sur
de

de Paris, le 3 prairial. Des femmes, parmi lesquelles se trouvait la sœur d'un des conjurés détenus, allaient répandant parmi les ouvriers du faubourg Antoine, que leurs frères du faubourg Saint-Marceau étaient debout; qu'il fallait se lever comme eux pour détruire un gouvernement oppresseur. La même tentative était répétée dans le faubourg Saint-Marceau. Vos frères du faubourg Saint-Antoine, disait-on aux ouvriers, se réunissent pour écraser la tyrannie : imitez leur dévouement. — Qu'ils marchent seuls ! Nous ne connaissons de tyrans que ceux qui veulent renverser la constitution et le gouvernement, massacrer les magistrats et les bons citoyens et piller la fortune publique. Telle fut leur réponse.

Cependant il était urgent de juger les accusés, mais l'implication dans cette affaire de Drouet, membre du conseil des

cette classe d'hommes, je veux dire sur les patriotes; je l'emploierai à les convaincre que, si vous êtes peuple, ils doivent ne faire qu'un avec vous.

Il ne serait pas si malheureux, citoyens directeurs, que l'effet de cette simple lettre fût de pacifier l'intérieur de la France. En prévenant l'éclat de l'affaire dont elle est le sujet, ne préviendrait-on pas en même temps les dispositions qui peuvent s'opposer au retour de la paix en Europe ?

Signé, BABEUF.

Tome VII.

L

— 1796. cinq cents, exigeait, aux termes de la constitution, la convocation d'une haute-cour nationale. Elle fut assemblée dans Vendôme, par acte du corps législatif.

D'après les principes qu'une procédure criminelle ne doit pas être rescindée, tous les accusés de conspiration furent traduits devant le tribunal, à l'exception de Drouet, en faveur duquel il avait été formé, et qui s'était évadé de prison. Telles furent les lenteurs qu'entraîna cette procédure, que Babeuf ne subit interrogatoire devant le président de la haute-cour, que le quatre brumaire l'an cinq. Il finit sa vie sur un échafaud avec quelques-uns de ses complices; les autres, contre lesquels les preuves n'étaient pas acquises, recouvrèrent leur liberté.

CHAPITRE XII.

Conspiration de fructidor an quatre.

LES anarchistes ne désespéraient pas encore du succès de leurs complots. Les sourdes entreprises des royalistes, les clameurs excitées par les réactions du midi, sans cesse réprimées et sans cesse renaissantes; les variations dans l'opinion publique, suites de

la chute du papier-monnaie ; l'activité funeste de l'agiotage , et la misère généralement répandue sur la classe industrielle , servaient de prétexte à des mouvemens attribués tantôt à un parti , tantôt à un autre.

AN IV

Ces mouvemens préludaient à une entreprise non moins hardie que celle sous laquelle Babeuf avait succombé en floréal. Deux corps de troupes campaient dans les environs de Paris , un dans la plaine de Grenelle , l'autre à Vincennes. Il s'agissait de séduire une partie des soldats , et d'en faire le noyau d'une insurrection semblable à celle du deux juin 1793 , ou du premier prairial an trois ; ce projet avait fait partie du plan de Babeuf.

Non-seulement dans les pièces de la conspiration , imprimées par ordre du gouvernement , se trouve une adresse aux soldats des deux camps pour les exhorter à la rébellion (1) , mais dans un message du direc-

(1) Amis , les tyrans pâlissent ; ils n'attendent plus que le moment où tout le peuple , indigné des forfaits qu'ils ont commis , va les plonger dans la nuit éternelle de la mort. Soldats de la patrie , le moment favorable approche ; ce moment où , réunis sous le même étendard , nous allons briser , pour jamais , les fers que des scélérats nous ont trop long-tems fait porter. Nous allons redevenir libres et souverains. L'égalité , cette douce

— toire exécutif au conseil des cinq cents ;
1796. lu dans la séance du vingt-trois floréal , le

compagne de la liberté , sera la récompense des défenseurs de la patrie.

C'est vous , soldats , qui allez , pour prix de vos glorieux et pénibles travaux , recevoir les récompenses nationales auxquelles vous avez un si juste droit. La patrie , cette mère de douleur , déchirée de toutes parts par les crimes sans nombre de ceux qui nous gouvernent , va sécher enfin ses pleurs ; ses maux vont bientôt prendre fin.

La patrie , reconnaissante envers vous , va porter dans le sein de vos familles désolées la douce consolation que vos pères , vos mères , vos frères , vos sœurs , vos épouses et vos enfans ont le droit d'attendre d'elle. Ces malheureuses familles , languissantes depuis longtemps , vont enfin se trouver soulagées des maux qu'elles ont supportés avec tant de courage.

Et vous , tyrans , tremblez au seul nom du peuple souverain. Ce peuple , si impunément trompé par vous , va reconquérir ses droits , que vous avez usurpés !

En commettant tant de crimes , vous avez lassé sa patience. La foudre est prête à être lancée par nos soldats républicains sur vos personnes dégouttantes du sang des patriotes les plus purs. Soldats , frappez les traîtres qui ont couvert la France de carnage et de deuil ; ces traîtres qui ont organisé la guerre civile ; qui ont fait couler votre sang à grands flots ; qui ont fait périr de faim des milliers de victimes ; qui ont traité avec les chefs des rebelles de la Vendée ; qui ont protégé les prêtres réfractaires et les émigrés ; qui ont rendu à ces derniers les biens qui servaient de garantie aux récompenses qui

gouvernement annonçait que , sous prétexte de présenter aux guerriers des couronnes civiques , des femmes devaient pénétrer dans les camps , des hommes déguisés en femmes devaient les suivre , et d'autres s'y rendre

AN IV.

vous étaient promises , en reconnaissance des services que vous avez rendus à la patrie.

Par leur scélératesse , la France n'est plus qu'un vaste cimetière qui reçoit à chaque instant les victimes que les monstres qui nous gouvernent, font périr par des raffinemens de cruauté. Ici , ce sont des hommes vertueux qui ont constamment soutenu les droits du peuple sans-culotte , et qui sont égorgés dans les cachots : là , c'est un père ou une mère qui succombe sous le poids de leur infortune ; d'un autre côté , ce sont des événemens soi-disant causés par le hasard , tels que les incendies qui se sont multipliés jusqu'à ce jour , comme le feu de la raffinerie du faubourg Germain , l'explosion de la poudrerie de Grenelle , de Landau , de Condé , de Meudon , qui ont moissonné une infinité d'hommes de la classe respectable du peuple.

Mais je veux épargner à vos cœurs sensibles , le souvenir de toutes les horreurs dont la France est couverte depuis le neuf thermidor , époque à laquelle les plus fermes appuis des défenseurs de la république périrent sur l'échafaud.

Soldats républicains , si vous ne voulez pas voir se commettre de nouveaux forfaits , il faut marcher de concert avec le peuple , pour abattre ces tyrans qui , tant de fois , ont abreuvé la terre du sang le plus pur des hommes libres , et la république sera désormais consolidée sur des bases inébranlables ; elle sera une , indivisible et impérissable.

— bientôt après. On se proposait de distribuer
1796. des boissons enivrantes ; des prostituées devaient ajouter au désordre , et des hommes chargés de libelles contenant toutes sortes de calomnies contre le gouvernement , libelles déjà faits , saisis chez Babeuf , et reconnus par lui dans son interrogatoire , étaient chargés de les répandre au milieu de l'ivresse et de la débauche , pour consommer la séduction.

Une note enfin aussi insultante pour les braves guerriers , qu'elle était propre à prouver la profonde noirceur des conjurés ; une note qui fait partie des papiers dont ce récit est tiré , partageait les soldats français , ces soldats couverts de gloire au sein des batailles , en deux classes ; l'une , de lâches que les babouvistes espéraient de gagner en leur promettant le retour dans leurs foyers ; l'autre , de scélérats qu'on appelait *soldats de métier* , et qu'on devait séduire par l'espoir du butin. Le désordre une fois établi , on donnait aux deux camps l'ordre de seconder les efforts des brigands ; rien ne pouvait désormais arrêter les massacres et le pillage.

D'autres papiers de Babeuf annonçaient que les conjurés avaient séduit une partie des soldats , lesquels avaient pris la résolution de se joindre à la multitude pour détruire le gouvernement. Les conspirateurs résolurent

de tirer parti de cette disposition , pour rendre la liberté aux détenus qui n'étaient pas encore partis pour Vendôme. AN IV.

La nuit du vingt - quatre au vingt - cinq fructidor fut choisie pour l'exécution de ce projet romanesque. Environ sept à huit cents hommes , armés de pistolets et de poignards , s'étaient rassemblés de tous les coins de Paris dans les cabarets de Vaugirard.

Après avoir bu une partie de la journée , ils se forment en colonnes entre onze heures et minuit , et , sous la conduite de quelques militaires destitués , ils marchent sur le camp de Grenelle. On assure que , par leur intelligence , ils avaient réellement séduit quelques bataillons , à l'aide desquels ils se flat- taient de mettre tout le camp en insurrection ; mais que , trompés par l'état d'ivresse dans lequel ils se trouvaient , et par l'obscurité de la nuit , au lieu d'entrer dans le camp par la barrière auprès de laquelle étaient campés ces bataillons , ils prirent une autre route.

Au surplus , un avant-poste fut surpris et désarmé par eux. Les assaillans disaient aux soldats que le rassemblement qui troublait leur sommeil , loin d'avoir rien de dangereux pour eux , n'était composé que d'ouvriers de Paris qui venaient pour fraterniser avec les défenseurs de la patrie.

— On entre dans le camp en chantant ces airs
1796. célèbres qui, dans la bouche de nos braves guerriers, jettèrent si souvent la terreur dans l'ame des ennemis de la république. Le soldat, plongé dans un premier sommeil, se réveille en sursaut ; la générale battait dans le camp ; chacun courait aux armes sans se donner le tems de s'habiller. Les conspirateurs, déconcertés par une rencontre à laquelle ils devaient cependant s'attendre, s'écrient en tumulte : *Vive la constitution de 1793 ! Meurent les tyrans du peuple !*

A ce signal, auquel on les avait assurés que les soldats en foule allaient se joindre à eux, ils sont poursuivis plus vivement ; quelques-uns tombent percés de coups, d'autres sont arrêtés, le plus grand nombre prend la fuite, et se met en sûreté à la faveur des ténèbres.

Une commission militaire, chargée de la connaissance de cette affaire, condamna à mort plusieurs des coupables, et les fit exécuter dans le camp de Grenelle. Cette rigueur, comme presque tous les actes révolutionnaires, fut interprétée au gré des passions diverses.

Il est certain que le gouvernement avait connaissance du complot, et qu'il pouvait l'arrêter avant qu'il éclatât, ce qui évitait l'effusion du sang. Mais d'un autre côté, il

n'était pas moins important d'arrêter, par une action d'éclat, des conspirations, contre le gouvernement, qui renaissaient sans cesse. Si on eût saisi les coupables, lorsqu'ils ne s'occupaient qu'à boire et à faire les apprêts du mouvement insurrectionnel, ils auraient répondu, avec raison, que boïren'est pas conspirer contre l'état; et dans l'impossibilité de les convaincre, il aurait fallu leur rendre la facilité de recommencer leurs manœuvres à la première occasion. Le parti que l'on prit, en mettant leurs desseins à découvert, justifiait toutes les mesures que pouvait prendre le gouvernement dans la suite pour les empêcher de se renouer.

AN IV.

CHAPITRE XIII.

Entrée des Français en Bavière. L'Archiduc Charles se porte à la gauche du Danube.

Au milieu de ces dissensions intérieures, la république française obtenait à l'extérieur de nouveaux avantages. L'armée de Wurmser était détruite, comme l'avait été celle de Beaulieu. Ses débris se cachaient dans les montagnes du Tyrol et de la Carinthie. La cour de Vienne multipliait, pour rassembler

— 1796. sous de nouveaux drapeaux ses soldats fugitifs et consternés, des efforts qui auraient été inefficaces, si les cohortes françaises, parvenues sur le Col de Krumbach, eussent franchi la barrière des Alpes Rhétiques; mais elle était impénétrable par la route qu'on avait prise. Les tentatives inutilement prodiguées dans ces agrestes contrées, affaiblissaient la ~~gauche~~ des armées françaises d'Allemagne; les revers les plus fâcheux furent la suite de cette disposition.

Voite
Malgré les retranchemens élevés par les Autrichiens sur les bords du Lech, les Français avaient franchi cette rivière, et après avoir battu une partie de l'armée de l'Archiduc Charles, ils se répandaient dans la Haute-Bavière, aux environs de Munich. Cet événement avait déterminé l'électeur de Bavière, malgré ses étroites liaisons avec la cour de Vienne, à traiter d'une paix particulière avec la république. Cependant le général Autrichien convaincu qu'avec les forces qui restaient à Moreau entre les Alpes et le Danube, ce général ne pouvait former, sur l'intérieur de la Bavière, que des entreprises peu décisives, s'était porté à la gauche du fleuve avec une partie de son armée, pour fortifier la division commandée par le feldmaréchal Wartsleben, serrée de près par l'armée de Sambre et Meuse.

CHAPITRE XIV.

AN IV.

*Bataille du Teming. Retraite de Jourdan
sur Dusseldorff.*

CETTE armée, après avoir passé sans obstacles le Rednitz et l'Altmuk, dominait dans le cercle de Franconie. Elle s'était emparée de Nuremberg, d'Aichstat, d'Ingolstadt, d'Amberg, et de toute la partie du Haut-Palatina, située à la droite de la Nab. Jourdan marchait sur cette rivière, unique barrière qui défendait l'Autriche le long du Danube, tandis que Moreau n'avait plus que quelques marches pour parvenir aux défilés de Werdenfeld, et pour descendre ensuite à Insprach.

Mais quelque nombreuses que fussent les armées de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle réunies; et quelle que fût leur activité, il leur était difficile de défendre efficacement une ligne de près de cinquante lieues, depuis Amberg jusqu'à Fuessen. Les divisions laissées sur les bords du Rhin, pour réprimer les tentatives de la garnison de Mayence, formaient un vide dans l'armée de Jourdan, qui se faisait vivement sentir, à mesure que cette armée s'éloignait des frontières de France.

Le quartier-général de Jourdan était à Uns-

— dorf ; sa droite , commandée par Bernadotte ,
1796. faisait des courses jusque sous le canon de Ratisbonne. Elle fut attaquée, le sept fructidor , par l'Archiduc Charles ; il est peu d'exemple de bataille aussi acharnée ; elle continua pendant trois jours consécutifs avec différens succès. Le troisième jour , les Autrichiens , revenant à la charge , avec des renforts qui arrivaient de l'intérieur de l'Autriche , parvinrent à enfoncer l'infanterie française. Bernadotte , après des prodiges de valeur , fit sa retraite le long du Rednitz , sur Bamberg , en se battant au milieu des rochers et des défilés avec une telle fureur , qu'il semblaient que chaque soldat eût sa querelle particulière à venger.

Plus de vingt mille combattans des deux armées restèrent sur le champ de bataille dans ces différentes actions ; mais ce qui fit le plus souffrir l'armée française , fut l'insurrection générale des paysans , qui , pour tirer vengeance des mauvais traitemens qu'ils avaient éprouvés , se réunissaient dans tous les passages dangereux , arrêtaient la marche de l'armée , et assassinaient tous les soldats qui s'écartaient des colonnes pour se procurer des vivres. Cependant Jourdan passa à la rive droite du Mein , sans avoir perdu ni son artillerie ni ses équipages.

Mais à peine les Français commençaient

à se réunir dans les environs de Wursbourg , qu'ils furent attaqués de nouveau , le dix-sept fructidor. La victoire se déclara en faveur des Autrichiens ; l'armée frappée de terreur , s'était presque entièrement débandée. En vain , à la première nouvelle de cette déroute , les divisions campées sur les deux bords du Rhin , se mirent en marche pour se porter au centre de l'Allemagne ; il en résulta une action , dans laquelle fut blessé à mort le général Marceau , jeune guerrier de vingt-sept ans , dont les talens et la bravoure donnaient les plus justes espérances. Rien ne put arrêter la marche de Jourdan , qui précipitait sa retraite sur Dusseldoff , abandonnant les dépouilles de la Franconie et la ville de Francfort. Ce général quitta son armée ; elle fut confiée provisoirement à Beurnonville , qui commandait déjà celle du Nord.

CHAPITRE XV.]

Superbe retraite du général Moreau. Bataille de Biberach.

LA retraite précipitée du général Jourdan pouvait avoir les suites les plus funestes pour l'armée de Rhin et Moselle , découverte

— par sa gauche , et de toute part environnée
1796. d'ennemis , dans des pays d'un accès difficile ,
et dont presque tous les habitans avaient pris
les armes contre la France. Dans cette posi-
tion critique , la conduite du général Moreau
fut regardée comme le chef-d'œuvre de l'art
militaire ; disputant le terrain pied à pied ,
s'emparant des positions les plus avanta-
geuses , il sut se faire jour à travers les dé-
filés de la Forêt Noire , non-seulement sans
avoir été entamé , mais en battant les en-
nemis dans plusieurs rencontres.

Cette marche , aussi glorieuse que pénible ,
dura vingt-sept jours. Le troisième jour com-
plémentaire , l'armée de Rhin et Moselle
conservait encore ses positions dans la Ba-
vière , à Rain , à Friedberg , à Landsberg , à
la droite du Lech ; et le cinq brumaire l'an
cinq , elle était en sûreté à la gauche du
Rhin , après avoir passé ce fleuve sur le pont
d'Huningue.

Un officier de cette armée écrivait , du
quartier général de Rheinfeld , le 23 vendé-
miaire : « Dis aux alarmistes et aux mal-inten-
tionnés , que notre armée n'est pas détruite.
Nous battons en retraite , à la vérité , depuis
le quatrième jour complémentaire ; mais bien
loin d'avoir essuyé des pertes , nous avons
battu l'ennemi toutes les fois qu'il a voulu se
mesurer avec nous. Nous lui avons prouvé que

notre mouvement rétrograde n'est qu'une suite nécessaire des opérations de l'armée de Sambre et Meuse qui, laissant notre gauche à découvert, a fait craindre que nous ne fussions enveloppés. AN IV.

» A six lieues au-delà d'Ulm, nous avons attaqué l'ennemi qui n'a pas tardé à se repentir de nous avoir suivis de si près. Nous l'avons forcé de rétrograder de trois lieues, après avoir perdu quatre mille hommes, des canons et des drapeaux. Demain nous nous rendrons à Lorrach, à une lieue d'Huningue. Il est probable que l'ennemi ne nous disputera pas ce passage. »

Il est certain qu'on fut à Paris, durant plusieurs jours dans une cruelle inquiétude sur le sort de cette armée. On savait qu'elle était forte de cinquante-cinq mille hommes effectifs, sans compter une division qui gardait le fort de Kell et la tête du pont d'Huningue; mais on savait aussi que les forces des Autrichiens qui pouvaient l'attaquer, montaient à plus de cent mille combattans, et que l'état de débandade où se trouvait l'armée de Sambre et Meuse, mettait les généraux de l'empereur en état d'envelopper les Français resserrés entre le Danube et le Rhin, dans le comté de Furstemberg, sur des terrains dont il était aisé de rendre les chemins impraticables en abattant les arbres.

1796.

L'armée de Moreau était presque entourée par les généraux de Latour , de Nauendorf et Petrache , qui voulaient leur fermer les passages nommés Vallées d'enfer , et ceux de Kintzingar-Thal , le long de la rivière de Kintzig. Dans cette position , on assurait qu'il était impossible qu'elle ne fût pas forcée de mettre bas les armes.

Moreau , en quittant les bords du Lech et du lac de Constance , avait publié une proclamation à la tête de tous les bataillons , dans laquelle il disait aux soldats : « Le général de l'armée de Rhin et Moselle attend tout des guerriers qu'il commande. Il espère que le mouvement rétrograde nécessité par les succès momentanés du prince Charles sur l'armée de Sambre et Meuse , ne diminuera rien de son énergie , et de cette bravoure qui l'a illustrée dans toutes les occasions où elle s'est mesurée avec l'ennemi. Le moment ne tardera pas d'arriver , où il leur fera cueillir de nouveaux lauriers. Il est sûr d'avance que , lorsqu'il donnera le signal du combat , ce sera celui de la victoire.

Le quatrième jour complémentaire , l'armée , après avoir passé la gauche du Lech , fit couper tous les ponts qu'on avait construits avec tant d'art , qu'ils pouvaient être détruits en très-peu de tems. Tous les bateaux qui se trouvaient sur le Danube , eurent ordre de remonter

remonter le fleuve jusqu'à Ulm, où, le cinquième jour complémentaire, Moreau plaça son quartier-général.

Le général français, pour donner le change aux ennemis dont il était environné, et pour faciliter le transport de ses gros bagages à l'entrée de la vallée de Kintzig, feignit de vouloir pénétrer dans la Franconie, et de marcher sur Wursbourg et le Haut-Mein, afin d'attaquer l'arrière-garde de l'archiduc Charles, et d'opérer une diversion favorable à l'armée de Sambre et Meuse. Il remonta le Danube, et plaça son camp sur les deux bords du fleuve derrière l'Iller.

1796.

AN V.

L'armée du comte de Latour se trouvait dans les environs de Neubourg et d'Aichstat; le corps de Condé auprès de Landsberg, et celui de Nauendorf vers Nordlingen et Nérestein. Le général Desaix, qui lui était opposé, occupait une excellente position sur la Brenza.

Moreau avait fait construire des batteries masquées et des retranchemens à Kauffbeuren, le long de la Wartach, et dans la forêt de Kempterwald, pour défendre la belle position de Kempten et de Memmingen, vers le lac de Constance. Il envoya une colonne dans les Alpes, pour livrer bataille au général Frolich, qui était sorti des gorges du haut Tyrol pour se jeter sur les derrières de

Tome VII.

M

1796. l'armée française , et qui fut repoussé avec perte. On lui enleva une assez grande quantité de farines , dont l'armée française avait besoin.

Une autre colonne de l'armée de Moreau , suivant la chaîne des montagnes de la haute Souabe, qui partagent les eaux entre le Danube et le Rhin , s'avancait vers les sources du Danube, du Necker et de la Kintzig , position que le général Petrache, après avoir fait une vaine tentative sur le fort de Kell , se proposait d'occuper. Ce dernier mouvement annonçait le véritable dessein du général français d'effectuer sa retraite vers le Rhin , par le comté de Furstemberg et le Brisgaw. Les généraux de Latour et de Nauendorf , pour s'y opposer , abandonnant la gauche du Danube , se portaient rapidement dans le Landgraviat de Nellenbourg. Le général Nauendorf s'étant un peu éloigné par sa droite pour assurer ses communications avec l'armée de Petrache , maitresse de passages très-importans vers la source du Danube, il se trouvait un vide assez considérable entre lui et le général de Latour.

Moreau , profitant de cette faute , tombe , le 10 vendémiaire , avec 30 mille hommes , sur l'armée du maréchal comte de Latour , campé entre Biberach et Buchau ; et après l'action la plus sanglante , la met dans une

entière déroute. Alors il divise son armée en deux corps ; et se portant sur le Danube avec la rapidité de l'éclair , il passe par Munderkingen et Neudlingen , et se dirige sur Balengen , pour attaquer en même tems les généraux Nauendorf et Petrache qui furent forcés d'abandonner leurs positions. Les Français firent 7000 prisonniers dans ces différentes actions.

AN V.

Depuis lors les Français , maîtres des postes les plus avantageux de la Forêt Noire , n'éprouvaient que les obstacles que leur opposait la difficulté des chemins. Ils se dirigeaient sur le Creuzacher , pays montueux qui renferme le Landgraviat de Dourlach.

Une colonne , sous les ordres du général Saint-Cyr , était parvenue le 21 vendémiaire à Fribourg , après avoir battu un corps autrichien. On mettait le feu à tous les villages dont les habitans avaient pris les armes , traitement inhumain , mais que la situation de l'armée rendait inévitable.

Le quartier-général était à Lorrach le 25 vendémiaire. Les généraux Petrache et Nauendorf se portaient sur l'Elthal , pour se réunir au prince Charles qui venait à leur secours , et dont l'avant-garde était déjà à Offembourg. Le général Saint-Cyr s'était mis en possession du Vieux-Brisac , et s'occupait

M 2

à rétablir le pont volant entre cette place
1796. et New-Brisac. L'artillerie et les gros bagages de l'armée passaient le Rhin sur ce pont et sur celui d'Huningué.

La retraite du général Moreau pouvait être regardée comme terminée (1), malgré

Précis des opérations de l'armée de Moreau, depuis le 23 fructidor jusqu'au 2 vendémiaire, par Reynier, chef de l'état-major de cette armée. Le 24 fructidor, le général en chef, voulant tenter une diversion en faveur de l'armée de Sambre et Meuse, détacha un corps de dix mille hommes aux ordres du général Desaix, pour passer le Danube, et se porter, par Nuremberg, sur les derrières du prince Charles, pour retarder ses opérations.

Pour exécuter ce mouvement, Desaix rassembla, le 24, devant la tête du pont d'Ingolstadt, les troupes qui devaient le suivre. Elles marchèrent à Neubourg, pendant la nuit du 24 au 25, y passèrent le Danube dans l'après-midi, et suivirent la route d'Aichstat.

L'armée quittait, dans le même tems, la position de Geissenfeld, pour aller à Neubourg. Le corps du général Ferino abandonnait les bords de l'Isar; Il se plaça vers Dachaw. Le 26, ce corps se retira derrière la Par, en avant de Friedberg, position qu'il devait conserver jusqu'au moment où les ennemis approcheraient en force, pour passer ensuite le Lech, en gardant les ponts.

Le 26, le général Desaix s'avança au-delà d'Aichstat; le reste de l'aile gauche et une partie du centre prirent position entre le Danube et la Schutter, le centre derrière Unterstat; on laissa un corps pour couvrir

Les obstacles qu'elle avait éprouvés. Mais —
tresse de la droite du Rhin , depuis Vieux-AN v.

Neubourg , et des postes d'avant-garde à Pottines. Ce mouvement fut achevé le 27.

Aux premières nouvelles de cette expédition , le général de Latour fit passer le Danube au corps du général Nauendorf , qui était à Abensberg. Il fit avancer , à marches forcées , les corps des généraux Mercantin et Devaix , ainsi que celui de Condé. Ces trois corps étaient derrière l'Iser , à Landshut et devant Munich. Le corps du général Frolich , qui était dans les montagnes du Tyrol , vers les sources de l'Iser , se rendit à Landsberg , pour y passer le Lech , et inquiéter nos derrières.

Le 28 on fit prendre une position plus resserrée aux troupes qui couvraient Neubourg. Elles se composaient de quatre bataillons , trois escadrons de dragons et quatre de hussards , avec cinq pièces d'artillerie légère. Les ennemis , dont la marche était favorisée par un brouillard épais , attaquèrent ces troupes avant qu'elles eussent pris leur position. Elles furent obligées de céder au nombre. La cavalerie ennemie voulut déboucher dans la petite plaine de Zell ; elle fut repoussée deux fois par le dixième régiment de dragons et le septième de hussards , qui furent enfin obligés de céder. Il y eut un peu de désordre. Les généraux Delmas et Oudinot furent blessés. Une pièce d'artillerie légère fut prise un moment ; mais l'infanterie de la division du général Duhem , à laquelle on avait fait repasser le Danube , rétablit le combat.

A trois heures le général en chef résolut d'attaquer , avec trois bataillons frais , l'ennemi qui était retiré dans la position qu'il avait gagnée le matin. Il fut.

— Brisac jusqu'auprès de Bâle , sa gauche ;
1796. le 2 brumaire , était appuyée au Rhin ; sa

bientôt chassé de Zell et des bois jusqu'à Pruch ; mais notre infanterie , trouvant des forces supérieures à Pruch , fut obligée de se replier sans perte. Le 7.^e régiment de hussards et le 20.^e de chasseurs chargeaient la cavalerie ennemie , qui faisait sa retraite en longeant le bois de Weyhering , bordé de marais. La nuit survint.

Le corps de Condé , renforcé du régiment de Modène , nouvellement arrivé de Pologne , attaqua en même tems deux escadrons très - faibles du 9.^e régiment de hussards et un demi - bataillon d'infanterie légère , à Pottines. Ces corps furent obligés de se replier.

Le général Desaix poussa jusqu'à Heydek ; mais des ordres très-formels avaient été expédiés , pour arrêter les convois qui arrivaient au prince Charles par cette route. Le général en chef , voyant que ce corps ne pouvait rien faire d'important , lui ordonna de se rapprocher de l'armée.

Le 29 , le centre de l'armée et une partie de l'aile gauche passèrent le Danube , et prirent position , la droite à Bornfeld et la gauche à Neubourg. A trois heures après midi , on attaqua les ennemis dans les bois de Zell et de Pruck , on les poussa jusqu'à Weherling.

Le 30 , le général Desaix repassa le Danube à Neubourg. Toute l'armée campa sur la droite du fleuve ; le général Ferino fit un mouvement en avant de Friedberg.

Le premier jour complémentaire , l'armée marcha sur Pottines , pour en chasser l'ennemi , et pour prendre position , la droite vers Gemdelsdorf , à la route de Rain à Munich , et la gauche à Pottines. Ce mouvement de-

droite à Schelingin. L'archiduc Charles, qui n'avait laissé qu'un faible corps d'observation AN V.

vait être exécuté, si le comte de Latour se fût porté à Friedberg; mais comme il n'avait envoyé de ce côté qu'un corps de flanqueurs, on espérait, en l'amusant, pouvoir joindre le général Latour vers Schrobenhausen: ce mouvement était encore nécessaire pour déployer l'armée, et la placer aux débouchés des routes qui conduisent aux ponts sur le Lech. On chassa l'ennemi de Pottines; il se retira sur Portenau, derrière les marais.

Le deuxième jour complémentaire, l'armée prit position, la droite à Gros-Hausen, la gauche à Gemdelsdorf. Le général Moreau fut instruit que le prince Charles avait détaché un corps considérable, tiré de son armée et des garnisons de Manheim et de Philipsbourg, pour se porter sur Kell, et couper les communications de l'armée française avec Strasbourg. L'avant-garde de cette armée était déjà à Stutgard. Les suites de ce mouvement pouvaient enlever le dépôt des munitions de guerre de l'armée, Brégenz et Lindau étant menacés par l'ennemi, qui alors nous aurait ôté l'appui du lac de Constance. Moreau se détermina à se rapprocher du prince Charles, afin de donner à l'armée de Sambre et Meuse les moyens de reprendre l'offensive. Aucune raison d'ailleurs ne pouvait nous retenir dans la Bavière. La position de l'Il'ler fut choisie, la droite au lac de Constance, et la gauche à Ulm. L'armée, dans cette position, pouvait attaquer les troupes que l'archiduc Charles conduisait contre nous, tenter des expéditions encore plus importantes, si l'armée de Sambre et Meuse reprenait l'offensive.

Le trois, l'armée partit dans la nuit pour passer le Lech. Le centre et l'aile droite passèrent sur les deux

— devant Kell, s'avavançait avec toutes ses forces
1796, pour lui livrer bataille. Son effort se diri-

ponts près d'Augsbourg ; l'aile gauche passa par Rain. Le général Latour, dupe de nos marches des deux jours précédens, crut que nous voulions l'attaquer ; il recula, ce qui nous donna plusieurs marches sur lui.

Nous apprîmes que la division qui avait été laissée aux pieds des montagnes du Tyrol, entre le lac de Constance et le Lech, avait été attaquée par un corps autrichien. Les ennemis eurent d'abord quelques succès, mais ils furent bientôt repoussés. Nous apprîmes aussi que le corps que nous avions devant Philipsbourg, s'était retiré heureusement dans le camp de Kell.

Le quatre, le centre de l'armée prit position derrière la Schutter ; les avant-postes restèrent sur le Lech. L'avant-garde du général Nauendorf, qui avait été opposé au général Desaix auprès de Nuremberg, arriva à Donawert et à Nordlingen.

Le cinq, l'armée prit position derrière la Mindel, la droite à Kembal, la gauche à Burgaw, les avant-postes sur la Zuzam. Le premier vendémiaire an cinq, elle était sur la Guntz, la droite à Wattenveiser, la gauche au Danube, les avant-postes sur la Mindel.

Le quatre, le quartier-général était à Delmensingen, le 6 à Biberach, le 7 à Buchau, le 8 et le 9 à Sulgau.

Rapport fait par le général Moreau, le 24 vendémiaire, du quartier-général à Fribourg. Le courage de l'armée vient de la tirer bien glorieusement de la position critique dans laquelle elle se trouvait. Entourée d'ennemis, au revers des montagnes noires qui lui défendaient le passage des défilés ; l'archiduc Charles marchant avec une partie de son armée, et menaçant

geait principalement sur Kaudern et Hiel ,
ayant en vue , sans doute , d'intercepter la AN V.

de détruire les ponts sur le Rhin , il fallait se faire jour par plusieurs coups de vigueur. La victoire de Biberach ne suffisait pas pour nous dégager.

Environ vingt-cinq mille hommes , aux ordres des généraux Petrache et Nauendorf , s'étaient emparés des positions de Rotveil , Villingen , Donechingen et Neustadt-Valdsut ; les villes forestières étaient même occupées par des troupes autrichiennes et des paysans armés. Toute communication nous était interdite , ce qui nous gênait d'autant plus , que nous ne pouvions recevoir aucune nouvelle de France.

J'ai commencé par faire ouvrir le passage des villes forestières. Une demi-brigade , escortant les convois de munition , les blessés et les malades , l'a forcé sans de grands obstacles.

La partie de l'armée qui n'était pas indispensablement nécessaire pour contenir le général Latour , qui , remis de sa défaite à Biberach , n'a pas manqué de nous suivre , a marché à Rotveil et Villingen ; et , après plusieurs combats assez vifs , nous sommes parvenus à en chasser l'ennemi , avec perte d'artillerie et d'environ trois cents prisonniers. Il restait à forcer les gorges de la Forêt noire : le centre de l'armée sortit alors de la ligne , et attaqua avec vigueur le corps autrichien qui occupait la vallée d'enfer , défilé effrayant pour le passage d'une armée , étant resserré , pendant l'espace de plusieurs lieues , entre deux montagnes escarpées , à peine distantes de huit à dix toises.

La bravoure des troupes franchit ces obstacles. L'ennemi fut culbuté avec perte d'une pièce de canon et d'une centaine de prisonniers. Le centre de l'armée prit po-

1796. route d'Hunigue. Il fit attaquer avec beaucoup de vivacité le poste de Rhinfelden ; mais il trouva une résistance invincible.

sition le 21, en avant de Fribourg. Les partis du prince Charles avaient déjà poussé jusqu'au Vieux-Brisac, d'où ils avaient chassé nos troupes et fait quatre-vingts prisonniers que nous reprîmes aux Autrichiens qui les escortaient.

La droite et la gauche de l'armée, qui s'étaient réunies, et qui continuaient de contenir les généraux Latour, Petrache et Nauendorf, ont défilé les 22, 23 et 24, sans la moindre perte ; les équipages et les munitions, sous la protection de la droite de l'armée, ont également défilé sans obstacle par les villes forestières ; et cette armée, que l'ennemi se vantait de faire prisonnière, le menace à son tour d'une attaque prochaine, et revient victorieuse sur les frontières de France, après une marche de plus de cent lieues, non-seulement sans avoir été entamée, mais après avoir pris à l'ennemi dix-huit pièces de canon, deux drapeaux, et près de sept mille prisonniers.

Je fais passer au directoire ces détails très-succincts, pour faire cesser l'inquiétude publique. Mais je devrais des détails plus circonstanciés pour rendre compte à la brave armée que j'ai l'honneur de commander des nombreux combats qu'elle a livrés, de la patience, du courage calme qu'elle a toujours déployé dans les circonstances les plus difficiles, et de la stoïcité avec laquelle les soldats ont supporté le manque de vivres dans les pays affreux que nous venons de traverser. Tous les corps se sont distingués, tous les officiers ont fait preuve de courage et de talens, plusieurs ont fait des actions héroïques qu'il sera de mon devoir de faire connaître.

Les divisions du général Férino, chargées de défendre Kaudern et Hiel, firent des prodiges de valeur : elles se soutinrent depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit, contre les attaques réitérées de l'ennemi, sans qu'il pût faire le moindre progrès. Le général Joubert, qui commandait le poste, soutint l'attaque depuis Schelingin jusqu'au Rhin.

AN V.

L'armée se porta, le 4, sur la tête du pont d'Huningue, sans être inquiétée; et, le 5, elle passa le fleuve, sans que l'archiduc Charles, campé à une lieue, fît aucune disposition pour troubler le passage qui s'exécuta avec le plus grand ordre, couvert par les généraux Abbaticucci et la Boissière.

CHAPITRE XVI.

Descente en Irlande.

J'AI parlé d'un traité d'alliance conclu entre les gouvernemens de France et d'Espagne. Le séjour que faisait, dans le port de Cadix, une nombreuse escadre française, sous les ordres de l'amiral Richery, annonçait que l'objet de cette convention était de tenter quelque expédition dont la réussite déterminât les Anglais à faire la paix. On sut bientôt qu'un embargo avait été mis sur tous

— les navires britanniques qui se trouvaient
1796. dans les ports d'Espagne. Le roi rendit
compte des motifs de sa conduite par un
manifeste adressé à tous ses conseils, et ré-
pandu dans les cours de l'Europe (1).

(1) Un des principaux motifs qui me détermina à faire la paix avec la république française, aussitôt que son gouvernement eut commencé à prendre une forme régulière et stable, fut la manière dont l'Angleterre en usait à mon égard depuis le commencement de la guerre, et la juste défiance que devait m'inspirer, pour l'avenir, l'expérience de sa mauvaise foi. Elle s'était manifestée en 1793 dans les entreprises que l'amiral Hood s'était permises contre mes intérêts, à l'époque de l'occupation de Toulon, et dans son affectation de cacher à Don Juan de Langara l'expédition qu'il projetait contre l'isle de Corse.

Cette même mauvaise foi se montrait dans le mystère que le cabinet de Saint-James faisait à mes ministres de ses négociations avec diverses puissances, et particulièrement dans le traité, conclu le 19 novembre 1794, avec les États-unis de l'Amérique, sans égard à mes droits qui lui étaient bien connus. Je la remarquai de nouveau dans sa répugnance à prendre les mesures que je lui proposais pour terminer la guerre, ou à me donner des secours pour la continuer. Mais je fus sur-tout révolté par l'injustice avec laquelle le gouvernement britannique s'appropriait la riche cargaison du vaisseau espagnol le *Sant-Iago*, d'abord pris par les Français, ensuite repris par l'escadre anglaise, et qui devait m'être rendu suivant les conventions faites entre mon secrétaire d'état et le lord Saint-Helen, ambassadeur de S. M. Britannique.

Cet événement avait déterminé la cour de Londres à dépêcher à Paris le lord Malmes- AN V.

Je ne le fus pas moins par la capture des munitions de guerre qui arrivaient sur des vaisseaux Hollandais, pour l'approvisionnement de mes escadres, et des difficultés multipliées pour en éloigner la restitution. Enfin, il ne m'a plus été permis de douter des mauvaises intentions du ministère de Londres, en apprenant les fréquentes apparitions des vaisseaux anglais sur les côtes du Pérou et du Chily, pour y faire la contrebande, et en reconnaître les forces militaires, sous prétexte d'une pêche à la baleine, à laquelle les navires se disaient autorisés par la convention de Noottha-Sund. Tels furent les procédés du ministère anglais pour cimenter les liens d'amitié et de confiance formés par nos conventions du 25 mai 1793.

Depuis que j'ai fait la paix avec la république française, non-seulement l'intention de l'Angleterre d'attaquer mes possessions d'Amérique perce de toute part ; mais j'ai reçu des insultes directes qui me persuadent que ce ministère voudrait me plonger de nouveau dans la guerre continentale.

Ses généraux, dans l'isle de Saint - Domingue, ont déployé la force pour empêcher la réunion de la partie espagnole au territoire français ; ses marins ont formé des compagnies de commerce sur les bords du Missouri, dans l'Amérique septentrionale, avec le dessein de pénétrer, par ces contrées, jusque dans la mer du Sud. Enfin, par la conquête que les Anglais viennent de faire, dans l'Amérique méridionale, de la colonie de Demerary, appartenant aux Hollandais, ils se mettent en mesure de s'emparer des positions les plus importantes.

Pourrais-je douter des projets hostiles de l'Angleterre, quand je considère les violences que se sont permises

bury , sous prétexte de faire des ouvertures
1796. de paix ; mais en effet pour prendre une

ses frégates , en enlevant des matelots qui venaient de Gênes à Barcelonne , sur des vaisseaux espagnols , pour compléter mes armées ; les pirateries des corsaires anglo-corses envers le commerce espagnol , jusques sur les côtes de Catalogne , et la détention de plusieurs navires espagnols envoyés dans les ports d'Angleterre sur les prétextes les plus frivoles ; nommément l'embargo mis sur la frégate espagnole , la Minerve , et le refus fait de la restituer , quoiqu'il eût été démontré , devant les tribunaux compétens , que sa riche cargaison était de propriété espagnole ; l'attentat commis sur mon ambassadeur Dom Simon de Las-Casas , arrêté sur l'ordonnance d'un tribunal , sur la demande d'une somme très-modique réclamée par le patron d'une embarcation , et que l'ambassadeur ne s'était pas refusé de payer.

Enfin , le territoire espagnol a été violé sur les côtes de Galice et d'Alicante , par les brigantins anglais le Caméléon et le Kingscroon. Le capitaine Georges Vaughan , commandant la frégate l'Allarme , s'est conduit d'une manière aussi insolente que scandaleuse , en descendant dans l'isle de la Trinité , en s'avancant tambour battant et enseignes déployées , pour attaquer les Français , et oubliant , par cette violation , les droits de ma souveraineté et la tranquillité des habitans de l'isle.

Par des insultes aussi graves , le peuple anglais a prouvé à l'univers qu'il ne connaît d'autres lois que celles qui favorisent l'aggrandissement de son commerce. Son despotisme , épuisant ma patience et ma modération , m'oblige , pour soutenir l'honneur de ma couronne et pour protéger mes peuples contre ses attentats , à dé-

connaissance exacte des ressources que renfermait la France , et pour régler sur ses observations les démarches ultérieures que ferait le cabinet britannique. Les négociations furent bientôt rompues ; et pour profiter d'un système qui adjoignait aux forces navales de France et de Hollande la marine espagnole , le directoire exécutif résolut de tenter une descente en Irlande , où des mécontentemens très-graves se manifestaient contre le gouvernement britannique.

AN V.

La supériorité des flottes anglaises sur les mers qui baignent les côtes de France , augmentait la difficulté de ce projet ; on attendit que la rigueur de la saison forçât les Anglais à rentrer dans leurs ports.

Une flotte composée de vingt-deux vaisseaux de ligne , de plusieurs frégates et d'un grand nombre de transports , sous les ordres de l'amiral Morard de Galles , sortit du port de Brest , le 25 frimaire ; on y comptait quinze

clarer la guerre au roi d'Angleterre , et à prendre les mesures nécessaires pour repousser ses attaques.

Donné au palais de saint Laurent , le cinq octobre mil sept cent quatre-vingt-seize , signé de la main du roi et du secrétaire du conseil de la guerre.

Le samedi huit octobre , la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre fut publiée dans les principales places de Madrid , avec les formalités usitées dans ces occasions :

— mille hommes de troupes de débarquement;
1796. commandés par le général Hoche. Bravant la mer en furie, elle porta les guerriers français dans la baie de Bantry. Jamais l'énergie républicaine ne se déploya avec tant d'audace; et si les vents constamment déchaînés rompirent des mesures le plus fortement prises, la hardiesse de cette entreprise inattendue dut convaincre les Anglais de tout ce qu'ils avaient à craindre d'un peuple qui n'était arrêté, dans l'exécution de ses projets, que par les seuls obstacles que les forces humaines ne pouvaient vaincre.

Dans la saison la plus fâcheuse, l'escadre lutta près d'un mois contre la fureur des vents au milieu des rochers qui bordent l'Irlande. Dispersés par la tempête, le vice-amiral Bouvet était parvenu à rallier la presque totalité des vaisseaux. Des pilotes irlandais s'étaient rendus à bord de l'escadre, et le débarquement allait s'effectuer, lorsque de nouveaux coups de vents, venus de la partie de l'est, ayant fait dériver quelques vaisseaux, le vice-amiral avait cru devoir faire le signal d'appareiller. Depuis, des tempêtes, qui se succédaient, ne permirent plus de rassembler l'escadre. Les vaisseaux qui la composaient, rentrèrent les uns après les autres à la rade de Brest. La frégate la Fraternité, que montaient le général
Hoche.

Hoche et l'amiral Morard de Galles, ne parut sur les côtes de France que le 24 nivose.

Une proclamation, publiée dans Brest, avant le retour de la frégate la Fraternité, par le général Cherin, contenait des détails intéressans sur cette expédition, que la fortune ne seconda pas.

1797.

AN V.

Le général Cherin disait à ses compagnons d'armes : Braves camarades, le général Hoche, sous les ordres duquel vous étiez accoutumés à vaincre, vous conduisait à de nouveaux triomphes. Vous alliez porter la liberté en Irlande, venger les longues injures faites à la république française par le gouvernement anglais, et imposer à cette puissance orgueilleuse les lois d'une paix honorable qu'attend l'Europe entière.

Les vents ont trahi nos espérances. L'armée a été dispersée par la tempête et séparée de son chef. De quinze mille combattans qui la composaient, six mille seulement ont pu pénétrer dans la baie de Bantry, et apercevoir la terre dont une mer orageuse leur interdisait l'accès.

Avec ce faible corps d'armée, dépourvu de munitions de guerre, de bouche, et de tous les moyens qui sont l'ame des opérations militaires ; les généraux qui vous restaient dans cet instant critique, fiers de votre valeur et sans calculer les obstacles, n'ont pas

Tome VII.

N

— hésité d'ordonner la descente. Ce projet, qui
1797. secondait si bien votre impatience, allait
s'exécuter le 5 nivose, lorsqu'au milieu d'une
tourmente affreuse, le commandant des forces
navales quitta précipitamment la baie.

Depuis son départ, il n'existait plus sur les
vaisseaux ralliés, qu'environ quatre mille
hommes. Nos ressources les plus précieuses,
en artillerie et en vivres, s'anéantissaient
par l'éloignement successif des bâtimens qui
en étaient chargés. Les vents devenaient tous
les jours plus violens, et si, contre l'avis du
chef de division qui commandait cette es-
cadre, nous nous fussions opiniâtrés à
rester, dans l'espoir d'effectuer le débarque-
ment, notre perte était infaillible, ainsi que
les événemens l'ont justifié.

Soldats, en rentrant momentanément en
France, vous ne languirez pas dans l'at-
tente d'une destinée incertaine. Les succès
qui vous étaient promis, ne sont que dif-
férés. Le gouvernement est sans doute trop
attaché à l'exécution du projet glorieux qu'il
a conçu pour la prospérité de la république,
et met un trop haut prix à vos services pour
ne pas vous offrir bientôt les moyens d'exer-
cer votre énergie et votre constance.

Non, parce qu'un élément contraire a en-
chaîné vos bras, vous ne vous découragerez
pas. Le chemin de la gloire vous est pré-

sentement connu. Nous avons prouvé aux détracteurs de cette expédition maritime , AN V. que , malgré les rigueurs de l'hiver , rien n'était impossible à des Français , et si votre apparition seule a suffi pour faire trembler l'Angleterre , jugez de ce que vous devez espérer lorsqu'avec des forces plus nombreuses nous irons l'attaquer jusques dans Londres.

Vos chefs applaudissent à la fermeté héroïque dont vous avez donné la mesure au milieu des dangers qui vous environnaient. Le directoire exécutif en est instruit. Avec le témoignage de sa satisfaction , vous recevrez bientôt l'ordre que nous desirons tous , celui de retourner combattre les plus acharnés ennemis de la paix et de notre liberté.

CHAPITRE XVII.

Siège de Kell par les Allemands.

LES mêmes efforts se faisaient sur les bords du Rhin. A peine l'armée de Rhin et Moselle , qui avait reçu un renfort de seize mille hommes , prenait ses positions entre Strasbourg et Huningue , tandis que celle de Sambre et Meuse , enfin réunie , couvrait les deux bords du fleuve depuis Dusseldorf

— jusqu'à Manheim , que l'archiduc Charles rassemblait la plus grande partie de ses forces contre le fort de Kell.

1797. Jamais plus petite entreprise ne fut exécutée avec de plus grands moyens. Cette place enlevée d'un coup de main , par les Français, au commencement de la campagne , et qu'ils enlevèrent de même au commencement de la campagne suivante , avait été entourée d'ouvrages construits à la hâte et non revêtus. Elle fut vainement assiégée en fructidor l'an quatre , par le général Petrache , qui suspendit cette opération pour disputer inutilement à Moreau les gorges de la Kintzig. Mais il avait laissé un corps de troupes pour en continuer le blocus. L'archiduc Charles , après le combat de Kaudern , avait conduit devant Kell jusqu'au corps des émigrés , commandé par le prince de Condé , qui faisait partie de l'aile droite de l'armée impériale , aux ordres du comte de Furstemberg ; la gauche de la même armée était commandée par le général Wolf.

Les généraux autrichiens , profitant de l'imperfection des ouvrages avancés de cette forteresse , et de la nature des localités , établirent sans obstacle des batteries de mortiers , à une distance convenable. Ils commencèrent le bombardement le 8 brumaire ; mais s'apercevant bientôt que ce genre d'at-

taque, extrêmement dispendieux, ne produisait aucun avantage en leur faveur, ils l'abandonnèrent pour se livrer aux opérations d'un siège régulier. AN V.

Dans l'intervalle du 8 au 20 brumaire, les autrichiens s'attachèrent à perfectionner leur ligne de circonvallation, qui embrassait un terrain immense. Les Français, de leur côté, maîtres du pont de Strasbourg, et d'augmenter ou de changer à leur gré, la garnison de Kell, perfectionnaient leurs redoutes dans les isles du Rhin, dans la crainte que la baisse des eaux de ce fleuve ne permît aux autrichiens de s'y établir dans des positions d'où ils pussent prendre de revers les ouvrages français.

Une sortie fut exécutée, le 3 frimaire, sous la conduite du général Desaix. Son objet était de détruire les ouvrages avancés qui gênaient le fort par leur proximité. On sortit du fort, à la pointe du jour, sur trois colonnes. Le général Siscé, conduisant l'avant-garde, s'empara du village de Sandhein, à la suite de trois attaques réitérées. Le général Lecourbe, qui menait la colonne de gauche, s'empara aussi des retranchemens impériaux dans lesquels il trouva cinq pièces de canon; mais le général Decaen, chargé de la colonne du centre, fut moins heureux. Il parvint cependant à se rendre

— maître d'une redouté, dans laquelle il fit
.1797. enclouer quelques pièces de canon ; mais les secours que reçurent les Autrichiens, l'empêchèrent de s'y maintenir. Il se réunit au général Siscé, dont l'expédition eût été suivie d'une réussite complète, si quelques pièces d'artillerie l'avaient soutenu. Les troupes hongroises, qui arrivaient successivement, forcèrent les généraux français d'ordonner la retraite ; et des deux côtés on reprit ses anciennes positions.

La tranchée fut ouverte pendant la nuit, du 4 au 5 brumaire, à une très-grande distance du corps de la place. L'artillerie commença à jouer, le 8, et continua sans interruption jusqu'au 21.

Pendant cet intervalle, l'archiduc Charles voulait avancer ses ouvrages dans le village du vieux Kell, et emporter l'isle de Herlin-Rhin que la baisse des eaux pendant l'hiver avait jointe à la terre ferme. Il paraît que cette entreprise, qui n'eut aucune réussite, avait été tentée pour couvrir une autre expédition que préparait la gauche de l'armée impériale contre la tête du pont d'Huningue. Ce poste fut attaqué subitement le 10 frimaire ; à onze heures du soir, par trois fortes colonnes, qui forcèrent la barrière d'une demi-lune, et escaladèrent cette fortification. Les Français furent contraints

de se retirer dans l'ouvrage à corne qui cou-
vrait le pont. Les Autrichiens tentèrent de l'emporter d'assaut. AN V.

Le général Abbatucci rendit ces efforts inutiles. S'apercevant que le feu qu'on faisait à l'ouvrage à corne, sur la demi-lune, n'en chassait pas les Autrichiens qui travaillaient au contraire à s'y loger, il se met à la tête de sa troupe, sort de l'ouvrage à corne, charge l'ennemi avec intrépidité, parvient à le forcer d'abandonner la demi-lune dont il s'était emparé, et le poursuit dans la campagne. Cette poursuite eût été encore plus meurtrière pour les Autrichiens, sans la blessure que reçut le général Abbatucci, dont il mourut quelques jours après. Le général Siscé eut alors le commandement de la tête du pont d'Huningue.

Il ne se passa rien d'intéressant jusqu'à la fin de frimaire. Le feu continuait de part et d'autre; mais les gelées survenues retardaient les travaux du siège. La rigueur de la saison obligeait de relever au bout de quarante-huit heures les troupes qui défendaient Kell. On fit venir à Strasbourg plusieurs compagnies d'artilleurs, afin que ceux qui servaient les batteries pussent être relevés fréquemment.

Les premiers jours de nivose, la tranchée fut ouverte devant le camp retranché des

1797. Français. Un officier autrichien, accompagné d'un trompette, se rendit au quartier-général de l'armée française, pour exposer au général Moreau qu'il était tems de procurer du repos aux troupes; et que par la belle défense du fort de Kell, les français ayant satisfait au devoir et aux lois de l'honneur, il les somrait de remettre la place, pour éviter l'effusion du sang humain. Moreau répondit avec politesse et fermeté; et le feu recommença avec plus de force. Le grand pont fut rompu par les bombes; les bateaux étaient tellement endommagés, qu'on ne vint pas à bout de le rétablir. La défense de Kell devint alors plus pénible.

Le 6, la seconde parallèle fut achevée; les autrichiens travaillèrent jusqu'au 9 à son armement. Ils cheminaient à la sape, quoiqu'ils fussent encore à cent cinquante toises du corps de la place.

Le 12, ils attaquèrent, pour la seconde fois, l'isle de Herlen-Rhin, et furent de nouveau repoussés. Le général Lecourbe, s'apercevant que ses troupes, excédées de fatigue, cédaient du terrain à l'ennemi, renvoya sur la rive gauche le pont volant, pour s'ôter tout moyen de retraite, se saisit d'un drapeau, et marcha à la tête de la division. Les autrichiens furent chassés

de Herlen-Rhin , après avoir souffert une perte considérable.

AN V.

CHAPITRE XVIII.

Prise de Kell. Hoche est nommé général de l'armée de Sambre et Meuse.

LA nuit du huit nivose , l'Archiduc fit attaquer la redoute du cimetière de Kell et l'ouvrage à corne du Haut-Rhin. Les dixième , soixante-deuxième et cent troisième demi-brigades parvinrent à repousser les Autrichiens.

Cependant le terme de la défense de Kell prolongé au-delà de toute espérance , approchait. Ce fort , dont les bastions étaient détruits par le canon ennemi , n'offrait aux regards qu'un monceau de ruines abreuvées de sang. Il fut évacué le vingt-un. Ce siège avait coûté à l'Empereur quinze mille hommes de ses meilleures troupes , et des sommes prodigieuses. Ce fut la dernière action de la campagne sur le Rhin. Les armées françaises et autrichiennes prirent respectivement leurs quartiers d'hiver sur les deux bords du fleuve , en vertu d'une convention entre les généraux. L'armée de Rhin et Moselle ne conserva , à la droite du Rhin , que la garnison du pont

1797

d'Huningue. Celle de Sambre et Meuse conserva ses positions à la gauche de la Wupper. Il fut convenu que les pays entre le Rhin, la Wupper et la Sieg seraient neutres, et qu'aucune des deux armées ne pourrait s'y établir durant l'armistice. La partie de l'armée du Nord, qui se trouvait dans les environs de Mulheim, se retirait en Hollande.

Le général Hoche, chargé de l'expédition d'Irlande, fut nommé général de l'armée de Sambre et Meuse. Alors, Beurnonville ne commanda que celle du Nord, et Moreau, que celle de Rhin et Moselle.

CHAPITRE XIX.

Le feld maréchal Alvinzi prend le commandement de l'armée impériale d'Italie.

CETTE inaction, nécessitée par les frimats d'Allemagne, ne s'étendait pas aux armées d'Italie.

Après la bataille de Castiglione et la dispersion de l'armée du maréchal de Wurmser, des efforts prodigieux avaient été faits dans toutes les provinces dépendantes de la maison d'Autriche, pour opposer à Bonaparte une troisième armée. Le sénat de Venise, suivant la

—
AN V.
marche tortueuse qu'il avait tenue jusqu'alors, et qui devait le conduire à sa perte, donnait aux troupes impériales une protection éclatante et décidée. Les recrues venues de Hongrie, de Croatie, d'Esclavonie, entraient sur le territoire Vénitien, par Udine, par Civita di Friuli, par Palma-Nuova, par Mariano, et se formaient entre le Tagliamento et la Piava, deux fleuves qui descendent des Alpes Noriques, et se jettent dans le Golfe de Venise, entre les lagunes de Venise et celles d'Aquilée.

Le feld maréchal marquis d'Alvinzi, successeur du comte de Wurmser, ayant rassemblé ses troupes dans les premiers jours de vendémiaire, se proposait de s'approcher de l'Adige, pour opérer sa jonction avec les débris de l'armée de son prédécesseur, répandus derrière l'Arisio, dans les montagnes qui séparent le Tyrol du Vicentin.

Un parti Autrichien s'étant hasardé de passer à la droite de la Piava, pour s'établir à Castel-Franco, le général Massena, dont le quartier était à Bassano depuis la déroute de Wurmser, se chargea de l'en chasser; les Autrichiens se retirèrent avec précipitation à la gauche de la Piava.

Le général Vaubois contenait de son côté les ennemis derrière l'Arisio; mais la défaite du général Jourdan leur ayant procuré

1797. des renforts aussi nombreux que subits , les Français commençaient à s'apercevoir que les victoires , en servant d'aliment à leur courage , diminuaient leur nombre. Les recrues qu'on envoyait de France à l'armée d'Italie , ne suffisaient pas pour remplir le vide que les triomphes multipliés de Bonaparte laissaient dans les bataillons de son armée. Ce général , pour concentrer ses forces , fut obligé d'abandonner Bassano , Vicence , Trente et Roveredo , et de se porter sur la ligne de l'Adige et les deux bords du lac de Garda.

Plusieurs combats partiels eurent lieu , le douze , le treize et le dix-sept brumaire , sur les bords de l'Adige. Celui de Caldero , livré le vingt-deux , augmenta la réputation des généraux Augereau et Massena. Cependant les dispositions locales du pays favorisaient la jonction de la division autrichienne du Tyrol , avec celle que commandait le maréchal Alvinzi. Il se trouvait à la tête d'une armée de plus de quarante mille hommes.

CHAPITRE XX.

AN V.

Célèbre bataille d'Arcole.

BONAPARTE, abandonnant la conduite du siège de Mantoue au général Kilmaine , s'approchait de l'Adige. Les armées étaient en présence le vingt-quatre brumaire ; la droite des Français , commandée par Massena , la gauche par Vaubois , le centre par Augereau. L'aile droite des Autrichiens , conduite par le général Davidowik , se trouvait à la droite de l'Adige, entre ce fleuve et le lac; son centre et son aile gauche occupaient , sur la rive gauche du fleuve , la route de Vicence.

Le général français fit jeter , pendant la nuit du vingt-quatre au vingt-cinq , un pont de bateaux entre les villages de Ronco et d'Albaredo. Les deux divisions d'Augereau et de Massena avaient passé à la gauche du fleuve avant la pointe du jour. Les avant-postes autrichiens furent culbutés , mais on trouva la résistance la plus opiniâtre au village d'Arcole , dont la position était fortifiée naturellement , au milieu des marais et des canaux profonds qu'on avait garnis d'artillerie. Ce village arrêta une partie de l'armée pendant toute la journée. En vain les géné-

1797. — raux, sentant que la prise de ce poste décidait du succès de la bataille, se précipitaient à la tête des colonnes, pour braver avec elles le feu de l'ennemi : les généraux Verdier, Bon, Vernes, Lasne, furent mis hors de combat. Augereau, empoignant un drapeau, se porte sur un pont qu'il fallait absolument franchir pour emporter le village ; il est forcé de reculer. Bonaparte, témoin des difficultés qu'éprouve le passage du pont d'Arcole, ordonne au général Guieux de descendre l'Adige avec un corps de deux mille hommes ; de passer ce fleuve, sous la protection de l'artillerie légère, à un bac qui se trouvait à deux milles au-dessous de Ronco, vis-à-vis d'Albaredo, et de tourner le village d'Arcole. Cette marche était longue, et la journée avançait vers sa fin.

Bonaparte, avec son état-major, se porte sur le front de la division d'Augereau ; il s'avance, à la tête des grenadiers, pour forcer le même passage. Le pas de charge sonne. On était à trente pas du pont, lorsque le feu terrible de l'ennemi le rompit. Bonaparte, lui-même, fut renversé dans un marais d'où, sous le feu des Autrichiens, on eut beaucoup de peine à le retirer. La colonne se rallia bientôt ; mais la nuit, qui s'avavançait, ne permettait plus de renouveler l'attaque. Le général Guieux, traversant

l'Adige avec la plus grande rapidité , avait attaqué de revers le village d'Arcole ; il y pénétra, quoique l'attaque fut abandonnée, et en sortit au milieu de la nuit , conduisant avec lui quelques centaines de prisonniers et quatre pièces de canon. AN V.

La bataille recommença le lendemain , et fut soutenue de part et d'autre avec l'opiniâtreté la plus héroïque. La nuit força encore les combattans à se séparer , sans que la victoire se fût déclarée pour l'un ou l'autre parti.

Une nouvelle attaque avait été combinée pour le 27. Massena devait se porter sur la gauche , et Augereau attaquer de front le village d'Arcole , tandis que la plus grande partie de la garnison de Porto-Legnago , favorisée par un train d'artillerie considérable , établirait une diversion sur les derrières de l'ennemi.

La colonne de Massena trouva moins de résistance ; mais celle d'Augereau , repoussée de nouveau au pont d'Arcole , se retirait avec quelque désordre vers Ronco , lorsqu'ayant reçu un renfort considérable de la division de Massena , on attaqua de nouveau l'ennemi , qui , se voyant tourné par sa gauche , abandonna le champ de bataille , et fit sa retraite sur Vicence.

Cependant , l'aile gauche de l'armée française avait été forcée à la droite de l'Adige.

— 1797. Le général Davidowick , s'étant emparé du poste important de Rivoli , s'avancait jusqu'à Castello-Nuovo , à huit lieues de Mantoue. Bonaparte , profitant de la déroute d'Alvinzi , dont l'armée était dispersée , ordonne à la division de Massena de repasser l'Adige , et de se réunir à celle de Vaubois. Davidowick est attaqué le 1.^{er} frimaire , et poursuivi le long de l'Adige jusqu'aux montagnes du Tyrol. Le maréchal Trivulde appelait la journée de Marignan une bataille de géans. Il eût sans doute donné ce nom à un combat qui dura quatre jours , avec un acharnement dont il n'est presque point d'exemple dans l'histoire. Davidowick se retira derrière l'Arisio ; et Alvinzi derrière la Brenta ; mais ses troupes étaient tellement effrayées que , sans la connivence du sénat de Venise , jamais il ne fût venu à bout de les rassembler.

Bonaparte , de retour à Milan , en informait le directoire en ces termes : Le sénat de Venise ayant accablé de soins le général Alvinzi , j'ai cru devoir prendre de nouvelles précautions , celle de m'emparer du château de Bergame , qui domine la ville de ce nom , afin d'empêcher les postes ennemis de gêner nos communications de l'Adda à l'Adige. Cette province de Venise est mal intentionnée à notre égard. Il y avait , dans la ville

ville de Bergame, un comité chargé de répandre les nouvelles les plus ridicules sur le compte de l'armée. C'est sur le territoire de cette province, qu'on a le plus assassiné de nos soldats; et c'est de là qu'on favorisait la désertion des prisonniers autrichiens. Quoique l'occupation de la citadelle de Bergame ne soit pas une opération militaire, il n'en a pas fallu moins de talent et de fermeté pour l'obtenir. Le général Barraguay-d'Hilliers, que j'en avais chargé, s'est dans cette occasion parfaitement conduit. Je vais lui donner le commandement d'une brigade, et j'espère qu'aux premières affaires, il méritera, sur le champ de bataille, le grade de général de division.

Dans ces différens combats, on fit à l'ennemi environ cinq mille prisonniers; on leur prit dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux. Du côté des Français, presque tout l'état-major avait été tué ou blessé. Bonaparte écrivait au directeur Carnot : Jamais champ de bataille n'a été aussi disputé que celui d'Arcole. Je n'ai presque plus de généraux. Le général de brigade Lasnes voulut combattre, quoiqu'il ne fût pas encore guéri de la blessure qu'il avait reçue à Governolo; il était, à trois heures après midi, étendu sur son lit, souffrant cruellement, lorsqu'apprenant que je me portais moi-même à la

Tome VII.

O

— tête de la colonne , il remonte à cheval et
1797. vient auprès de moi ; il reçut , à la tête du
pont d'Arcole , un coup qui l'étendit sans
connaissance.

Parmi les officiers qui périrent dans cette
journée , on distingua le jeune Buiron ,
aide-de-camp de Bonaparte , et qui reçut le
coup mortel à côté de ce général , à qua-
rante pas du pont d'Arcole. Il avait servi
depuis les premiers jours de la révolution
dans le corps de l'artillerie , et s'était dis-
tingué au siège de Toulon ; il y fut blessé en
entrant par une embrasure de canon dans
la principale redoute anglaise.

Son père qui avait été fermier-général ,
partageait alors la captivité de ses confrères ,
et se voyait sur le point de subir avec eux
le sort fatal qui leur était destiné. Le jeune
Buiron se présente à la convention natio-
nale et au comité révolutionnaire de sa sec-
tion ; ses larmes et son éloquence auraient
été sans doute infructueuses , mais le sang
qu'il venait de répandre parlait si hautement
en sa faveur , qu'il obtint la liberté de son
père. Bonaparte , rendant un éclatant té-
moignage aux talens et au courage des offi-
ciers et des soldats morts dans la bataille
d'Arcole , distingua ce jeune militaire et le
neveu du général Clarck , auquel il écrivait :
» Votre neveu Elliot a été tué sur le champ

de bataille d'Arcole ; ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes ; il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes ; il aurait été un jour un officier distingué ; il est mort avec gloire et en face de l'ennemi , sans avoir souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort ? Quel est celui qui , dans les vicissitudes de la vie , ne s'abonnerait pas pour sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable ? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissans de la calomnie , de l'envie , et de toutes les passions haineuses qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes ? »

Bonaparte exprimait dans cette lettre les sentimens pénibles dont il était alors affecté. On assure qu'il existait à Paris un parti puissant qui voulait l'écraser. Tout était mis en usage pour le perdre dans l'opinion publique. L'envie et la haine se réunissaient pour aiguïser contre lui leurs traits les plus envenimés. Tantôt on faisait circuler , avec une scandaleuse publicité , les détails mensongers des défaites qu'il n'avait pas essuyées , mais qu'on désirait ardemment qu'il éprouvât ; tantôt , pour éveiller les soupçons du gouvernement , on le représentait comme un ambitieux qui , sous le masque du républica-

— 1797. nisme , n'avait en vue que sa fortune , son élévation et sa puissance. Non-seulement la calomnie prenait toutes les formes pour ternir la réputation d'un homme qui était le plus ferme soutien de la république ; mais , sous prétexte que ses succès devaient être pour lui le gage certain des ressources les plus immenses , on lui refusait les secours qu'il demandait en France. Ainsi, après la bataille de Cannes, lorsqu'Annibal demandait au sénat de Carthage les secours dont il avait besoin pour profiter de ses avantages , l'envie et la jalousie se réunissant contre lui ; eh ! que demanderait de plus Annibal s'il était vaincu ? disaient ses ennemis. L'armée d'Annibal diminuant chaque jour au milieu de ses triomphes ; tandis que les Romains , faisant successivement de plus grands efforts , levaient dans une seule année jusqu'à dix-huit légions ; le héros carthaginois fut enfin obligé d'abandonner l'Italie qu'il avait été sur le point de subjuguier.

Bonaparte évita le sort d'Annibal ; mais il eut besoin , pour se soutenir , de toutes les ressources de son génie.

CHAPITRE XXI.

Retraite des Autrichiens ; ils reçoivent des renforts. Républiques formées en Italie.

APRÈS la bataille d'Arcole , Mantoue fut serré avec le plus grand soin par la division aux ordres du général Kilmaine. L'armée française d'observation occupait les villes de Brescia , de Salo , de Peschiera , de Garda , de Castello-Nuovo , Rivoli , Corona , et les deux rives de l'Adige , depuis Veronne jusqu'à Porto-Legnago. Des postes avancés suivaient les mouvemens des généraux Alvinzi et Davidowich derrière l'Arisio et la Brenta. Aucun corps autrichien ne paraissait en campagne. La seule garnison de Mantoue faisait quelques sorties de tems à autre entre le Tartaro et Borgo-Forte ; mais la faiblesse de ses efforts annonçait la détresse où se trouvait la garnison de cette place importante. Bonaparte , auquel Mantoue ne pouvait plus échapper , partageait son tems entre les périls de la guerre et les occupations de la paix. Il perfectionnait l'organisation de la république italienne qu'il avait créée ; il visitait tous les corps de son armée , pourvoyait à leurs besoins , et maintenait la tranquillité

intérieure de l'Italie par l'habileté de ses combinaisons.

Les symptômes de la liberté se manifestaient en Italie d'une manière allarmante pour les monarques. Le comité de gouvernement établi dans Modène, par Bonaparte, avait fait arrêter et conduire à la citadelle de Tortone les membres de l'ancienne régence ducal. Une assemblée nationale se tenait dans Modène pour constituer la réunion des peuples de Bologne, de Ferrare, de Modène et de Reggio. Le premier acte de ce congrès fut celui de l'union permanente de ces quatre provinces, en conservant les usages respectifs de chacune d'elles ; une garde sédentaire fut organisée pour protéger la sûreté intérieure ; on forma une légion pour repousser les ennemis du dehors ; une députation fut envoyée à Milan pour correspondre avec la république Transpadane ; enfin, un nouveau congrès fut indiqué dans Reggio, sous l'autorité de Bonaparte et des commissaires du gouvernement français.

Milan offrait le spectacle d'une ville dans laquelle les principes républicains se montraient avec éclat. La fête de la fédération de la république française y fut célébrée le premier vendémiaire de l'an cinq, avec enthousiasme ; de tous côtés parvenaient à

l'administration générale de la Lombardie ,
des pétitions de communes qui demandaient
l'armement de plusieurs légions lombardes ,
pour concourir au triomphe des Français.
L'administration , cédant au vœu public ,
l'adressa à Bonaparte qui donna la permis-
sion qu'on lui demandait ; en conséquence ,
furent levés des corps nombreux dans les-
quels on invitait tous les Italiens , attachés
à la cause de la liberté , à s'enrôler.

Bonaparte dont l'intention était , dès-lors ,
que les deux républiques Transpadane et
Cispadane ne formassent qu'un seul état ,
arrêta que l'uniforme des légions que les
villes Cispadanes se proposaient de former ,
serait le même que celui de la légion mi-
lanaise.

La junte de défense générale , établie par
le congrès fédératif de Modène , écrivit aux
quatre départemens qui composaient la ré-
publique Cispadane , pour les inviter à presser
la levée des troupes ; déjà disait la junte ,
le feu guerrier est allumé ; que les autorités
constituées l'alimentent ; que vos soins s'éten-
dent sur les spectacles militaires , les évolu-
tions , les ornemens guerriers ! Que le nom
de soldat devienne aussi agréable que glo-
rieux ! Bientôt la jeunesse entière prendra
les armes pour assurer le triomphe de la li-
berté. Conspirez en faveur de la cause com-

— mune ; que par-tout on crie aux armes ; que
1797. les canons , les fusils , les cohortes , les légions préparent de concert notre gloire et le bonheur de notre postérité !

Ces troupes , réunies aux phalanges françaises , furent d'un grand secours à Bonaparte dans un tems où le vide , que la victoire laissait dans les bataillons , n'était pas rempli par les Français.

Le nouveau congrès de la république cispadane ouvrit ses séances à Reggio , le vingt frimaire , par une lettre à Bonaparte , qui n'était que l'expression de sa reconnaissance ; il adressa ensuite aux peuples de Bologne , de Ferrare , de Modène et de Reggio , une proclamation dans laquelle il rendait compte de ses opérations à ses commettans (1).

(1) La première pierre de votre liberté fut posée dans le congrès tenu à Modène au mois d'octobre dernier. Vous formâtes le lien d'une confédération que rien ne doit dissoudre , et vous nous appelâtes au congrès de Reggio pour terminer cet ouvrage.

Le congrès s'empresse de vous apprendre que vos vœux sont remplis ; vous ne formez plus qu'un seul peuple ; voici la teneur de cet acte d'union : La motion ayant été faite au congrès de former des quatre peuples une république , cette motion fut convertie en loi.

Nous fûmes témoins de la joie du peuple de Reggio , à la publication de ce décret. Nos frères , venus des régions transpadanes pour fraterniser avec nous , ont

Bonaparte , en créant les deux républiques Transpadane et Cispadane , n'était pas assuré AN 7. de consolider leur existence ; c'était un essai qu'il faisait pour détacher ces peuples de la coalition , et diminuer ses ressources , en se procurant à lui-même , dans une partie de l'Italie , des alliés sur le secours desquels il pût compter au milieu des événemens incertains de la guerre. Ce ne furent que les préliminaires de Léoben qui assurèrent la liberté des deux républiques , qui se réunirent bientôt en une seule ; mais avant cette

partagé l'allégresse universelle. Puissent - ils se lier si étroitement avec notre république , que désormais la tyrannie n'espère plus d'enchaîner de nouveau l'Italie ! Le citoyen Marmont , envoyé par Bonaparte pour veiller à la sureté de notre union , a assisté au congrès , et s'est chargé de rendre compte au général de ce glorieux événement.

Peuples de la république cispadane , la grande époque est arrivée. Loin de nous les anciennes querelles que fomentaient l'ambition et le despotisme ! Liberté , égalité , vertu , voilà désormais vos devises. La puissante république , dont les mains invincibles ont posé les bases de notre liberté , couronnera son ouvrage. L'esclavage fuit pour jamais de ces heureuses contrées : les tyrans , aux yeux desquels vous étiez un objet de dérision , frémissent ou pâlissent. L'univers entier tourne ses regards sur vous , et l'Italie attend avec anxiété que vous lui rendiez cette ancienne splendeur qui , sous les ailes des aigles romaines , la fit respecter , durant plusieurs siècles , par toutes les nations de l'Europe.

— époque , le sort de l'Italie n'était pas fixé
1797. malgré les brillans succès des Français.

CHAPITRE XXII.

*Alvinzi reparait au bord de l'Adige.
Bataille de Rivoli.*

LES généraux autrichiens parurent quelques tems se résigner à leur destinée. Trois armées allemandes avaient été successivement détruites en Italie, dans le cours d'une seule campagne. La situation de l'empereur était beaucoup plus fâcheuse que celle des Romains vaincus quatre fois par Annibal.

A l'exemple du sénat de Rome, qui félicita le consul Terentius Varo de n'avoir pas désespéré de la fortune publique à l'issue de la bataille de Cannes ; le conseil de Vienne, loin de destituer Alvinzi après la bataille d'Arcole, forçait les ressorts de son gouvernement, pour lui procurer une nouvelle armée. Tous les jeunes gens de Vienne, formés en corps de volontaires, étaient transportés en poste dans le Frioul vénitien, et l'impératrice avait brodé elle-même leurs drapeaux. Un corps nombreux, levé dans les provinces polonaises soumises à l'Autriche, se portait avec célérité sur les bords de la

Brenta ; plusieurs régimens de chasseurs Tyroliens s'organisaient dans le Trentin.

AN V.

Lorsque toutes ces forces furent rassemblées , vers le quinze nivose , Alvinzi se vit à la tête de cinquante mille combattans , favorisés par une artillerie formidable fournie en partie par le sénat de Venise. C'était toujours la même opération à faire , forcer les lignes de défense de Bonaparte , pénétrer par quelque point , se jeter dans Mantoue , débloquer cette place , porter ailleurs le théâtre de la guerre , et rendre inutiles les succès précédens de l'armée française.

Bonaparte , instruit de la rapidité avec laquelle l'armée impériale se formait , pressait la marche des renforts que lui annonçait le gouvernement français.

L'occasion semblait favoriser les Autrichiens. D'un côté , quelques différends s'élevaient entre Bonaparte et le grand duc de Toscane , à l'occasion de la garnison française de Livourne ; de l'autre , la cour de Rome avait assemblé une armée dans la Romagne , pour attaquer la république Cispadane. Des correspondances interceptées annonçaient que Wurmser avait ordre , s'il n'était pas secouru à tems , d'abandonner Mantoue avec sa garnison , et de se jeter dans les états du pape , pour fortifier l'armée pontificale. Ces différentes circonstances

— 1797. — forçaient le général français à disséminer ses forces , et Alvinzi calculait sur ces dispositions pour la réussite de ses desseins.

Bonaparte rassemblait auprès de Bologne un corps de troupes pour inquiéter en même tems Rome et Florence , et rendre plus difficile l'évasion de Wurmser , lorsqu'il apprit que les ennemis , par des marches forcées , se concentraient vers l'Adige , et qu'Alvinzi faisait ses dispositions pour attaquer tous les postes occupés par les Français à la gauche de ce fleuve. Laissant devant Mantoue des forces suffisantes pour contenir sa garnison , il se rend dans Veronne où se portait le centre de l'armée impériale , le vingt-trois nivose.

La droite de l'armée française , commandée par Augereau , et postée à Bevilaqua , en avant de Porto-Legnago , avait été attaquée , le 19 , par des forces très - supérieures , et n'avait maintenu le combat qu'avec beaucoup de peine. Cependant les Autrichiens , trouvant une trop grande résistance à Porto-Legnago , rassemblaient leurs principaux efforts contre le centre de l'armée française commandée , dans Veronne , par Massena : l'avant - garde de ce général était pressée vivement , lorsque Bonaparte arriva dans Veronne.

Dans le même tems , le général Davidowich , qui commandait la droite des Au-

trichiens , fondait sur l'aile gauche de l'armée française commandée par le général Joubert. AN V.
Les Autrichiens s'emparèrent d'abord d'une redoute à Montebello ; mais ils en furent bientôt chassés. Les Autrichiens se retirèrent à l'entrée de la nuit.

Tous les rapports qui parvenaient au quartier-général pendant la nuit du 23 au 24 , annonçaient un mouvement général de l'ennemi , auquel l'attaque du 23 était liée. Alvinzi masquait ses opérations avec tant d'art , qu'il était difficile de préjuger si ses plus grandes forces se porteraient à la gauche ou à la droite de l'Adige. Bonaparte crut devoir rester à Veronne , dont les ponts favorisaient la marche rapide de l'armée sur l'une et sur l'autre rive.

Le 24 , les Autrichiens attaquèrent les Français sur toute leur ligne , à la droite et à la gauche de l'Adige , depuis la Corona jusqu'à Porto-Legnago. Mais les forces déployées contre Joubert étaient si considérables , qu'il fut obligé d'évacuer le poste de la Corona , pour prendre une position avantageuse en avant de Rivoli. Cette attaque démasquait les projets de l'ennemi ; il voulait forcer l'aile gauche de l'armée française auprès de Rivoli , et se porter rapidement sur Mantoue , par Castello-Nuovo , Valleggio et les bords du Mincio.

— 1797. Bonaparte, fixant aussitôt ses idées, après avoir envoyé ses instructions à Augereau qui défendait le Bas-Adige, entre Veronne et Porto-Legnago, fait marcher une partie de la division de Massena sur Rivoli, et s'y rend lui-même au milieu de la nuit du 24 au 25.

Changeant sur-le-champ les dispositions défensives adoptées jusqu'alors par le général Joubert, il fait occuper la position de San-Marco qu'on avait évacuée, fait garnir d'artillerie le plateau de Rivoli, et emploie la nuit entière à fortifier son terrain, et à reconnaître la position de l'ennemi, dont la droite était à Caprino, et la gauche en arrière de San-Marco.

Alvinzi, en formant son plan d'attaque, ne s'attendait pas aux renforts que devait recevoir le général Joubert au moment du combat. Les avant-gardes des deux armées se rencontrèrent à la pointe du jour sur les hauteurs de San-Marco. Le combat fut terrible et opiniâtre. Le général Joubert, à la tête de la trente-troisième demi-brigade, soutenait son infanterie légère, que commandait le général Vial. Alvinzi, qui avait fait ses dispositions pour enfermer toute la division du général Joubert, fut surpris d'être attaqué lui-même.

La dix-huitième demi-brigade de bataille,

qui se portait à Garda , reçut ordre de se rapprocher de la gauche de l'attaque. Le général Joubert , faisant des progrès sur les hauteurs qui dominent la rive gauche de l'Adige , auprès de la Corona , le reste de la ligne se portait également en avant. Le centre commandé par le général Berthier , se trouvait sur les hauteurs de San-Martino. Bonaparte fit alors marcher la quatorzième demi-brigade , qui était en réserve. Un bataillon se préparait à fondre sur le village de San-Martino occupé par les ennemis , lorsqu'on s'aperçut que la gauche de notre ligne perdait du terrain ; mouvement d'autant plus dangereux , que les troupes qui suivaient les ennemis sur les crêtes des montagnes , le long de l'Adige , perdaient une partie de leurs avantages. Berthier déploya dans cette occasion la bravoure et le sang-froid dont il donnait des preuves dans toutes les affaires.

Bonaparte s'était porté à la gauche , mais pendant qu'il effectuait son mouvement , la vingt-neuvième et la quatre-vingt-cinquième demi-brigades avaient entièrement plié. Le bataillon de la quatorzième qui avait chassé les Autrichiens du village de San-Martino , en fut repoussé ; mais il continuait de tenir l'ennemi en échec par le feu vif qu'il faisait dans les haies qui entourent ce village.

La hauteur qu'occupait la quatorzième

— 1797. demi-brigade , couvrait le seul débouché par où la droite , commandée par le général Joubert , pouvait se retirer : aussi l'ennemi rassemblait-il toutes ses forces , pour se porter sur le centre. Bonaparte , sentant toute l'importance de ce poste , y fit marcher la trente-deuxième demi-brigade qui arrivait de Veronne. L'ennemi fut bientôt forcé de rétrograder , et déjà les positions perdues par les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades , étaient reprises sous la conduite du général Masséna. Mais les localités avaient obligé la droite à prendre une position en arrière sur Rivoli ; ce qui s'exécuta non sans quelque désordre. Les tirailleurs autrichiens avaient gagné les hauteurs qui dominaient ce plateau. Alvinzi cherchait à profiter de ce faible avantage , sans songer qu'en s'avançant trop par son aile gauche , il pouvait être coupé à la suite des succès que les Français obtenaient sur son aile droite.

En effet , les Autrichiens , en descendant des rochers qu'ils occupaient , s'étant répandus sur le plateau de Rivoli , Bonaparte y avait envoyé le général de cavalerie Leclerc et le chef d'escadron Lasalle , avec les forces qu'ils commandaient. Avec ce secours , le général de division Joubert , dont le cheval venait d'être tué , ralliant quelques bataillons , attaqua avec fureur le plateau de Rivoli ,
tandis

tandis que Berthier dirigeait la cavalerie : elle obtint les plus brillans succès. L'infanterie du centre suivit ces avantages. Joubert reprend le plateau de Rivoli , et culbute l'ennemi sur l'Adige. Les Autrichiens font alors par-tout leur retraite avec précipitation sur les hauteurs de la Corona.

Le général autrichien ne doutant pas de battre les Français , avait fait marcher un corps de quatre mille hommes sur les hauteurs entre l'Adige et le lac Garda , pour couper leur retraite sur Veronne et Peschiera. Ce corps , attaqué avec furie , fut contraint de mettre bas les armes. Pendant que l'action la plus sanglante avait lieu sur la rive droite de l'Adige , le général Provera , qui commandait l'aile gauche de l'armée autrichienne , multipliait ses efforts pour percer la division d'Angereau. L'étendue de la ligne qu'elle défendait au bord de l'Adige , depuis Verone jusqu'à Porto-Legnago , l'affaiblissait sur tous les points. Bonaparte savait qu'une forte canonnade avait été entendue de ce côté ; et ne recevant point de nouvelles d'Augereau , il présuma que sa communication avec Veronne pouvait être interrompue. Il se rendit à Rivoli , ordonna au général Joubert d'attaquer les Autrichiens , le lendemain 26 , s'ils étaient encore à la Corona ; et faisant marcher sur

Tome VII.

P.

— 1797. Verone et Castello-Nuovo , les troupes dont Joubert pouvait se passer , il se rendit sur-le-champ à Castello-Nuovo.

On lui apprit dans ce bourg , que pendant la nuit du 24 au 25, une colonne d'environ dix mille hommes , commandée par Provera , avait passé l'Adige à force ouverte , auprès d'Anguiari , sous le feu d'une artillerie nombreuse ; et que le général Guieux qui gardait l'Adige dans cette partie , avait été contraint à reculer. Aussitôt Bonaparte se porta sur Villa-Franca , à la tête de trois demi-brigades. Le général Serrurier l'instruisit que Provera était parvenu à Castellara , et marchait sur Mantoue par le faubourg de San - Georgio , dont les Français étaient maîtres.

Bonaparte , assuré qu'Augereau suivait la colonne de Provera , continue sa route avec rapidité. Il était le 25 , à l'entrée de la nuit , à Roverbella , à trois petites lieues de Mantoue.

Augereau , dans la journée du 25 , avait réuni ses forces pour attaquer les Autrichiens au bord du Menago ou du Tartaro ; mais Provera , qui n'avait d'autre but que de parvenir dans Mantoue , marchait avec tant de célérité , qu'il ne put être attaqué que par la queue de sa colonne. On lui fit deux mille prisonniers ; mais le reste de la co-

lonne parvint , le 26 à midi , devant le faubourg San-Georgio , et somma inutilement le général Miolis , qui commandait ce poste , de se rendre. Miolis répondit à coups de canon , et donna le tems aux colonnes françaises qui s'approchaient , d'investir Provera. AN V.

L'attaque de la Corona , faite par le général Joubert , avait eu tout le succès qu'on pouvait en attendre. L'ennemi , sur la fin de l'affaire du 25 , avait conservé un poste à San-Marco : Joubert le fit enlever par le général Vial , pendant la nuit du 25 au 26. La division du centre , commandée par le général Barraguey-d'Hilliers , chassa les ennemis du village de San-Martino , et lui prit ses canons. La colonne de droite , commandée par Vial , disputait les hauteurs. Une colonne commandée par le général Vaux , ayant tourné les ennemis par les revers de Montebaldo , parvint sur les rochers qui dominant la Corona. Les Autrichiens , se voyant coupés , se débandèrent ; six mille se rendirent prisonniers.

Bonaparte ayant reçu les renforts qu'il attendait , avait ordonné d'attaquer , le 27 au matin , la colonne de Provera. Ce général , n'ayant aucune nouvelle d'Alvinzi , se trouvait dans la position la plus fâcheuse ; n'ayant pu emporter le faubourg San-Georgio , il avait attaqué pendant la nuit le poste de

la Favorite , dans le temps que la garnison de Mantoue , sortant de la citadelle , fondait sur les lignes du blocus. Mais Wurmser fut bientôt obligé de rentrer dans la place , laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Alors Provera , attaqué de tous côtés , et se trouvant acculé au faubourg San-Georgio , fut obligé de mettre bas les armes avec toute la colonne qu'il commandait.

La bataille d'Arcole avait duré quatre jours ; celle de Rivoli fut encore plus long-tems disputée. On se battit sans discontinuation pendant huit jours. Les ennemis n'abandonnèrent le champ de bataille , qu'après avoir perdu toute leur artillerie et vingt-cinq mille hommes tués ou faits prisonniers , parmi lesquels se trouvait presque tout le corps des volontaires de Vienne. Alvinzifuyait avec précipitation dans les montagnes. Les généraux Augereau, Massena et Joubert, le poursuivent avec acharnement , l'atteignent et le battent de nouveau auprès de Carpenedolo et d'Avio , entrent dans Bassano , dans Roveredo , dans Trente. Les Autrichiens se dispersent. Alvinzi n'a plus d'armée,

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

AN. V.

CHAPITRE PREMIER.

Reprise des hostilités avec la cour de Rome.

LE feld-maréchal marquis d'Alvinzi était allé rendre compte à Vienne de sa conduite. Les débris de son armée se réunirent à la tête du lac de Garda, entre Torgola et l'Adige, dans une suite de défilés fortifiés par la nature. Les Français les avaient déjà forcés après la bataille de Castiglione ; ils les forcèrent de nouveau malgré les neiges dont les montagnes étaient couvertes. Le général Joubert, après une marche très-difficile, pénétra dans Roveredo, vers les premiers jours de pluviose. Les Autrichiens, forcés dans leur camp retranché de Mori, avaient ajouté de nouvelles fortifications au poste de Calliano, emporté de vive force, par les Français, quelques mois auparavant, et que la rigueur de la saison rendait moins accessible. Il fut forcé de nouveau ; on entra dans Trente sans obstacle.

Le général Massena qui avait poursuivi les corps autrichiens derrière la Brenta, re-

— montant cette rivière , opéra bientôt sa
1797. jonction avec Joubert derrière l'Arisio ; il
ne resta plus d'Autrichiens au sud de Bassano.

Des succès aussi constans plaçaient le nom
de Bonaparte parmi ceux des plus habiles
guerriers qu'ait célébrés l'histoire. Il jouissait,
en Italie , d'une autorité supérieure à celle
des puissances de la péninsule. La seule cour
de Rome paraissait le braver. Frappée d'un
inconcevable aveuglement , une fatalité qui
l'entraînait vers sa perte , l'éloignait de la
paix.

Renouant les fils usés de son ancienne
politique , elle avait essayé de former une
ligue avec la cour de Naples , sans faire
attention que la faiblesse de Ferdinand IV ,
autant que des considérations particulières ,
lui faisant la loi d'éviter de mettre ses sujets
en contact avec les Français , il sacrifierait
toutes les convenances à la nécessité d'éloi-
gner Bonaparte des frontières de l'Abbruze
et de la terre de Labour. Frustré de cette at-
tente , le pape , convaincu que les Anglais
ne lui rendraient jamais aucun service im-
portant , n'avait pour ressources que son al-
liance avec l'Empereur. Il multipliait les ruses,
les négociations , les dépenses , les armemens
pour favoriser un allié auquel des miracles
seuls pouvaient permettre de réunir ses forces
aux forces pontificales.

Le meilleur appui de Rome était dans sa faiblesse même , qui n'offrait aucune gloire à son vainqueur. Le pape pouvait fonder avec plus de certitude l'espoir de sa conservation sur l'indifférence ou sur la générosité des Français , que sur ses armemens.

AN V.

Cependant Pie VI , comptant toujours sur les succès des Autrichiens , et ignorant que la correspondance de son ministre le cardinal Busca avec le prélat Albani , nonce extraordinaire à Vienne , était tombée au pouvoir de Bonaparte , qui l'avait transmise au directoire , faisait passer des troupes dans la Romagne. Elles se préparaient à attaquer Bologne. Bonaparte donna ordre au ministre Cacault de quitter Rome sur-le-champ , et publia , le 13 pluviôse , la déclaration suivante :

Le pape a refusé formellement d'exécuter les articles VIII et IX de l'armistice conclu , le 2 messidor , à Bologne , sous la médiation de l'Espagne.

La cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter , par ses manifestes , les peuples à la croisade contre la France. Ses troupes ont menacé d'enlever Bologne. Elle a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne , comme le prouvent les lettres du cardinal Busca au prélat Albani , nonce à Vienne ; elle a confié le comman-

— dement de ses troupes à des généraux autrichiens envoyés par la cour de Vienne.

1797.

Le pape a refusé de répondre aux avances officielles qui lui ont été faites par le ministre de la république française Cacault , pour une négociation de paix. Le traité d'armistice a donc été violé par la cour de Rome ; en conséquence , il doit être regardé comme non-venu. »

Cette déclaration fut accompagnée d'une proclamation dans laquelle le général français , après avoir assuré que son armée en écrasant tous les ennemis de la république , offrait aux villes et aux villages paix , sécurité et protection , engageait le peuple à ne pas abandonner ses travaux ordinaires , et les ministres de la religion à continuer les exercices du culte de Dieu , pourvu que se conformant aux maximes de l'évangile , ils eussent soin de se renfermer dans leurs fonctions religieuses , sans se mêler des objets qui regardaient la guerre.

CHAPITRE II.

*Expédition des Français dans la Romagne.
Capitulation de Mantoue.*

LA division du général Victor qui se trouvait dans les environs de Bologne , s'étant

portée le 13 pluviose à Imola , petite ville de la Romagne , sur le Santerno , au commencement de la belle plaine de la Lombardie ; l'armée pontificale s'était retranchée avec soin le long du Senio , dont tous les ponts étaient coupés. Sa gauche s'appuyait à Caffiano , son centre à Faenza , sur le Lamone , sa droite à Lugo.

L'armée française sortit d'Imola , le 14 pluviose , à cinq heures du matin. L'avant-garde fut bientôt en présence des ennemis , protégés par une nombreuse artillerie. Ils firent d'abord une résistance assez forte ; mais les glaces de l'Appenin avaient rendu le Senio guéable ; plusieurs corps français ayant pénétré à l'autre rive , attaquèrent les retranchemens de revers ; les pontificaux prirent la fuite.

Les Français se portèrent aussitôt à Faenza ; on trouva les portes fermées , les cloches sonnaient le tocsin , une multitude égarée prétendait défendre les remparts. Ils furent escaladés en peu de momens. Les lois de la guerre autorisaient de mettre cette ville au pillage , les généraux retinrent le courroux des troupes ; les propriétés furent respectées. On savait que les mouvemens qui s'étaient manifestés parmi le peuple , depuis que les Français étaient en Italie , n'avaient eu d'autres causes que les prédications incen-

AN V.

— diaires des moines. Ceux d'Imola furent as-
1797. semblés dans la principale église ; le général
Victor employa l'influence de la raison et
de la nécessité, pour les engager à tenir une
autre conduite.

L'armée pontificale , abandonnant les
plaines de la Romagne , s'était réfugiée sur
les sommités des Appenins , vers les sources
de l'Arno et du Tibre. Les villes de Cesène ,
de Forli , de Ravenne , se soumirent suc-
cessivement. Bientôt l'armée française fut
maîtresse de toute la marche d'Ancône jus-
qu'aux frontières de l'Abbruze.

Dans le même tems la forteresse de Man-
toue ouvrait enfin ses portes aux Français.
Cette place se rendit le 14 pluviose , à dix
heures du soir ; la garnison fut faite prison-
nière de guerre. Les troupes françaises en-
trèrent, le 15, dans la citadelle , et, le 17,
la ville était entièrement évacuée. La gar-
nison , réduite aux dernières extrémités de
la famine , avait mangé tous les chevaux de
la cavalerie. On trouva dans les fortifications
ou dans les arsenaux trois cents pièces de
canons et beaucoup de mortiers.

CHAPITRE III.

AN V.

*Les Français s'emparent du duché d'Urbin.
Négociations avec le pape.*

L'ARMÉE française , après avoir conquis en peu de jours toutes les provinces ecclésiastiques situées entre l'Appenin et la mer Adriatique , poursuivait les troupes pontificales dans les montagnes. Elle était , le 24 pluviöse , à Macerata , à quarante lieues de Rome. L'indécision la plus alarmante régnait dans cette capitale. Un grand nombre de Romains ; se flattant de voir renaître l'ancienne république maitresse du monde , publiaient qu'ils attendaient le général français pour lui élever une statue au Capitole.

En vain le pape , dans ses manifestes , promettait à ses sujets l'assistance des apôtres Pierre et Paul , et des succès qui surpasseraient leurs espérances ; son armée reculait perpétuellement devant celle de France , malgré les manœuvres savantes du général Colli. Il ne restait à la cour romaine que la Sabine , le patrimoine de St. - Pierre et la campagne de Rome. La famille du pape et les princes romains envoyaient furtivement à Naples leur argent , leurs bijoux et leurs

meubles les plus précieux. Les pays qu'avaient
1797- traversés les armées françaises, s'organisaient
en républiques. En vain les congrégations
se succédaient, elles ne trouvaient aucun
moyen d'arrêter un torrent prêt à se déborder
sur Rome. Bonaparte avait établi son quar-
tier-général à Tolentino, petite ville sur la
Chienta, à trente-cinq lieues de Rome; il
faisait ses dispositions pour traverser l'Ap-
penin jusqu'à Foligno. Ce trajet de trente
milles d'Italie est très-difficile au milieu des
sinuosités des montagnes. Il faut passer dans
quelques endroits par des chemins taillés
dans le roc et bordés de précipices; les plus
dangereux sont ceux appelés Corniche de
Col-Fioreto qui forment un demi-cercle de
deux milles d'étendue, où deux voitures qui
se rencontrent, sont dans le plus grand
danger. Mais des troupes qui avaient tra-
versé les Alpes au milieu des neiges, malgré
les efforts d'une armée allemande, ne de-
vaient pas être arrêtées par les difficultés que
présentait le passage de l'Appenin.

Le pape, réduit à l'alternative d'aban-
donner Rome ou d'y recevoir la loi des
Français, prit le parti d'écrire à Bonaparte
la lettre suivante :

« Cher fils, desirant terminer à l'amiable
nos différends actuels avec la république fran-
çaise, par la retraite des troupes que vous

commandez, nous envoyons vers vous comme plénipotentiaires deux ecclésiastiques, le cardinal Mathei, parfaitement connu de vous, et monsignor Galeppi, et deux séculiers, le duc Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Camille Massimo; lesquels sont chargés de souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout tems. Assuré des sentimens de bienveillance que vous avez manifesté, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome. Par là vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique. Donnée à Rome, le 12 février l'an 22 de notre pontificat.

Signé P I E P. P. VI ».

La détresse où se trouvait la cour romaine; ne lui permettait pas de disputer sur les articles de la paix. Elle était obligée de s'en remettre à la générosité française. On fut bientôt d'accord sur les conditions, et pendant qu'on les rédigeait, Bonaparte envoyait à Paris les drapeaux autrichiens enlevés dans Mantoue.

Dans des occasions moins importantes,

— les déponilles des ennemis avaient été trans-
1797. mises au directoire par des officiers d'un grade inférieur. La prise de Mantoue jetait un si grand éclat sur les armes françaises, que le général crut devoir informer le gouvernement des détails de cette conquête par l'organe du général Augereau, un des guerriers qui s'étaient le plus distingués dans la guerre d'Italie.

Il fut présenté le 10 ventose. L'importance de sa mission et le concours des spectateurs n'avaient pas permis de le recevoir dans la salle ordinaire des audiences; le directoire, accompagné des ministres et du corps diplomatique, s'était placé sur une estrade élevée dans la cour du palais du Luxembourg.

Le ministre de la guerre, en présentant Augereau, prononça ce discours: « Lorsque tant de rois se liguèrent contre nous, lorsqu'on exagérait l'inexpérience de nos troupes et la puissance de nos ennemis, on était loin de prévoir que le génie de la république, chassant l'aigle impériale, étendrait bientôt ses ailes de la Hollande au bord du Tibre.

Il appartient au peuple qui a recouvré sa liberté, de la faire renaître dans les lieux même qui en furent le berceau.

Nos premières campagnes furent remarquables par cette explosion subite qui, pré-

cupitant vers nos frontières un million de soldats, opposa l'enthousiasme et le courage à l'expérience. Celle-ci présente un bien autre spectacle, le génie d'un jeune héros luttant contre la science des vieux guerriers; la valeur française franchissant les montagnes, les fleuves, et tout ce que la nature et l'art peuvent opposer de difficultés; et au milieu de tant de combats, dans l'ivresse de tant de victoires, reprenant son caractère de générosité.

On voit nos guerriers, dans leur marche triomphale, se montrer les libérateurs des peuples et non les destructeurs des gouvernemens, les protecteurs de la religion et les amis des arts, dont ils ont conquis la patrie.

C'est une bien douce satisfaction pour moi de présenter en même tems au directoire et les monumens de la conquête d'Italie, et le brave Augereau qui, dans un grand péril, à l'exemple de Bonaparte, s'arma d'un drapeau pour s'élancer en avant de nos bataillons, et crier victoire. »

Le public se montrait impatient d'entendre le général Augereau, dont la présence retraçait toutes les actions dans lesquelles il s'était illustré. A ses côtés étaient son père, vénérable vieillard, et son jeune frère, qui fut constamment le compagnon de ses tra-

— vaux. Il se fit un silence profond lors
1797- qu'Augereau parla au directoire en ces
termes :

L'armée d'Italie, au nom de laquelle je viens déposer ces enseignes ennemies, à côté de celles qui vous ont été présentées depuis le commencement de sa glorieuse campagne, m'a chargé d'être auprès de vous l'organe de ses sentimens et le garant de son inviolable attachement à la constitution de l'an trois ; de vous exprimer aussi le desir qu'elle a de procurer à la république une paix aussi durable que glorieuse.

Fidèle à son serment, l'armée justifiera dans la campagne prochaine l'opinion avantageuse que lui ont acquise depuis onze mois soixante-quatre combats particuliers et vingt-sept batailles générales.

Ce n'est pas assez pour sa gloire d'avoir détruit cinq armées nombreuses ; l'opiniâtre ambition de la maison d'Autriche , prodigue du sang humain , fondait l'espoir de conserver le sceptre de l'Italie dans la garnison qui défendait Mantoue. Le nombre des combattans, la réputation du général qui s'y était enfermé , et les approvisionnemens immenses dont elle était pourvue , tout concourait à nourrir ce chimérique desir , et à donner des prétentions ridicules à l'agent du cabinet de Vienne, dépêché à Vicence pour

y

y traiter des préliminaires de la paix. Il était donc réservé à la gloire de cette armée d'ob- AN V.
tenir, pour prix de ses fatigues et de son courage, d'en prendre possession au nom de la république, et d'assurer par cette forteresse la conquête de l'Italie.

Quels efforts l'ennemi peut-il opposer désormais aux soldats républicains qui ont si souvent triomphé de ses phalanges nombreuses, des obstacles opposés par la nature, qui se sont familiarisés avec la faim, la soif, les marches forcées, et auxquels aucun sacrifice ne coûte?

Tant de vertus ne contribueraient pas suffisamment à la gloire de nos frères d'armes, si elles ne puisaient leur principe dans l'amour de la liberté, et n'avaient pour but le bonheur de leurs concitoyens.

Tel est l'effet des passions humaines; tant de vertus ne peuvent manquer de provoquer la calomnie. Que ceux pour qui elle est un besoin, viennent dans nos rangs; qu'ils apprennent de la bouche même des étrangers l'éloge qu'on fait des troupes françaises, et nous serons assez vengés. Et quoi ! ils ont pu se persuader, ces ennemis de leur patrie, que les soldats républicains se sont battus pendant six années pour avoir un autre maître que la loi ! Non, toutes les factions doivent échouer devant l'énergie des armées. Puisse

— votre sagesse, citoyens directeurs, unir
1797. l'olive aux lauriers de l'armée !

Le président du directoire, après avoir protesté de son vœu sincère pour la paix, remit à Augereau un drapeau tricolor, symbole de celui qu'il avait planté sur le pont d'Arcole, sous les obus et la mitraille des Autrichiens, et que le corps législatif lui avait décerné par un décret.

CHAPITRE IV.

Signature de la paix entre la France et le pape. L'archiduc Charles prend le commandement de l'armée impériale, en Italie.

LE traité de paix entre la république française et le pape, fut signé dans Tolentino le 1.^{er} ventose. La cour romaine abandonnait non-seulement les provinces occupées par les Français, et les sommes qu'elle s'était engagée de payer dans les préliminaires convenus l'année précédente; elle y ajoutait quinze millions, qui devaient être acquittés dans le courant de ventose et de germinal. Le traité avantageux au pontife romain, dont les états pouvaient être envahis en fort peu de tems, l'était aussi à l'armée française,

contre laquelle de nouveaux ennemis accouraient des bords du Danube.

AN. V.

Les combats de Bonaparte avec les Autrichiens , ressemblaient à ceux d'Hercule contre l'hydre de Lerne. Les armées impériales renaissaient à mesure qu'elles étaient détruites. Les succès de l'archiduc Charles contre le général Jourdan , avaient persuadé au ministère de Vienne que ce jeune prince rendrait aux armées autrichiennes la supériorité qu'elles avaient vainement disputée aux Français dans les plaines de la Lombardie.

L'archiduc Charles était du même âge que Bonaparte. Tous deux témoignaient la même passion pour la gloire des armes. Mais quelques talens que montrât le prince autrichien , il lui était difficile de lutter avec avantage contre une armée accoutumée à vaincre , et dont chaque soldat joignait l'expérience à la bravoure.

L'armée que l'empereur François second destinait pour l'Italie , se levait avec d'autant plus de rapidité , que dans l'ignorance où l'on était à Vienne des négociations de Tolentino , on ne pouvait espérer de dégager le pape que par des succès aussi prompts que décisifs. Mais le conseil autrichien trouvait de grandes difficultés à remplir les bataillons. J'ai déjà observé que la guerre que la maison d'Autriche soutenait depuis plusieurs

Q 2

— 1797. années contre les Ottomans, lorsqu'elle forma la coalition des rois contre la France, avait dévasté une partie de la Hongrie, et particulièrement le comté de Temeswar. Les recrues continuelles que, depuis lors, fournissait ce royaume, avaient enlevé la plus grande partie de la jeunesse. On était obligé de recourir aux hommes que les travaux de l'agriculture réclamaient dans les champs.

Ces nouvelles levées ne pouvaient guères répondre aux grandes espérances que l'Empereur fondait sur leurs exploits. On leur adjoignit plusieurs divisions avec lesquelles l'Archiduc avait combattu l'année précédente dans la Souabe et dans la Franconie, et que l'inaction des armées d'Allemagne, pendant l'hiver, laissait reposer aux bords du Rhin.

Cette disposition avait déterminé le directeur à faire marcher en Italie une partie des bataillons cantonnés sur les frontières d'Allemagne. Le général Bernadotte en eut le commandement. Les Allemands furent sans doute surpris d'avoir à combattre, aux pieds des Alpes noriques, les mêmes guerriers avec lesquels ils s'étaient mesurés dans la Forêt Noire et sur les bords de la Nab.

CHAPITRE V.

AN V.

*Passage du Tagliamento par les Français.
Bataille de Cainin.*

DEPUIS la bataille de Rivoli et la dispersion de l'armée d'Alvinzi, les Français occupaient la rive gauche de l'Arizio jusqu'à son embouchure dans l'Adige, et la rive droite de la Piava, depuis sa source dans les Alpes, jusqu'à la mer Adriatique.

Les Autrichiens, arrivant en Italie en petites bandes par le Frioul autrichien et par la Haute-Carniole, se formaient, comme ils avaient fait sous le général Alvinzi, entre le Tagliamento et la Piava. Bonaparte, dont les troupes occupaient Vicence, Padoue, Bassano, Feltri, fut instruit, dans les derniers jours de pluviose, que les Autrichiens reparaissaient dans les environs de la Piava, sur-tout vers les hauteurs de Belluno.

Les généraux Murat, Baillard et l'adjudant-général Kellermann, qui commandaient les avant-postes, avaient eu quelques engagements peu considérables avec les ennemis, dans les premiers jours de ventose.

A peine Bonaparte avait signé le traité de paix avec les plénipotentiaires du pape, que

— les colonnes de son armée se rassemblaient
1797. à la gauche de la Brenta.

L'Archiduc Charles s'était avancé sur la rive gauche de la Piava ; son centre était placé au bord de la petite rivière de Cordevolé ; sa droite s'appuyait à l'Adige auprès de Saturn ; la gauche s'étendait du côté de Saletuolo.

Le deux ventose , la division du général Massena s'était rendue à Feltri. Les Autrichiens , à son approche, abandonnant les bords du Cordevole, se replièrent sur Belluno , au confluent de la Piava et du Fisdanda. La division du général Serrurier , cantonnée à Azoto , passa la Piava en face du village de Vidore , tandis que le général Guieux qui commandait l'aile droite de l'armée , se portant aussi à la gauche de la même rivière , s'avancait jusqu'à Sacile , sur la grande route de Vicence à Palma la Nuova. Les Autrichiens se retiraient à mesure que l'armée française s'avancait sur eux. On apprit bientôt qu'ils avaient passé à la gauche du Tagliamento , et que dans des retranchemens qui s'étendaient depuis les montagnes jusqu'auprès de Belgrado, ils se préparaient à disputer aux Français le passage de ce fleuve.

Toute l'armée française était parvenue au bord du Tagliamento le vingt-six ventose.

La division Massena formait un corps séparé qui poursuivait une partie de l'armée autrichienne du côté de Cadore , sur les montagnes qui séparent les états de Venise du Tyrol. Un autre corps séparé , commandé par le général Joubert , ayant sous ses ordres les généraux Delmas et Barraguet-d'Hilliers , formant la gauche de l'armée française , était chargé de pénétrer dans la Carinthie , par le Tyrol , en remontant l'Adige jusqu'à son confluent avec l'Eisach , auprès de Bassano , suivant ensuite cette rivière jusqu'à Brixen , et celle de Rients , depuis Brixen jusque vers les sources de la Drave.

L'Archiduc Charles , avec ses principales forces , occupait des retranchemens derrière le Tagliamento , qui couvraient la grande route de Treviso à Udine et à Palma la Nuova. Dans cette position , il tirait ses subsistances du Frioul autrichien , par Gradisca , par Goritz , et par les pays vénitiens situés entre le Tagliamento et les Alpes , qui formaient un demi-cercle sur ses derrières. Les glaces des Alpes avaient considérablement baissé les eaux du Tagliamento ; il se trouvait guéable en plusieurs endroits. Bonaparte , profitant de cette circonstance , ordonne au général Guieux de se porter sur la gauche pour passer la rivière à la droite des retranchemens ennemis , tandis que le général Bernadotte ,

AN V.

— avec la division venue du Rhin , exécuterait
1797. la même opération sur la droite.

L'une et l'autre de ces deux divisions forment leurs bataillons de grenadiers , et se rangent en bataille , ayant chacune une demi-brigade d'infanterie légère en avant , soutenue par deux bataillons de grenadiers , et flanquées par la cavalerie. L'infanterie légère s'avance en tirailleurs ; le général Dommartin à la gauche , et le général Lespinasse à la droite , font manœuvrer l'artillerie ; la canonade s'engage avec la plus grande vivacité.

Le général Duphot , à la tête de la 27.^e demi-brigade d'infanterie légère , se jette dans la rivière ; il est bientôt à l'autre rive. Le général Lebon le soutient avec les grenadiers de la division Guieux. Le général Murat qui fait le même mouvement sur la droite , est également soutenu par les grenadiers de la division Bernadotte. Toute la ligne se met en mouvement , chaque demi-brigade par échellons , des escadrons de cavalerie en arrière des intervalles.

La cavalerie autrichienne veut plusieurs fois charger l'infanterie française , mais sans succès. Toute l'infanterie française passe la rivière. Dès-lors , les Autrichiens épouvantés par la supériorité de l'artillerie française , et par la promptitude du déploiement et de la manœuvre de l'infanterie , pliaient de

toute part. Mais lorsque le général Guieux eut enlevé le village de Cainin où se trouvait le quartier-général de l'archiduc Charles, la déroute de l'armée autrichienne fut complète : elle profita des ombres de la nuit pour se réfugier dans les gorges des montagnes, abandonnant à l'armée française une partie de son artillerie et de ses bagages, les villes de Palma-la-Nuova, de Civita di Friuli, d'Udine, de Gemma, et tout le territoire vénitien jusqu'aux confins de la haute Carinthie et de la haute Carniole.

CHAPITRE VI.

Les Français pénètrent dans les états autrichiens à travers les Alpes. Prise de la forteresse de Gradisca.

L'ARCHIDUC CHARLES, entraîné dans la fuite de ses soldats, n'était parvenu à les rallier que dans les anfractuosités des Alpes, entre la longue vallée que parcourent la Drade et celle du Muer. Dans cette position, il semblait inattaquable, par un tems où les glaces et les neiges couvraient toutes les montagnes dont il était environné : d'un côté, il protégeait la retraite de son artillerie et de ses gros bagages; de l'autre, il pouvait

1797.

donner quelque secours à la division autrichienne qui défendait les gorges du Tyrol contre les attaques du général Joubert : mais il abandonnait toute la partie des états vénitiens que l'armée impériale avait occupés jusqu'alors , et l'Istrie autrichienne , avec le Frioul autrichien , jusqu'aux sources de l'Ydria.

Toutes les colonnes françaises , des bords de l'Adige à ceux de la mer , marchaient en avant , malgré la rigueur de la saison.

Les généraux Joubert, Barraguay-d'Hilliers et Delmas avaient attaqué , le 30 ventose , l'avant-garde autrichienne sur le plateau de Lavis , auprès de l'Arasio ; et après un combat opiniâtre , dans lequel ils firent 4,000 prisonniers , ils s'étaient emparés du pont de Neumark , pour couper aux ennemis la retraite sur Bolsano. Un second combat s'engagea auprès de cette ville , sur les bords de l'Adige. Les Autrichiens se défendaient avec la dernière obstination : cependant leurs efforts furent inutiles. Le général Dumas , à la tête de la cavalerie française , s'étant précipité sur les villages de Trames , rompit entièrement la colonne ennemie ; elle se dispersa ; et les Français s'étant présentés devant Bolsano , en trouvèrent les portes ouvertes. Le général Laudohn qui commandait les Impériaux , passant l'Adige entre Andriani et Siebe-

neich , se portait rapidement à Clausen , par la rive droite de l'Eisach. Joubert craignant avec raison que ce général ne se fortifiât dans ce poste , ne fit dans Bolsano que le séjour nécessaire pour mettre cette place à l'abri d'un coup de main , et continua de poursuivre les ennemis , en traversant un pays que la maison d'Autriche a toujours regardé comme un des plus fermes boulevards de son Empire.

AN V.

Laudohn , profitant des fortifications naturelles que présentaient les montagnes dans lesquelles il se trouvait , attendait les Français dans une gorge étroite , entre l'Eisach et des rochers qui paraissaient inaccessibles. Il y fut attaqué le 3 germinal avec une impétuosité qui présageait la victoire en faveur des assaillans : cependant les efforts que faisaient les Autrichiens , et la bonté de leur position , balançaient la fortune. Quelques colonnes françaises , écrasées par le feu de l'ennemi , avaient été obligées de reculer. Le succès de la journée était incertain , lorsque l'infanterie légère , tournant les Autrichiens par leur gauche , parvint avec des peines infinies sur des rochers qui dominaient les ennemis , et fit rouler sur eux des roches entières. Les onzième et trente-troisième demi-brigades d'infanterie de bataille , profitant de ce nouveau genre d'at-

— 1797. — taque, s'avancent en colonnes serrées : tous les obstacles sont surmontés ; le centre des Impériaux est rompu ; ils prennent la fuite, abandonnant leur artillerie et quinze cents prisonniers.

Joubert arriva dans Brixen , toujours poursuivant les ennemis. Il trouva dans cette ville des magasins de toute espèce, rassemblés par les Autrichiens, pour leur expédition d'Italie. Laudohn , dans la crainte de se trouver entre l'armée qui le poursuivait sans relâche, et celle de Massena qui pénétrait dans les gorges du Tyrol , par les montagnes de Gemona , avait pris le parti de remonter l'Eisach , de passer le Mont-S.-Michel , et de se retirer du côté d'Innsprach.

La division qui formait le centre de l'armée autrichienne , et qui s'étendait du Tagliamento aux hauteurs de Cadore , s'était repliée avec précipitation sur les bords de la petite rivière de Fella , en apprenant l'issue de la bataille de Cainin. Massena , après avoir passé successivement la Fisadanda , la Livinsa et le Tagliamento , poursuivait les ennemis à Forno-d'Isoto , à Guarda-Gnano , à St.-Daniel , à Asopo , à Gemona. Il s'empara du fort de la Chiusa sur les bords de la Fella. Son avant-garde joignit l'ennemi qui voulait lui disputer le passage du pont de

Carasola. Les grenadiers des trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades , réunis en colonnes serrées , forcent le pont , culbutent l'ennemi , malgré ses retranchemens et ses chevaux de frise ; le poursuivent jusqu'à Pondeba , petites villes sur la Fella , dont l'une , sous le nom de Pondeba - Veneta , faisait partie des états vénitiens ; et l'autre , sous celui de Pondeba-Impériale , appartient à la Carinthie. AN V.

De Pondeba , pour descendre sur les bords de la Drave , les chemins sur les sommités des montagnes sont presque absolument impraticables. On passe vers les sources de la Save , auprès d'un lac d'où sort un gros ruisseau qui baigne les murs de la ville de Tarvis , qui n'est connue que par ses fourneaux pour les mines de fer. Cette ville est la plus élevée de l'Europe après Briançon. Massena y arriva le quatre germinal.

L'aile droite de l'armée française , après avoir franchi sans obstacles le Corno , le Natissone , et s'être emparée des villes d'Udine , de Civita di Friuli et de Palma la Nuova , pénétrait dans les états autrichiens , par les rives du Lisonzo , fleuve qui descend des Alpes Noriques , et se jette dans le golfe de Trieste , auprès des ruines d'Aquilée.

Le Frioul autrichien réduit à ses propres forces depuis la retraite de l'Archiduc Charles ,

— n'avait d'autre défense que la forteresse de
1797. Gradisca , bâtie sur la rive droite du Lisonzo.
Cette place , fortifiée avec beaucoup de soin ,
pouvait retenir long-tems l'armée , sur-tout
dans la mauvaise saison où l'on se trouvait ,
si les Français se fussent servis de la méthode
ordinaire des sièges ; mais Bonaparte avait
résolu de brusquer les attaques.

Bernadotte , chargé de cette expédition
périlleuse , se présente à la tête des grenadiers.
Tous les ouvrages avancés de la place sont
enlevés en plein jour à la bayonnette. Les
Français , maîtres du chemin couvert , me-
nacent d'enfoncer les portes à coups de
canons. Pendant ce tems-là , le général Serru-
rier se portait sur les hauteurs qui dominent
la ville. Bernadotte était sur le point de donner
l'assaut , lorsque la ville capitula.

CHAPITRE VII.

Les Français se rendent maîtres de Trieste :

—
LA prise de Gradisca soumettait aux Fran-
çais toutes les possessions autrichiennes de-
puis les Alpes jusqu'à la mer. La ville de
Gorits ne fit aucune résistance. Celle de
Trieste attendit à peine , pour se rendre , la
colonne française qui se portait sur ses murs.

Les Français furent en possession du seul port qui appartenait alors à l'Empereur sur l'Adriatique ; et tandis qu'ils franchissaient les Alpes Noriques, au milieu des neiges, Bonaparte, pour se concilier l'esprit des peuples, réglait la forme du gouvernement, par une proclamation publiée au quartier-général de Gorits.

AN V.

Les provinces de Gradisca et de Gorits devaient être provisoirement administrées par un corps de magistrats, composé de quinze individus, sous la dénomination de gouvernement central. Ce corps devait réunir les autorités politique, judiciaire et administrative. Le général réglait que le culte de la religion catholique continuerait d'être exercé sans aucune espèce de changement.

CHAPITRE VIII.

Marche des Français dans les Alpes Noriques et Italiennes ; ils parviennent à Clagenfurt.

LES généraux Guieux et Bernadotte s'enfonçaient dans les montagnes de la Carniole. Ils rencontrèrent, en remontant le Lisonzo, une division ennemie dans les gorges de Bufpero ; elle prit la fuite, et se retirant vers

— les sommités des Alpes , elle se trouvait , le
1797. trois germinal , entre la division du général
Massena , qui campait à Tarvis , et celle
du général Guieux , qui la suivait pas à pas.

Pour la dégager, l'Archiduc Charles, dont le quartier-général était à Clagenfurt , capitale du duché de Carinthie , avait envoyé à Tarvis une division nombreuse qui attaqua Massena , le cinq germinal , sur un plateau qui domine l'Allemagne et la Dalmatie. Les armées étaient rangées en bataille sur un terrain couvert de trois pieds de neige ; et lorsque les Autrichiens furent enfoncés , la cavalerie française les poursuivit sur la glace.

Cependant , le général Guieux suivait de montagnes en montagnes la colonne autrichienne qu'il avait battue à Buffero. La marche de cette colonne était d'autant plus pesante , qu'elle escortait toute la grosse artillerie , et presque tous les bagages de l'armée de l'Archiduc Charles. Son arrière-garde , composée de l'élite de l'armée autrichienne , profitait de tous les passages dangereux , pour retarder la marche des Français. Elle se retrancha dans un poste fortifié par la nature , appelé la Chinze autrichienne ; mais ce poste fut emporté par les Français , et tous ses défenseurs faits prisonniers de guerre.

La colonne qui se trouvait découverte , voulant précipiter sa marche , tomba dans la di-
vision

vision de Massena , qui s'empara de tout le convoi , après un léger combat. Bernadotte , prenant par sa droite et suivant le cours de la Save , s'était rendu maître de Leyback et du reste de la Carniole.

Toute l'armée française , après des fatigues incroyables , était enfin parvenue , le huit germinal , sur les bords de la Save , auprès de Villach. L'Istrie autrichienne , le Frioul autrichien , la Haute-Carniole , une partie du Tyrol et de la Carinthie , obéissaient aux armées de la république. Les obstacles n'étaient plus aussi compliqués ; une grande route conduisait les Français à de nouvelles conquêtes.

Le 9 germinal , toute l'armée se mit en mouvement. Le général Massena , ayant passé la Drave , marchait sur Clagenfurt , tandis qu'un corps de cavalerie , remontant cette rivière , s'avancait sur Lientz , pour opérer sa jonction avec le général Joubert qui venait dans la Carinthie , par les gorges du Tyrol.

Ce général , après avoir battu le comte de Laudohn auprès de Brixen , l'avait poursuivi quelque tems dans les gorges d'Insruck. Mais cette chasse l'écartant de la marche qui lui était tracée , il était revenu sur les bords de la Rients , remontant cette rivière jusqu'au col de Toblach. Il traversa cette montagne couverte de neige , et parvint au bord de la

Tome VII.

R

1797. Drave, vers sa source auprès du village d'Iniching. De ce village à la ville de Lientz, bâtie au confluent de la Drave et de l'Isola, il existe une route tracée dans des vallons étroits qui forment le lit de la Drave. Il faut passer vingt fois cette rivière dans l'espace de quinze lieues. Cette marche eût été extrêmement difficile, si les Autrichiens, au lieu de se retirer vers les bords de l'Inn, se fussent postés sur les sommets des montagnes, depuis Nictendorf jusqu'à Sillau. Les Français, parvenus à Lientz, continuèrent leur route le long de la Drave, sans éprouver d'autres obstacles. Toute l'armée était réunie à Clagenfurt, le 10 germinal.

CHAPITRE IX.

Proclamation de Bonaparte dans Clagenfurt. Lettre du général français à l'archiduc. Réponse de ce prince.

L'ARCHIDUC Charles avait perdu dans différens combats la moitié de son armée ; et dans une campagne de vingt jours, Bonaparte, après avoir battu les Autrichiens dans dix combats, et franchi des montagnes qui paraissaient inaccessibles, menaçait le cœur des états de la maison d'Autriche.

Les Impériaux se retiraient sur les bords du Muer, à mesure que toutes les divisions françaises se formaient aux environs de Clagenfurt, où Bonaparte avait établi son quartier-général. Il régla l'administration du pays; et voulant rassurer les habitans de la Carinthie sur ses intentions, il publia cette proclamation, le 12 germinal.

AN V.

« Rassurez-vous, habitans de la Carinthie, l'armée française qui traverse votre pays, ne veut ni vous conquérir, ni changer vos usages. Le gouvernement français n'a rien épargné pour éteindre les calamités qui désolent l'Europe. Il était décidé à faire les premiers pas et à envoyer le général Clarke à Vienne, en qualité de plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix; mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre. Elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Saint-Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas de république française. Le général Clarke demanda un passe-port pour se rendre à Vienne auprès de l'empereur. Ses ministres ont craint avec raison que la modération des propositions qu'il était chargé de faire, ne décidât l'empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince. Ils n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires, ennemis de l'Europe entière.

R 2

— » Habitans de la Carinthie , je le sais , vous
1797. détestez autant que nous les Anglais , qui
seuls gagnent à la guerre actuelle , et le mi-
nistère de Vienne qui leur est vendu. Si les
Français sont en guerre depuis six ans avec la
maison d'Autriche , c'est contre le vœu des
braves Hongrois , des citoyens éclairés de
Vienne , et des simples et bons habitans de
la Carinthie.

» Eh bien ! malgré l'Angleterre et les mi-
nistres de la cour de Vienne , soyons amis.
La république française a sur vous les droits
de conquête ; qu'ils disparaissent devant un
contrat qui nous lie respectivement. Vous ne
vous mêlerez point d'une guerre qui ne vous
regarde pas. Vous fournirez les vivres dont
nous pourrons avoir besoin ; de mon côté , je
protégerai votre religion , vos usages et vos
propriétés. Je ne vous demanderai aucune
contribution ; la guerre n'est-elle pas par elle-
même un fléau assez horrible ? Ne souffrez-
vous pas déjà trop , vous victimes innocentes
des sottises des autres ? Toutes les impositions
que vous aviez coutume de payer à l'empereur ,
serviront à indemniser des dégâts inséparables
de la marche d'une armée , et à payer les vivres
que vous nous aurez fournis. »

Avant de publier cette proclamation , Bonaparte , montrant au milieu de ses triomphes
une modération qui semblait devoir terminer

la guerre , avait écrit la lettre suivante à l'archiduc Charles :

AN V.

« Les braves soldats font la guerre et desireront la paix. Celle-ci qui dure depuis six ans , n'est-elle pas assez prolongée ? Avons - nous tué assez de monde , et fait assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame un ferme aux massacres. L'Europe qui avait pris les armes contre la république française , les a posées. Votre nation reste seule , et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue , nous tue-rons de part et d'autre plusieurs millions d'hommes , et il faudra bien qu'on finisse par s'entendre , puisque tout a un terme , même les passions haïneuses. »

» Le directoire de la république française avait fait connaître à sa majesté l'empereur le desir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous rapprocher ; et faut-il que , pour l'intérêt ou les passions d'un peuple étranger aux maux de la guerre , nous continuions à nous entr'égorger ? Vous qui , par votre naissance , approchez si près du trône , et qui êtes au - dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernemens , êtes-vous décidé à mériter

— le titre de bienfaiteur de l'humanité , et de
1797. sauveur de l'Allemagne ? »

» Ne croyez pas que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables , l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi , si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire , peut sauver la vie à un seul homme , je m'enorgueillirai davantage de la couronne civique , méritée par cette action , que de la triste gloire qui peut me revenir des succès militaires. »

L'archiduc répondit en ces termes : « Assurément tout en faisant la guerre et en écoutant la voix de l'honneur et du devoir , je desirais ainsi que vous la paix pour le bonheur de l'humanité. Comme, néanmoins, dans le poste qui m'est confié , il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes , et que je ne suis muni de la part de S. M. l'Empereur , d'aucun plein pouvoir pour traiter de la paix , vous trouverez naturel , M. le général , que je n'entre là-dessus avec vous dans aucune négociation , et que j'attende des ordres supérieurs sur un objet d'une aussi haute importance et qui n'est pas de mon ressort. Quelles que soient au reste les chances de la guerre ,

je vous prie de vous persuader de mon estime et d'une considération distinguée. »

AN 7.

La tournure de la lettre de l'archiduc laissait voir à Bonaparte que ce prince , malgré sa détresse , voulait encore tenter le sort des armes. L'armée française se mit en marche le 12 germinal. La division de Massena , qui formait l'avant-garde , prit sa route vers le nord en cotoyant la petite rivière de Gurg.

L'armée de l'archiduc campait sur les gorges les plus élevées des Alpes - Noriques , entre Neumark et Judembourg. Ses postes avancés occupaient une excellente position auprès de Freisack. Massena l'attaque et l'enfonce à la bayonnette. Les Français poursuivaient avec tant d'acharnement ce corps autrichien , que , pour le soutenir , l'archiduc fut obligé de faire marcher huit bataillons de grenadiers qui avaient pris le fort de Kell , et qui formaient alors la principale force de l'armée impériale. Mais ce renfort ne retarda que de peu de jours la défaite de la division qu'il venait protéger. L'infanterie légère de Bonaparte , ayant gravi sur toutes les pointes des rochers à la droite et à la gauche des Autrichiens ; les pressaient par leurs flancs , tandis que les grenadiers , formés en colonnes serrées , attaquaient de front les retranchemens impériaux sur la route de Clagenfurt à Judembourg. Les Autrichiens défendirent ce-

— pendant leur position jusqu'à la nuit ; ils
1797. profitèrent des ténèbres pour s'éloigner.

Les Français entrèrent dans Neumark le 16, et le lendemain, descendant sur les bords du Muer , ils occupèrent la ville de Judembourg et tous les postes des environs.

La division autrichienne du comte de Laudohn , qui s'était retirée du côté d'Innsbruck , marchant à grandes journées sur la rive droite de l'Inn jusqu'à Rattemberg , et ensuite sur la rive droite de la rivière de Salzack jusqu'à Capran , avait passé l'Ens entre les villages de Radiltalts et de Schiaming. Elle descendait vers le Muer pour se réunir avec l'armée de l'archiduc. Son avant-garde , commandée par le général Spork , s'approchait de Muckrau. La promptitude avec laquelle les Français occupèrent , au bord du Muer , le poste important de Scheiling , avait rendu cette jonction impraticable ; elle ne pouvait plus avoir lieu qu'au - delà des chaînes de montagnes qui couvrent Vienne du côté de Marienzell.

CHAPITRE X.

AN V.

Situation embarrassante de Bonaparte au milieu des Alpes.

LES Français, maîtres des bords du Muer, depuis Muckrau jusqu'à Léoben, étaient parvenus à trente lieues de Vienne. Il ne restait à l'archiduc Charles d'autre point de défense que les montagnes qui avoisinent la capitale de l'Autriche du côté du sud.

Le général français, n'ayant devant lui qu'une armée découragée, et sur le point d'arriver auprès de Vienne où des succès très-probables pouvaient renverser le trône de cette maison d'Autriche, dont la puissance pesa si long-tems sur l'Europe, n'était cependant pas sans inquiétude. D'un côté, la marche rapide de ses troupes au travers des gorges et des précipices où ne se trouvait aucune route tracée, l'avait forcé de laisser en arrière une partie de ses munitions de guerre ; de l'autre, les habitans des provinces conquises, séduits par les gouvernemens de Vienne et de Venise, menaçaient de s'emparer de tous les défilés qui l'environnaient sur ses derrières et de rendre ses subsistances très-difficiles.

— Son armée, constamment victorieuse, avait
1797. cependant beaucoup souffert dans sa marche, moins encore par le feu des ennemis que par les difficultés des chemins, dans une saison rigoureuse, et par la quantité de garnisons qu'il fallait entretenir. Elle montrait le même courage, la même énergie; mais sa force était notablement diminuée, tandis que les Impériaux se fortifiaient à mesure qu'ils se concentraient vers le cœur des possessions autrichiennes. D'ailleurs, Bonaparte savait que le sénat de Venise, persuadé que les Français seraient écrasés dans les gorges depuis Léoben jusqu'aux confins septentrionaux de la Haute Styrie, engageait secrètement tous les habitans de ses provinces de terre ferme à se porter en force dans les Alpes pour couper toute retraite aux Français vers l'Italie, tandis que des corps nombreux de paysans attaqueraient les faibles détachemens français qui gardaient Veronne et quelques autres places vénitiennes. Bonaparte savait encore que la cour de Vienne prodiguait toutes ses ressources pour lever deux nouvelles armées qui devaient se joindre aux Vénitiens insurgés, l'une en descendant l'Adige, l'autre en cotoyant l'Adriatique.

La haute chaîne des Alpes, après avoir séparé la France de l'Italie, se partage en deux principales branches dans les environs

du mont Saint Gothard. L'une d'où découlent toutes les rivières qui versent leurs eaux à la gauche du Pô , est dirigée vers le sud sous le nom d'Alpes Rhétiques , d'Alpes Juliennes , d'Alpes Noriques ; elle se termine à la pointe de l'Istrie dans les environs de Fiume. Ses bras qui s'étendent au midi depuis Crema jusqu'à Vicence , servent de conducteurs au Lambro , à l'Adda , à l'Ôglio , à la Chiusa , au Mincio qui porte le nom de Savea avant d'entrer dans le lac Garda , à l'Adige , à l'Astico , à la Brenta , à la Piava , à la Meduna , au Tagliamento , à la Roja , au Lisonzo , et à quelques autres rivières moins considérables.

Les ramifications de ces montagnes ont beaucoup plus d'étendue dans le nord ; elles remplissent la partie du Tyrol , appelée Tyrol allemand , l'évêché de Brixen , toute la Carinthie , toute la Carniole , une partie de la Styrie , de la Croatie et de l'Esclavonie. Le Muer , la Drave , la Save et toutes les rivières affluentes dans ces fleuves , coulent dans les principales vallées que forment les sinuosités de ces montagnes.

La seconde chaîne se rapproche du Danube , s'élève entre l'Ens au nord et le Muer au sud ; elle se termine dans la Hongrie auprès de Bude. Les rivières qui en sortent au midi , sont peu remarquables , et

1797 se rendent toutes dans le Muer ou dans la Drave. Mais au nord les ramifications de ces montagnes sont très-étendues ; elles remplissent la Souabe , la Bavière , le haut et le bas Wienerwald , touchent au Danube depuis l'embouchure de l'Ens jusqu'à celle du Trazen , et enveloppent pour ainsi dire Vienne. Toutes les rivières qui tombent dans le Danube au sud, depuis sa source jusqu'à Javarin en Hongrie , descendent de ces montagnes. Les principales sont l'Iller , le Lech , l'Inn , le Traun , l'Ens , le Trazen , le Legtha et le Raab.

Bonaparte avait franchi en vainqueur la chaîne méridionale des Alpes , il lui restait encore la chaîne septentrionale à percer ; cette opération était au moins aussi difficile que la première. La rivière du Muer , sur laquelle les Français étaient cantonnés , coule de l'ouest à l'est depuis sa source jusqu'à la petite ville de Bruch , à quelques lieues au-dessus de Léoben ; arrêtée dans cet endroit par les montagnes de la haute Styrie , elle change de direction , et se porte au sud dans la vallée de Gratz. Il n'existe aucune route sur le col d'Afflent pour descendre avec des voitures vers le nord , soit à Lillienfeld au bord du Trazen , ou à Neustad au bord de la Legtha ; on n'aurait suppléé à ce défaut que par des travaux immenses. L'armée fran-

çaise pouvait remonter le Muer par les défilés de Rottenmann , et descendre sur les rives de l'Ens. Alors la route devenait moins difficile sur les deux bords de cette rivière , mais elle était très-longue. Les corps de troupes que Bonaparte aurait été obligé de laisser sur ses derrières pour conserver sa communication avec l'Italie , devaient prodigieusement affaiblir son armée. Il est probable que , sur cette spéculation , le sénat de Venise combinait les succès de l'insurrection à laquelle il se préparait. AN V.

On était instruit , dans l'armée d'Italie , que les généraux Moreau et Hoche avaient ordre de passer le Rhin , et de se porter rapidement sur les rives du Danube ; mais la crue excessive de ce fleuve causée par la fonte des neiges dans les montagnes helvétiques au mois de germinal , pouvait retarder cette opération , et peut-être la rendre impossible en présence d'une armée qui devait multiplier tous ses efforts pour y mettre obstacle. D'ailleurs le trajet des bords du Rhin aux extrémités orientales de la Bavière , avec l'appareil qui doit toujours accompagner une grande armée , était si long , qu'avant que Bonaparte reçût quelques secours de Hoche et de Moreau , il pouvait être affamé dans des montagnes stériles.

1797.

CHAPITRE XI.

Suspension d'armes entre l'armée de Bonaparte et celle de l'archiduc.

DANS cette disposition des choses , Bonaparte crut devoir écouter les propositions que lui faisait l'empereur. L'effroi régnait dans Vienne. Les habitans de cette capitale s'empressaient de se soustraire aux horreurs d'un siège regardé comme prochain. Des corps nombreux se ralliaient autour du monarque pour la défense du pays ; mais l'exemple des volontaires de Vienne , qui ne s'étaient montrés à l'armée d'Italie que pour y trouver la mort ou pour mettre bas les armes , ne permettait pas aux ministres impériaux de se rassurer sur ce dévouement.

J'ai rapporté la manière dont l'archiduc avait éludé les pacifiques ouvertures que lui avait faites Bonaparte à son arrivée à Clagenfurt. Quelques jours après , il fit demander , par un de ses aides-de-camp , au général français une suspension d'armes de quelques heures. C'était une ruse de guerre. L'armée française ne marchait jour et nuit avec la plus grande précipitation , que pour arriver au bord du Muer , assez à tems pour em-

pêcher la jonction du corps de Landhon , —————
à la principale armée autrichienne. L'archi- AN V.
duc demandait cet armistice , pour arrêter
la marche des Français , et opérer sans obs-
tacles la jonction projetée. On a vu précé-
demment comment l'arrivée d'une division
française à Scheilling la rendit impossible.

Alors des négociations furent ouvertes ; le
lieutenant - général comte de Bellegarde
et le général-major Morveld , envoyés par
l'empereur auprès du général français avec
des pleins pouvoirs , lui remirent la note
suivante , après les premières conférences.

S. M. l'empereur et roi n'ayant rien de plus à
cœur que de concourir au repos de l'Europe ,
et de terminer une guerre qui désole égale-
ment les Allemands et les Français , en con-
séquence de l'ouverture que vous avez faite
à l'archiduc Charles par votre lettre , datée
de Clagenfurt , nous a envoyés vers vous
pour nous entendre sur un objet d'une si
grande importance.

» Après la conversation que nous venons
d'avoir avec vous , et persuadés de votre
bonne volonté , comme de l'intention des
deux puissances , de finir le plus promptement
possible cette guerre désastreuse , S. A. R.
desire une suspension d'armes de dix jours ,
afin de pouvoir , avec plus de célérité , par-
venir à ce but désiré de tous , et afin que toutes

— les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations, soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes nations. »

Bonaparte répondit sur-le-champ : « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est désavantageuse aux Français ; mais si elle doit être un acheminement à la paix si désirée et si utile aux deux peuples, je me rends sans peine à vos desirs. »

» La république française a plusieurs fois manifesté à S. M. l'Empereur son desir de mettre fin à cette lutte sanglante ; elle persiste dans ces sentimens. Je ne doute pas, après la conférence que j'ai eue avec vous, que, sous peu de jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la France et l'Allemagne. Voici les conditions de la suspension d'armes que vous demandez : »

» Le général Bonaparte, commandant en chef l'armée française d'Italie, et S. A. R. l'Archiduc Charles, commandant en chef l'armée impériale, voulant favoriser les négociations de paix qui vont s'ouvrir, conviennent : »

« 1.^o Il y aura suspension d'armes entre les armées françaises et impériales, à dater de ce soir dix-huit germinal, sept avril, jusqu'au

qu'au vingt-quatre germinal, seize avril, au soir ».

AN V.

» 2.^o L'armée française gardera la ligne suivante : Les avant-postes de l'aile droite de cette armée resteront dans la position qu'ils occupent aujourd'hui , entre Fiume et Trieste; la ligne se prolongera en occupant Silleg , Windich , Scistrit , Marburch , Seceau , la rive droite du Muer , Gratz , Bruch , Léo-ben , Mantern , la route de Mantern jusqu'à Rottenmann , Irding , la vallée d'Ens jusqu'à Rastadt , S.t-Michaël sur le Muer , et la vallée de la Drave , jusqu'à Lients ».

» 3.^o La suspension d'armes aura lieu également pour le Tyrol. Les généraux des troupes françaises et impériales dans cette province , régleront ensemble les postes qu'ils doivent occuper. Les hostilités ne recommenceront , dans le Tyrol , que vingt-quatre heures après que les généraux en chef en seront convenus , et dans tous les cas , vingt-quatre heures après que les généraux des troupes françaises et impériales en seront prévenus réciproquement ».

En conséquence de la suspension d'armes , la division du général Serrurier occupa la ville de Gratz et les frontières de Hongrie , depuis cette ville jusqu'à Fiume.

1797.

CHAPITRE XII.

*L'armée de Sambre et Meuse passe le Rhin.
Bataille de Neuwied.*

PENDANT que les plénipotentiaires de l'Empereur discutaient avec Bonaparte les articles préliminaires de paix, l'armée de Sambre et Meuse avait passé le Rhin en présence des Autrichiens, et s'avancait dans l'intérieur de l'Allemagne.

Jamais la convention faite par les généraux pour procurer aux troupes de paisibles cantonnemens pendant l'hiver, n'avait été parfaitement exécutée; violée indirectement par les Autrichiens, par l'envoi qu'ils faisaient successivement dans le Tyrol de divisions entières qui, d'après les articles de l'armistice, devaient se reposer jusqu'au printemps dans les cercles du Rhin, de Franconie et de Souabe, les Français avaient été contraints de prendre les mêmes mesures, pour conserver à l'armée d'Italie sa supériorité. Ces mouvemens respectifs annonçaient que l'armistice serait rompu aussitôt que la saison, devenue moins rigoureuse, permettrait aux soldats d'entrer en campagne.

Dès les premiers jours de germinal, les Autrichiens et les Français se rassemblaient sur

les bords du Rhin ; le général Hoche avait réglé que la droite de l'armée de Sambre et Meuse , commandée par le général Grenier , s'étendrait depuis l'embouchure de la Moselle , le long du Rhin , jusqu'à Bingen , et le long de la Nahe jusqu'à Kreutznach. Le centre des deuxième et troisième divisions , sous les ordres du général Lefebvre , devait border le Rhin depuis Coblenz jusqu'à Cologne , occuper les isles du Rhin et la tête du pont de Neuwied. La gauche , commandée par le général Championnet , et formée par la quatrième division et par la réserve , était chargée d'occuper le pays de Berg , à la droite du Rhin , depuis la ligne de neutralité , Eberfeld , Solingen , jusqu'à l'embouchure de la Wupper , à deux lieues de Cologne. Enfin , le vingt-quatre germinal , le général Hoche , après avoir reçu un courier du directoire , expédia un parlementaire au quartier-général des Autrichiens , commandés par le général Werneck , pour déclarer que les hostilités allaient recommencer.

L'embarras qu'éprouvait l'Archiduc Charles dans la Haute-Styrie , redoublait les préparatifs que faisaient sur les bords du Rhin les Autrichiens , les Allemands et les émigrés , pour opposer aux attaques des Français une vigoureuse résistance. Cependant les détachemens envoyés dans le Tyrol , avaient telle-

ment affaibli les armées du haut et du bas Rhin , que , n'osant pas hasarder le sort d'une bataille dans les plaines entre la Sieg et la Lahn , le général Wernech se retirait à la rive gauche de cette dernière rivière , dans les formidables retranchemens qu'il y avait élevés , et renvoyait sur ses derrières , vers Francfort et Wursbourg , les bagages , la grosse artillerie , et les autres objets qui pouvaient retarder sa marche rétrograde , si les circonstances l'obligeaient de se retirer vers le centre de la domination autrichienne. Les dispositions de Wernech répandaient la terreur et la consternation parmi les habitans de la rive droite du Rhin , et donnaient aux Français la facilité de passer ce fleuve à Mulheim et à Neuwied.

Le directoire , parfaitement informé de la position de Bonaparte dans les montagnes de Styrie , savait que deux armées nombreuses, l'une venue de la Souabe et commandée par Laudohn , l'autre levée en Hongrie et dont la conduite était confiée à Alvinzi , s'avançaient pour prendre de revers l'armée d'Italie , l'une par les bords de l'Adige , l'autre par la Croatie , Fiume et Trieste. Il savait encore que les révoltes qui se manifestaient contre les Français dans la plupart des provinces vénitiennes , et qui paraissaient combinées avec les mouvemens des Impériaux , exi-

geaient une promptediversion, pour favoriser la marche de Bonaparte. En conséquence, les généraux Moreau et Hoche avaient reçu ordre de se porter rapidement, avec toutes leurs forces, dans la Franconie et dans la Souabe.

AN V.

L'armée de Sambre et Meuse passa le Rhin sans obstacle, le 27 et le 29 germinal. Les Autrichiens, retranchés sur les deux rives de la Lahn et entourés de fortes redoutes, fraisées et palissadées, demandaient une prolongation d'armistice, sous prétexte que la paix était à la veille d'être signée entre l'empereur et Bonaparte. Mais, lorsqu'on exigea qu'en garantie de leur bonne foi, ils remisent aux Français la forteresse d'Ehrenbreistein et les bords de la Lahn, les conférences furent bientôt abandonnées. Les deux armées étaient en présence ; l'attaque commença par une canonnade très-vive. Bientôt toute l'armée française s'ébranla ; l'infanterie de ligne, soutenue par le feu de l'infanterie légère et par les hussards et les chasseurs, fondit au pas de charge sur les redoutes autrichiennes. Hoche enleva en personne celle du centre, tandis que Lefebvre, avec l'aile droite, enfonçait la gauche de l'ennemi, et que Championet mettait en fuite leur aile droite. Le général autrichien passa la Lahn pendant la nuit, et Hoche franchissant la même rivière au-

— dessous de Wetzlar, vint camper au bord de
1797. la Nidda, et menaçait Francfort.

CHAPITRE XIII.

*L'armée de Rhin et Moselle passe le Rhin,
et s'empare du fort de Kell.*

L'ARMÉE de Rhin et Moselle éprouvait plus de difficultés. Il n'existait auprès de Strasbourg qu'un seul équipage de pont, par la perte qu'on avait faite d'une partie de ceux d'Huningue, de Brisach et de Kell.

On manquait aussi de bateaux pour le débarquement; mais la baisse des eaux du Rhin procurait aux Français l'avantage de faire deux ponts avec le seul équipage qui leur restait. Ils avaient encore celui de trouver guéable une partie des bras qui forment les isles depuis Brisach jusqu'à l'embouchure de la Mury; mais il en naissait l'inconvénient de ne pouvoir conduire que très-difficilement des bateaux sur le grand cours du Rhin du côté de l'Allemagne.

Les troupes dispersées, pour la facilité de leurs subsistances, depuis Deux-Ponts jusqu'à Huningue, devaient être mises en mouvement le même jour, afin de donner partout de l'inquiétude aux ennemis. Le centre de l'armée cantonnée à Strasbourg, fut des-

tiné aux premiers efforts ; les autres divisions devaient arriver successivement par des marches forcées au lieu du débarquement. AN V.

On enleva militairement , le 30 germinal , les bateaux qui se trouvaient sur la rivière d'Ill , depuis Schelestadt jusqu'à Strashourg , et on les conduisit vis-à-vis Kilstell , où l'embarquement devait s'exécuter le premier floreal à trois heures du matin. Le gravier sur lequel il fallait traîner les bateaux à force de bras auprès de la tour de Vantzenau , retarda la marche plus qu'on ne l'avait calculé. La rivière ayant encore baissé pendant la journée de quelques pouces , de sorte qu'aucun bateau ne flottait , on ne déboucha qu'à six heures.

Quelques fausses attaques avaient été formées depuis le fort Vauban jusqu'à Brisach , pour égarer l'attention de l'ennemi. La vraie attaque commandée par le général Duhem , se partageait en trois divisions. La première était formée de la cent troisième demi-brigade de ligne et d'un bataillon de la cent soixante-quinzième ; enfin deux bataillons de la cent neuvième de ligne , et un bataillon de la cent soixantième d'infanterie légère étaient employés à la troisième attaque.

Au débouché de la rivière d'Ill , cette flottille naviguait à la vue de l'armée ennemie , rangée en bataille sur la rive droite. Elle

1797.

aborda sous le feu le plus vif de mousqueterie et de mitraille. Un bataillon et deux compagnies de grenadiers se forment en colonne serrée, et marchent rapidement aux postes ennemis les plus près d'eux ; s'emparèrent d'une isle qui les séparait encore de la terre ferme, passent le bras du Rhin à gué, ayant de l'eau jusqu'au-dessus de la ceinture, et donnent le tems à la centième demi-brigade de débarquer, de se former et de les soutenir.

Tous les bateaux sont aussitôt renvoyés à la rive gauche, pour chercher d'autres troupes. Le général Vendame commença par se retrancher au bord du Rhin, et s'y maintint pendant que les généraux Duhem et Davoust, formant les bataillons à mesure qu'ils débarquaient, les disposaient à l'attaque du village de Diershein, où les Autrichiens rassemblaient leurs forces.

Duhem, tombant sur les ennemis à la tête d'une colonne, fut mis hors de combat d'un coup de sabre ; Vendame, qui le remplaça, emporta le village à la bayonnette.

A onze heures, toute l'infanterie française se trouvait à la droite du fleuve. Elle formait alors un demi-cercle, sa droite et sa gauche au Rhin, et son centre au village de Diershein, dont on avait chassé les Impériaux. Les plaines qui entourent ce village, ne permet-

taient pas au général Desaix qui commandait l'expédition , de quitter cette position jusqu'au passage de la cavalerie et de l'artillerie légère. AN V.

Le pont volant , pouvant contenir environ vingt-cinq chevaux , une pièce d'artillerie avec son caisson , venait d'être établi. Il ne put porter à la rive droite , pendant la journée , que huit pièces de canon et quatre cents chevaux.

A trois heures après midi , le corps autrichien , que les Français combattaient , avait été renforcé par deux divisions venues d'Offembourg et de Stolhozen. Vingt-cinq bouches à feu et seize escadrons de cavalerie lui donnaient la supériorité la plus marquée. Il attaqua le village de Diershein avec tant de furie , que la moitié des maisons fut incendiée. Les colonnes autrichiennes pénétrèrent dans les retranchemens que Desaix avait élevés à la hâte , mais elles furent forcées de faire retraite , laissant couvertes de cadavres les rues dans lesquelles elles avaient combattu.

Le pont du Rhin fut achevé pendant la nuit. Dès la pointe du jour , le quarantième régiment de dragons , commandé par le chef de bataillon Durfat , le vingtième de cavalerie , les compagnies d'artillerie légère des capitaines Foy et Bechard ; la trentième demi-

— brigade d'artillerie légère , commandée par
1797. le général Cassagne , la troisième de ligne
aux ordres du général Martilière , les quarante-quatrième et quatre-vingt-neuvième de la division du général Dufour , passèrent sur la rive droite. La réserve de cavalerie était en marche pour s'y rendre.

Les Autrichiens avaient aussi reçu des renforts pendant la nuit; ils recommencèrent leurs attaques , les dirigeant sur la droite de Diershein , où commandaient les généraux Dufour , Gerard et Desenfans. Leur artillerie démonta celle des Français. Le feld-maréchal comte de la Tour , voulant profiter de ce premier succès , fit attaquer le village par la plus grande partie de son infanterie. Le général de brigade Cassagne soutenait cet assaut à la tête de trois demi-brigades. Cependant le général Davoust se portait dans la plaine avec deux demi-brigades. Il se jeta sur le flanc gauche des assaillans , malgré le feu de leur artillerie. Cet effort n'empêchait pas les colonnes ennemies de gagner du terrain.

La réserve de la cavalerie française et de son artillerie légère achevait de passer le Rhin. Elle se mit en bataille entre les villages de Diershein et de Honau. Alors les Français étaient en état d'agir à leur tour offensivement. Le général Moreau ne prit

que le tems de former les colonnes d'attaque.

Le centre de l'armée était commandé par AN V.
le général Vandame , ayant sous ses ordres les généraux Jordis , Davoust , Demont , Heudelet , Cassagne et Laval. Le général Dufour conduisait la droite , et le général Lecourbe la gauche. Le premier devait se diriger sur les villages de Lients et d'Hobine ; et en chasser les Autrichiens ; le second avait ordre de s'emparer du fort de Kell , et de se porter sur les bords de la Kintzig ; le troisième était chargé de combattre l'aile gauche de l'armée impériale. Les Autrichiens, affaiblis par les combats qu'ils avaient livrés pendant la journée , ne firent pas la résistance qu'on avait lieu d'attendre d'eux. Attaqués à la bayonnette, ils se dispersèrent entièrement avant le coucher du soleil.

Le régiment d'Alton fut pris en entier. Les Français s'emparèrent du parc d'artillerie autrichien. Ils entrèrent, le 2 floréal, dans Offembourg , Reichen , Fraischiel , Oberkirk , Gegenbach et dans le fort de Kell, dont le feld-maréchal de Latour faisait relever les fortifications. Un escadron du dix-septième régiment , qui avait passé la Kintzig à gué , somma le gouverneur , qui se rendit en voyant arriver les colonnes françaises.

Le 3 floréal , l'armée de Rhin et Moselle ,

— après avoir poursuivi les ennemis pendant
1797. huit heures, se trouvait dans les montagnes du Brisgaw. La gauche, sous les ordres du général Saint-Cyr, s'emparait de Helmingen et de Lichteneau. Le centre, commandé par le général Vandame, pénétrait dans la vallée de la Kintzig, et la droite s'approchait de Fribourg. Le feld-maréchal de Latour se retirait sur les bords du Danube, lorsque Moreau reçut un courrier de Bonaparte, qui annonçait la signature des préliminaires de Léoben.

Cette heureuse nouvelle était parvenue à l'armée de Sambre et Meuse, au moment où, après avoir passé la Nidda, elle brisait les portes de Francfort, que le général Wernsch défendait en vain. La rapidité avec laquelle, aux cris de guerre, succédèrent les chants de la paix, annonçait la disposition morale des deux armées. Au même instant, officiers et soldats des deux armées se précipitent dans les bras les uns des autres; les doux épanchemens de la joie succèdent aux horreurs du carnage.

Un adjudant-général du comte de Latour accompagnait le courrier envoyé par Bonaparte et Moreau. Les conditions de la suspension d'armes au bord du Rhin, furent réglées sur-le-champ. Il fut convenu que les Français conserveraient les places qu'ils ve-

naient de conquérir à la droite du fleuve , et qu'ils ne se porteraient pas plus en avant. AN V.
Les mêmes arrangemens pacifiques avaient lieu auprès de Francfort. Le Mein et la Nidda furent déclarés ligne de séparation entre les deux armées belligérantes. Le général Hoche et le général Kray convinrent que les Français se retireraient à un assez grand éloignement de Mayence et d'Ehrenbreistein , pour laisser à ces deux places les moyens de pourvoir à leurs approvisionnemens. La navigation du Rhin , de la Moselle et du Mein , fut déclarée libre. Le quartier-général de Wernech était à Offembach ; celui de Kray à Bergen. Le général Lefevre , commandant l'avant-garde française , campait à Hoch , deux lieues de Francfort. Mais la plupart des régimens de cette armée retrogradèrent bientôt vers Dusseldorf , la gauche du Rhin et les départemens réunis de la Belgique.

CHAPITRE XIV.

Préliminaires de paix de Léoben.

BONAPARTE avait chargé le général Massena d'apporter au directoire les préliminaires qu'il venait de signer à Léoben. L'ad-

— 1797. judant - général Sole , chargé de la même mission auprès des armées du Rhin , ayant un espace moins long à parcourir , arriva à Paris avant Massena. Il était porteur d'une lettre dans laquelle le général Moreau prévenait le directoire que les hostilités avaient déjà cessé sur toute la ligne du Rhin , et que les armées françaises et impériales s'occupaient à prendre des cantonnemens respectifs , en attendant que les préliminaires fussent changés en une paix solide et durable. Le directoire fit part de cet heureux événement aux deux conseils , par un message du 11 floréal.

Le général Massena arriva quelques jours après : il apportait avec le traité préliminaire de paix les drapeaux enlevés aux Autrichiens dans les deux derniers combats que leur avait livrés l'armée d'Italie. Le général Mermet apportait en même tems les trophées de l'armée d'Allemagne. Les deux généraux eurent audience publique du directoire le 20 floréal. On connut alors les bases des stipulations préliminaires , c'étaient la renonciation à la Belgique par l'Empereur ; la reconnaissance des limites de la France , comme elles étaient déterminées par les lois de la république ; l'établissement et l'indépendance d'une république dans la Lombardie.

CHAPITRE XV.

AN V.

Réflexions sur les malheurs qui accompagnent la guerre.

LE président du directoire fit successivement l'éloge de la conduite qu'avaient tenue toutes les armées depuis le commencement des hostilités. Son discours fut très-applaudi, sur-tout lorsqu'insistant sur les grandes et mémorables victoires remportées par les Français, il présentait la paix comme l'heureux résultat de ces triomphes. Cependant quelques mouvemens d'inquiétude se mêlaient à ceux de la joie, lorsque les directeurs se retirèrent sans avoir donné une connaissance plus étendue des préliminaires de Léoben, dont les détails avaient été présentés avec une ambiguïté qui n'expliquait ni l'étendue que devait avoir la nouvelle république italienne, ni la nature des compensations qui décidaient l'Empereur à se réconcilier de bonne foi avec la république française.

Au surplus, l'espoir d'une paix prochaine avait électrisé toutes les âmes. L'enthousiasme avec lequel les préliminaires avaient été reçus par les armées d'Allemagne, et le besoin respectif des Allemands et des Français, s'emblaient assurer que la conclusion d'une paix

1797. — définitive trouverait de grandes facilités lorsque, le bruit des armes ne se faisant plus entendre, on verrait de sang-froid la plaie profonde qu'il était urgent de fermer.

Lorsque les rois ou leurs ministres attirent sur leurs sujets le plus déplorable des fléaux, pour des raisons les plus frivoles, et quelquefois sans raisons, par de simples motifs d'ambition ou de vengeance, pourquoi ne sont-ils pas condamnés, après chaque bataille, à parcourir lentement ces champs de carnage et d'horreur qu'on ose embellir à leurs yeux sous des formes triomphales ? Qu'ils fixent leurs regards sur une terre abreuvée de sang humain ! Qu'ils envisagent des milliers de mourans faisant de vains et déplorables efforts pour se séparer d'un monceau de morts ! des agonisans, oubliant le parti pour lequel ils avaient versé leur sang, se bandant respectivement leurs plaies, et multipliant leurs efforts pour échapper à une mort inévitable ! et des tas de cadavres préparant une ample pâture aux animaux carnaciers qui suivent les armées ! Quand leurs cœurs seraient de fer, ils verseraient des larmes involontaires arrachées par la nature.

Ce désolant tableau ne renferme cependant pas ce que la guerre traîne à sa suite de plus funeste pour les peuples. Les guerriers tombent par milliers sous la faux de
la

la mort ; leur sang est bientôt oublié. Mais il faut les remplacer ; c'est dans les campagnes qu'on va chercher le plus grand nombre des nouveaux soldats destinés au même sort que leurs devanciers. De paisibles agriculteurs sont enlevés des bras de leurs parens désolés, pour aller mourir sur une terre étrangère , les uns par le fer de l'ennemi , d'autres de chagrin et de misère , le plus grand nombre par des maladies , suites inséparables du changement de climat , d'habitudes , de nourriture , d'exercice. On s'apperçoit, au bout de quelques années , que les jeunes gens manquent dans les villages. La terre , n'étant plus cultivée par leurs mains robustes , perd sa fécondité ; le désespoir s'empare des peuples.

Cependant, pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre , il a fallu surcharger toutes les classes de la société , précisément dans le tems que , par la diminution de leurs revenus territoriaux , de leur industrie , de leur commerce , et par le concours de plusieurs autres causes accidentelles , on est le moins en état de supporter cette augmentation de charges. Le gouvernement force les ressorts de l'état , il cribble les citoyens , il les vanne , il les presse dans ses mains. Toutes les classes refoulant les unes sur les autres , les surcharges réduisent à la dernière misère ces familles voisines de l'in-

Tome VII.

T

— digence , qui sont les mères , les nourrices des
1797. armées. Bientôt la difficulté d'établir de nouveaux impôts et même de recouvrer les anciens , force de recourir à d'autres expédients ; l'état mange les capitaux , il sacrifie les générations futures au besoin du moment.

Ce n'est point dans Paris et dans les autres grandes villes que la misère se manifeste d'abord. Des causes particulières y entretiennent toujours un luxe qui cache long-tems la publique indigence. La pauvreté se promène au milieu des grandes villes en broderies et en rubans , tandis qu'elle se montre nue dans les campagnes.

Le découragement devient général. Une longue paix pourrait seule le faire cesser ; mais depuis trois siècles , les traités entre les nations de l'Europe n'ont été que de simples trêves.

On parle avec horreur des siècles de barbarie ; cependant la guerre était alors un état violent ; c'est presque aujourd'hui un état habituel. Les guerres sont moins sanglantes , il est vrai ; il ne se commet que rarement des atrocités après le combat ; on respecte les prisonniers , on traite les blessés ennemis avec commisération ; les cités , enlevées de vive force , ne sont pas toujours détruites par le fer et par le feu ; mais l'excessive multiplication des armées , en Europe ,

annonce la chute de son organisation sociale.

AN V.

Il viendra un tems, peut-être, où tous les peuples auront en horreur les hommes de sang qui furent la terreur de leurs voisins. Les gouvernans partageront la sagesse de leur siècle. La guerre ne sera jamais entreprise que pour la défense du territoire. L'histoire des gouvernans contiendra autre chose que la lugubre nomenclature des malheureux qu'ils ont faits. Les hommes éclairés sur les véritables sujets de leur admiration et de leur reconnaissance, ne conduiront au temple de l'immortalité que ceux qui ont versé leur sang pour la patrie, qui l'ont enrichie par leurs travaux, ou qui ont contribué, par leurs ouvrages, à rendre leurs contemporains plus habiles et plus vertueux.

Les lumières sont assez étendues, en Europe, pour avoir porté dans tous les conseils d'état la conviction de cette vérité, que la prépondérance des grandes nations n'est pas fondée aujourd'hui sur la guerre, mais sur les richesses, fruits d'une grande population, d'une excellente agriculture, des manufactures florissantes, de l'industrie et du commerce. C'est même une mauvaise politique d'affaiblir son ennemi autant qu'on le peut. Aucune nation ne travaille à la

T 2

— ruine des autres , sans préparer de loin son
1797. propre asservissement.

Il est des instans où la fortune offre tout-à-coup une grande augmentation de puissance à un peuple. Une prospérité subite n'est pas durable ; souvent il vaudrait mieux protéger ses rivaux que de les écraser. Sparte refusa de réduire les Athéniens à l'esclavage. Rome se repentit d'avoir détruit Carthage. La trop grande étendue des états de Charlemagne en précipita la décadence. L'Angleterre n'eût peut-être pas perdu ses colonies américaines , si elle eût laissé le Canada à la France ; et le tems nous apprendra si l'occupation de la Pologne ne sera pas le principe de la destruction de l'empire russe.

Lorsqu'une nation est grande et industrielle , elle doit mépriser cet esprit d'inquiétude qui agite les puissances du second ordre , toujours sur le point d'être envahies ; satisfaite de l'influence que lui donne sa masse , et sans chercher à l'augmenter aux dépens d'autrui , ses ressources doivent se tourner vers l'augmentation de sa félicité intérieure. C'est sous ce point de vue surtout que le gouvernement républicain l'emporte sur le gouvernement monarchique. Nous sommes étonnés des travaux immenses qu'exécutèrent les Romains. En France, au

contraire , on trouvait aisément deux cents millions pour envoyer les hommes à la boucherie, mais jamais aucun ministre n'employa cette somme en améliorations territoriales. Avec deux cents millions , les landes de Bordeaux auraient été mises en valeur ; toutes les rivières de France , contenues dans leurs lits , offriraient de nouvelles provinces à une superbe culture ; la France entière serait coupée en canaux navigables.

Si chaque peuple européen connaissait ses véritables intérêts , ni la terre ni la mer ne se feraient mutuellement la loi. Il s'établirait une influence réciproque , un équilibre d'industrie et de puissance entre les nations méditerranées et les nations maritimes ; chacune cultiverait et recueillerait sur l'élément qui lui est propre. Les empires jouiraient de la même liberté d'importation et d'exportation qui règne entre les provinces d'un même empire ; chaque peuple parviendrait à la prospérité à laquelle il est appelé par la nature.

1797.

CHAPITRE XVI.

Observations sur la nature des liaisons de l'Angleterre avec la plupart des puissances de l'Europe.

IL est un peuple, en Europe, plus flatté de dominer par l'étendue de son commerce et par l'immensité de ses richesses, que de posséder sur le continent quelques provinces qui lui seraient fréquemment contestées. Ce peuple, se renfermant dans son isle, et affectant un désintéressement dont sa position topographique lui fait une loi, ne manque jamais, en entrant dans toutes les guerres qui s'élèvent en Europe, de protester qu'il ne veut point faire de conquête, et que s'il prend les armes, ce n'est uniquement que pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Ces grands mots font leur effet, parce que la plupart des hommes sont entraînés par l'arrangement des phrases, autant que par la force des choses. On s'allie avec une puissance dont les intentions se montrent si pures, sans penser qu'elle vole à son but, qu'on se sacrifie pour elle.

Cependant ses armateurs détruisent le commerce, non-seulement des nations belligérantes, mais des neutres. On s'aperçoit trop

tard que la prétendue générosité de cette nation consiste à gêner les échanges de tous les peuples , et à s'enrichir par cette manœuvre. On arrêterait dans leur source la plus grande partie des guerres maritimes , si toute l'Europe était d'accord par un engagement solennel , de consacrer , pour la guerre de mer , les principes adoptés dans les guerres de terre : les hommes armés n'attaquent que les hommes armés ; et après la conquête , si les vainqueurs s'emparent des biens appartenant au gouvernement vaincu , ils respectent ceux des particuliers , ils protègent le paisible agriculteur , le paisible marchand. AN V.

Ainsi les escadres ne devraient attaquer que les escadres , les vaisseaux armés que les vaisseaux armés , sans attenter à la propriété des paisibles navigateurs , qui n'ont ni moyens ni envie d'attaquer personne. Le plus fort , dira-t-on , enfreindrait toujours cette loi bienfaisante ; non , sans doute , s'il était unanimement décidé que le transgresseur serait regardé comme l'ennemi de tous les peuples de l'Europe.

Il serait injuste d'attribuer plus de désintéressement à un gouvernement qu'à un autre. Rome et Carthage , Athènes et Sparte , Pompée et César , tendaient à l'augmentation de leur puissance avec une ardeur égale. La différence était seulement dans la

— manière d'aller à leur but. Rome, en guerre
1797. contre Carthage, ne parlait que de délivrer
les peuples opprimés par la république africaine; Pompée se couvrait, contre César, du prétexte spécieux de défendre la liberté publique. Au fond, on voulait dominer et avoir beaucoup d'argent. C'est le but des grands comme des petits, des états comme des particuliers. L'envie et l'ambition sont deux monstres aussi anciens que le monde. Ils habitent les palais et les cabanes.

Lorsque la Grande Bretagne, au commencement de ce siècle, entra dans la guerre de la succession d'Espagne, elle assurait n'avoir aucun projet d'aggrandissement. Cependant, par la paix, elle se fit céder en Amérique la baie d'Hudson, l'isle de Terre-Neuve, l'Acadie dont elle étendit les limites à volonté; en Europe, Minorque et Gibraltar; et enleva presque tout le commerce espagnol par le traité de l'Assiento.

Le gouvernement d'Angleterre, conduit par le désir de se venger de Louis XVI, qu'il regardait comme l'auteur de l'indépendance des Anglo-américains, fomenta les troubles qui s'élevèrent en France, sous le régime de l'assemblée constituante, sans prévoir quelles en seraient les suites. Mais lorsque la république fut proclamée, et que le supplice du descendant de soixante rois

eut fixé le caractère de la révolution , le cabinet de Saint-James crut entrevoir un AN V.
moyen de transformer , en spéculations financières , des dispositions diplomatiques qui n'avaient eu jusqu'alors qu'un but vague de vengeance.

L'Angleterre , malgré l'étendue de son négoce et de ses ressources , était accablée par une dette nationale , à-peu-près égale à celle de la France en 1787. Son système , suivi depuis quarante ans , était d'augmenter perpétuellement chez elle la masse du numéraire , par les reviremens du commerce ; de diminuer ainsi peu-à-peu la valeur de l'argent , et par conséquent le capital de sa dette. L'immense , l'incalculable commotion qui devait accompagner la chute de l'antique monarchie française , offrait l'occasion de parvenir à ce but d'une manière plus prompte. Il s'agissait de s'emparer de tout le commerce de l'Europe. Alors , d'un côté les énormes profits des commerçans devaient augmenter le revenu public , établi presque tout en Angleterre sur des impôts indirects ; de l'autre , le numéraire s'avilissait par la surabondance qui en entraînait dans la circulation. Celui qui devait cent francs , n'en doit plus que cinquante , lorsque le numéraire est devenu si commun , que l'écu de six livres ne vaut plus réellement que

— trois livres ; ou , ce qui revient au même ;
1797. lorsqu'on paie douze francs ce qu'on se
procurait auparavant pour la moitié de cette
somme.

Dans cette vue , la cour de Londres qui ,
jusqu'aux premiers jours de 1793 , n'était
entrée que d'une manière indirecte dans les
démêlés de la France avec les nations voi-
sines , y joua dès-lors le principal rôle. Non-
seulement elle offrit des subsides considé-
rables au roi de Prusse , à l'empereur et au
roi de Sardaigne , mais le roi de Sardaigne et
l'empereur , dont les états étaient contigus à
la France , reçurent l'assurance que , dans le
cas où ces états seraient envahis par les Fran-
çais , elle ne ferait la paix avec la France ,
qu'en stipulant leur restitution. Les ministres
britanniques prévoyaient que les dépenses
incalculables que la France serait obligée de
faire pour soutenir la guerre continentale
contre les principales puissances de l'Europe ,
atténueraient les opérations maritimes , d'au-
tant plus qu'une partie des matières pre-
mières , nécessaires pour la construction et le
gréement des vaisseaux , ne se trouve pas en
France. Ils en concluaient qu'il leur serait
facile de s'emparer des colonies françaises
en Amérique et dans les Indes orientales.

L'effet de ces conquêtes devait être d'abord
d'augmenter le commerce britannique , et

d'opérer la diminution de sa dette publique ;
elles devaient ensuite offrir des compensa-
tions pour faire restituer à l'empereur et au
roi de Sardaigne les provinces envahies par
les Français , si les événemens de la guerre
ne tournaient pas en faveur de la coalition.

AN V.

Il est probable que , pour remplir son
double système de s'emparer de tout le com-
merce de l'Europe pendant la guerre , et
d'avoir dans ses mains , au moment de la
paix , une masse de compensations à offrir à
la France , la cour de Londres aurait cherché
quelques prétextes de déclarer la guerre aux
Hollandais , comme elle fit pendant la guerre
d'Amérique , si les Français ne lui eussent
évité cet embarras.

Lorsqu'après la campagne la plus éton-
nante , les Français furent maîtres de la Hol-
lande , un grand nombre d'observateurs pen-
saient qu'il était de l'intérêt de la France ,
et même du véritable intérêt des Bataves ,
que cette région fût traitée en pays de
conquête. Je ne répéterai pas les raisonne-
mens que je fis à ce sujet , lorsqu'il en était
tems. Ils furent recueillis dans quelques jour-
naux , et je les ai insérés dans cet ouvrage.
Je ne sais quelles idées de générosité préva-
lurent. Il en résulta que presque tout le fruit
de cette conquête fut pour les Anglais. Les
principales colonies bataves que les Français

— avaient seuls défendues pendant la guerre
1797. d'Amérique, furent livrées à la grande Bretagne par la connivence des Hollandais. Cet événement resserrait les liens qui attachaient les cours de Vienne et de Turin à celle de Londres; mais ce système de compensation ne pouvant être d'aucune utilité pour le roi de Prusse, ce prince, malgré les subsides que lui offrait l'Angleterre, abandonnait une guerre dont les périls étaient pour lui, et les avantages pour d'autres.

Le roi de Sardaigne ne sépara ses intérêts de ceux de la coalition, que lorsque, les Français étant parvenus aux portes de sa capitale, toutes les isles que les Anglais avaient conquises dans les quatre parties du monde, ne pouvaient retarder sa ruine, et le traité de paix ayant remis dans les mains des Français ses principales forteresses, il ne pouvait violer sa foi, quelles que fussent les promesses ultérieures de la cour de Londres.

La situation de la cour de Vienne n'était pas aussi désespérée lorsqu'elle signait les préliminaires de Léoben. Cependant le passage du Rhin par les Français, et les premiers succès qu'ils avaient obtenus sur les généraux de Latour et Warnech, donnaient un poids immense à l'étonnante expédition de Bonaparte. Une des deux armées de Moreau ou de Hoche suffisait pour garder les communi-

cations , tandis que l'autre , s'avançant rapidement sur les bords du Danube , et chassant devant elle des troupes épouvantées , aurait rendu la position de l'archiduc extrêmement critique. Mais lorsqu'après la signature des préliminaires , Bonaparte repassa les monts pour rentrer en Italie , les insinuations des Anglais acquirent du poids sur l'esprit de l'empereur que Bonaparte ne tenait plus en échec : de là les difficultés qu'éprouva la conclusion du traité de Campo-Formio.

CHAPITRE XVII.

Lord Malmesbury vient en France pour traiter de la paix.

LORSQUE le lord Malmesbury vint en France avec le caractère et non les pouvoirs de ministre plénipotentiaire pour traiter de la paix , il développa le système des compensations. Le gouvernement français crut éteindre les avantages sur lesquels se fondaient les Anglais , en déclarant qu'il voulait faire une paix séparée avec chacun de ses ennemis , et en fermant les barrières de la France à toutes les marchandises anglaises ; mais par la nature des choses , aucune de ces deux mesures ne pouvait remplir le but désiré.

1797. La séparation diplomatique qu'on établissait entre les intérêts de l'empereur et ceux du roi d'Angleterre, rendait plus étroite, plus serrée la liaison morale existante entre les deux monarques. Il leur restait mille moyens de la manifester dans le cours des négociations. A l'égard de la prohibition des marchandises anglaises en France, elles en obtenaient un plus grand prix. Le gouvernement français ne pouvait empêcher que les denrées coloniales ne fussent importées à Hambourg, d'où elles venaient en France par les pays neutres. Il en était de même de la quincaillerie anglaise et même des draps anglais. Les manufacturiers n'avaient qu'à imiter les fabriques de Prusse et toutes celles qui fournissaient à l'habillement des troupes.

Les écrivains politiques, parfaitement instruits des causes qui devaient retarder la conclusion de la paix, n'osaient les développer dans la crainte de relever les espérances du parti qui voyait, dans toutes les chances de la révolution, la résurrection prochaine de la monarchie. D'ailleurs ces difficultés étaient compensées par des considérations majeures. L'impératrice de Russie fournissait à la cour de Vienne des subsides; la mort de cette princesse, arrivée le 27 brumaire an 4, avait privé l'empereur de cette ressource. Paul I.^{er} avait déclaré à

François II que l'épuisement de ses finances ne lui permettait pas de remplir les engagements pécuniaires que sa mère avait contractés avec lui. Il est même probable que, sans l'expédition des Français en Egypte, la cour de Russie ne se serait plus mêlée de la coalition.

AN V.

L'empereur n'avait plus de possessions à perdre en Italie ; mais le grand duché de Toscane, possédé par sa famille, n'avait aucun moyen de défense ; il pouvait être envahi non - seulement par les Français , mais par la nouvelle république italienne à laquelle ce superbe pays semblait nécessaire pour son arrondissement. D'autres circonstances engageaient encore la cour de Vienne à ne pas trop se fier aux promesses des Anglais , et confondaient les calculs des royalistes de France , qui, après avoir exercé leur pyrronisme sur les succès de Bonaparte en Italie , l'accusaient alors de n'avoir pas su profiter de ses victoires.

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions des esprits en France pendant les six premiers mois de l'an cinq. Les négociations de paix entre la France et la Grande-Bretagne sont rompues.

LORD Malmesbury, après une suite de négociations dans lesquelles il employait vainement les prétentions les plus hautes, avait reçu ordre du directoire de quitter la France. Si son séjour dans Paris le rendit témoin des ruses qu'employaient tour-à-tour les royalistes et les anarchistes pour renverser le gouvernement, et des calamités que les oscillations révolutionnaires avaient versées sur la France ; il dut emporter une grande idée d'un peuple qui marchait à la liberté au milieu des orages, sans calculer ses sacrifices ni compter ses ennemis. Et si ce négociateur se souvenait que pendant le peu de tems où, sous l'influence de Cromwel, l'Angleterre se gouvernait en république, elle conquit la Jamaïque sur les Espagnols, et garda sa conquête, il dut apprécier le degré d'énergie que l'indépendance inspire à un républicain.

Parmi

Parmi le nouveau tiers qui avait succédé aux conventionnels , après l'insurrection de vendémiaire an 4 , on comptait un grand nombre de législateurs dont les sentimens républicains étaient sévèrement prononcés ; mais il se trouvait parmi eux quelques hommes attachés aux institutions de la constituante , et qui , pendant la session de la législative , s'étaient opposés de tout leur pouvoir à la dissémination des germes de la république ; leur influence donnait du poids à la faction semi-royaliste dont j'ai parlé précédemment , et les vrais royalistes feignaient d'en adopter les maximes.

La discussion qui s'était engagée en vendémiaire sur la loi du 3 brumaire de l'année précédente , avait relevé l'espoir des ennemis du régime républicain. Ceux qui attaquaient cette loi , et ceux qui la défendaient , convenaient , de concert , que ses dispositions étaient contraires à cet esprit de justice rigoureuse qui consolide le contrat social entre les gouvernans et les gouvernés. Cependant , tandis que les uns prétendaient qu'elle avait été abrogée comme contraire à la constitution , les autres , se fondant sur les circonstances dans lesquelles la convention l'avait rendue , et sur les attaques journalières que des hommes pervers portaient journellement à l'esprit républi-

Tome VII.

V.

— cain , la regardaient comme un bouclier que
1797. le guerrier ne porte qu'en tems de guerre ,
et que les républicains ne pouvaient alors
déposer sans courir à leur perte évidente.

Une législature est inexcusable , disait-on ,
quand elle devient la victime de son impré-
voyance. Songez à Monk , d'abord com-
pagnon d'armes de Cromwel , frère rouge ,
fougueux révolutionnaire , qui depuis vendit
à Charles second la liberté de sa patrie.
Créé duc d'Albermale , il parvint à une
grande fortune , pour apprendre aux traîtres
à venir , qu'auprès des gouvernemens , si la
grandeur des services est quelquefois un
motif d'ingratitude , elle peut aussi servir
d'expiation aux actions que ces mêmes gou-
vernemens regardaient comme des forfaits.
Les nobles , sous les ordres de Condé , por-
tent les armes contre leur patrie ; leurs pa-
rens , leurs alliés , sont au milieu de nous ;
ils témoignent , dans toutes les circons-
tances , combien le régime républicain leur
déplaît. Un Monk ne se trouverait-il pas
parmi eux ? Un instant d'enthousiasme peut
bien diriger certains hommes vers la véri-
table gloire , mais bientôt on retombe dans
ses habitudes anciennes. L'honneur d'une
délégation temporelle disparaît devant l'éclat
et le profit d'une place inamovible , d'un
honneur héréditaire. Il faut plus d'un an de

séjour à Sparte pour apprécier les avantages de son gouvernement, et les préférer aux titres, aux hochets de la vanité, et à toute la pompe de la cour du grand roi.

AN V.

Le rapporteur de la commission chargée d'examiner cette loi provisoire, et les discours prononcés contre elle, dans les séances du conseil des cinq cents des 22 et 23 fructidor an 4, avait observé, avec justesse, qu'elle était le point de mire de deux factions opposées qui marchaient au même but, et qui se réunissaient dans la haine qu'elles avaient vouée aux institutions républicaines. Les efforts multipliés des ennemis et des partisans d'un règlement qui devait tomber de lui-même en désuétude, après la paix, s'éloignant également d'une exacte impartialité et d'une sage modération, annonçaient l'effervescence des passions.

La loi ne fut ni abrogée ni maintenue, elle reçut quelques modifications. L'amnistie du 4 brumaire an 4 fut étendue à tous les délits révolutionnaires antérieurs à cette époque; mais il fut décrété que tous les amnistiés qui, ayant été mis en accusation, n'avaient obtenu leur liberté que par l'effet de l'amnistie, les chefs des chouans et des vendéens, et les parens des émigrés, resteraient interdits de l'exercice des fonctions publiques jusqu'à la paix générale.

V 2

— Dans le cours de la discussion qui fut très-longue et très-vive , plusieurs opinans
 1797. avaient avancé qu'une vaste et profonde conspiration enlaçait la république. « L'anarchie aiguise ses poignards, disaient-ils ; et les fauteurs hypocrites du royalisme vont rejetant sur le système représentatif, sur l'organisation républicaine, les maux dont ils sont eux-mêmes les artisans. La république chemine entre deux écueils ; des hommes sanguinaires ou voleurs occupent les places ; qu'on les en chasse, et qu'ils ne soient pas remplacés par des contre-révolutionnaires. La république n'a pas été fondée pour être livrée, garottée et sans défense, à ses ennemis. » Ils ajoutaient qu'à Bâle, à Vienne, et dans d'autres villes, les chefs des émigrés attendaient le succès d'un complot qui se méditait en France. Ces rapprochemens furent bientôt justifiés par une conspiration que découvrit le gouvernement.

CHAPITRE II.

*Particularités de la conspiration découverte
 le 12 pluviôse.*

—
 C ET événement fut annoncé aux deux conseils, le 15 pluviôse, par un message du

directoire qui contenait les pièces relatives à cette affaire ; elles étaient numérotées depuis la lettre A jusqu'à la lettre M. AN V.

Vous y lirez , disait le directoire , l'organisation du plan médité pour le renversement de la république. On ne peut se le dissimuler , l'audace sans cesse renaissante des diverses factions qui s'agitent contre le gouvernement , coïncide d'une manière frappante avec le système qu'ont adopté la plupart des journalistes , et qui devient de jour en jour plus affligeant pour les bons citoyens.

Les uns prêchent le royalisme avec une impudeur qui ne connaît plus de frein , les autres préconisent avec fureur la licence et l'anarchie ; les uns et les autres s'accordent pour semer dans l'état des germes de division , et pour opérer la subversion de l'ordre social. Quelque évident que soit le caractère de calomnie que portent leurs déclamations , elles produisent les plus funestes effets. Les conspirations qu'elles ont successivement provoquées et défendues , en sont les preuves irrécusables , et les bons citoyens ont la douleur de voir que , chaque jour , le mal prend un degré de consistance plus alarmant par le caractère dont se trouvent honorés quelques-uns de ces écrivains dangereux.

C'est à vous qu'il appartient de peser l'im-

— 1797. —
portante de ces réflexions. Quant au directoire , il ne peut que vous déclarer que ses membres , toujours sincèrement unis pour le maintien de la république , toujours plus étroitement serrés ensemble en raison des efforts qu'on fait pour les diviser , sans cesse disposés à de nouveaux efforts pour le bonheur des citoyens , animés constamment des sentimens de respect et de dévouement pour le corps législatif , feront exécuter avec zèle et fermeté les mesures que vous croirez devoir prendre pour préserver la république des dangers dont elle est menacée.

La première pièce était un ordre d'arrêter Dunan , Brottier et Lavilleurnoy , prévenus de conspiration contre la république ; le procès-verbal de leur capture , et la liste des papiers trouvés sur eux. La seconde renfermait l'énoncé de ces papiers , un plan d'insurrection , une proclamation royale datée de Veronne , le 25 février 1796 , signée Louis , et une instruction qui devait diriger les commissaires royaux dans leur conduite contre-révolutionnaire. La troisième n'offrait que des détails insignifiants. Les quatrième , cinquième , sixième et septième étaient des lettres de Ramel et de Malo au ministre de la police , contenant la manière dont ils s'étaient procuré la connaissance de la conspiration , et la conduite qu'ils avaient tenue

dans cette affaire : je crois devoir les rapporter en entier.

AN V.

» Vous m'avez ordonné, citoyen ministre, de vous faire un rapport général sur mes conférences avec les agens de la conspiration dont vous venez de rompre le fil.

Dans le cours de nivose, j'ai eu la visite du citoyen de Poly, se disant baron allemand. Je l'avais connu à Bagnères en 1794, lorsque je commandais la division du Val-d'Aran dans l'armée des Pyrénées orientales. On me l'avait signalé comme un intrigant jouant tous les partis. M. de Poly me croyait alors royaliste, parce que je lui communiquais mon horreur contre cette horde de cannibales qui, depuis 1792, ont couvert la France de deuil et de sang.

Le 7 nivose, Poly se présenta chez moi. Sa première conversation n'eut d'autre intérêt que celui de me parler des cinq sires (1) ; la seconde, qui me fut faite le 13 du même mois, n'eut encore rien d'intéressant : il s'agissait toujours des cinq sires. J'étais prévenu, je me taisais, parce que je voulais tout savoir. Enfin, le 20, Poly m'invite à dîner ; je m'excuse, mais je lui offre ma soupe pour le lendemain : elle est acceptée. Avant et

(1) Les royalistes appelaient ainsi les cinq directeurs.

— pendant le dîner , nous parlâmes de contre-révolution , de la nécessité de rétablir Louis XVIII sur le trône de ses pères , et le gouvernement tel qu'il était en 1788.

Quels sont vos moyens , lui disais - je ?
— Dans les secours de l'Angleterre , et dans le mécontentement de la France entière. Poly ajoutait que le directoire royal , séant à Paris , était assuré que , le jour où Louis XVIII ou son lieutenant - général se montrerait à Paris à la tête des colonnes royales commandées par les généraux Bouillé , Malseigne , Depoix et Puyssaye , douze mille hommes s'insurgeraient dans le Jura , et Lyon leverait l'étendard de la révolte. Ces deux endroits étaient inondés d'officiers de l'armée de Condé , et l'argent ne manquait pas.

Louis XVIII reconnu , quels seront ses premiers actes ? — Une amnistie générale ; mais le parlement qui s'installe , refuse d'enregistrer la déclaration du roi ; en conséquence il décrète de prise-de-corps Lafayette , Menou , Dumas , d'Aiguillon , Lamech , et tous les hommes qui , dans le commencement de la révolution , levèrent l'étendard de la liberté.

Je demandais à Poly : mais quel sort réservez-vous à ces hommes qui ont joué un si grand rôle depuis le dix août 1792 ? les galères , me répondait-il , sont le seul châti-

ment de ces misérables ! Vous seuls avez tort, qui les avez investis du pouvoir sans bornes dont ils ont abusé ! et dans sa fureur, oubliant qu'il parlait à moi, il ajoutait : vous êtes tous la cause de la mort de Louis XVI ; vous êtes tous des scélérats ; vous périrez tous.

J'observais qu'il en serait de ce projet comme de ceux qui avaient existé jusqu'à ce jour. Voici sa réponse : Il n'y a jamais eu de véritable conspiration jusqu'ici, mais toutes les mesures sont prises aujourd'hui ; la réussite est certaine. Les anarchistes feront sous peu un mouvement qui empêchera les prochaines élections. Ce préalable nous est nécessaire. Il ne cessait de répéter que le point essentiel pour les royalistes, était de mettre obstacle aux élections de germinal, et d'observer que, lorsque Louis XVIII serait rétabli sur son trône, il devait user de quelque indulgence envers les hommes de 1793, mais livrer sans miséricorde, aux échafauds, les abominables constitutionnels de 1791.

Il me chargeait du rôle de proclamer dans Paris Louis XVIII ; d'égorger tout ce qui résisterait ; et, l'opération faite, je devais me rendre à Brest pour être conduit dans les Indes Orientales, parce que Louis XVIII ne pouvait souffrir en France, un homme qui

embrassa des premiers le parti de la révolution. »

Signé RAMEL.

En conséquence de cette lettre, sur le contenu de laquelle toutes réflexions seraient inutiles, il paraît que Ramel et Malo, l'un commandant les grenadiers du corps législatif, enveloppé dans la suite dans la conspiration du dix-huit fructidor, dont on parlera plus bas, et l'autre, employé à l'école militaire, eurent ordre du ministre de la police, de continuer leur correspondance avec les conspirateurs. Malo lui rendit compte de ses découvertes, par cette seconde lettre, du dix ventose.

» J'ai été au rendez-vous qui m'était donné. On m'a fait voir des lettres signées de Louis XVIII et du comte d'Artois. Ce n'est pas tout, m'a-t-on dit ; voilà des pouvoirs illimités du roi ; nous ne sommes que trois qui en ayons de semblables. Tous les émigrés, partant de l'armée de Condé pour prendre le commandement de différentes provinces du royaume, nous sont adressés directement ; et quand ils sont rendus à leur destination, ils nous envoient leur correspondance avec sa majesté. Nous promettons au nom du roi, à tous les militaires qui concourront à le remettre sur le trône, de leur donner des brevets suivant le grade dont ils sont revêtus, ou suivant le courage qu'ils auront montré ;

cela vaudra mieux que l'état précaire dont ils jouissent maintenant. Au surplus, notre caisse militaire est arrivée. Nous ne manquerons pas d'argent. Nous saisissons l'occasion d'un mouvement jacobin dont nous aurons fait mouvoir les ressorts ; il ne nous sera pas difficile de détruire un gouvernement dont chacun est mécontent. Un prince qui va arriver, en prendra les rênes jusqu'à ce que le roi soit en France. Le gouvernement détruit, les honnêtes gens ne manqueront pas de se ranger de notre côté, dans la crainte de voir renaître le régime de la terreur.

AN V.

J'élevais des doutes sur l'efficacité de ces moyens ; il me demanda un rendez-vous où se trouveraient ses compagnons, qui me donneraient communication du plan entier. Le jour fut fixé au lundi suivant, qui est demain onze, chez moi, à l'école militaire, entre neuf heures et midi.

Je pense qu'il serait essentiel que vous eussiez des personnes affidées, à la grande grille, du côté de Vaugirard, pour les reconnaître lorsqu'ils sortiront. Je les reconduirai jusqu'à cette grille ; ce sera le signal de reconnaissance. Il vaudrait peut-être mieux les arrêter tout de suite. On les trouverait porteurs des pièces qu'ils veulent me communiquer, ce qui serait plus que suffisant pour acquérir des preuves contre eux. Au surplus, j'aposterais

— deux personnes dans mon appartement, pour
1797. être témoins de la conversation que nous
aurons ensemble , et j'aurai six ou huit
hommes prêts à monter à cheval pour donner
main-forte. »

*Seconde lettre de Malo , datée du onze
pluviose.*

Depuis plus d'un mois , citoyen ministre ,
je n'ai cessé de vous rendre compte des en-
trevues que je me suis ménagées avec les com-
missaires du prétendu Louis XVIII. Vous ne
devez pas douter des crises que j'ai éprouvées
dans des séances aussi pénibles ; obligé, pour
leur inspirer la confiance à laquelle je voulais
parvenir , d'applaudir à leurs complots , et
de paraître un instrument des ennemis de
ma patrie.

Aujourd'hui onze pluviose , Théodore
Dunan s'est rendu à dix heures chez moi.
J'avais disposé , dans mon appartement , un
endroit où mon secrétaire et un dragon de-
vaient se tenir cachés , pour entendre notre
conversation.

Il m'a d'abord parlé du roi et des princes.
Il s'est informé de la quantité des troupes qui
se trouvaient à Paris ou aux environs. Je
lui ai dit qu'il pouvait y avoir douze mille
hommes. — Eh bien , en donnant sept sous
à la cavalerie , et cinq sous à l'infanterie , ou

plutôt six sous l'un portant l'autre , cela fera , à-peu-près , trois mille six cents livres par jour. Mais il faudra quarante à cinquante mille livres pour leur faire des avances. Depuis long-tems les soldats sont très-mal payés , et nous comptons essentiellement sur eux.

Berthelot de la Villeurnoy et Brottier sont arrivés quelque tems après. Le premier tire de sa poche des papiers dont il était porteur. Il m'exhibe des pouvoirs illimités dont le roi l'avait revêtu , et remet au second un plan en vingt-neuf articles dont celui-ci nous donna lecture. Vous avez le plan sous les yeux , je ne vous en parlerai point.

Ils comptaient sur les faubourgs , et se proposaient de mettre en avant les jacobins. Ils m'ont promis cinquante mille livres , la croix de saint Louis et le brevet de colonel. Ils ont fini par me proposer d'écrire moi-même au roi , pour l'assurer de ma fidélité. Je lui ai donné un rendez-vous , à cet effet , pour demain à six heures du soir , et ils sont convenus que le lendemain ils feraient partir leur courrier pour le lieu où le roi fait sa résidence. Nous nous sommes enfin séparés , et après les avoir conduits jusqu'à l'escalier qui mène dans la grande cour de l'Ecole Militaire , j'ai donné le signal aux dragons et à l'officier que j'avais désigné. Ils les ont arrêtés et les ont conduits au corps-de-garde.

— 1797. Toutes les pièces dont ils étaient porteurs ont été saisies par le juge de paix de la section des Tuileries et les agens de la police, qui en ont dressé un procès-verbal. Je ne me suis pas étendu sur l'article des orléanistes, quoique ces messieurs m'aient désigné les principaux chefs de cette faction ; ils pensent que le fils du duc d'Orléans est caché à Paris chez Santerre.

Les pièces numérotées H. I. K. L. et M. contenaient les interrogatoires prêtés devant les administrateurs du bureau central de Paris, par Berthelot de la Villeurnoy, Théodore Dunan, Brottier, Frédéric, baron de Poly et Frédéric Debar.

CHAPITRE III.

Circonstance de la capture des conspirateurs.

DEPUIS long-tems le ministre de la police était instruit par ses correspondances dans les départemens, par ses agens particuliers et par divers avis du directoire, qu'il existait à Paris des commissaires du prétendant, chargés de correspondre avec ses partisans répandus sur le sol de la France, et de diriger les moyens d'exécution du plan concerté par ces conspirateurs, pour renverser

le nouveau gouvernement , et pour rétablir la monarchie sur les ruines de la république. AN V.

Il ne suffisait pas d'être assuré de l'existence de ce conseil royal ; il fallait connaître ceux qui le composaient , saisir leurs plans , et se procurer ainsi les preuves de leur crime.

Tant que ces commissaires royaux se bornèrent à méditer , à combiner solitairement leurs complots , à correspondre secrètement avec quelque chef affidé , il était difficile de parvenir au but proposé. Le ministre de la police Cochon , qui fut impliqué dans la suite dans la conspiration du 18 fructidor , se borna durant quelque tems à exercer une exacte surveillance , à recueillir avec soin les renseignemens , à les transmettre aux généraux , aux commissaires du directoire dans les départemens , et à leur recommander un surcroît de zèle pour découvrir et déjouer les complots tramés dans l'ombre. Il pensait que , pour se procurer les instrumens d'exécution , les chefs de la conspiration se mettraient eux-mêmes à découvert , en cherchant à corrompre les troupes ou les gens en place.

Ces conjectures se vérifièrent. Les agens de Louis XVIII , ayant long-tems mûri leur plan , se hasardèrent à faire des enrôlemens au nom de ce prince , mais avec un système d'isolement si habilement compassé , que , les enrô-

— les connus, il était difficile d'atteindre les
1797. principaux enrôleurs ; et au moment où l'on croyait tenir la chaîne , elle se trouvait rompue. Les enrôleurs subalternes non-seulement ne connaissaient point ceux qui les mettaient en œuvre , ils ne savaient pas même qu'ils servaient la cause des royalistes. De semblables opérations ne pouvaient fournir que de faibles moyens ; les commissaires royaux eurent recours à d'autres ; il fut question de séduire les troupes en s'assurant de quelques généraux.

J'ai rendu compte des propositions faites par l'un des commissaires , au chef d'escadron Malo , commandant le vingt-neuvième régiment de dragons , cantonné à l'Ecole Militaire. Ce commissaire avait sans doute pensé que cet officier qui , dans plusieurs occasions , avait donné des preuves de son dévouement à la constitution de l'an 3 , et qui combattit l'anarchie avec courage en floréal , était en proie à des mécontentemens secrets dont on pourrait tirer parti pour la cause de la monarchie.

Dans le même tems , le baron allemand Poly sondait de son côté le commandant de la garde du corps législatif Ramel , qu'il avait connu à l'armée des Pyrénées.

Ces deux militaires firent part au ministre de la police Cochon , de la proposition qui
leur

leur avait été faite d'engager les grenadiers qui gardaient les deux conseils, et les troupes cantonnées à Paris, à proclamer Louis XVIII. Le gouvernement les engagea de déguiser leurs sentimens , de feindre même , s'il le fallait , d'adopter les mesures proposées par les royalistes , afin de découvrir toute la trame ; en conséquence , Malo convint avec les agens de la police d'une maison dans laquelle ils devaient se rendre , pour instruire le ministre , jour par jour , des découvertes qui seraient faites.

Cochon avait instruit exactement le directoire de toutes les circonstances de cette négociation. Il lui était facile de faire arrêter les commissaires royaux ; mais il voulait saisir en même tems leur plan , leurs pouvoirs , leurs instructions , et acquérir la preuve écrite de la conspiration.

Malo , pressé par les conspirateurs d'agir efficacement en faveur des contre-révolutionnaires , témoignait qu'avant de se compromettre il voulait s'assurer en détail de la nature des pouvoirs dont les commissaires se disaient investis , et du plan général qu'on avait adopté. Les commissaires royaux , forcés d'acquiescer à cette demande , promirent qu'à la première conférence qui se tiendrait à l'école militaire , ils apporteraient ces papiers essentiels.

Tome VII.

X

— Malo rendit compte sur-le-champ au ministre de la police du résultat de cette entrevue, et les mesures furent prises pour arrêter les commissaires avec les papiers dont ils étaient porteurs. Il fut encore convenu, comme on l'a vu précédemment, que deux individus cachés dans l'appartement de Malo entendraient toute la conversation, et en rendraient compte.

La conférence fut tenue le 11 pluviose ; à un signal convenu, des hommes armés entourèrent les conspirateurs, les conduisent au corps-de-garde ; un officier de police, prévenu, dresse un procès-verbal des pièces trouvées sur eux. Les trois individus, d'après leur carte de sûreté (1), se nommaient l'un Dunand, le second Brottier, le troisième Lavilleurnoy. On fit sur-le-champ les perquisitions nécessaires dans leur domicile.

Dans le même tems des ordres étaient donnés de faire arrêter Poly et quelques particuliers prévenus de complicité dans cette affaire. Les uns et les autres furent enfermés au Temple, et renvoyés au jugement d'un

(1) Billet signé du magistrat, contenant le nom, l'âge, la demeure du particulier qui en était porteur, et dont chaque citoyen devait être muni pour n'être pas arrêté dans les rues.

conseil de guerre , qui tint ses séances dans l'ancien hôtel de ville de Paris.

AN V.

CHAPITRE IV.

Jugement prononcé dans cette affaire.

IL n'exista jamais un exemple plus frappant de l'empire des passions humaines , pendant l'effervescence d'une révolution. Les journalistes qui s'étaient exprimés avec le plus de virulence contre la conspiration de Babeuf ; ceux dont les écrits appelaient avec le plus d'énergie le glaive des lois sur la tête des individus impliqués dans la conspiration de floréal an quatre , réunissaient leurs efforts pour releguer au rang des chimères la conspiration de Brottier et de Lavilleurnoy.

Cependant non-seulement les preuves de l'une et de l'autre conspiration étaient de même nature ; mais les circonstances dans lesquelles les conspirateurs avaient été saisis , présentaient une frappante analogie. On pouvait même ajouter qu'il était probable que les uns et les autres allaient au même but par des chemins différens. Ces preuves devinrent encore plus claires , lorsqu'on sut , par les détails de la procédure , que Théodore Dunand , qui se donnait pour un épicier ,

— 1797. était le chevalier Duverne de Prêles, auquel était adressé le plein pouvoir de Louis XVIII, conçu en ces termes :

Le roi donne pouvoir aux sieurs Brottier et Duverne de Prêles, ses agens à Paris, d'agir et de parler en son nom en tout ce qui concerne le rétablissement de la monarchie. Ils pourront se donner un adjoint, à leur choix, qui partagera leurs fonctions... Ils pourront choisir des agens secondaires dont ils croiront avoir besoin, et en tel nombre qu'ils jugeront nécessaire, à la charge par eux de se conformer aux instructions annexées au présent pouvoir. A Veronne, le 25 février, l'an de grace 1796, de notre règne le premier.

Signé Louis.

L'opinion publique était violentée avec beaucoup d'adresse dans la plupart des journaux ; on employait toutes les ruses de la chicane pour environner de difficultés le jugement de cette affaire. On contesta d'abord la compétence du conseil de guerre. On se pourvut de ses décisions préparatoires au tribunal de cassation. Une lutte fut habilement établie entre le tribunal suprême et les deux pouvoirs législatif et exécutif. Le conseil de guerre se déclara compétent et rendit un jugement définitif. Craignant néanmoins de donner une trop grande étendue à une juridiction qui lui était con-

testée, il prononça, le 19 germinal, que Brottier, Dunand, Lavilleurnoy et Poly étaient coupables ; mais qu'ayant égard aux circonstances atténuantes, touché sur-tout de la franchise que les prévenus avaient mise dans leurs aveux, il ne les condamnait qu'à la peine de la réclusion, savoir : Brottier et Dunand, pour dix années, Poly, pour cinq, Lavilleurnoy, pour une. Les autres accusés étaient acquittés ou renvoyés au tribunal criminel pour d'autres délits.

AN V.

Ce jugement fut regardé par les royalistes comme un triomphe qu'ils devaient à la force irrésistible de l'opinion publique, et à la masse imposante de leurs partisans disséminés par-tout. Leurs espérances se fortifièrent ; ils disaient hautement que les républicains n'osaient punir des coupables qu'ils prévoyaient être sur le point de devenir à leur tour les arbitres du gouvernement.

Le directoire, de son côté, profitait de la tournure qu'avait prise cette procédure, pour connaître à fond toutes les ramifications d'un plan qui embrassait la France entière. Les connaissances qu'il acquit, amenèrent les événemens du 18 fructidor.

1797.

CHAPITRE V.

Rapprochement entre la conspiration de germinal et la journée du 18 fructidor.

DUNAND et Brottier, auxquels la liberté fut promise pour prix de leurs aveux, entrèrent dans les détails les plus circonstanciés. Ils convinrent que le projet était de renverser le directoire et de mettre un roi à sa place, en laissant subsister les deux conseils. C'était un amalgame de la constitution de 1791 avec celle de l'an trois. Les conspirateurs compaient sur cent quatre-vingt-quatre membres du corps législatif. Plusieurs d'entr'eux étaient agens particuliers de la cour de Blankembourg. On avait créé dans toute la république des centurions et des commissaires qui organisaient la contre-révolution dans chaque département, dans chaque canton, dans chaque commune. Les élections de germinal avaient été l'ouvrage de ce parti. Une force armée était disposée secrètement, et la France, au moment convenu, devait voir se renouveler les scènes de carnage qui avaient signalé le règne de la terreur. Ces dispositions, qui furent insérées dans les registres secrets du directoire, doivent être regardées comme les

premiers élémens de la journée du dix-huit fructidor.

AN V.

Il est certain que, dans une grande partie des départemens, il s'était établi dans les assemblées primaires une lutte scandaleuse entre les royalistes et les jacobins. Les deux partis se réunissaient pour exclure tous les individus qui ne leur étaient pas dévoués. Ils se disputèrent ensuite les nominations. Des assemblées primaires, en très-grand nombre, se préservèrent de ces excès. Les corps électoraux formés par elles, portèrent à la législature des hommes attachés sincèrement à la république, dignes, par leurs lumières et leurs vertus, de consolider le nouveau gouvernement. Mais dans les autres où l'esprit de parti prédominait, on choisit des législateurs qui venaient à Paris avec le ferme projet de faire rétrograder la révolution.

A peine le nouveau tiers était entré dans les deux conseils, que ces dispositions commençaient à se manifester.

Dans une circonstance délicate où le gouvernement avait besoin de toute la confiance publique, et de toute la considération qui résulte de cette confiance, pour parvenir au grand ouvrage de la paix, on travaillait sourdement, d'une manière infatigable, à ridiculiser sa conduite, à entacher ses intentions, à neutraliser ses efforts. Un état de

— 1797. guerre s'établissait entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Une nuée de journalistes qui semblaient être les troupes légères des deux partis, fomentait cette désunion, augmentait les haines par des propos empoisonnés. Les uns prêchaient le royalisme, les autres prêchaient l'anarchie, en protestant tous qu'il n'y avait en France ni anarchistes, ni fauteurs de la royauté. Quelques républicains, persuadés que le directoire s'opposait lui-même à la conclusion de la paix, désiraient une nouvelle révolution qui changeât la forme du gouvernement. Les royalistes, d'un côté, les anarchistes, de l'autre, poussaient ces républicains hors de leurs mesures, pour ramener la monarchie ou le jacobinisme.

On cherchait à rendre le nom de républicain haïssable, en le confondant avec celui de jacobin ou de buveur de sang. Chaque faction proclamait infâmes les lois qui lui étaient contraires. On vouait au mépris les députés qui les avaient provoquées. Chaque faction chargeait d'injures les directeurs et les ministres sur l'esprit desquels son influence était nulle ; l'un était un imbécile, l'autre un orléaniste ; celui-ci un égorgeur, celui-là un traître. Ces imputations étaient vraies ; mais les conséquences qu'on en tirait, formaient un tel entortillage, qu'on ne savait plus quelle devait être l'issue de cette lutte.

Toutes les habitudes , toutes les formes ,
toutes les institutions monarchiques étaient AN V.
rappelées à l'intérieur , dans la conduite de
la vie privée. Le fanatisme nobiliaire était
excité d'une manière révoltante. On n'osait
pas dire tout-à-fait qu'aucun noble n'eût
porté les armes contre son pays , mais on
assurait que les émigrés étaient en petit
nombre. On donnait la dénomination de fu-
gitifs à ceux même qui avaient porté les
armes contre leur pays. Tous rentraient sous
ce prétexte. Les uns achetaient de faux cer-
tificats de résidence et se faisaient rayer de la
liste des émigrés ; d'autres , qui ne trouvaient
pas les mêmes facilités , se promenaient libre-
ment sur les places publiques , en attendant
l'occasion de rentrer dans leurs propriétés. On
disait publiquement que les émigrés avaient
été injustement dépouillés de leurs biens , et
que les acquéreurs de domaines nationaux
ne devaient être considérés que comme des
voleurs. En conséquence , de nouveaux ac-
quéreurs n'osaient se présenter , ou voulaient
avoir à-peu-près pour rien des domaines
dont ils craignaient que la possession ne
leur fût un jour contestée. Les effets pu-
blics tombaient dans le discrédit. La pénurie
du trésor national augmentait ; on ne payait
plus ni les rentiers , ni les pensionnaires de
l'état.

— 1797. Le gouvernement éprouvait de grandes difficultés à subvenir aux dépenses publiques. Alors les faiseurs de projets et les usuriers se présentaient en foule ; et lorsque, dans les circonstances épineuses, les approvisionnementns de l'armée éprouvaient quelque retard , on ne manquait pas d'insinuer aux soldats , que la république était sans ressources , et que la disette n'aurait pas de terme ; on ajoutait : chez vos parens, vous aviez des habits et du pain ; ici, vous manquez de tout : voilà ce qu'on gagne à servir la république.

C'était en effet dans les armées qu'il fallait chercher les infatigables défenseurs de la république , tant contre les ennemis du dedans que contre ceux du dehors ; c'était donc parmi eux qu'on s'efforçait de porter l'inquiétude et le désordre. Quelques journalistes, pour décourager les soldats, avaient soin d'extraire , des papiers étrangers , les rapports qui ne parlaient que des succès de l'empereur et des revers des républicains. Si le gouvernement proclamait des victoires, ils en faisaient part à leurs lecteurs avec un ton d'ironie qui révoltait ; quelquefois même ils osaient protester que c'étaient des impostures. D'autres journalistes, pour affaiblir les armées, s'élevaient contre les mesures prises par le gouvernement pour réunir à

leurs frères d'armes les réquisitionnaires que des raisons particulières retenaient dans leurs foyers. Ces journalistes disaient et répétaient : l'Angleterre veut la paix, l'Europe veut la paix, la France veut la paix, le directoire seul s'y refuse. Pour qui désormais, soldats, versez-vous tant de sang ? Revenez à vos travaux champêtres, et ne vous battez pas pour les caprices de quelques hommes auxquels il convient que la guerre soit éternisée. N'était-il pas évident que, si leurs conseils eussent été suivis, cette désertion, loin de procurer la paix, n'eût amené que le morcellement de la république?

Bonaparte força l'empereur à signer les préliminaires de cette paix dont les ennemis de la république parlaient toujours, et qu'ils croyaient plus éloignée. Alors tous les traits de la calomnie furent lancés contre ce général ; je crois avoir entendu traiter de brigand, dans le conseil des cinq cents, un homme dont les campagnes d'Italie avaient étonné et les amis et les ennemis de la France.

1797.

CHAPITRE VI.

Insurrection des provinces vénitiennes.

J'AI observé précédemment que les mouvemens hostiles qui se manifestaient dans les états de la république de Venise , avaient contribué à la détermination prise par Bonaparte de signer les préliminaires de Léoben. Depuis la paix de Passarowitz , en 1718 , la politique du sénat avait été constamment de se maintenir en paix au milieu des commotions qui agitaient l'Europe. Sans ambition comme sans énergie , ce gouvernement timide , défiant et circonspect , laissa traverser et envahir son territoire par les Allemands et par les Français , toutes les fois que la guerre fut portée en Italie pendant le règne de Louis XV. Cette pusillanimité passait pour prudence , et l'expérience l'avait en quelque sorte justifiée , puisque , malgré sa nullité militaire et l'inquiète ambition de ses voisins , cette république était restée intacte et paisible.

Le sénat de Venise , ménageant toutes les puissances de l'Europe , ne craignait que la maison d'Autriche. Les prétentions de l'empereur Joseph II dont j'ai parlé précédemment , des demandes impérieuses d'échan-

ges refusées , et des négociations pénibles —————
avaient précédé de peu d'années le moment An v.
de la révolution française. Ce procès n'était
pas terminé. Il semblait au premier abord
devoir intéresser le pregadi à donner des
preuves d'un véritable attachement à la ré-
publique française.

Il n'est point probable que la crainte de
l'inondation révolutionnaire eût balancé celle
que les Impériaux inspiraient aux nobles vé-
nitiens ; ils ne devaient être que faiblement
affectés par une commotion morale dont le
foyer était éloigné de leur territoire , et qui
s'éloignait même entièrement des mœurs et
de l'esprit du peuple qu'ils gouvernaient ;
mais, lorsque les Français, après avoir franchi
l'Appenin , pénétrèrent dans le cœur de
l'Italie , d'autres considérations réglèrent
la conduite d'un corps renommé par la sou-
plesse des négociateurs qu'il avait produits.

D'un côté , on était persuadé à Venise ,
comme dans toutes les cours de l'Europe ,
que la France serait écrasée par la coalition ;
on pensait même que l'expédition d'Italie ne
ferait que hâter cette catastrophe. Les évé-
nemens qui se succédaient , affaiblissaient
peu ce sentiment , lorsqu'on se souvenait
que , dans toutes les irruptions des Français
en Italie , ils avaient toujours commencé
par les plus rapides triomphes , et fini par

— les plus fâcheuses déroutes ; en conséquence ;
1797. le sénat de Venise craignait , en se déclarant en faveur de Bonaparte , que sa défaite ne livrât la république à la merci de l'empereur. D'un autre côté , à peine les formes démocratiques s'étaient introduites dans le Milanais , que les provinces vénitiennes , voisines des Suisses , paraissaient vouloir les adopter. Bonaparte s'empara du château de Bergame , afin d'empêcher les Autrichiens de gêner sa communication entre l'Adda et l'Adige. Bientôt la ville de Brescia se déclara libre et indépendante. L'esprit démocratique gagnait de proche en proche. L'administration vénitienne était peu respectée entre le lac de Garda et la Valteline ; le sénat de Venise craignait que le contre-coup de cette innovation ne se fît ressentir dans Venise même.

CHAPITRE VII.

Observations sur l'ancien gouvernement de Venise ; il prend la forme qui subsistait de nos jours. Circonstances de cette innovation.

LE premier gouvernement de Venise fut populaire. Des magistrats annuels , sous le nom de tribuns ou de consuls , faisaient exé-

cuter les lois que le peuple avait établies dans une assemblée générale. Les brigues qu'entraînaient les élections fréquemment répétées , avaient déterminé les Venetes , vers l'an 697 , à réunir toutes les branches de l'autorité publique entre les mains d'un seul homme auquel fut donné le nom de duc ou de doge. Cette dignité fut conférée à Paulacio Anafesto par les soixante - douze isles qui forment aujourd'hui les soixante-douze paroisses de Venise. Le doge jouissait de sa dignité pendant sa vie. Les chroniques d'André Dandolo prouvent clairement que ces premiers magistrats furent long-tems de véritables monarques. Le peuple conservait cependant un grand pouvoir. Les nouvelles lois ne pouvaient être faites que par sa volonté , et l'élection du doge lui était dévolue.

Les abus que les doges firent dans la suite de leur autorité , engagèrent le peuple à la restreindre par la création d'une assemblée de représentans auxquels fut confiée la puissance législative. Les Vénitiens se retrouvèrent au sein de la démocratie , sans que cette révolution , qui se rapporte à l'année 1172 , eût occasionné la moindre secousse dans l'état. Il n'en fut pas ainsi , lorsqu'ils passèrent du gouvernement démocratique à l'aristocratie qui subsistait de nos jours ; la

AN V.

— 1797. commotion , compagne de cet événement , fut sur le point de détruire la ville de Venise ; les nobles ne l'éteignirent que dans des flots de sang.

Les principales familles vénitiennes , étant parvenues à réduire l'autorité ducale , cherchaient tous les moyens de s'attribuer le droit de la conférer , d'en exclure les plébéiens , et de s'investir eux-mêmes de l'autorité publique. Le tumulte et la confusion , inevitables dans tout gouvernement où le peuple en corps est admis à la discussion des affaires politiques , persuadèrent aisément au plus grand nombre des citoyens que le bon ordre et même la tranquillité de l'état exigeaient que l'élection des magistrats et tous les actes de la volonté générale fussent confiés à un corps de représentans investis de la confiance comme de l'autorité nationale. Ces représentans devaient être nommés par douze électeurs ; chaque quartier de la ville en choisit deux ; mais nous ne savons pas quel mode employaient les paroisses de Venise pour procéder au choix de ces deux magistrats. Ainsi naquit le grand conseil de Venise ; il fut composé de quatre cent cinquante ou soixante députés , qui devaient être renouvelés par moitié chaque année.

La création du grand conseil ne détruisait pas formellement la démocratie. Cependant ,
comme

comme il était naturel de le former d'hommes accoutumés à manier les affaires, les intrigans ne manquèrent pas de tactique pour se faire préférer, et ensuite pour se perpétuer dans leur magistrature. La masse entière du peuple fut exclue de fait, non-seulement du grand conseil, mais des places de conseillers de la seigneurie, créées en même tems que l'assemblée législative. Le peuple n'en apperçut pas d'abord les conséquences; l'espoir de devenir membre du grand conseil, et le droit apparent d'y être admis, lui suffirent pendant plus d'un siècle. Depuis l'installation de Sebastiano Ziani ou Zianti, le premier doge élu hors de l'assemblée de la nation, en 1173, jusqu'à la mort de Jean Dandolo, en 1790, il ne fut pas donné, par le peuple, la plus légère marque d'inquiétude.

Cependant, le choix des magistratures ne tombait que sur un certain nombre d'individus qui se les passaient de main en main. Ces familles privilégiées affectaient une extrême popularité. Les individus qui les composaient, avaient toujours à la bouche les grands mots de liberté, d'amour de la patrie, d'intérêt du peuple. A les entendre, ils n'accaparaient les places que pour en exclure des gens moins attachés qu'eux au nouveau gouvernement. L'assemblée générale

Tome VII.

Y

— était encore convoquée de tems en tems ;
1797. sur-tout pour confirmer l'élection d'un nouveau doge.

Insensiblement, cette confirmation ne fut plus qu'un cérémonial. On demandait au peuple son consentement pour la forme, sans qu'il eût réellement le pouvoir d'improver la nomination faite. Le peuple ouvrit enfin les yeux, lorsque ses chaînes étaient rivées de manière à ce qu'il ne lui fût plus possible de les rompre. Les familles qui s'étaient perpétuées dans le gouvernement de la république, prenaient le nom de familles patriciennes. Les finances, l'administration de la justice, les places militaires, se trouvaient dans leurs mains.

A la mort du doge Dandolo, le peuple, sentant trop tard la perte qu'il avait faite, voulait rentrer dans ses droits. Assemblé tumultueusement sur la place Saint-Marc, il défend au grand conseil et aux conseillers de la seigneurie de prendre part, jusqu'à nouvel ordre, aux affaires publiques, et voulant user de la puissance qu'il avait imprudemment déléguée, il fait lui-même l'élection du nouveau doge. La circonstance était singulièrement délicate. Toutes les subtilités des plus habiles discoureurs se trouvaient en défaut devant l'universalité des citoyens, dans laquelle les patriciens n'osaient

pas encore nier publiquement que résidait la souveraineté. Il est probable que c'en était fait du patriciat, si le peuple eût élevé un plébéen à la dignité de doge. Malheureusement il proclama Jean Tiepolo, issu d'une famille patricienne, mais recommandable par sa popularité. AN V,

Tiepolo était un de ces hommes qui, sous le voile du bien public, savent cacher leur ambition profonde. Sans renoncer ouvertement à la nomination faite en sa faveur, il eut l'art de la rendre inutile, en se dérochant aux empressements de la multitude. Il était persuadé que d'un côté l'obstination des plébéens à maintenir leur choix, et de l'autre la situation extérieure des affaires de la république, qui nécessitait la prompte création d'un doge, favoriseraient les prétentions des patriciens. La guerre la plus acharnée existait alors entre Venise et Gênes. Les nombreux partisans de Tiepolo empêchaient que le peuple ne procédât à une nouvelle élection, sous prétexte que ce magistrat, éloigné de sa patrie, pour des affaires particulières, ne manquerait pas d'y revenir, aussitôt qu'il aurait connaissance de son élection.

Cependant le peuple qui par-tout est le même, prompt à prendre les partis les plus extrêmes, et plus prompt encore à les abandonner, ne poursuivait plus son entreprise

— avec la même chaleur. Les citadins, rappelés
1797. dans leurs familles par leurs affaires domestiques, désertaient les uns après les autres la place publique. Il fut enfin convenu que, sans tirer à conséquence, le grand conseil procéderait à l'élection du doge, selon la forme accoutumée.

Les patriciens choisirent Pierre Gradenigo, connu par une intrépidité qui le faisait braver tous les périls. Sous son administration la liberté populaire fut entièrement bannie de Venise. D'abord, pour mettre sa personne hors de toute responsabilité, il signa un décret qui transférait au grand conseil toute l'autorité dont jusqu'alors avaient joui les doges. Ces magistrats ne furent plus que les présidents du sénat. Ils restaient environnés au dehors de l'éclat de la puissance souveraine ; les affaires étaient traitées en leur nom ; mais, dans le fait, le moindre sénateur avait autant de crédit qu'eux. Dès-lors, la nomination du doge n'eut presque plus d'importance ; le peuple vénitien, occupé de la guerre contre les Génois, parut faire peu d'attention à ce changement. La paix qui se fit en 1199, le rendit plus attentif au gouvernement intérieur.

On murmurait hautement à Venise de ce que les places importantes étaient constamment occupées par ceux qui s'appelaient les

patriciens, quoique, selon les anciennes lois, tous les Vénitiens sans distinction fussent appelés à les remplir. Un plébéen qui s'était distingué dans la dernière guerre, parlait sans ménagement ; il s'appelait Marino Baccone ou Bocconio ; le peuple était sur le point de le soutenir. Il est impossible de rapporter quels étaient ses véritables projets ; les anciens monumens de l'histoire de Venise ne sont parvenus jusqu'à nous, que sous le bon plaisir de l'aristocratie vénitienne ; et j'ai déjà eu occasion de remarquer combien, à la suite des dissensions civiles, il était difficile au parti dominant, avant l'invention de l'imprimerie, de détruire jusques aux dernières traces des écrits favorables au parti qui se trouvait écrasé.

On nous dit que Baccone et ses adhérens avaient résolu d'assassiner, dans une nuit, le doge Gradenigo et tout le grand conseil, sans faire attention combien il était impossible qu'un pareil secret, qui devait être confié à plusieurs milliers de personnes, pût être gardé dans l'enceinte d'une ville où les intérêts les plus intimes sont étroitement et perpétuellement croisés. Les sanguinaires desseins des conjurés peuvent bien n'être qu'une invention des patriciens, pour faire envisager comme nécessaire la barbarie qu'ils déployaient dans cette rencontre. Tous les con-

— jurés , vrais ou prétendus , furent arrêtés
1797. secrètement et noyés dans les canaux de
Venise , à mesure qu'ils étaient conduits
devant le grand conseil.

Le lendemain de cette affreuse exécution ,
une morne stupeur avait saisi tous les citadins.
Peu de familles qui n'eussent à pleurer un
parent ou un ami. Chacun , craignant que
son voisin ne fût un espion de la seigneurie ,
cachait son désespoir dans le fond de
son ame. Le peuple tomba dans un abat-
tement apathique , et le grand conseil , qui s'é-
tait environné de toutes les forces de l'état ,
profita de cette disposition des esprits pour
cimenter sa puissance.

Les magistrats destinés à compléter le
grand conseil pendant l'année 1309 , ayant
été nommés suivant les uns , par douze , et
suivant les autres , par quarante électeurs ,
au lieu d'être remplacés l'année suivante ,
furent continués dans leurs fonctions pen-
dant quatre ans consécutifs. On observa
seulement d'exclure de ce corps quelques
membres, et de leur en substituer d'autres jus-
qu'à ce que le conseil ne fût composé en
entier que de sénateurs entièrement dévoués
au doge Gradenigo. Alors fut publié l'édit
que les Vénitiens appelèrent la clôture du
grand conseil.

Il fut ordonné que cette assemblée , dans

laquelle résidait toute la puissance législative, ne serait composée désormais que des seules personnes qui en faisaient alors partie, et de leur postérité, et qu'aucun individu, d'une autre famille, n'y serait admis dans la suite sans un décret de la seigneurie. Les amis de Gradenigo se flattaient que l'espoir d'être admis un jour dans la caste gouvernante étoufferait les murmures. C'était un calmant que leur politique offrait aux mécontents, ou bien un coup de cette magie puissante avec laquelle ceux qui changent les ressorts politiques de l'état, enchaînent la multitude et préviennent les effets de l'inquiétude publique.

La vengeance exercée par le grand conseil, quelques années auparavant, avait fait sur le peuple une impression de frayeur si forte, que l'exécution de ce despotique règlement n'eut peut-être causé que de vains murmures, s'il n'eût profondément blessé l'amour-propre des familles qui se regardaient comme aussi patriciennes que celles qui montaient seules au rang des souverains. Venise fut bientôt partagée en deux factions qui se donnaient respectivement le nom de Guelphes et de Gibelins, sous lequel toute l'Italie était alors ensanglantée.

A la tête du parti de l'opposition se montrait Boëmond Tiepolo, fils du doge que le

— 1797. peuple avait élu après la mort de Jean Dandolo. Son parti était celui des Guelphes , qui servait à désigner en Italie les fauteurs du gouvernement populaire , tandis qu'on donnait celui de Gibelins aux nobles , qui , sous prétexte de leur attachement aux Césars germaniques , cherchaient à introduire partout l'aristocratie.

Cette insurrection n'était pas du nombre de celles que le gouvernement peut calmer par quelques propositions pacifiques qu'il interprète à son gré après l'événement. Les deux partis étaient animés par les passions les plus actives , celles de l'intérêt et de l'ambition. Des deux côtés on prend les armes ; la ville de Venise , malgré sa situation dans la mer , est le champ de bataille choisi pour vider ce mémorable différend ; l'armée des nobles et celle du peuple se rendent sur la place de Rialto , devant le palais de Saint-Marc. D'un côté , la prise , de l'autre , la défense de ce château qui recelait le trésor public et les archives de l'état , sont l'objet des efforts des combattans. Le parti de Gradenigo triomphe ; ceux qui attendaient pour se décider de quel côté tournerait la victoire , et qui sont toujours en grand nombre dans une ville riche et populeuse , se rangent en foule sous les drapeaux du grand conseil ; en peu d'heures , la mer fut le tombeau des

malheureux Guelphes , à l'exception du petit nombre qui eut le tems de sortir des lagunes de Venise. AN V.

Ce fut le dernier effort de la liberté populaire ; il donna naissance , au redoutable tribunal des dix , et aux non moins redoutables inquisiteurs d'état , qui firent trembler dans la suite les nobles comme les citadins. Gradenigo fit ériger ces deux tribunaux pour la recherche de ceux qui avaient trempé dans la conspiration , et qui furent noyés dans les canaux de Venise. Cependant , malgré la sévérité de ce magistrat , qui allait jusqu'à la barbarie , la crainte que l'insurrection dont il venait de triompher , ne se renouvelât un jour , le détermina à faire inscrire parmi les familles qui devaient composer le grand conseil de la république , dans le livre qu'on appela dès-lors le livre d'or , toutes celles dont le patriciat remontait à l'élection du premier doge de Venise.

Il y avait moins de liberté à Venise que dans la plupart des monarchies. En vain disait-on que les magistratures s'y tempéraient les unes par les autres , que la législation était confiée au grand conseil ; le pouvoir exécutif au sénat , et celui de juger aux quaranties ; ces tribunaux différens étaient formés par des magistrats tirés du

— même corps et animés du même esprit. Les
1797. nobles , après avoir fait les lois dans le grand conseil , les faisaient exécuter dans le pregadi et dans les quaranties. Il n'existait à Venise aucun contre-poids à la puissance patricienne ; point d'encouragemens pour les plébéiens courbés sous un joug de fer : il leur fallait , pour le secouer , une occasion extraordinaire ; l'expédition de Bonaparte fournissait cette occasion.

On proposa de lever une armée pour protéger le gouvernement vénitien ; mais la futilité de cette mesure se faisant bientôt sentir , on eut recours à un système de duplicité dont s'accommodaient la faiblesse et le génie du sénat , mais qui entraînait les plus grands dangers. La seigneurie , adoptant une feinte neutralité , accablait les Français des témoignages de son affection , tandis que , sous prétexte d'obéir à des traités formels , en vertu desquels la république devait aux troupes autrichiennes le passage sur son territoire , non-seulement elle leur laissait occuper les forteresses qui leur convenaient , et en particulier celle de Peschiera , voisine de Mantoue ; mais tous les secours secrets , toutes les facilités qu'on pouvait leur procurer , sans rompre ouvertement avec Bonaparte , leur étaient donnés ; ou , si les circonstances s'y opposaient , on les leur laissait prendre.

CHAPITRE VIII.

AN V.

*Assassinats d'un grand nombre de Français.
Mesures de Bonaparte pour punir ces attentats.*

LE gouvernement de Venise entrevit peut-être les succès des Français dans ses états, comme un événement heureux qui pouvait le délivrer à-la-fois de deux ennemis. Bonaparte qui n'ignorait ni le cauteleux manège du sénat de Venise, ni les motifs de sa conduite, paraissait y faire d'autant moins d'attention, que, comme je l'ai dit plus haut, la marche des Autrichiens dans les provinces vénitiennes, lui donnait l'exemple de ne pas respecter le territoire de cette république. Tous les états vénitiens, à l'exception des lagunes, se trouvèrent insensiblement envahis par les Autrichiens ou par les Français. La république n'usa pas même de ces protestations d'usage auxquelles elle avait eu recours dans des occasions pareilles ; barrières élevées par les faibles, méprisées par les forts, aussi inutiles au présent qu'à l'avenir. Mais elle réunit autour de ses lagunes quinze mille Esclavons qui ne paraissaient destinés qu'à protéger la capitale contre un coup de main.

Lorsque Bonaparte s'enfonçait dans les

— 1797. défilés des Alpes Noriques, il était instruit qu'il circulait dans les campagnes du Bergamasque, du Bressan, du Val - Sabbia, des proclamations qui excitaient les paysans à se lever en masse contre les Français, traités d'athées, de brigands, d'incendiaires. Augereau, de retour de sa mission à Paris, commandait alors en Lombardie. Ses talens et son activité rassuraient le vainqueur de l'Italie contre les suites de ces insinuations auxquelles le gouvernement vénitien semblait ne prendre aucune part. Augereau fit marcher quelques troupes à Brescia ; cette première insurrection fut aisément arrêtée.

Mais bientôt le bruit circulait dans toute la Lombardie, que les Français avaient été battus complètement, et que leur perte était inévitable, pour peu que les Italiens voulussent seconder la bravoure des Allemands. Cette nouvelle fut accréditée par la marche du général Laudhon, qui avait eu en effet quelques légers avantages sur les Français dans les montagnes du Tyrol. On savait aussi que le général Alvinzi s'avavançait vers le Frioul vénitien par la Carniole inférieure, et on ne doutait pas que les Français, entourés de toutes parts, ne fussent obligés de mettre bas les armes.

Les nobles vénitiens crurent que le moment était venu d'assouvir impunément leur ven-

geance dans le sang français. Cependant le gouvernement ne se déclarait pas d'une manière directe ; imitant la conduite qu'avait tenue , en 1746 , le sénat de Gênes , lorsque les Autrichiens avaient envahi son territoire , il se contentait d'exciter secrètement le peuple à la révolte. Ses émissaires, répandus dans les villes et dans les campagnes , disaient au peuple : « Jusqu'à quand attendrez-vous que les Français , qui ont détruit la religion chrétienne dans leur patrie , viennent démolir vos églises , et égorger les prêtres sur les autels embrasés ? Leurs troupes sont dispersées par les Allemands. Il ne reste qu'un petit nombre de détachemens dans vos villes ; vous êtes cent cinquante mille en état de porter les armes : ne vaut-il pas mieux mou-
AN V.
rir les armes à la main , que d'être les spectateurs indolens des ruines de votre patrie ? Il appartient au lion de S. Marc de vérifier le proverbe , que l'Italie est le tombeau des Français. »

Quarante mille paysans demandent des armes. Les magistrats craignant qu'un soulèvement téméraire et mal concerté ne conduisît la république à sa ruine , feignaient de ne pas entendre les clameurs de la multitude ; mais des gens qui leur étaient affidés , indiquaient des dépôts d'armes et de munitions. On s'arme de toutes parts ; un certain nombre

— d'officiers se distribue dans les régimens nouvellement formés. Le tambour battait au nom du peuple ; on ordonnait , sous peine de la vie , à tous les citoyens , de sortir en armes hors de leurs maisons , et de se ranger sous les drapeaux de leurs cantons. Alors , les quinze mille Esclavons rassemblés auprès de Venise , se réunissent aux armées vénitiennes. Les Français sont attaqués à Vicence , à Padoue , à Veronne , à Bergame. La seconde fête de Pâque , au son de la cloche , tous les Français qui se trouvaient dans Veronne , sont assassinés ; on ne respecta pas même les malades dans les hôpitaux.

Pendant qu'Augereau prenait ses mesures pour tirer une vengeance exemplaire de ces lâches assassinats , Bonaparte écrivait au doge de Venise , du quartier-général du Judembourg , le 20 germinal :

« Dans toute la terre ferme , les Vénitiens sont sous les armes ; leur cri de ralliement est *mort aux Français !* Le nombre des soldats français de l'armée d'Italie qui en ont été les victimes , se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer des at-troupemens que vous-même avez préparés. Croyez-vous que , quand j'ai pu porter les armes françaises au cœur de l'Allemagne , je n'aurai pas la force de faire respecter les Français en Italie ? Pensez-vous que les

légions d'Italie supporteront patiemment les massacres que vous excitez ? Le sang de nos frères d'armes sera vengé ; il n'est pas un seul bataillon français qui , chargé de cette mission généreuse , ne se sente mille fois plus de courage et de moyens qu'il n'en faut pour vous punir.

« Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à la générosité dont les Français en ont usé à son égard. Je vous envoie mes propositions par un de mes aides-de-camp : *la paix ou la guerre*. Si vous ne prenez sur-le-champ des mesures pour dissiper les attroupemens , si vous ne remettez pas dans mes mains les instigateurs des meurtres qui se commettent , la guerre est déclarée. Je vous donne vingt-quatre heures pour vous déterminer ; songez que les tems de Charles VIII sont passés. »

» Si , malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français , vous me réduisez à vous faire la guerre , ne pensez pas que les soldats que je commande , à l'exemple des brigands que vous avez armés , aillent ravager les champs d'un peuple innocent et malheureux ; non : je le protégerai au contraire , et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre tyrannique gouvernement. »

— A la réception de cette lettre, le sénat se
1797. trouvait dans la plus grande perplexité. On
assurait toujours que l'armée française, res-
serrée au bord du Muer, ne pouvait avancer
ni reculer, et que sa position était semblable
à celle des Suédois en 1709, à Pultawa. Ce-
pendant, la prudence des sénateurs était
telle qu'ils n'osaient encore se déclarer. On
crut devoir prendre des mesures dilatoires.
En conséquence, tandis que les émissaires
du sénat augmentaient, par tous les moyens,
l'effervescence populaire, cette proclama-
tion était publiée dans Venise :

« La conduite de la république de Venise ;
au milieu des troubles de l'Europe, a tou-
jours été si loyale envers toutes les puis-
sances belligérantes, qu'elle n'a pas jugé
dignes de son attention, toutes les tenta-
tives insidieuses des malveillans, tendant à
élever des doutes sur la sincérité de ses in-
tentions pacifiques. Cependant, leur perfidie
étant parvenue au point de répandre les
calomnies les plus injurieuses sur ses inten-
tions, en supposant une fausse proclama-
tion, datée de Veronne, le 22 mars 1797,
dans laquelle on attribue au provéditeur
extraordinaire, Battaglia, des principes op-
posés à ceux que le gouvernement a toujours
professés, et des expressions offensantes
envers une nation amie du sénat ; la répu-
blique

blique de Venise se trouve dans la nécessité de désavouer solennellement cette pièce, AN VI
et d'avertir ses fidèles sujets de ne pas se laisser tromper par de telles séductions, d'être persuadés que l'amitié et la bonne harmonie de la république envers la nation française ne sont altérées en aucune manière. »

» Le sénat est d'ailleurs convaincu que cette nation saura reconnaître le but perfide de pareilles calomnies, artificieusement répandues dans plusieurs papiers publics ; et qu'en les couvrant du mépris qu'elles méritent, elle s'empressera de conserver à la république de Venise cette juste confiance, à laquelle ses droits sont incontestables. »

» En même tems, le doge répondait à Bonaparte : Le sénat a toujours été dans la ferme résolution d'entretenir la paix avec la république française. Cette déclaration franche ne saurait être atténuée par des événemens qui n'ont avec elle aucun rapport ; car une insurrection aussi funeste qu'inattendue, ayant éclaté dans quelques villes, les peuples ont couru aux armes dans la seule vue d'étouffer la révolte. En conséquence, ils ont imploré les secours du gouvernement. »

» Si, dans une grande confusion, il s'est glissé quelques désordres, on ne saurait les attribuer qu'à la révolte même ; la volonté

Tome VII.

Z

— du gouvernement en est si éloignée, que,
1797. par une proclamation publique, il vient de
borner l'usage des armes à feu, pour ses sujets,
au seul cas de la défense personnelle. »

» Mais le gouvernement étant disposé à
prendre des mesures conformes à vos desirs,
votre équité sentira combien il est nécessaire
qu'il soit garanti contre toutes les attaques
du dehors, et que l'attachement volontaire
du peuple pour lui, soit à l'abri des troubles
qu'on voudrait exciter à l'intérieur. »

» Le sénat, étant pareillement disposé à
remplir votre demande, concernant la pu-
nition de ceux qui ont osé commettre des
assassinats sur les individus de votre armée,
prendra les mesures pour en découvrir les
auteurs, afin qu'ils subissent la peine qu'ils
ont méritée. »

» Pour terminer cette fâcheuse affaire avec
une satisfaction réciproque, nous avons
nommé deux députés, chargés de vous faire
connaître combien il nous serait agréable
que vous voulussiez interposer votre média-
tion pour ramener, dans leur état primitif, les
villes vénitiennes, au-delà du Mincio, qui
se sont déclarées indépendantes ».

L'entortillage de cette réponse annonçait
assez l'embarras du sénat, qui ne voulait
ni se compromettre, en avouant que l'insur-
rection était son ouvrage, ni désarmer sur-
le-champ; et qui prétextait la nécessité de

se garantir des attaques du dehors et du dedans. —

AN V.

CHAPITRE IX.

Révolution de Venise. Les insurgés vénitiens sont défaites par les Français devant Veronne.

MALGRÉ les pacifiques assurances du sénat vénitien , le feu de l'insurrection augmentait. Augereau, ayant réuni aux légions lombardes quelques corps de troupes françaises, aux ordres du général Devieux, les avait envoyés à Veronne. Non-seulement le commandant vénitien refusait d'ouvrir les portes; mais les troupes esclavonnes et un corps nombreux de paysans armés s'étaient retranchés sous le canon de cette ville, protégés par une nombreuse artillerie; leur résistance pouvait être d'autant plus grande, qu'ils attendaient la division autrichienne, de Laudohn, qui, ayant pénétré par les derrières de l'armée française, s'avancait en suivant le cours de l'Adige.

Mais, sur ces entrefaites, les préliminaires de paix entre la France et l'empereur furent signés. La division autrichienne n'arriva dans les environs de Veronne, que pour être témoin de la défaite entière des insurgés; et le gouvernement vénitien,

Z 2

— trompé dans son attente , se trouva exposé ;
1797. presque sans défense , au ressentiment des
Français , dont il avait mal-adroitement combiné la destruction.

Dès le 5 floréal , vingt-cinq mille Français campaient au bord de la mer , à la vue de Venise. Les troupes qui avaient pris Veronne , marchaient sur Vicence et sur Padoue. Les insurgés fuyaient éperdus , et les peuples s'empressaient de prêter serment de fidélité à la république française. Bonaparte , dans un manifeste (1) , publié à Palma-la-

(1) Pendant que l'armée française s'est engagée dans les gorges de la Styrie , et qu'elle laissait derrière elle l'Italie et ses principaux établissemens , voici la conduite tenue par le gouvernement de Venise.

Il profite de la semaine sainte pour armer quarante mille paysans , y joint dix régimens d'Esclavons , les organise en différens corps d'armée , et les porte en différens points , pour intercepter les communications de l'armée française.

Des commissaires extraordinaires , des fusils , des munitions de toute espèce , une grande quantité de canons sortent de Venise même , pour achever l'organisation des différens corps d'armée.

On a fait arrêter en terre ferme tous les individus qui nous ont accueillis ; on comble de bienfaits tous ceux dont on connaît la haine envers le nom français , spécialement quatorze conspirateurs de Veronne , que le providiteur Prioli avait fait arrêter , comme ayant médité de faire égorguer les Français.

Sur les places , dans les cafés , et autres lieux pu-

Nuova , le 12 floréal , rendait compte des raisons qui le forçaient à prendre les armes AN V.

blics de Veronne , on accable de mauvais traitemens tous les français , les dénommant des noms injurieux de jacobins , régicides , athées. Les uns sont forcés de sortir de Venise ; il est défendu à d'autres d'y entrer.

On ordonne aux habitans de Padoue , de Vicence , de Veronne de courir aux armes , de seconder les différens corps d'armée , et de commencer de nouvelles vèpres siciliennes. Les prêtres en chaire prêchent la croisade , et les prêtres , dans l'état de Venise , ne disent jamais que ce que veut le gouvernement. Des proclamations perfides , des lettres anonymes , répandues dans les villes , électrisent les têtes , et dans un pays où la liberté de la presse est sévèrement bannie , les imprimeurs n'impriment , et les auteurs ne composent que d'après le vœu du gouvernement.

Tout sourit d'abord aux projets sanguinaires du gouvernement vénitien ; le sang français coule de toutes parts ; on intercepte nos convois , nos couriers et toutes les communications de l'armée.

A Padoue , un chef de bataillon et deux autres français sont assassinés. A Castiglione , des soldats sont désarmés et mis à mort. Deux cents hommes sont poignardés sur la route de Mantoue à Porto-Legnago , de Cassano à Veronne.

Deux bataillons français veulent rejoindre l'armée ; ils rencontrent une division vénitienne qui s'oppose à leur passage. Un combat opiniâtre s'engage , et nos soldats se font jour à travers ces perfides ennemis. Un autre combat est livré à Valleggio. Il faut encore se battre à Desenzano. Les Français sont par-tout peu

— contre Venise. Elles furent approuvées sur-
1797. le-champ par le directoire exécutif.

nombreux ; mais ils ne comptent pas le nombre des bataillons ennemis , lorsqu'ils sont composés d'assassins.

La seconde fête de pâques , au son de la cloche , tous les Français sont assassinés dans Veronne. L'on ne respecte ni les malades dans les hopitaux , ni ceux qui , en convalescence , se promènent dans les rues , et qui sont jetés dans l'Adige , percés à coups de stylets.

Pendant huit jours l'armée vénitienne assiège les trois châteaux de Veronne. Les canons qu'elle met en batterie , lui sont enlevés à la baïonnette. Le feu est mis dans la ville ; et la colonne mobile qui arrive sur ces entrefaites , met ces lâches dans une déroute complete , et leur fait prisonniers trois mille hommes de troupes de ligne , parmi lesquels se trouvent plusieurs généraux vénitiens.

La maison du consul français à Zante , dans la Dalmatie , est brûlée. Un vaisseau de guerre vénitien prend sous sa protection un convoi autrichien , et tire le canon contre la corvette française la *Brune*.

Le *Libérateur de l'Italie* , bâtiment français , ne portant que quatre petites pièces de canon , et n'ayant que quarante hommes d'équipage , est coulé à fond dans le port même de Venise , par ordre du sénat.

Le commandant français Laugier , dès qu'il se voit attaqué par la galère amirale , ordonne à son équipage de descendre à fond de cale. Resté seul sur le tillac , au milieu d'une grêle de mitraille , il cherche par ses discours à désarmer les assassins ; il est frappé à mort. Son équipage se jette à la nage , est poursuivi par les chaloupes vénitiennes , qui tuent ceux qui cherchent leur salut dans la haute mer. Un contre-maître blessé

A l'époque de la célèbre ligue de Cambrai , la république de Venise , attaquée par les principales puissances de l'Europe , ne perdit que quelques établissemens éloignés qui lui étaient peu utiles ; sa puissance déchu depuis lors , moins par la diminution de son territoire , que par l'affaiblissement de son commerce , occasionné par la découverte du Cap de Bonne-Espérance.

AN V.

Cependant cet état , dont les troupes réglées y compris six mille Suisses , formaient vingt-huit mille combattans , et qui pouvait armer cinquante mille hommes en tems de guerre , semblait être en état de faire quelque résistance. Il avait d'ailleurs la ressource de sa marine , redoutable en elle-même , puisque le doge Thomas Mocenigo conseillait , en mourant , aux Vénitiens , de borner leur empire aux lagunes et aux isles de l'Archipel et de l'Adriatique , qu'ils pouvaient aisément

s'était accroché à un morceau de bois attenant au château du port ; le commandant vénitien lui coupe le poignet à coups de hache.

A ces causes , le général en chef , autorisé par le titre 12 , article 128 de la constitution , et , vu l'urgence des circonstances , requiert le ministre de France auprès de la république de Venise de sortir de cette ville , ordonne aux généraux de division de traiter en ennemies les troupes vénitiennes , de faire abattre dans toutes les villes de terre ferme le lion de saint Marc , etc.

— conserver ; et plus redoutable encore dans
1797. la circonstance où l'on se trouvait, en ce que
l'escadre française , retenue dans le port de
Toulon , par la supériorité des forces navales
britanniques , ne tenait pas la mer.

Mais la résistance que peut faire un état
d'une médiocre étendue , dépend des circon-
stances dans lesquelles il est attaqué. Le pre-
gadi ne s'attendait pas que , lorsque les Fran-
çais , maîtres de toutes les provinces de terre-
ferme , se présenteraient à l'entrée des lagunes ,
l'empereur , lié par des traités avec la France ,
ne pourrait lui donner aucun secours. Il
comptait sur l'affection des sujets pour la
république , et presque toutes les villes de
terre - ferme proclamaient leur indépen-
dance. Un esprit révolutionnaire se répand-
ait même sur une partie des matelots qui
montaient la flotte ; le sénat craignait qu'elle
n'arborât le pavillon tricolor.

CHAPITRE X.

*Le patriciat est aboli dans Venise ; une
municipalité démocratique s'y établit. Les
Français s'emparent des isles Véné-
tiennes.*

UNE confusion extrême régnait dans la
ville. Bonaparte offrait la paix , mais , entre

autres conditions , il exigeait qu'on lui livrât les trois inquisiteurs d'état , et dix principaux membres du sénat , accusés d'être les instigateurs de l'assassinat des Français. Non-seulement les sénateurs tenaient à lâcheté d'abandonner des hommes dont ils avaient dirigé les opérations , mais ils ne se rassuraient pas sur les suites que pouvait avoir cette extradition. Les nobles vénitiens , craignant d'être livrés aux Français par les citadins de Venise , parlementaient , moins dans l'espoir d'obtenir des meilleures conditions , que pour avoir le tems d'abandonner la ville.

Le vingt-deux floréal , le grand ~~conseil~~ remit toute l'autorité publique à trente sénateurs , les chargeant d'aviser aux moyens de sauver la république. Ce comité , pour se concilier les citadins , arrêta que l'ancienne forme démocratique serait rétablie dans Venise , comme elle existait avant la révolution de 1296. Il est probable que , dans une autre circonstance , la publication de cet acte eût réuni tous les citoyens pour la défense commune ; mais alors , il ne montrait que la faiblesse du gouvernement.

Les Français furent introduits dans Venise , le vingt-trois floréal. Augereau qui les commandait , fit occuper les principaux postes , les forts , le palais et l'arsenal. Une muni-

AN V.

conseil

— cipalité démocratique fut installée , le 27 ;
1797. elle publia les articles suivans :

« Le grand conseil, en abdiquant l'autorité publique , a bien mérité de la patrie. Il sera fait des remercîmens à l'ancien gouvernement et au commandant de la force armée qui ont arrêté l'effusion du sang pendant la journée du 12 mai (23 floréal). »

« Le gouvernement accorde une amnistie pour tous les délits révolutionnaires , à l'exception des assassinats commis dans Venise , depuis le moment où le grand conseil abdiqua l'autorité publique , jusqu'à celui où le général français Augereau a rétabli la tranquillité dans cette ville. »

« Le général en chef Bonaparte sera prié de rendre la liberté aux trois inquisiteurs et aux autres prisonniers d'état. La liberté de la presse est rétablie , mais personne ne pourra être recherché pour des événemens antérieurs à l'établissement de la municipalité. »

« Il sera accordé des pensions aux ci-devant nobles vénitiens qui n'ont aucune fortune. Les citoyens qui ont éprouvé des pertes dans la journée du douze mai , seront indemnisés par le trésor public. Toutes les dettes de l'état sont mises sous la sauve-garde nationale. »

« Il ne sera porté aucune atteinte à la sureté des personnes et au respect des propriétés.

Tous les individus qui résident dans la ville ,
et ceux qui s'y établiront dans la suite , au-
ront la liberté d'exercer le culte qui leur
conviendra ; toute distinction entre les pa-
triciens et les plébéiens est abolie. »

AN V.

Ce fut ainsi que le gouvernement aristocratique de Venise , qui s'était établi à la fin du treizième siècle , au milieu des flots de sang versé par les citoyens , s'éteignit à la fin du dix-huitième , sans la moindre secousse ; c'était une lampe sur laquelle on souffla. Les Français s'emparèrent des forces navales vénitiennes avec lesquelles les isles de l'Adriatique , qui faisaient partie des domaines de cette république , furent bientôt soumises à la domination française.

Parmi ces isles , celles de Corfou et de Céphalonie , et quelques autres de moindre grandeur , situées sur les côtes de la Grèce , étaient , pour la France , une acquisition d'autant plus précieuse , que des expériences déjà faites prouvent que l'on pourrait y naturaliser les denrées que nous tirons des isles de l'Amérique , qui nous échapperont tôt ou tard. Le comte de Carburi , connu pour avoir , avec Falconnet , transporté à Pétersbourg la roche immense dont on a fait le piédestal de la statue de Czar Pierre I.er , retiré dans Céphalonie , y avait établi des plantations de café , de sucre et d'indigo.

— Pour ne rien omettre d'essentiel à la culture
1797. de ces plantes qu'il voulait introduire en Europe, il avait fait venir de la Martinique plusieurs agriculteurs, pour diriger ses plantations. Le succès commençait à couronner ses travaux, lorsqu'il fut assassiné, en 1782, par des insulaires Grecs. Ces cultures précieuses périrent avec celui qui les avait fait naître. Mais le gouvernement français pouvait renouveler cette expérience, et tout annonçait qu'elle aurait les résultats les plus heureux.

CHAPITRE XI.

L'armée française évacue l'Allemagne et le port de Livourne.

BONAPARTE, au comble de la gloire, s'occupait à consolider son ouvrage. On parlait diversement du sort futur de Venise. Les uns pensaient qu'elle formerait une république démocratique; d'autres, qu'elle serait réunie à la république Italienne; d'autres enfin, considérant les sacrifices que l'Empereur avait faits à la paix, et la balance qui seule consolide les traités entre les grandes puissances, voyaient, dans cette conquête, des compensations qui pouvaient dédom-

mager la maison d'Autriche , sans nuire aux intérêts de la France.

AN V.

Les troupes françaises avaient entièrement évacué le territoire autrichien dans le Tyrol , dans la Carinthie et dans la Carniole , pour rentrer en Italie. On avait même abandonné le port de Trieste ; et pendant qu'on rédigeait les articles du traité définitif , le général français , voulant témoigner à l'empereur la plus entière confiance , remettait aux officiers du grand-duc de Toscane , la ville et les forts de Livourne. La garnison française en sortit , le trois prairial , pour être transportée en Corse. Les matelots et les canonniers français et corses furent employés sur les vaisseaux de guerre qu'on avait trouvés dans le port de Venise.

Dans le même tems , Bonaparte mettait la dernière main à l'organisation de la république italienne qu'il avait créée. On a vu précédemment qu'elle avait été d'abord partagée en deux gouvernemens ; réunis ensemble , ils prirent le nom de république Cisalpine ; je leur ai donné dans mon ouvrage celui de république italienne.

Bonaparte écrivait aux administrateurs , le 16 germinal , de son quartier-général de Scheiffling : « Vous me demandez la garantie de votre liberté ; les victoires que remporte chaque jour l'armée d'Italie , vous la garan-

1797. — tissent assez. Chacun de nos triomphes place une base solide à l'édifice de votre constitution. Les ennemis vaincus et dispersés, des milliers de prisonniers entre nos mains, trois provinces autrichiennes conquises, tout cela ne vaut-il pas une déclaration désormais puérile, puisque vous ne pouvez douter ni de l'intérêt ni de la volonté prononcée qui porte le gouvernement français à vous reconnaître libres et indépendans. »

» Occupez-vous de l'instruction et du bonheur du peuple ; portez au complet les légions lombardes et polonaises ; profitez du tems que les armées françaises occupent l'Italie pour former solidement une puissance militaire sans laquelle vous n'aurez ni indépendance ni liberté. »

CHAPITRE XII.

Nomination de Barthélemy à la dignité de directeur de la république française.

PENDANT que l'Italie prenait une face nouvelle, le mois de prairial avait amené l'époque où l'un des cinq directeurs de la république française devait rentrer dans la foule des citoyens. Letourneur, exclu du directoire par la voie du sort, fut remplacé par Joseph

Barthélemy , ambassadeur en Suisse , neveu du célèbre auteur des voyages *du jeune Anacharsis*. Le message du directoire , qui annonçait aux deux conseils que ce citoyen avait accepté l'éminente dignité à laquelle on l'appelait , était accompagné de cette lettre : « Le courier extraordinaire , porteur de la lettre dont vous m'avez honoré , le 7 prairial , est arrivé ici le 10 au point du jour , citoyens directeurs ; »

» J'obéis à l'acte du corps législatif , qui m'appelle auprès de vous. Je ne dois , sans doute , qu'à l'extrême indulgence des représentans de la nation , cet éclatant témoignage de leur confiance. Absent de ma patrie depuis trente ans , peu instruit de son administration intérieure , combien je suis effrayé de la tâche qui m'est imposée ; mais je ne crois pas que dans une semblable circonstance un bon citoyen soit libre de refuser l'honorable marque de bienveillance dont je suis l'objet. »

Le directoire avait arrêté que l'entrée du nouveau directeur dans Paris serait accompagnée de quelque pompe. Barthélemy , instruit de cette particularité , entra dans Paris pendant la nuit , et se présenta au palais du Luxembourg , lorsque personne ne l'attendait.

La réception était fixée au 18 prairial. Il

— prononça ce discours dans la séance publique

1797.

« En recevant des représentans de la nation le droit de siéger parmi vous , citoyens directeurs , mon premier sentiment fut celui de mon insuffisance. Témoin de l'éclat de la république française au dehors , plein d'admiration pour elle , je n'ai pu concevoir cet excès de bienveillance qui m'appelait à exercer sa première magistrature. Mais bientôt , oubliant ma faiblesse , je n'ai plus senti que le bonheur de ma destinée. Assister aux derniers jours d'une révolution triomphante pour en consolider les bienfaits ; présider à l'exécution des lois ; concourir avec vous et avec le corps législatif à réparer les maux inséparables d'une longue tempête ; quelle carrière ! et combien elle a d'attraits ! »

» Dirais-je que j'ai été conduit par l'espoir non moins séduisant de trouver dans le directoire les élémens d'une pacification générale ? J'ai pensé qu'après un grand développement de force et de puissance , la république française se montrerait juste et pacifique , même envers ses plus cruels ennemis. La justice garantit la durée des empires ; la justice et la modération , après la victoire , amèneront cette paix durable qui doit sanctionner pour toujours la constitution que la France s'est donnée. »

» Recevez , citoyens directeurs , l'assurance
de

de mon inviolable attachement à cette constitution ; recevez l'hommage de mes sentimens pour vous ; il m'est doux de présumer que notre union , commandée par la loi , sera cimentée par une estime , une confiance , une affection réciproques. »

Le président répondit : « Vous avez su dans des tems difficiles faire respecter la république au dehors , lui conserver d'anciens et de fidèles alliés , et neutraliser la malveillance de ceux qui voulaient lui susciter de nouveaux ennemis. Vos vastes connaissances et l'esprit de modération qui vous anime , sont un sûr garant du succès avec lequel vous travaillerez de concert avec nous à l'achèvement du grand ouvrage de la paix. L'élévation de vos principes nous assure aussi que nous saurons la fonder en commun sur des bases justes et des conditions honorables. »

» Loin du théâtre des factions qui ont si long-tems affligé notre patrie à l'intérieur , vous avez pu en juger avec impartialité ; et les efforts que vous joindrez aux nôtres pour les étouffer , porteront un caractère infiniment favorable à leur anéantissement. »

Ce discours avait été reçu avec d'autant plus d'applaudissemens , qu'il était l'expression de l'opinion publique envers un homme qui remplissant avec honneur une mission très-difficile , avait négocié la paix entre la ré-

— 1797. publique et deux des principales puissances de l'Europe. Barthélemy ne jouit pas long-tems de ces sentimens de bienveillance qu'on lui prodiguait. A peine trois mois devaient s'écouler , qu'enveloppé , par un concours de circonstances , dans une immense conspiration dont peut-être il ignora toujours le véritable but , arrêté dans le palais même du directoire , par ordre de ses collègues , il fut transporté sur une plage lointaine , laissant à la postérité un exemple mémorable des dangers qui environnent les grandes places.

CHAPITRE XIII.

Révolution de Gênes. Epoque où s'établit le gouvernement qui subsistait dans cette ville.

LA même révolution qui s'était opérée à Venise , s'annonçait à Gênes , sans avoir été amenée par les mêmes causes. La forme du gouvernement qui subsistait dans cette république , ne remontait qu'au seizième siècle ; elle était l'ouvrage d'André Doria , contemporain de François I.^{er}. Avant cette époque , les Génois , sous une administration démocratique , avaient joui , en Italie , durant plusieurs siècles , d'une influence principale :

les divisions intestines, plutôt que les guerres étrangères, détruisirent cette prospérité. Am v.
Les Génois, accablés par la tyrannie de quelques familles patriciennes auxquelles, à l'exemple des anciens Romains, ils confiaient le consulat, substituèrent en 1190 un podestat étranger aux consuls. Ce magistrat, sans entours, n'était pas assez puissant pour courber, sous le joug salutaire des lois, ceux qui s'appelaient nobles ; ayant acquis insensiblement les plus considérables propriétés, ils vivaient dans leurs châteaux en véritables souverains, et regardaient l'impunité absolue comme une de leurs prérogatives.

L'histoire du moyen âge nous apprend que les Romains, vers le tems où les maisons d'Anjou et d'Arragon se disputaient le trône de Naples, tourmentés comme les Génois par toutes les horreurs de l'anarchie, fomentée par les familles patriciennes qui voulaient forcer le peuple, par l'excès du malheur, à se soumettre au gouvernement aristocratique, avaient mis successivement à leur tête plusieurs étrangers auxquels ils donnaient le titre de premier sénateur de Rome. Les Génois crurent rétablir chez eux la tranquillité publique, et donner en même tems de la vigueur aux lois, en adoptant ce genre d'administration.

1797. Les rois de France, les rois de Naples, et les ducs de Milan exercèrent successivement dans Gênes la suprême magistrature. Ces républicains ; par ces variations politiques, avaient en vue de conserver leur liberté ; mais depuis long-tems ils s'apercevaient qu'en changeant de protecteurs, ils ne faisaient que changer de maîtres. Le gouvernement français, en particulier, était souverainement détesté ; et ce n'était pas sans raison, puisque les rois de France, abusant, de la manière la plus criante, de la confiance des Gênois, cherchaient à morceler le territoire de la république, s'en appropriaient une partie, et, par cette fatale scission, préhudaient à la dissolution de l'état.

Le génois André Doria, un des plus grands hommes de mer du seizième siècle, était alors au service de France, en qualité d'amiral du levant. Les ministres et les favoris de François I.^{er}, qui ne s'accommodaient pas de la franchise et de la hauteur de ce républicain, avaient réussi à le perdre dans l'esprit du roi ; et Doria, qui s'en apercevait, se mettait en garde.

La cour de France faisait fortifier Savonne, dont le commandement était confié au connétable de Montmorenci. Le port de Savonne était meilleur que celui de Gênes. Si la France fût venue à bout de faire de cette

ville une principauté particulière indépendante de la république ; son commerce était évidemment ruiné ; elle perdait avec la source de son opulence , non-seulement la considération dont elle jouissait en Italie , mais son existence politique était menacée. Doria , chargé par ses compatriotes de demander à la cour de France la restitution de Savonne , s'acquitta de sa commission avec une fermeté contre laquelle vinrent échouer toutes les insinuations directes et indirectes des ministres de François I.^{er} : mais elle fut inutile. Le connétable de Montmorenci , qui dirigeait alors le conseil de Paris , jouissait des droits d'entrée et de sortie établis sur le port de Savonne ; la crainte de perdre ce revenu l'emportant dans son ame sur la justice et sur l'intérêt de l'état , non-seulement il fit décider que Savonne ne serait pas rendue aux Gênois , mais il obtint un ordre d'arrêter Doria qui se mit en sureté.

Ce marin était propriétaire d'un assez grand nombre de galères armées ; elles bloquaient le port de Naples , tandis qu'une armée française pressait la ville du côté de terre. L'empereur Charles-Quint , instruit des mécontentemens de l'amiral génois , le sollicitait depuis long-temps d'entrer à son service.

1797. La grande ame d'André Doria était remplie du magnifique projet de rendre à sa patrie son ancien lustre , en régénérant son gouvernement , altéré par le tems et les abus. Les impérieuses circonstances dans lesquelles il se trouvait , déterminant ses résolutions , il ordonna à son fils , qui commandait ses galères , de faire entrer des vivres dans Naples , et de se combiner avec les forces navales espagnoles , pour combattre la flotte française , dès qu'elle se présenterait.

Par le premier article du traité conclu entre Charles-Quint et Doria , l'empereur reconnaissait l'entière indépendance de la république de Gênes , le droit qu'elle avait de choisir le mode de gouvernement qui lui convenait , et de le changer à son gré. Ce prince promettait , pour lui et ses successeurs , de maintenir cette indépendance de tout son pouvoir , sans exiger de la république aucune espèce de vassalité en reconnaissance de la protection impériale.

A peine le traité était signé , qu'une révolution aussi subite que générale éclatait dans Gênes. Doria n'eut qu'à se présenter devant le port avec treize galères et environ cinq cents soldats : ses amis et sa grande réputation avaient tout fait. Dans une seule nuit , et , sans répandre une seule goutte de sang , les Français évacuèrent la ville. En vain ils vou-

laient prendre le chemin de Savonne. Le même esprit qui animait les habitans de Gênes, s'était communiqué rapidement à toutes les parties de la république ; elle fut libre en peu d'heures. Le peuple, dans les premiers transports de sa reconnaissance, décora Doria du titre glorieux de libérateur de sa patrie, et l'investit du pouvoir nécessaire pour établir une forme de gouvernement, capable de faire respecter la république au-dehors, et d'assurer au-dedans la tranquillité publique sur des bases solides.

CHAPITRE XIV.

Constitution donnée aux Génois par Doria.

IL ne tenait qu'à Doria d'abuser de la confiance que lui témoignaient ses concitoyens, pour usurper dans sa patrie l'autorité que les Médicis prenaient alors à Florence, au milieu des plus sanglantes convulsions. Charles-Quint offrait de favoriser ses vues ambitieuses, s'il en avait eu. Mais, soit que ce législateur pressentît combien il était difficile d'asservir ses compatriotes, ou que son ame, véritablement républicaine, préférât la gloire de son pays aux avantages de sa famille, la crainte d'inspirer des inquiétudes,

— lui fit même refuser la dignité de doge qu'on
 1797. lui offrait. Mais s'il ne fut pas revêtu de la
 suprême magistrature, il jouit, jusqu'à la plus
 extrême vieillesse, d'une considération per-
 sonnelle, supérieure à toutes les dignités. Peu
 d'hommes ont joué un aussi grand rôle que
 Doria sur la scène du monde. Honoré par
 ses concitoyens, comme le génie tutélaire de
 sa patrie, terrant au dehors, par les galères
 qui lui appartenaient, le rang d'une puis-
 sance maritime, deux fois sa perte fut en vain
 tramée. Ces conjurations n'eurent d'autre ef-
 fet que d'augmenter, dans toute l'Italie, la
 réputation de ce grand homme. Il en jouit
 jusqu'à sa mort, à l'âge de quatre-vingt-treize
 ans.

Doria, voulant éteindre pour jamais les
 dissensions qui subsistaient à Gênes entre
 les familles patriciennes et les familles plé-
 béiennes, chargea de l'administration publi-
 que les citoyens, sans distinction de nais-
 sance, qui étaient propriétaires d'une quan-
 tité déterminée de biens immeubles. Cet ordre
 de choses avait quelque analogie avec celui
 qui subsiste en Angleterre, où, pour être
 éligible au parlement, il faut posséder trois
 cents livres sterlings de rente, environ sept
 mille livres argent de France, quand il s'agit
 de la représentation d'une ville ou d'un
 bourg. Celui qui aspire à la représentation

d'un comté, doit être riche de six cents liv. sterling de rente. Mais la différence entre la condition des personnes dans les deux états, consiste en ce qu'en Angleterre le citoyen qui, par son industrie, s'est procuré les propriétés prescrites par la loi pour être éligible dans la représentation nationale, profite immédiatement de son avantage; au lieu qu'à Gênes, les citoyens dont les ancêtres n'avaient pas le bien prescrit par Doria, pour entrer dans le grand conseil, l'acquîrent en vain dans la suite; la porte en resta fermée pour eux.

Un livre qui fut appelé, comme à Venise, le livre d'or, et qu'on aurait dû nommer le livre de fer, renferma les noms des familles qui devenaient exclusivement législatives; toutes les autres familles restèrent à perpétuité sujettes, sans avoir aucune part active au gouvernement. Ainsi Doria, en éteignant la distinction qui subsistait dans son tems entre les patriciens et les plébéiens, ne fit que modifier différemment l'aristocratie. Il créa une nouvelle noblesse.

Toute l'action du gouvernement se balançait, dans Gênes, entre quatre corps de magistrature; la seigneurie, le collège, le petit et le grand conseil. La seigneurie se composait du doge, qui restait deux ans en charge, et de douze conseillers d'état. Son

— 1797. emploi était de représenter la république dans les occasions d'éclat, et de préparer les affaires qui devaient être discutées dans le petit et dans le grand conseil. Huit magistrats nommés chaque année et tous les anciens doges formaient le collège ; il administrait les revenus de la république. Le petit conseil était composé de cent sénateurs ; réunis avec le collège , ils décidaient de toutes les affaires civiles. La justice criminelle était rendue à Gênes par des juges choisis en Italie, hors du territoire de la république. Enfin, l'assemblée générale des nobles choisissait , chaque année, quatre cents sénateurs pour former le grand conseil ; le doge et les douze conseillers d'état y avaient droit et séance. Cette assemblée décidait de la paix et de la guerre, et disposait des principaux emplois.

Cette forme de gouvernement , ayant été admise, en 1528, par la majorité des citoyens, Doria se démit de l'autorité qui lui était confiée. Elle a souffert , jusqu'à nos jours, peu d'altération. Cependant, la jalousie qui s'établit entre les anciens et les nouveaux nobles , et entre les uns et les autres , et quelques familles populaires qui, ayant acquis par la suite , dans le commerce , des biens considérables, souffraient impatiemment de se voir exclues du gouvernement de leur patrie, éleva dans la suite des orages dans Gênes.

Plusieurs nouvelles familles ont été successivement agrégées au corps de la noblesse. AN V.
Les autres qui, s'adonnèrent exclusivement au commerce, concoururent au grand crédit qu'obtint la banque de S. Georges, établie à Gênes au commencement du quinzième siècle; mais dont l'opulence devint si considérable, qu'on pouvait la considérer dans Gênes, comme une république particulière qui se régissait par des lois qui lui étaient propres, et qui avait ses magistratures où les populaires pouvaient entrer comme les nobles.

Des circonstances particulières avaient obligé le grand conseil de céder à la banque de S. Georges la souveraineté de la Corse, et de quelques autres colonies que possédaient les Génois dans le Levant. Elle entretenait des flottes, elle avait des troupes à sa solde. On la considérait comme une puissance, et les huit magistrats qui la dirigeaient sous le nom de protecteurs de S. Georges, élus annuellement par les actionnaires, partageaient dans Gênes le crédit de la seigneurie.

Cet ordre de choses, qui rétablissait la balance entre les nobles et les populaires, subsista jusqu'à l'invasion des Autrichiens dans le territoire de Gênes, en 1746. La république fut obligée, pour acquitter les contributions qu'on lui demandait, de tirer de la banque quinze millions de livres, malgré le refus des

— huit protecteurs de S. Georges, qui consentirent enfin d'accepter, pour hypothèque de cet emprunt, une taxe d'un pour cent sur la valeur des biens fonciers. Alors chacun s'empressa de retirer son argent de la banque qui, ne pouvant satisfaire à la fois tous les créanciers, refusa de payer. Ses billets furent décrédités. La perte de la Corse vint encore augmenter la détresse de la banque; elle était presque entièrement tombée en 1751. En vain le gouvernement a fait depuis lors des efforts pour relever cet établissement. Il a pu remplir une partie de ses engagements; mais, ne jouissant plus d'aucun crédit politique, la considération qu'il procurait aux populaires avait disparu. Les nobles faisaient sentir leur supériorité jusque dans les assemblées commerciales de la banque.

Depuis lors la haine la plus prononcée subsistait dans Gènes entre les nobles et les populaires; mais les premiers, investis de toute la force publique, arrêtaient aisément les effets d'une vaine malveillance. Il fallait des circonstances particulières pour lui imprimer un caractère capable d'inquiéter le gouvernement.

Ces circonstances furent amenées par l'expédition des Français en Italie. La situation de la république sur les frontières de France, et la jalousie qui subsistait entre elle et le

gouvernement de Turin, ne lui permettaient pas d'entrer dans la coalition ; elle embrassa la neutralité ; mais, dans beaucoup de circonstances, le gouvernement montrait sa partialité en faveur des ennemis de la France, ne pouvant se dissimuler que, si la république française triomphait, il était bien difficile que les principes de son gouvernement ne prévalussent dans un pays contigu à la France ; qui avait avec elle les liaisons de commerce les plus multipliées, et où les idées républicaines exaltaient toutes les têtes.

AN. V.

CHAPITRE XV.

Dispositions du gouvernement génois envers la France.

J'AI rapporté quelques exemples de cette partialité. Les succès de Bonaparte, sans en détruire la cause, suspendaient seulement ses effets ; ils reparaissaient dans toutes les occasions.

J'ai parlé d'un soulèvement qui s'était manifesté contre les Français, peu de temps après leur entrée dans le Milanais, et j'ai observé que l'aristocratie génoise en avait profité, pour exciter, par des écrits insidieux, les habitans des Feudi imperiali à l'in-

surger contre les Français ; et qu'à ce sujet
1797. **Faitpoult**, ministre de France à Gênes , avait demandé que le comte **Girolo** , ministre de l'empereur , eût ordre de sortir du territoire de la république. La même malveillance fut renouvelée , lorsque **Bonaparte** levait le siège de Mantoue , pour marcher contre le général **Wurmser**. On supposait que des miracles avaient annoncé cet événement. « Le terme des triomphes de l'armée française est enfin arrivé , disaient les prêtres dans toutes les chaires ; elle sera expulsée de l'Italie. Dieu qui , en permettant qu'elle y entrât , ne s'en était servi que comme d'un moyen pour rappeler les enfans de l'église à la pénitence et aux vertus chrétiennes , vient de la proscrire ».

En même tems on organisait de nouvelles insurrections. Dans le fief **Sainte - Marguerite** , qui renferme une partie de la vallée de la **Serivia** , était un château susceptible de défense. Le gouvernement de Gênes en avait fait un point de réunion où l'on enrôlait les Allemands prisonniers de guerre qui trouvaient les moyens de s'échapper. Des agens établis sur les routes fournissaient des étapes à ces déserteurs. Les uns prenaient le chemin de **Sestri-di-Levante** , passaient par **Salo** , et retournaient à l'armée autrichienne à travers les états de Venise ; d'autres se réu-

nissaient dans le château de Sainte-Marguerite , à des émigrés des Feudi imperiali , et à d'autres mécontents. Commandés par le marquis Malaspina , noble génois , ils attendaient le moment convenu pour un soulèvement général. Le commandant de Mantoue , instruit de ce plan , avait envoyé à Gênes le colonel Mercantini qui se tenait caché dans la maison du comte Girola , ministre de l'empereur. AN V.

Cependant le transport d'une grande quantité de munitions de guerre , dans le château de Sainte-Marguerite , avait éveillé les soupçons de Faipoult , ministre de France à Gênes ; il en fit part à Bonaparte , qui ordonna au commandant de Tortone de faire investir le château de Sainte - Marguerite. On y trouva des sommes considérables et des grands amas d'armes et de munitions ; mais les conspirateurs avaient eu le tems de s'échapper. Ce fut dans cette occasion que le gouvernement , pour arrêter les suites du mécontentement de Bonaparte , ordonna , par une proclamation publique , que tous les ports de la république seraient fermés aux Anglais ; mais cet arrêté , commandé par la terreur , était violé de mille manières différentes.

1797

CHAPITRE XVI

Insurrection dans Gênes. Etablissement du nouveau gouvernement.

Sur l'aristocratie génoise redoutait l'ascendant de la république française, la masse entière du peuple, s'y laissait visiblement entraîner, et c'était le vrai motif de la terreur du gouvernement.

Deux partis, dont les vues étaient entièrement différentes, partageaient la ville. Les Français y solennisèrent avec beaucoup de pompe le premier jour de la cinquième année républicaine, malgré le déplaisir que cette fête donnait à la faction patricienne. Tous les bâtimens français qui se trouvaient dans le port, l'annoncèrent dès le matin par des salves d'artillerie qui furent répétées à midi et au coucher du soleil. Le pavillon tricolor et ceux des puissances amies de la France flottaient sur tous les navires. Le peuple en foule se portait dans les appartemens et dans les jardins du ministre français, décorés d'emblèmes et de trophées. Les orchestres exécutaient tour-à-tour des airs de danses, des marches guerrières et des

des chansons patriotiques. On y chanta
l'hymne italienne composée à Milan.

AN V.

Del despótico potere
Ite al foco iniqui editti ,
Son nell' huomo i primi dritti
Egualianza e libertà.

Dès-lors une fermentation, dont la force augmentait progressivement, annonçait une révolution prochaine ; et les obstacles qu'y formait le gouvernement, ne pouvaient avoir d'autre effet que de l'ensanglanter.

L'insurrection s'annonça, dans les derniers jours de floréal, sous la forme d'une émeute populaire. Douze mille ouvriers, ayant à leur tête Philippe Doria, après avoir enfoncé les prisons et rendu à la liberté les prisonniers qui n'étaient pas détenus pour crime capital, s'étaient rendu maîtres des principaux postes de la ville, et demandaient à grands cris l'abolition du gouvernement patricial et le rétablissement de la démocratie. Les riches bourgeois, enfermés dans leurs maisons, attendaient l'événement pour se décider ; et la plupart des nobles, cédant à leur destinée, abandonnaient la ville, lorsque le petit conseil crut éloigner la catastrophe ou lui donner une autre impulsion, en armant d'autres ouvriers, auxquels il croyait pouvoir se fier, et les réunissant à

Tome VII.

B b

— quelques corps de troupes restés fidèles à
1797. la seigneurie.

Cette politique eut d'abord quelque succès ; mais les deux partis populaires finirent bientôt par se réunir. Alors le gouvernement se trouvait dans le plus grand danger. En vain il multipliait les proclamations pour engager les insurgés à rentrer dans l'ordre, en promettant que la seigneurie rendrait au peuple toute la justice qu'il avait droit d'attendre. Le tumulte augmentait de jour en jour. L'état était en proie à tous les fléaux de l'anarchie. On pillait, au nom du peuple, les maisons des nobles les plus riches. Le désordre devenait si alarmant, que la famille du ministre français Faypoul avait abandonné la ville, et que cet ambassadeur se disposait à la suivre.

Les nobles et les populaires avaient envoyé des députés à Bonaparte, pour l'engager à soutenir leurs prétentions. Mais dans le tems qu'on parlementait, l'insurrection était devenue générale. Le peuple, souverain de fait, prouvait qu'il était souverain de droit, en représentant le premier article du traité entre *Charles Quint et André Doria*, dans lequel l'empereur reconnaissait que le peuple de Gênes avait le droit de choisir le gouvernement qui lui convenait *et de le changer à son gré*.

Près de trois mille individus , soupçonnés d'attachement au parti des nobles , avaient été incarcérés depuis le premier jusqu'au 10 prairial. Le peuple était maître du Mole , et menaçait d'enfoncer les portes du palais qui renfermait les archives de la république. Le grand conseil assemblé le 12 prairial , obéissant aux lois de la nécessité , déclara , après une assez longue délibération , que le gouvernement était dissous ; et , ayant nommé quatre nobles et quatre populaires pour diriger la république jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre de choses , il abdiqua l'autorité que lui donnaient les anciennes lois. AN V.

Au milieu de la fermentation qui régnait dans les esprits , le poste que le grand conseil offrait aux huit nouveaux éphores , était si périlleux , qu'ils n'osèrent pas l'accepter. Le pouvoir resta dans les mains d'une administration provisoire , créée par les populaires. Elle enjoignit , le 15 , à tous les nobles sortis du territoire de Gênes depuis le commencement des troubles , d'y rentrer dans deux jours , sous peine de séquestration de leurs propriétés. Les habitans des deux rivières furent invités par ceux de Gênes , à nommer des députés avec des pouvoirs suffisans pour poser les bases d'une nouvelle organisation sociale. On forma des

B b a

— 1797. gardes nationales sous le nom de légions liguriennes ; et , tandis que les représentans de toutes les communes qui formaient l'état de Gênes , travaillaient à la confection d'un nouveau code constitutionnel , toutes les parties de l'administration étaient régies sur le modèle du gouvernement français.

La nouvelle constitution fut proclamée en fructidor : ses bases étaient celles de la constitution française. Le corps législatif était partagé en deux sections, le conseil des soixante et le conseil des anciens. Le gouvernement fut confié à un directoire composé de cinq magistrats suprêmes. Les premiers directeurs furent Louis Corveto , Nicolas Littardi , Augustin Maglione , Ambroise Molino et Paul Gosta.

CHAPITRE XVII.

*Préludes de la journée du 18 fructidor.
Manifeste du prétendant au trône de France.*

—
ON a vu précédemment que l'indulgence envers les chefs de la conspiration royale avait produit les plus fâcheux effets. Les auteurs de l'ancien régime attribuaient ouvertement cette indulgence à la prépondérance de leur parti, qui entraînait le

et la France entière, connaissant le but auquel ils tendront de concert, et les moyens qu'ils mettront en œuvre, jugera elle-même du bien qu'elle doit en espérer. »

« Nous avons dit à nos agens, ramenez notre peuple à la religion de ses pères, et au gouvernement paternel qui fit si long-tems sa gloire et le bonheur de la France. Expliquez-lui la constitution de l'état, qui n'est calomniée, que parce qu'elle est méconnue. instruisez-le à la distinguer du régime qui s'était introduit depuis trop long-tems. Montrez-lui qu'elle est également éloignée de l'anarchie et du despotisme, deux fléaux qui nous sont odieux autant qu'à lui-même, mais qui pèsent tour-à-tour sur la France depuis qu'elle n'a plus son roi. Consultez des hommes sages et éclairés sur les nouveaux degrés de perfection dont elle est susceptible ; et faites connaître les formes qu'elle a prescrites, pour travailler à son amélioration. »

« Affirmez que nous prendrons les mesures les plus efficaces pour la préserver des injures du tems et des attaques de l'autorité même. Garantisiez de nouveau l'oubli des erreurs, des torts, même des crimes. Etouffez dans tous les cœurs jusqu'aux moindres desirs de vengeances particulières que nous sommes résolus de réprimer sévèrement, et transmettez-nous les vœux du public sur les ré-

1797.

glements propres à corriger les abus, dont la réforme sera l'objet constant de notre sollicitude. Donnez tous vos soins à prévenir le retour de ce régime de sang, qui nous a coûté tant de larmes, et dont nos malheureux sujets sont encore menacés. »

» Dirigez les choix qui vont se faire, sur des gens de bien, amis de l'ordre et de la paix, mais incapables de trahir la dignité du nom français, et dont les vertus, les lumières, le courage, puissent nous aider à ramener notre peuple au bonheur. Assurez des récompenses proportionnées à leurs services, aux militaires de tous les grades, aux membres de toutes les administrations qui coopéreront au rétablissement de la religion, des lois et de l'autorité légitime; mais gardez-vous d'employer, pour les rétablir, les moyens atroces qui ont été mis en usage pour les renverser. Attendez de l'opinion publique un succès qu'elle seule peut rendre solide et durable; ou, s'il fallait recourir à la force des armes, ne vous servez du moins de cette cruelle ressource, qu'à la dernière extrémité, et pour donner à l'autorité légitime un appui juste et nécessaire. »

» Français, tous les écrits que vous trouverez conformes à ces sentimens, nous nous faisons gloire de les avouer; si l'on vous

en présente où vous ne reconnaissiez pas ces caractères, rejetez-les comme des œuvres de mensonge ; ils ne seraient pas selon notre cœur. Donné le dix mars, l'an de grace 1797, de notre règne le deuxième.

AN V.

Signé Louis.

J'ai déjà parlé des confessions de Brottier et de Duverne de Presles impliqué dans la conspiration de pluviose, sous le nom de Dunand, épicier ; elles furent insérées dans les registres secrets du directoire. Ces actes considérés en eux-mêmes, et comme la déclaration de deux hommes condamnés par la justice, et qui espèrent d'alléger leur peine par les aveux qu'on leur demande, obtiendraient peu de confiance ; mais on en juge différemment, lorsqu'on entre dans les circonstances particulières de ces confessions, et sur-tout qu'on les combine avec les papiers trouvés chez Lemaître, à l'époque des événemens de vendémiaire an quatre ; avec les pièces de la conspiration de pluviose, et les diverses particularités qui précédèrent la journée du dix-huit fructidor.

L'importance de l'événement que je vais rapporter, m'oblige de placer sous les yeux de mes lecteurs, la confession de Duverne de Presles, malgré sa longueur.

1797.

CHAPITRE XIX.

*Déclaration faite au directoire par Duverne
de Presles , dit Dunand.*

« **J**E ne dissimule point en commençant cet écrit , citoyens directeurs , que c'est l'acte de ma condamnation que je mets dans vos mains. Mais quoique je sois loin d'être insensible à mon intérêt particulier , je me suis tellement persuadé que c'est un tout autre motif qui m'a déterminé à une démarche bien difficile à mésinterpréter , que je n'hésiterais point à l'entreprendre, lors même que je n'aurais pas pour me rassurer l'engagement que vous avez pris avec moi. »

» Beaucoup de tentatives ont été faites , depuis la révolution , pour relever le trône ; toutes ont échoué ; mais la plupart ont coûté la vie à un grand nombre d'hommes de l'un et de l'autre parti : rien n'a découragé les royalistes ; à côté d'une conspiration éteinte , ils'en relève une nouvelle d'autant plus dangereuse , qu'à ses propres ressources elle ajoute l'expérience des fautes qui ont entraîné la ruine des autres. »

» Il y a bientôt deux ans que je me suis chargé des intérêts du roi à Paris. Dès

cette époque , je sentis que les royalistes n'auraient une véritable consistance , que lorsque , réunis autour d'un centre commun , ils agiraient ensemble. Je fis tous mes efforts pour amener à ce centre d'unité tous les chefs de la Vendée et de la Bretagne , et les agens répartis dans les départemens , lesquels tendaient à la même fin par des moyens contradictoires. J'allai dans la Bretagne , dans la Vendée , en Suisse où réside un ministre anglais chargé spécialement de seconder les royalistes. J'allai à l'armée de Condé ; je vis le roi. Enfin , je viens de faire un voyage en Angleterre , dans lequel je me suis expliqué avec le comte d'Artois et les ministres anglais. Il ne fallait pas moins que toutes ces courses pour faire renoncer chacun de ceux auprès de qui elles étaient dirigées , au plan particulier qu'il avait adopté , et pour faire ajourner les divisions qui existaient. Je crois que je n'aurais jamais eu de succès durable dans la Vendée ; aussi ai-je été loin de regarder comme un événement malheureux la soumission des insurgés. Elle nous servait en nous donnant la facilité de développer un plan plussage , par cette seule raison qu'il embrassait toute la France , et qu'il excluait tout autre mouvement partiel que celui qui nous aurait rendu maîtres de Paris , en renversant le gouvernement. »

AN V.

— 1797. » Voici le plan approuvé par le prétendant, qui seul en a connu la totalité. Le ministre anglais et les princes français ont adopté ce qu'on leur a montré de ce plan. On a cherché à faire marcher de concert les mesures politiques et les mesures militaires. »

» La France était divisée en deux agences, l'une qui comprend les provinces de Franche-Comté, Lyonnais, Forêt, Auvergne, et tout le Midi, confiée à M. de Précý ; l'autre qui s'étend sur le Nord de la France, dirigée par les agens de Paris : ces deux agences, unies par une correspondance active et régulière, de manière qu'aucun mouvement ne soit entrepris par l'une, sans savoir si l'autre est en état de la seconder. »

» Ces deux agences ont une correspondance directe avec le roi et avec les ministres britanniques, pour les secours que les agens emploieront indépendamment des instructions données par les Anglais. Le second objet de la correspondance anglaise est de leur donner les connaissances qui tendent au service de la cause, mais jamais celles dont les résultats pourraient leur faciliter la prise de quelque-une de nos places maritimes ; le roi et son conseil n'ayant jamais cessé de penser que les services des Anglais n'ont pour but que la ruine de la France. »

» Les agens principaux subdiviseront l'é-

tendue, dont la direction leur est donnée, en autant de commandemens militaires qu'ils le jugeront convenable ; ils soumettront leur travail au roi, et lui proposeront les personnes qu'ils croiront pouvoir remplir avec intelligence et fidélité les places de commandans en chef des divers arrondissemens. Les commandans recevront leurs pouvoirs du roi, mais ils ne correspondront directement qu'avec les agens supérieurs. »

» Les agens principaux, et sur-tout ceux de Paris, n'épargneront rien pour amener au parti du roi les membres des autorités constituées. Ils peuvent promettre à tout individu les avantages personnels que son importance peut le mettre en droit de désirer, sans exception de personnes, même des membres de la convention qui ont voté la mort de *Louis XVI* ; mais ils ne prendront jamais aucun engagement qui pourrait laisser croire que l'intention est de rétablir la monarchie sur des bases nouvelles. Le roi fera tout pour réformer les abus qui s'étaient introduits dans l'ancien régime ; mais rien ne pourra le décider à changer la constitution. Dans le cas où un parti puissant, dans les conseils, proposerait de reconnaître le roi à des conditions, les agens de Paris engageraient ce parti à députer auprès de S. M. un fondé de pouvoirs avec lequel elle dis-

AN. V.

— couterait elle-même les vrais intérêts de la France. »

» Le but qu'on se propose est le renversement du gouvernement actuel. C'est dans la constitution actuelle elle-même qu'on peut trouver le moyen de la détruire sans grande secousse. Les fréquentes élections offrent des facilités de porter, en majorité, les royalistes aux places de l'administration. »

» Jusqu'à ce moment, les royalistes n'ont su tirer aucun parti de leur nombre; la pusillanimité les a éloignés des assemblées primaires, ou s'ils y ont porté leurs votes, ils l'ont fait sans concert préalable pour obtenir la majorité des suffrages dans les assemblées primaires. Il faut trois choses : Forcer les royalistes d'y aller; les forcer de réunir leurs suffrages sur des individus désignés; faire voter dans le même sens qu'eux cette classe d'hommes qui, sans attachement à un gouvernement plutôt qu'à un autre, aiment l'ordre qui garantit leurs personnes et leurs propriétés. Afin de parvenir à ce triple but, il sera formé deux affiliations; l'une composée de royalistes éprouvés; l'autre des royalistes timides, des égoïstes, des indifférens. Il est inutile que j'entre, à cet égard, dans des détails, puisque vous avez les réglemens de ces deux affiliations. »

» On choisira les royalistes les plus cou-

rageux, pour en former des compagnies, dont le nombre sera proportionné aux moyens pécuniaires que les agens pourront destiner à ce service ; ils fourniront des armes et des munitions. Ces compagnies seront prêtes à se rassembler, sur-tout dans le tems des assemblées primaires. Leur objet sera de repousser tout parti armé ou non armé qui s'opposerait à la liberté des élections ; bien entendu qu'elles ne prendront jamais les armes les premières, et qu'elles ne se montreront qu'avec des couleurs républicaines. Elles s'occuperont encore à forcer, par menaces ou autrement, les indifférens à se rendre aux assemblées primaires. »

AN V.

» Les agens encourageront la désertion, sous prétexte des travaux de l'agriculture ; ils prépareront les paysans à un nouveau soulèvement ; mais nulle part on n'en excitera qu'après les ordres des agens supérieurs. S'il arrivait que le succès des préparatifs militaires fût tel qu'on se flattât de renverser le gouvernement, on renoncerait aux moyens des assemblées primaires, et on profiterait du moment favorable pour arriver au rétablissement pur et simple de la monarchie. Enfin, dès que les agens de Paris croiront assuré que le roi ne peut tarder d'être proclamé, soit par suite des mesures que prendraient les deux conseils où les royalistes

seraient en majorité , ou par des moyens militaires , ils chargeront un royaliste sûr de lui en donner avis , et pour ramener un prince du sang dont la présence fasse taire toutes les ambitions particulières. »

» Pour développer ce plan , il fallait des fonds : l'Angleterre seule pouvait les fournir. Précy a obtenu , pour l'agence dont il est chargé , de tirer sur M. Vinckam , ministre d'Angleterre en Suisse , les fonds qui lui seraient nécessaires. J'ai obtenu soixante mille livres sterling pour les dépenses préparatoires ; trente mille livres devaient m'être payées dans le mois de la proclamation du roi , à condition , pourtant , que nous n'agirions pas avant les élections ; quinze mille livres sterling pour l'achat d'habits blancs , nécessaires à l'habillement de quelques corps ; enfin , on devait faire passer par nos mains des fonds dont la quantité n'était pas déterminée , pour transmettre à MM. de Puisaye et Frotté dont la position exige des dépenses plus considérables que celles de nos autres arrondissemens. »

» M. de Puisaye qui se croit en mesure de faire seul la contre-révolution , veut depuis long-tems se déclarer ; nous l'en avons empêché jusqu'à ce moment. Il étend ses intelligences depuis Brest jusqu'à Laval. Je crois qu'il compte sur plusieurs corps employés

ployés dans cette partie. M. de Frotté était encore à Londres à l'époque de mon départ ; mais il comptait se rendre incessamment en Normandie , où il a laissé les officiers qui servaient jadis sous ses ordres. M. de Rochecot est chargé de préparer le Maine, le Perche et le pays Chartrain. M. de Bourmont ne fait que commencer ses fonctions , depuis Lorient jusqu'à Caen. M. Mallet , ancien aide-major de Château-Vieux , a la haute Normandie et l'isle de France jusqu'à Paris. Tous nos établissemens , jusqu'à cinquante lieues , forment un triangle dont un angle s'appuye sur Paris. M. Duglats est employé dans l'Orléanais , la Picardie. Le Sénonais et la Brie sont encore sans chefs. Nous attendions un M. Bultes, qui nous est annoncé comme ayant de puissantes intelligences dans la première de ces provinces. »

» On s'occupait à renouer des intelligences dans la Vendée. Il y a deux compagnies formées à Paris ; une d'elle est , je crois , aux ordres de M. de Frienville ; je ne connais pas le commandant de l'autre. Paris est le foyer de nos intelligences. Jusqu'à-présent nous n'avions pas essayé de corrompre à prix d'argent ; nous l'aurions tenté maintenant , afin de connaître les projets du gouvernement. J'avais entre les mains le plan de la descente en Irlande , ou plutôt

— le rapport de Carnot , relatif à ce plan ; je
1797. sais bien comment on me l'a procuré , mais
je ne sais pas qui. »

» Nous mettions beaucoup d'importance à
gagner la police , mais nous étions très-peu
avancés à cet égard ; nous tirions aussi ,
toutes les semaines , un extrait du rapport
des commissaires du pouvoir exécutif , sur la
situation de l'opinion publique dans les dé-
partemens. »

» Je ne sais d'où nous venait l'opinion , que
le ministre de la police ne serait pas éloigné
lui-même de nous servir ; peut-être unique-
ment de ce qu'il passe pour modéré , et de la
guerre que lui faisaient les Jacobins. Nous
pensions de même du ministre de l'intérieur ;
et sans doute par la même raison. »

Mais , dans le conseil , nous avons trouvé
plus de facilité. Dès le mois de Juin de
l'année dernière , il nous fut fait des propo-
sition de la part d'un parti qui se disait puis-
sant ; nous les transmîmes au roi. On offrait
de le servir , à condition qu'il n'y aurait
d'autre changement à la constitution actuelle ,
que la concentration du pouvoir exécutif
dans la personne du roi. Il accepta le ser-
vice , mais il voulut discuter la condition ; il
demanda en conséquence qu'il lui fût en-
voyé un fondé de pouvoirs. Depuis lors , il
n'a cessé de le demander ; mais le parti étant

beaucoup plus faible qu'il ne s'était annoncé, a relâché de ses prétentions, sans y renoncer entièrement. » AN V.

» De notre côté, pensant à relever le trône par le moyen même des deux conseils, nous avons jugé qu'ils resteraient les maîtres d'imposer au roi leurs conditions; et nous n'avons pas insisté sur l'envoi. Il est parti, il y a environ deux mois, quelqu'un qui, à ce que je crois, a porté au roi la liste des membres qui desirent la monarchie, et dont le nombre s'élève à cent quatre-vingt-quatre. La veille de notre arrestation, une personne était venue proposer de donner encore au roi une soixantaine de députés; elle s'engageait d'obtenir une déclaration formelle du fils du duc d'Orléans, portant qu'il ne prétend aucunement au trône. On proposait même d'envoyer le jeune prince auprès du roi : nous écoutions tout, sans prendre d'engagement formel.»

» L'importance, dont il pouvait être pour nous de gagner les corps attachés aux différents services de Paris, ne nous avait pas permis de négliger cette mesure. Nous avions quelques succès, et nous nous flattions d'un plus grand, puisque c'est à l'occasion des démarches où cet espoir nous a entraînés, que nous avons été arrêtés. Plusieurs de nos agents s'occupaient des administrations

particulières. Un d'eux m'a dit être sûr que
1797. dix présidens d'administrations municipales
étaient gagnés ; mais il ne faut pas ajouter
foi à ce dire : les royalistes se sont toujours
fait illusion sur le nombre de leurs par-
tisans. »

» Nous avons payé plus d'une brochure ;
nous avons inséré des articles dans plus d'un
journal ; mais il est des faits que je ne peux
dire que verbalement ».

« L'agence de M. de Précy était dans un
état bien différent de la nôtre. Ses prépara-
tifs n'ont été que militaires jusqu'à présent ;
ce n'est que dernièrement qu'il vient d'adop-
ter nos mesures politiques. Il est dans ce
moment à Berne, où il reçoit les comptes
que lui rendent les agens particuliers ; il y
en a dans tout le midi. On avait beaucoup
de peine, dès l'année dernière, à arrêter l'ar-
deur d'une partie d'entr'eux qui voulaient
se soulever. C'est à Lyon qu'il a le plus de
partisans. Son grand objet est de s'assurer
de quelque ville forte, pour ménager l'en-
trée en France de l'armée de Condé. Il a
des intelligences à Besançon ».

» Vous voilà instruit de la conspiration.
Il suffit, pour la déjouer, de publier ma
lettre et les réglemens des deux associations.
A cette lecture, vous verrez les royalistes
se cacher ; mais il ne suffit pas qu'ils renon-

cent à leurs entreprises pour le moment , il faut leur en ôter pour toujours la pensée ».

AN V.

» Il arrivera deux choses ; ou les royalistes , qui pensent que le gouvernement tient les clefs de la conspiration et non la conspiration même , voudront renouer le même plan ; ils proposeront au roi et aux Anglais d'envoyer de nouveaux agens pour nous remplacer avec plus de précaution : ou d'autres royalistes , qui veulent renverser le gouvernement par des excès , proposeront à Londres et à Blankembourg de gagner les jacobins ; ces hommes énergiques ramèneront la terreur , et à la suite de la terreur , viendra la royauté ».

» Il existe un autre parti royaliste qui compte sur l'appui de l'Espagne ; à sa tête sont MM. de la Vauguion et d'Antraigues ».

» La personne qui nous est connue sous le nom de Thebaut , est M. Despomelles , maréchal-de-camp ; il peut s'être chargé de nous remplacer , mais provisoirement ; car il est trop prudent pour prendre sur son compte une si périlleuse besogne. Je n'ai jamais entendu parler de la veuve Joye ; c'est sûrement un nom de guerre. La personne qui le prend , n'a pas eu de correspondance avec nous , mais vraisemblablement avec Lemaître , dont Dutheil , mon correspondant à Londres , était aussi le correspondant.

— Duval était le nom que j'avais pris en Angleterre , ayant coutume d'en prendre un nouveau à chaque voyage que j'y faisais.»

1797.

» Nous ne connaissons pas les membres du corps législatif qui sont de notre parti. Lemerer et Marsan étaient nos seuls intermédiaires ; mais les autres sont la plus grande partie de ceux qui forment la réunion de Clichy. L'individu qui nous a procuré le rapport de Carnot sur le projet de descente en Irlande , doit être employé au dépôt des cartes et places appelé peut-être bureau des hydrographes ou typographes. Je crois que cette pièce a dû être enlevée pendant une absence que fit le chef du bureau dans le cours du mois de frimaire.»

» L'Angleterre payait ici un nommé Hardemberg ; il avait des rapports directs avec Saladin : elle paie également un nommé Vincent que le ministre de la police doit connaître. Une correspondance qui ne nous est pas tout-à-fait étrangère , est celle de M. d'Antraigues avec M. Sourdat, père. Sourdat écrit soit à un abbé André , qui se fait nommer Lamarne , soit à M. de Valdené , connu dans l'affaire de Lemaître. Ces deux messieurs sont à Lausanne ou à Vevay ; ceux-ci transmettent les lettres à un abbé de Larenie à Bellinzone , sous le couvert , je crois , du directeur des postes de cet endroit. Ce der-

nier envoie à Venise où se tient d'Antraigues. De Venise, les détails vont à M. de la Vauguyon. Sourdat écrit aussi directement à Bellinzone, tantôt à l'abbé de Lorraine, sous le nom de Gregorio Letoni, tantôt à Marco Philiberti, ou même à d'autres. Il y a encore une correspondance directe adressée à Marco Philiberti, banquier de Bavière.»

CHAPITRE XIX.

Conduite du gouvernement à la suite des instructions qu'il avait tirées des conjurés.

BONAPARTE avait fait arrêter en Italie d'Antraigues dont il est question dans la confession de Duverne de Presles, et qui était aussi cité dans les instructions royales saisies sur Brottier et Lavilleurnoy. Il trouva moyen de s'évader dans le tems qu'on devait le conduire à Paris ; mais ses papiers furent envoyés au directoire, et il était assez public qu'ils compromettaient un grand nombre de députés dans les deux conseils.

Le directoire avait donc la preuve matérielle non-seulement qu'il existait une conjuration contre le gouvernement, mais il connaissait tous les détails qui pouvaient la faire réussir. Les royalistes disaient hau-

1797. — tement, de leur côté, que la constitution elle-même leur fournissait les moyens de renverser la république, et dans une circonstance aussi épineuse, lorsque le devoir du conseil des cinq cents était d'écarter les sinistres présages qui se manifestaient, l'entortillage de sa conduite étonnait les républicains.

Une sorte d'anarchie dans les délibérations qui devaient être le plus réfléchies; des motions d'ordre intempestives, lancées au milieu des travaux les plus importants; les superstitions et les préjugés caressés, défendus du haut d'une tribune d'où la raison ne devait cesser de lancer sur eux les armes de la persuasion; l'insoumission aux lois de l'état excusée, et la déclaration du refus d'y obéir, préconisée comme un motif déterminant de céder à la rébellion; les prêtres soumis aux lois, livrés à la division des prêtres réfractaires; l'émigré rentrant avec le fugitif prêt à armer ses partisans en faveur de l'ennemi étranger qui le soudoyait pendant son exil; les finances mises en oubli devant l'intérêt des cloches; un rapport rempli d'erreurs, qui semblait n'exagérer les ressources disponibles que pour éluder les ressources nouvelles; les impôts de l'année courante décrétés à peine, lorsqu'elle se terminait, comme si on eût voulu en réserver

Désunion

la rentrée intacte en faveur de la royauté ; tout cela avait fait dire dans le conseil des anciens , que la contre-révolution était dans celui des cinq cents. AN V.

Il était aisé au directoire , au milieu de cet entortillage , de transformer les coups que les républicains voulaient lui porter , en une conspiration contre la république. Les ministres de l'intérieur et de la police furent destitués. Ils avaient montré beaucoup de zèle et d'intelligence dans l'exercice de leurs fonctions. Les directeurs prétextèrent que ces deux ministres , étant chargés dans les déclarations de Duverne de Presles , il ne pouvait plus leur conserver sa confiance. Cet acte d'administration fut présenté au conseil des cinq-cents , comme une calamité publique. Le gouvernement assurait que ces mêmes déclarations de Duverne de Presles lui donnaient la certitude que les royalistes , au moyen d'associations aussi actives que cachées , avaient dirigé les élections en leur sens. Pour arrêter les effets de cette trame , il favorisait l'introduction de nouvelles sociétés populaires , qui furent connues sous le nom de cercles constitutionnels , et dont le but était de protéger la constitution de l'an trois et le directoire contre les attaques qui leur étaient portées. Les deux conseils ordonnèrent la clôture des cercles constitutionnels.

1797.

Enfin , vers les premiers jours de fructidor , on ne parlait à Paris que de la division qui s'était établie entre les membres du directoire exécutif , et d'une guerre qui se déclarait entre les deux conseils et le directoire. On était convaincu qu'une catastrophe tragique menaçait la majorité des directeurs , ou que la représentation nationale serait de nouveau mutilée. On parla de réconciliation , il paraît même qu'il y eut des démarches à ce sujet ; mais les hommes qui avaient étudié la marche des passions humaines , ne se rassuraient pas aisément. La séance publique du directoire , du 10 fructidor , fixa leur opinion.

CHAPITRE XX.

Séance du directoire exécutif , du dix fructidor.

DANS cette séance , devaient être présentés au directoire un ministre plénipotentiaire de la république italienne , et le général Bernadotte , chargé par Bonaparte des drapeaux pris aux Autrichiens et aux Vénitiens , dans les derniers combats en Italie et en Allemagne. L'ambassadeur et le général prononcèrent des discours analogues à la circon-

tance. Le président du directoire, Révellière-Lépeaux, répondit au premier :

AN V.

« La république cisalpine n'est point précaire, elle subsistera avec gloire. Des hommes, il est vrai, qui abusent lâchement de leur position pour tout calomnier, ont fait entendre leur censure. Semblables au serpent caché sous les fleurs, au milieu des louanges dictées par l'astuce, ils ont osé glisser des doutes empoisonnés sur la légitimité de la conduite du général, et sur les résultats des opérations de son intrépide armée. Jettant ensuite une partie du masque dont ils s'étaient couverts, ils ont eu l'insolence de vous déclarer que vous ne pouviez être libres que par leur volonté. Les insensés ! De pareils discours paraîtraient le comble du délire, si tout ce qui se passe autour de nous, ne donnait l'affligeante certitude, que ces traits appartiennent à un système lié pour détruire la liberté sur le globe. »

« Non, guerriers immortels, vous n'aurez pas opéré tant de prodiges en Italie, sans y laisser un monument durable de votre gloire, un état libre et des alliés fidèles à votre patrie. Non, peuples de la Cisalpine, vous n'aurez point goûté les premiers fruits de l'indépendance, pour retomber dans les fers. Quelques misérables intrigues, dirigées par des fauteurs connus du despotisme, ou les discours plus

— ou moins équivoques de ces hommes qu'on
1797. a vu se jeter dans tous les partis, ne régleront pas vos destinées. L'envieux serpent brisera ses dents sur la lime, et les pygmées ne détruiront pas l'ouvrage des géans. »

Il répondit au second : « C'est en vain que les éternels ennemis de la liberté française redoublent d'efforts pour la renverser ; c'est en vain que, pour les seconder, de lâches déserteurs de la cause républicaine, ont, par un pacte honteux, vendu à l'étranger et à la race des Bourbons et leur honneur et leur patrie ; que, chaque jour, leurs mains criminelles sapent l'édifice de nos lois, et que leur bouche impure essaie de ternir l'éclat des plus étonnans, des plus nobles et des plus touchans résultats de la forme de notre gouvernement, et du triomphe de nos armées. C'est en vain qu'ils tentent tout pour armer les citoyens les uns contre les autres ; qu'ils veulent allumer le flambeau de la guerre civile, afin de dévorer la république, et de relever la monarchie sur ses sanglans débris ; que sans cesse ils énervent l'action exécutive, et versent l'infamie sur ceux qui la dirigent ; d'abord, afin de pouvoir dire que le gouvernement républicain est trop faible pour maintenir l'ordre public ; en second lieu, pour trouver moins d'opposition à leurs projets subversifs. C'est en vain qu'on jette au milieu

de nous le levain de la plus dangereuse fermentation , et les brandons d'une éternelle discorde , en rappelant par nombreuses bandes les suppôts du fanatisme , et ceux de l'aristocratie ; et cela , lorsque le tems n'a pas encore donné au gouvernement cette solidité , et aux lois cette vigueur qui ne s'acquièrent que par la pratique et par l'habitude. »

« C'est en vain que , loin de s'occuper à mettre les esprits d'accord avec la forme du gouvernement , on a constamment travaillé à éteindre l'esprit public , tellement , qu'on est parvenu à dégrader une jeunesse naturellement ardente et généreuse , une jeunesse qui , suivant l'impulsion de son âge et les nobles élans d'une âme élevée , se montre si sensible aux premiers accens de la liberté. On est parvenu , la posérité le croira-t-elle , à lui faire appeler un maître , et demander des fers. Des fers pour des mains qui peuvent rester libres ! »

Enfin , c'est en vain que la plus affligeante pénurie , prolongée depuis si long - tems , et le premier fruit de cet affreux système , vient encore augmenter la difficulté des circonstances. Semblable à Hercule , la république française étouffera tous les serpens qui assiègent son berceau. »

« Non , généreux soldats , le fruit de vos triomphes ne sera pas perdu ! quant au di-

rectoire exécutif, il ne pactisera jamais avec les ennemis de la république ; il ne se laissera ni effrayer par les dangers les plus réels , ni séduire par de trompeuses promesses ! Il ne reconnaîtra d'autorités , que celles que la constitution a créées ; il ne les reconnaîtra , que dans la ligne qu'elle leur a tracée. Il n'oubliera pas qu'elle doit également régner sur tous , et que l'autorité qui se place au-dessus d'elle , cesse , par là même , d'être légitime. Le nombre ou l'espèce de ses ennemis ne l'épouvante pas ! »

Les allusions entre ces deux réponses de Révellièrre-Lépeaux avec plusieurs discours tenus dans le conseil des cinq cents , frappaient tous les esprits. Relevées avec amertume dans un grand nombre d'ouvrages périodiques , elles augmentaient l'anxiété générale déjà très-grande. Des propositions de paix entre la France et l'Angleterre avaient été renouées depuis le traité de Léoben. Lord Malmesbury était venu à Lille , où le directoire avait envoyé , en qualité de ministres plénipotentiaires , l'ancien directeur Letourneur , l'ex-conventionnel Maret , et l'amiral Pléville-Pelay , qui fut , quelques tems après , ministre de la marine.

On assurait que , non-seulement les dissensions entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif arrêtaient les négociations de Lille ;

mais qu'elles serviraient de prétexte à l'empereur pour rompre les préliminaires et recommencer la guerre. Les deux conseils pressaient l'organisation de la garde nationale de Paris, dissoute après l'insurrection de vendémiaire an quatre, et rétablie par un décret. Ils voulaient s'en faire un rempart contre les entreprises du directoire ; mais les Parisiens, instruits par l'expérience, montraient une répugnance formelle à s'enrôler.

AN V.

Paris paraissait calme, aucune agitation ne se montrait au dehors, aucun rassemblement ne pouvait inquiéter l'administration ; mais une morne tristesse était peinte sur tous les visages. On savait que le comité des inspecteurs de la salle des cinq cents, chargé d'une surveillance active, s'assemblait toutes les nuits ; qu'un grand nombre de députés assistaient à ses séances, mais on ne savait pas de quelle nature étaient ses délibérations. Les bruits les plus sinistres circulaient ; on assurait que Paris était cerné par des troupes de ligne, et qu'un événement tragique menaçait cette capitale. Chaque jour on annonçait la catastrophe pour le lendemain ; et le père de famille, après avoir passé la journée dans les alarmes, rentrait chez lui avec la persuasion que sa femme et ses enfans seraient réveillés par le son du toccin et le bruit du canon.

1797.

CHAPITRE XXI.

Journée du dix-huit fructidor.

A QUATRE heures du matin le canon d'alarmes se fit entendre sur le Pont-neuf. A ce signal, quelques corps de troupes, entrés dans Paris pendant la nuit, et réunis à la garnison de cette capitale, formant en tout huit à dix mille hommes, se mirent en mouvement. Une partie de l'armée avait ordre d'entourer l'enceinte où siégeaient les deux conseils; l'autre devait s'emparer des ponts, des places, des quais, et de tous les postes essentiels.

Le directeur Barthélemy était gardé à vue dans son appartement. Le directeur Carnot avait disparu vers minuit. On parla diversement de cette éclipse. On disait qu'il avait été tué, en se défendant contre ceux qui étaient chargés de l'arrêter, par ordre de ses trois collègues, Laréveillière-Lépeaux, Barras et Rewbel, qu'il se proposait lui-même de faire arrêter, à l'issue d'un conseil qui se tenait alors dans le lieu des séances de la commission des inspecteurs de la salle des cinq cents. Ce conseil était composé d'un grand nombre de députés des deux conseils, qui restèrent assemblés toute la nuit.

La

La colonne chargée de s'emparer du palais des Tuileries , s'était rangée en bataille , entre la grande grille du jardin et l'avenue des Champs-Élysées. L'officier qui la commandait, s'avancant jusqu'à la grille, somma, au nom du directoire , les grenadiers du corps législatif qui la gardaient, d'ouvrir les portes. Le commandant du poste demandait le tems de délibérer ; on lui accorda cinq minutes , en lui déclarant que les moyens allaient être disposés pour vaincre toute résistance.

Les grenadiers , à la vue des préparatifs hostiles , en arrêterent l'effet , en s'écriant ensemble, vive Augereau, vive le directoire ! Les grilles furent sur-le-champ ouvertes. Les assaillans , maîtres du jardin , occupèrent les postes autour des salles où s'assemblaient les deux conseils. Le commandant des grenadiers, Ramel, qui blâmait la conduite tenue à la grande grille du jardin , fut arrêté par le général Augereau qui commandait l'expédition , et envoyé au Temple. Un piquet , sous les ordres du général Cherin , eut ordre d'arrêter les députés assemblés dans la salle de la commission des inspecteurs. Ils n'étaient plus alors qu'au nombre de treize ; du conseil des anciens, Rovère, de Vaucluse ; Pérée, de la Manche ; Tupinier, de Saône et Loire ; Jarry-des-Loges, de la Mayenne ; de la Meitherie , du Cher ; Descourtils-de-Merlemont,

Tome VII.

D d

— 1797. de l'Oise : du conseil des cinq cents, Pichegru, du Jura ; Willot, des Bouches-du-Rhône ; Delarue, de la Nièvre ; Dauchy, de l'Oise ; Derumare, de la Seine Inférieure, Favolle, de la Drôme ; Bourdon, de l'Oise. Les autres députés qui formaient cette réunion, s'étaient retirés insensiblement, à la nouvelle des apprêts que faisait le directoire.

Au point du jour, les Parisiens éveillés par le bruit du canon, par la marche des troupes, ou que leurs affaires conduisaient dans les rues, ne paraissaient pas étonnés de se trouver au milieu d'un camp, ou plutôt de voir un camp au milieu de Paris ; mais ils craignaient les suites de cette journée, avec d'autant plus de raison, que, depuis près d'un mois, les royalistes se vantaient publiquement qu'ils étaient en mesure d'affronter leurs ennemis et de faire triompher le parti contre-révolutionnaire. On s'attendait à un choc, sans pouvoir en calculer l'issue.

A huit heures du matin, les représentans du peuple se rendaient à leur poste. L'appareil des armes, le bruit public, et les arrêtés du directoire affichés, sur les murs, annonçaient qu'une vaste conspiration venait d'être découverte. A huit heures et demie, le général Lemoine se présente, et après avoir fait poser les scellés sur la porte

du conseil des anciens , il remet à quelques députés qui se trouvaient dans la salle des séances du conseil des cinq cents , un arrêté du directoire , qui portait en substance : « Le général Augereau est chargé de mettre les scellés sur les portes des deux conseils ; il invitera les représentans du peuple qui s'y trouveront , à s'assembler , les anciens , dans la salle des écoles de santé , les cinq cents , dans la salle de l'Odéon , qui sont disposées pour les recevoir. » Alors , l'entrée du jardin des Tuileries fut interdite à tout le monde indifféremment , excepté à la force armée.

Cependant, les députés qui n'étaient pas instruits de ce qui venait de se passer , continuaient à se présenter aux avenues ; les factionnaires leur indiquaient les endroits où les deux conseils devaient se réunir. Les uns s'y rendirent , d'autres rentraient chez eux ; d'autres , enfin , erraient à l'aventure dans les rues de Paris , cherchant à connaître les particularités de l'événement qui se déployait. Quelques-uns d'eux résolurent de se réunir en plus grand nombre possible. Ils choisirent la maison du député Ponsart pour les cinq cents , et celle du député Barbé - Marbois pour les anciens. Deux députés de chaque conseil parcouraient les alentours du palais des Tuileries , pour recruter leurs collègues.

A midi , les anciens étaient réunis au nom-

D d 2

— bre de quarante , et les cinq cents au nombre
1797. de quatre-vingts. Ils connaissaient alors ,
dans toute son étendue , l'événement qui avait
conduit le directoire à fermer provisoirement
les portes des deux conseils. Ils savaient aussi
que le plus grand nombre de leurs collègues
siégeaient à l'Odéon et à l'Ecole de santé.
Cependant , soit que leur position singulière
les entraînât hors des mesures ordinaires , ou
que ce même esprit , qui avait inspiré aux
cinq cents tant de fausses démarches depuis
un mois , prévalût encore , ils résolurent de
se présenter en corps pour se faire ouvrir les
portes du palais , et haranguer les troupes
qui le gardaient.

Cette démarche hasardeuse eut lieu à midi
et demi. Les députés des cinq cents , arrivés
à la porte du Manège , sommèrent l'officier
du poste de lever la consigne qui les empê-
chait d'entrer dans la salle ordinaire de leurs
séances. L'officier , opposant aux instances
qui lui étaient faites les lois militaires qui lui
défendaient de déférer à toute autre autorité
qu'à celle de ses chefs , assaisonnait son refus
des procédés les plus honnêtes ; les anciens
n'avaient pas eu plus de succès.

Les uns et les autres prirent le parti de se
retirer. Quelques-uns se réunirent à leurs
collègues à l'Odéon et à l'Ecole de santé. D'au-
tres s'assemblèrent de nouveau , les anciens ,

chez leur président Lafond-Ladebat ; les cinq cents , chez André (de la Lozère). Ces derniers s'occupaient d'une protestation , lorsqu'on vint les avertir que la police avait fait investir la maison de Lafond-Ladebat ; que ce député , de même que tous ceux qui se trouvaient chez lui , avaient été arrêtés , et qu'on les conduisait au Temple. A cette nouvelle , les députés des cinq cents se séparèrent à la hâte.

AN V.

CHAPITRE XXII.

*Séance permanente des deux Conseils.
Arrêtés du Directoire.*

UN arrêté du directoire avait ordonné que , conformément à la loi , tout individu qui se permettrait de rappeler la royauté , la constitution de 1793 , ou la famille d'Orléans , serait sur-le-champ mis à mort ; que toutes les propriétés seraient respectées , et qu'on fusillerait militairement tout individu qui se permettrait le moindre pillage. Un second arrêté suspendait provisoirement l'administration centrale de la Seine , et les douze administrations municipales de Paris. Un troisième arrêté ordonnait , sous peine de rebellion , à ceux qui occupaient la salle de l'Odéon et l'Ecole de santé ,

— d'en céder sur-le-champ l'usage aux repré-
 1797. tans du peuple , sauf à pourvoir à leur indem-
 nité. Un quatrième arrêté témoignait , aux
 grenadiers du corps législatif , la satisfaction
 du directoire au sujet de la conduite qu'ils
 avaient tenue , et les invitait à continuer
 leur service auprès des deux conseils ; enfin ,
 une proclamation annonçait la découverte de
 la conspiration royale ; elle était accompa-
 gnée de la plupart des pièces qui en consta-
 taient l'existence (1).

(1) *Pièce trouvée à Venise , dans le porte-feuille de d'Antraigues , et écrite de sa main.* Le comte de Montgaillard était à Venise depuis le mois de septembre. Je le savais par le bruit public , sans l'avoir jamais vu. L'abbé Dumontel , son ami , est venu chez moi de sa part , il y a six semaines , me faire ses excuses de ce que les raisons les plus graves l'obligeaient de ne pas me voir , et qu'il me les expliquerait un jour.

Le ... , je reçus une lettre de Fauche-Borel de Neuchâtel , qui me priait de remettre six cents livres à M. de Montgaillard , et de l'engager à se rendre sur-le-champ à Basle. Je fis avertir M. de Montgaillard : il ne veut point d'abord les six-cents livres ; quinze jours après il envoie les chercher , et me demande un rendez-vous pour le premier décembre. Remis au quatre , il est venu chez moi à six heures avec l'abbé Dumontel.

Après m'avoir parlé de son évasion , de sa course en Angleterre , de ses querelles avec la canaille de l'émigration qui ne veut ni faire , ni laisser faire , je lui dis : Mais enfin , à-présent que faites-vous ? — C'est pour vous en instruire que je suis venu ; mais il faut

Les députés des deux conseils qui s'étaient rendus à l'Odéon et à l'Ecole de santé , s'étant AN V.

reprendre les choses de plus loin. Au mois d'août 1795 , je me trouvais à Basle , et dans une conversation avec le ministre de Danemarck , il me demandait ce que je pensais de la révolution. Je ne disais que des choses générales, quand il m'interrompit pour me dire : Je vais vous parler plus franchement. Je regarde les rois coalisés comme des filoux qui volent dans les poches , tandis qu'on les conduit à la potence....

Le prince de Condé m'appela à Mulheim, et connaissant toutes les relations que j'avais en France, il me proposa de sonder le général Pichegru , qui avait son quartier-général à Altkirch. Le général Pichegru était alors environné de quatre représentans conventionnels.

Je me rendis avec quatre à cinq cents louis à Neuchâtel. Je jettai les yeux , pour faire les premières ouvertures , sur Fauche-Borel , homme fanatique de la royauté , plein de courage , de zèle, ayant peu d'esprit , mais de la probité. Je lui associai M. Courant, neuchâtélais , homme à ressources et d'un sang-froid imperturbable. Je les munis d'instructions , de passeports ; je leur fournis tous les prétextes pour voyager en France comme étrangers , négocians , acquéreurs de biens nationaux. Quand je les crus bien lestés , je les recommandai à Dieu , et je partis pour attendre de leurs nouvelles à Basle.

Le 13 août 1795, Fauche et Courant partirent pour se rendre au quartier-général d'Altkirch. Ils y restèrent huit jours, voyant Pichegru environné de représentans et de généraux, sans pouvoir lui parler. Pourtant Pichegru les remarqua , sur-tout Fauche ; et les voyant assidus sur tous les lieux par où il passait, il devina

trouvés vers les onze heures en nombre suffisant pour délibérer , commencèrent leur

que cet homme avait quelque chose à lui dire , et dit tout haut devant lui en passant : Je vais me rendre à Huningue. Aussitôt Fauche part , et s'y rend. Pichegru y était arrivé avec quatre représentans et sept généraux. Fauche trouva le moyen de se présenter à son passage au fond d'un corridor. Pichegru le remarque , le fixe , et dit tout haut : Je vais dîner chez M. de de Salomon , le château est à trois lieues d'Huningue. Fauche s'y rend , monte au château après dîner , et demande le général Pichegru. Celui-ci le reçoit en prenant son café.

Fauche lui dit que , possesseur d'un manuscrit de J. J. Rousseau , il veut le lui dédier. — Fort bien ; mais je veux le lire auparavant , car ce Rousseau a des principes de liberté qui ne sont pas les miens , et où je serais fâché d'attacher mon nom. Mais , lui dit Fauche ; j'ai autre chose à vous dire. — Quoi ? et de la part de qui ? — De la part de M. le prince de Condé. — Taisez-vous , et attendez-moi. Il le conduisit dans un cabinet reculé. Expliquez-vous ; que me veut le prince de Condé ?

Fauche , embarrassé , balbutiait : — Rassurez-vous , je pense comme le prince de Condé ; que veut-il de moi ?

— Il veut s'unir à vous , et compte sur vous. — Ce sont là des choses vagues ; retournez , demandez des instructions écrites , et revenez au quartier-général dans trois jours ; vous me trouverez seul à six heures du soir.

Fauche partit. Arrivé à Basle , il me rend compte de tout. Je passai la nuit à rédiger une lettre au général Pichegru. Je lui dis d'abord tout ce qui pouvait réveiller en lui le noble orgueil qui est l'instinct des grandes ames , et , après lui avoir fait voir tout le bien qu'il pouvait faire , je lui parlai de la reconnaissance

séance. Elle dura cinq jours, et ne fut terminée que le vingt-trois fructidor dans les **AN V.**

du roi. Je lui dis que S. M. voulait le créer maréchal de France et gouverneur d'Alsace ; qu'on lui accorderait le cordon rouge, le château de Chambort avec son parc et douze pièces de canon enlevées aux Autrichiens, un million d'argent comptant, deux cent mille livres de rente, un hôtel à Paris ; la terre d'Arbois, patrie du général, porterait le nom de Pichegru, et serait exempte de tout impôt pendant quinze ans ; la pension de deux cent mille livres reversible par moitié à sa femme, et cinquante mille livres à ses enfans à perpétuité, jusqu'à extinction de sa race.

Pour son armée, je lui offrais au nom du roi la confirmation de tous les officiers dans leurs grades, un avancement pour tous ceux qu'il recommanderait, un traitement pour tout commandant de place qui la livrerait, et une exemption d'impôts pour toute ville qui ouvrirait ses portes. Quant au peuple de tout état, amnistie entière. J'ajoutais que le prince de Condé désirait qu'il proclamât le roi dans ses camps, lui livrât la ville d'Huningue, et se réunit à lui pour marcher sur Paris.

Pichegru, après avoir lu cette lettre, dit à Fauche : C'est fort bien ; mais qui est ce M. de Montgaillard qui m'écrit ? je ne connais ni lui, ni sa signature. Je desire être assuré que le prince de Condé, dont je me rappelle très-bien la signature, approuve ce qui a été écrit en son nom. Retournez auprès de M. de Montgaillard, qu'il instruisse le prince de Condé de ma réponse.

Fauche partit, laissa Courant auprès de Pichegru. Arrivé à Basle, il me rend compte de tout. Je me rends à Mulheim ; j'y arrive à minuit et demi. Je fais éveiller

salles des Tuileries , où les deux conseils
1797. étaient revenus.

le prince de Condé ; il me fait asseoir sur son lit. Il s'agissait , après l'avoir instruit de l'état des choses , de l'engager à écrire au général Pichegru , pour lui confirmer la vérité de ce qui avait été dit en son nom. Le prince de Condé , obsédé par ses alentours , avait rétréci ses idées sur leurs idées ; il était devenu aussi timide pour les minuties qu'il l'est peu dans les batailles. Il fallut neuf heures de travail pour lui faire écrire à Pichegru une lettre de neuf lignes. Tantôt il ne voulait pas qu'elle fût de sa main ; puis il ne voulait pas la dater ; puis il ne voulait pas l'appeler général , de peur de reconnaître la république en lui donnant ce titre ; puis il ne voulait pas y mettre l'adresse , puis il refusait d'y mettre son cachet.

Il se rendit enfin : et lui écrivit qu'il devait ajouter pleine confiance aux lettres que le comte de Montgaillard lui avait écrites en son nom et de sa part. Cela fait , il s'élevait une autre difficulté. Le prince voulait réclamer sa lettre. Il fallut lui persuader que c'était en ne la réclamant pas qu'elle lui serait rendue. Enfin à la pointe du jour je repartis pour Basle , d'où je dépêchai Fauche au général Pichegru.

Le général , en ouvrant la lettre du prince , et reconnaissant le caractère et la signature , la lut et la rendit à Fauche en lui disant : j'ai vu la signature , cela me suffit ; la parole d'un prince est un gage dont tout Français doit se contenter. Reportez-lui sa lettre. Alors il fut question de ce que voulait le prince. Fauche expliqua qu'il désirait que Pichegru proclamât le roi dans son armée , qu'il arborât le drapeau blanc , et qu'il livrât Huningue au prince.

Pichegru s'y refusa. Je ne ferai rien d'incomplet ;

Le bureau des cinq cents étant formé , on prit la résolution suivante : Le conseil des cinq

AN V.

je ne veux pas être le troisième tome de Lafayette et de Dumourier. Je connais mes moyens , ils sont aussi surs que vastes ; ils ont leurs racines non-seulement dans mon armée , mais dans la convention , dans les départemens , dans les armées de ceux des généraux mes collègues qui pensent comme moi. Je ne veux rien faire de partiel. Il faut en finir ; la France ne peut exister en république. Il faut un roi , il faut Louis XVIII ; mais il ne faut commencer la contre-révolution que lorsqu'on sera sûr de l'opérer promptement ; voilà quelle est ma devise. Le plan du prince ne mène à rien ; il serait chassé d'Huningue en quinze jours , et je me perdrais en quatre jours. Mon armée est composée d'honnêtes gens et de coquins ; il faut séparer les uns des autres , et aider tellement les premiers par une grande démarche , qu'ils n'aient plus la facilité de reculer , et ne voient leur salut que dans le succès.

Pour y parvenir , j'offre de passer le Rhin , où l'on me désignera , le jour et à l'heure fixée , et avec la quantité de soldats de toutes armes que l'on me désignera. Avant , je placerai dans les places fortes , des officiers pensant comme moi ; j'éloignerai les coquins dans des positions où ils ne pourront se réunir. Cela fait , dès que je serai de l'autre côté du Rhin , je proclame le roi , j'arbore le drapeau blanc ; le corps de Condé et l'armée de l'empereur s'unissent à nous. Aussitôt je repasse le Rhin , et je rentre en France ; les places fortes seront livrées et gardées au nom du roi , par les troupes impériales.

Réuni à l'armée de Condé , je marche en avant ; mes moyens se déploieront alors de toutes parts ; nous marchons sur Paris ; nous y serons en quatorze jours. Mais

cents, considérant qu'il importe d'assurer la
1797. tranquillité publique par tous les moyens

il faut que vous sachiez que , pour le soldat français , la royauté est au fond du gosier : il faut , en criant vive le roi , lui donner du vin et un écu dans la main ; il faut que rien ne lui manque dans ce premier moment. Il faut solder mon armée jusqu'à sa quatrième ou cinquième marche sur le territoire de France ; allez , reportez cela au prince écrit de ma main , et donnez-moi ses réponses.

Tout imposait au prince de Condé la loi de se décider promptement , et d'examiner , sans passion , quel homme était Pichegru , quel était son abandon , quelles étaient ses propositions ; de plus , sa marche , son plan en étaient de nouvelles preuves : en passant le Rhin , se mettant au milieu des armées de Condé et de Wurmser , il rendait sa désertion impossible ; et , si le succès ne répondait pas à son attente , il devenait émigré lui-même.

Quelle stupide prétention que de prétendre mieux connaître l'armée de Pichegru , que Pichegru lui-même ! Cette prétention , pourtant , perdit la monarchie cette fois , comme tant d'autres. Le prince de Condé , en lisant ce plan , le rejetta en totalité. Il fallait , pour son succès , en faire part aux Autrichiens ; Pichegru l'exigeait ; le prince de Condé ne le voulait pas , pour avoir la gloire de faire lui seul la contre-révolution. Il répondit à Pichegru par des observations , et la conclusion de sa réponse était de revenir à son premier plan. Aucun moyen , aucune idée n'eut de prise sur le prince de Condé : l'idée de communiquer son plan à monsieur de Wurmser , et d'en partager la gloire avec lui , le rendait aveugle et sourd ; il fallut reporter ces observations à Pichegru , et Courant en fut chargé.

permis par la constitution , et que l'emploi des
moyens ne peut , dans les circonstances ac- AN V.

Je certifie que ce cahier a été trouvé dans le porte-feuille de M. d'Antraigues , ouvert en présence du général en chef Bonaparte et du général Clarke , coté et paraphé par moi , à Montebello , le cinq priarial an cinq , signé Berthier.

Le prince de Condé , à monsieur Imbert-Colomès , ancien échevin de Lyon , principal agent de Louis XVIII , membre du conseil des cinq cents. Le roi a jugé à-propos d'envoyer M. de Besignan à Lyon. Je vous invite , M. , à le recevoir avec tous les égards dus à un homme honoré de la confiance de sa majesté. Je profite de cette occasion pour vous renouveler les assurances de la satisfaction de S. M. , et de mon sincère attachement.

Déclaration de Duverne de Presles. (Je l'ai rapportée plus haut). *Quelques fragmens des papiers de Duverne de Preles , Brottier et Lavilleurnoy , ainsi que de ceux trouvés , en vendémiaire de l'an quatre , chez Lemaitre.* On remarquait parmi les premiers , la lettre de Louis XVIII à Brottier , qui approuvait que d'Antraigues fût le canal de leur correspondance ; une autre pièce était la liste dressée , par Lavilleurnoy , des candidats désignés pour être les ministres de Louis XVIII.

Parmi les seconds , on remarquait ces assertions :

1.º Les prêtres colportent , et le tout pour l'amour de Dieu ; ce corps est devenu singulièrement désintéressé. Je serais bien fâché que l'intrigue , qui se renouvelle pour M. de royale , eût son effet. En cas d'événement , on veut avoir un otage , c'est-là ma crainte , et c'est ce qui m'a fait insister pour que Quarante-neuf restât toujours libre. Barthélemy est malade , fort mélancolique ; je ne serais pas étonné que le remords agit sur lui.

— tuelles , souffrir le moindre retard , déclare
1797. qu'il y a urgence.

J'avais mandé que , si on voulait , je le tâterais pour savoir s'il obéirait à un ordre du roi de quitter la place , et de remettre , en main indiquée , tous les papiers de l'ambassade qui auraient donné des éclaircissemens ; on n'a pas répondu , parce qu'on ne répond jamais.

2.o L'opinion du roi , des princes , dans l'intérieur , etc. : tout cela , comme vous sentez bien , doit être tû. Sur toutes choses ne parlons pas de la perfidie anglaise , de celle de Pitt , etc. ; mais seulement quelques légères improbations : tout le reste de la politique pourra être mis à découvert ; les intrigues de Vienne , celles de Doulcet , etc. , tout peut se dire.

3.o Vous me demandez beaucoup de choses ; sans doute vous voulez établir une correspondance avec les armées de la côte , et vous voudriez savoir ce que je trame dans les comités et aux armées : cela est fort bien , voilà un grand ouvrage ; ce ne serait rien , si , pour faire , il ne fallait plus de moyens que les miens ; j'y mettrai tout travail. Mais que je vous dise une chose : et vos commettans le feront surement , c'est qu'on n'obtient rien de la part des meneurs , qu'en les alléchant , payant les entours , etc.

4.o L'empereur entrera-t-il en Alsace en conquérant ; ou pour soumettre pour le roi de France ? Je vous avoue que je n'en crois rien. Car , pour disposer les esprits , il fallait annoncer son plan d'avance ; mais on tient toujours à se dédommager par soi-même : et ce système , bien impolitique , peut non-seulement faire manquer la campagne , mais porter un grand coup aux dispositions des assemblées primaires ; et l'ennemi entrant sur le territoire de la république , la convention détournera tout ce qui est relatif au bien que pourraient faire les

Le directoire exécutif est autorisé à faire
entrer , sans délai , dans le rayon fixé par la AN V.

assemblées , pour leur persuader que le grand intérêt est de s'occuper d'abord de repousser l'ennemi. Qui peut nous répondre d'ailleurs que la cour de Vienne , qui connaît les dispositions de l'intérieur , ne soit intéressée à l'empêcher de se manifester d'une manière qui pourrait être contraire à ses vues ?

5.o Soyer nous a écrit hier ; il sait que Barthelemy n'est pas content , et a écrit à un ami , confidentiellement , que cela finirait mal.

6.o A tout cela on ne répond rien ; mais on veut savoir le fil de l'intrigue de Doulcet , et pour cela on m'a remis plus de cent louis pour vous faire passer ; c'est votre affaire ; dites-moi comment vous voulez que j'en dispose.

7.o Monsieur Wiexlam n'est pas content de ce qu'on rebute les constituans ; tous les gens ici y tiennent : et souvenez-vous que , si la quatrième législature est menée par eux , qu'elle ait un peu d'aplomb , on sera fort aise de traiter avec eux ; proposez au roi d'accepter , *sine quâ non*. Avez-vous vu un ouvrage de Dumourier qui fait fortune ? Il appelle la constitution de 1791 , et attère le roi en disant des vérités.

8.o Si , sans te gêner , tu peux apporter les élémens de Bezout , et les élémens de littérature du cher Marmontel , tu nous feras le plus grand plaisir. Apporte-nous des nouvelles de ce dernier , si tu le peux sans te compromettre ; mon oncle lui a écrit par le dernier courrier.

9.o *Lettre de Bezot , lieutenant de volontaires , datée d'Huningue , le quatrième jour complémentaire 1795*. Ce Bezot est un espion : il parle d'une entrevue de Wurmser avec un général français , qu'il dé-

— constitution , les corps de troupes qu'il jugera nécessaires pour défendre la république

signe sous les lettres initiales JJ. , et qu'on soupçonnait être Pichegru. Il annonçait à son correspondant l'arrivée à Paris d'un nommé Voldène , apportant des instructions de Vienne.

10.^o *Lettre de Maynaut-Pansemont , curé de Saint-Sulpice , à Lemaître , en date du 28 septembre 1795.* Oui assurément , M. , je me rappelle parfaitement les différentes sommes qui me sont parvenues par vos mains , et qui ont été employées suivant vos vues. J'ai reçu inclus dans vos lettres les dix mille livres en billets , et j'agirai conformément à vos intentions. Je vous en fais , au nom de la religion , les plus sincères remerciemens , en attendant que les circonstances me mettent à même de le faire de vive voix : j'espère fortement que ce jour viendra pour notre consolation réciproque.

11.^o J'ai été hier à la Roche pour trouver Ratel , et conférer avec lui sur l'objet pour lequel votre dernière était dirigée. Il est parti pour Mantes , où il a été mandé la veille par les électeurs. On m'a promis qu'il serait instruit de ma visite , et qu'il viendrait nous voir aussitôt. Au moment de cacheter cette présente , nous en recevons une de la façon de Ratel , par laquelle il nous mande qu'il part mercredi ou jeudi pour Paris , pour y porter encore un plat de sa façon ; ainsi vous le verrez avant nous.

12.^o Un autre dédommagement éventuel serait encore celui d'avoir en sa disposition madame royale. C'est aux sections de Paris et à la France entière à juger le coup , et ne pas se laisser dessaisir des restes infortunés de la famille royale. Lacretelle , dit - on ; mène la section Lepelletier ; c'est-là , ce me semble , la compagnie des grenadiers. Nous n'avons pu voir encore le citoyen
et

et la constitution de l'an 3 contre les agens
du royalisme et de l'anarchie.

AN 7.

Ratel, quoique requis deux fois de venir ici recevoir le témoignage de votre amitié et de votre souvenir.

13.0 Il convient que toutes les élections sont menées par dix à douze personnes, mais que les principaux sont : Laharpe, Lacretelle et Richer-Serisi. Mais comment, lui ai-je dit, tout cela serait-il possible ? car nous croyons, nous, que ces trois hommes ne sont pas républicains, et ne l'étant pas, comment pourraient-ils mener ceux qui le sont ?

14.0 *Lettre de d'Antraigues*. Les communications que l'on a maintenant à me faire, sont au sujet des dispositions d'une partie de l'amnistie. A l'égard de Quarante-neuf, je ne crois pas que le roi puisse, par un acte public, c'est-à-dire, par une nouvelle déclaration, pardonner aux députés qui ont voté la mort du roi. Mais S. M. regarde, comme une chose bien différente de cette déclaration, le pardon à accorder à ceux qui, ayant commis ce crime, rendraient de si grands services, que ce serait à leurs forces et à leurs actions, que le roi devrait le rétablissement de la monarchie. En ce cas, on aurait bien des moyens dont on pourrait convenir pour assurer l'existence de ceux qui auraient rendu de pareils services, et je ne crois pas que personne désapprouvât le roi en cela. Ce ne serait pas moi au moins ; mais vous sentez que, pour une pareille chose, il faut des faits, même pour la justification du roi, et des faits tels que la grandeur du service fût à-la-fois la. . . . et l'excuse du roi.

15.0 *Note de Lemaitre*. Boissy associé de Marat. Barthélemy écrivit le 13 décembre : la nouvelle année verra tomber les régicides, périr des . . . ; les royalistes, la constitution de 1791. Boissy écrivit qu'il

Tome VII.

E e

— Cette résolution fut approuvée sur-le-champ
 1797. par le conseil des anciens ; la séance fut ensuite déclarée permanente. Elle s'occupait d'une loi sur les opérations de quelques assemblées électorales , lorsqu'un secrétaire annonça un message du directoire ; on en fit lecture.

CHAPITRE XXIII.

Message du Directoire exécutif.

LE directoire exécutif s'empresse de vous faire part des mesures qu'il a été forcé de prendre pour le salut de la patrie et le maintien de la constitution. Il vous transmet , à cet effet , toutes les pièces qu'il a réunies , et celles qu'il a fait publier avant que vous fussiez assemblés. S'il eût tardé un jour de plus , la république était livrée à ses ennemis. Les lieux même de vos séances étaient le point de réunion des conjurés ; c'était là qu'ils dis-

écrivait contre les royalistes pour mieux les servir ; qu'il fallait Mallet , Montesquieu , Malouet , Staël , Narbonne. Constitut. Dix et onze août. Boissy , il faut un roi constitutionnel. Au midi , on ne peut se fier aux Anglais qui veulent anarchie.

16.0 Laumont , ancien avocat à Caen , bon ; Henri-Larivière , avocat à Falaise , bon.

- tribuaient hier leurs cartes, et les bons pour la distribution d'armes ; c'est de-là qu'ils correspondaient cette nuit avec leurs complices ; c'est là enfin , ou dans les environs , qu'ils essaient encore des rassemblemens clandestins et séditeux , qu'en ce moment même la police s'occupe de dissiper. C'eût été compromettre la sureté publique et celle des représentans fidèles , de les laisser confondus avec les ennemis de la patrie dans l'ancre des conspirations.

AN V.

Vous verrez , citoyens représentans , que la conduite du directoire était tracée par la nécessité instante de prévenir ces conspirateurs qui tuaient le gouvernement. En matière d'état , les mesures extrêmes ne sont appréciées que par les circonstances. Vous jugerez de celles qu'a employées le directoire , et qui ont amené les résultats les plus heureux. Le dix-huit fructidor sera un jour célèbre dans les annales de la France.

Il est d'autant plus mémorable , qu'il vous met à portée de fixer à jamais les destinées de la république. Saisissez cette occasion , faites-en une grande époque , ranimez le patriotisme , hâtez-vous de refermer l'abyme où les amis des rois s'étaient flattés d'en-sevelir jusqu'au souvenir de notre liberté.

Message du 19.

1797.

Le dix-huit fructidor a dû sauver la république et vous ; le peuple s'y attend. Avez-vous vu hier sa tranquillité et sa joie ? C'est aujourd'hui le 19 fructidor ; le peuple demande où en est la république , et ce que le corps législatif a fait pour la consolider. L'œil de la patrie est ouvert sur vous , le moment est décisif ; si vous le laissez échapper , si vous hésitez sur les mesures à prendre , si vous tardez une minute à vous prononcer , c'en est fait , vous vous perdez avec la république.

Les conspirateurs ont veillé , votre silence leur a rendu l'espoir et l'audace ; ils renouent leurs intrigues , ils égarent l'opinion publique par d'infâmes libelles ; les journalistes de Blakembourg et de Londres continuent à distribuer leurs poisons. Tous ces conjurés ne dissimulent pas qu'ils comptent sur leurs intelligences jusque dans le corps législatif ; ils parlent déjà de punir les républicains du commencement de triomphe qu'ils croyaient avoir obtenu ; et l'on peut hésiter encore de purger le sol de la France du très - petit nombre de chefs connus et signalés de ces conspirateurs royaux , qui n'attendent que le moment de déchirer la république , et de vous dévorer vous - mêmes ! Vous êtes au

bord du volcan , il va vous engloutir ; vous pouvez le fermer , et vous délibérez ! Demain il ne sera plus tems , la moindre incertitude est la mort de la république.

AN V.

On vous parlera de principes , on invoquera les formes , on inventera des excuses , on voudra des délais , on gagnera du tems , on assassinera la constitution en feignant de l'invoquer. Cette commisération qu'on implore pour certains hommes , où va - t - elle vous conduire ? à voir ces mêmes hommes reprendre de vos mains le fil de leurs trames coupables , et ramener dans votre sein les horribles brandons de la guerre civile , pour incendier la patrie. Quelle pitié mal entendue , quels sentimens funestes , quelles vues rétrécies concentreraient l'attention du corps législatif sur les individus , et pourraient balancer le sort de quelques hommes avec celui de la république ?

Le directoire exécutif s'est dévoué pour vous donner les moyens de sauver la France ; mais il a dû compter que vous les saisissez. Le directoire a cru que vous vouliez sincèrement la liberté , la république , et que les conséquences de ce premier principe ne devaient pas vous effrayer. Il vous les remet sous les yeux ; il est obligé de vous dire que vous êtes placé dans une circonstance unique , et qu'on ne saurait appliquer les règles or-

— dinaires , à moins que de vouloir se livrer
1797. à ses ennemis. Si les amis des rois trouvent
des amis parmi vous , si les esclaves peuvent y trouver des protecteurs , si vous attendez un instant , il faut désespérer du salut de la France , fermer la constitution , et dire aux patriotes que l'heure de la royauté est sonnée dans la république ; mais , comme n'en doute pas le directoire , cette idée affreuse vous frappe , vous contriste , connaissez le prix du moment , soyez les libérateurs de votre pays , et fondez à jamais son bonheur et sa gloire.

Ces deux messages étaient accompagnés des pièces relatives à la conspiration , et d'une adresse du directoire aux Français , qui renfermait toute la conduite des conspirateurs.

CHAPITRE XXIV.

Adresse du directoire exécutif aux Français.

—
LE directoire exécutif place sous les yeux des Français quelques-unes des pièces relatives à la conspiration royale. Ces écrits , d'une authenticité incontestable , racontent les complots , nomment les conspirateurs , et développent le fil des trahisons. Ces textes sont trop positifs pour avoir besoin de com-

mentaires. Il suffit de retracer en peu de mots les événemens auxquels ces écrits se rattachent. AN V.

Il est des faits si éclatans , qu'aucune imposture ne peut parvenir à les déguiser aux yeux des peuples ; telle est la conspiration de vendémiaire. En vain les tribunaux , qui d'abord n'en contestèrent pas l'existence , ont osé déclarer depuis qu'il n'y avait point eu de révoltes ou de sédition ; le royalisme lui-même a rougi de ce mensonge ; toutes les circonstances de cet événement en avaient trop sensiblement proclamé le but , la nature , les caractères. L'opinion de l'Europe eût encore été invariablement décidée à cet égard , quand même on n'aurait pas découvert , dans la correspondance de Lemaître , dans les papiers de l'émigré Gelin , les preuves convaincantes et palpables des relations que les principaux agitateurs , meneurs et libellistes de vendémiaire , entretenaient avec les royalistes du dehors.

Cependant , une importante circonstance de cette époque nous a été long-tems cachée , et nous remplissons , en vous la dévoilant , un devoir pénible , puisqu'il s'agit de vous dénoncer un traître dans un homme qui avait quelquefois conduit vos défenseurs à la victoire.

Tandis qu'on tramait à Paris la dissolution

— 1797. de la convention nationale , et que des factieux cherchaient à s'emparer de l'autorité suprême , Pichegru au Rhin recevait des propositions de Condé , et y répondait par des plans d'invasion et de royalisme. Si le drapeau blanc n'a pas été arboré dans le camp français , si le Rhin n'a pas été repassé avec l'armée ennemie , si vos places fortes n'ont pas été livrées et gardées au nom du roi par les troupes impériales , si Pichegru n'a point marché sur Paris , s'il n'y est point venu en quatorze jours , il est horrible de vous l'annoncer , citoyens , c'est Condé qui s'est refusé à l'exécution de ce projet de Pichegru. Mais non , ce projet n'eût été qu'entrepris. Jamais les braves soldats , que le général ose insulter , n'eussent permis qu'il fût consommé. Ils ne savent obéir qu'à la voix du patriotisme ; ils eussent repoussé et vaincu la trahison.

Je ne ferai rien d'incomplet , disait Pichegru ; je ne veux pas être le troisième tome des Lafayette et des Dumourier.... Il veut bien leur ressembler par la perfidie , mais il veut les surpasser par le succès et par le complet du crime.

Voilà donc le secret de cette faveur que le royalisme n'a cessé d'accorder depuis à Pichegru ; voilà pourquoi il a été élu le premier , président du conseil des cinq cents après la rentrée du nouveau tiers au premier prai-

rial ; voilà l'explication des calomnies dont le directoire exécutif fut l'objet , lorsqu'il ne fit pourtant qu'accepter la démission de ce général, dont il commençait à peine d'entrevoir l'infidélité. AN V.

Vaincu le treize vendémiaire , le royalisme parut un instant céder à l'orage ; il ne se montra du moins , pendant quelques mois , que sous les traits hideux du terrorisme , bien sûr de profiter , presque également , ou du succès ou de la répression de ce nouveau genre de manœuvres. Car tel est , citoyens , le danger de l'anarchie , que , si elle triomphe , elle ramène à la royauté à travers les calamités et les crimes , et qu'elle n'a coutume de succomber , qu'en faisant prendre aux autorités publiques une attitude toujours plus ou moins favorable aux partisans du despotisme.

Cette dernière maxime ne s'est que trop vérifiée depuis quinze mois ; et fort de la défaite de quelques brigands , dont il avait pu lui-même organiser le délire ou diriger les tentatives , le royalisme eût fait dès-lors des progrès , sinon plus étendus , du moins plus rapides , si l'un de ses orateurs ne se fût trop hâté de marquer le but qu'on se proposait d'atteindre. Cet orateur est Lemerer , avoué ainsi que Mersan , par Duverne de Presles , comme intermédiaire connu et habituel entre

— une portion du corps législatif et les agens
1797. du prétendant.

Quand , au mois de fructidor , l'an quatre , Lemerer eut osé , à l'une des tribunes nationales , désigner la constitution de 1791 comme l'objet des regrets de son parti ; quand il eut témérairement insulté au triomphe que la liberté remporta le 10 août 1792 , les yeux de tous les députés fidèles à la république , furent à l'instant dessillés ; et depuis lors jusqu'au premier prairial dernier , ils ne cessèrent d'opposer aux propositions contre-révolutionnaires leur zèle , leur dévouement , leur majorité.

Forcé d'ajourner à ce premier prairial l'époque de son empire législatif , le royalisme donna d'autres directions à ses efforts. Il enveloppa plus étroitement que jamais l'enceinte de la république ; et se créant partout des agens , des centurions , des émissaires , organisant leurs relations , leur subordination , leur correspondance ; continuant en quelque sorte la contre-révolution dans chaque département , dans chaque commune , il travailla tout à - la - fois et à préparer les élections , et à s'assurer d'une force qu'il pût développer au besoin.

Tel était , dès le mois de pluviose , la puissance du royalisme , que la découverte de la conspiration Brottier , Dunand et Lavilleur-

noy ne fit qu'accroître son audace , et fortifier ses moyens par leur manifestation même. Jamais des conspirateurs plus convaincus par leurs écrits et par leurs aveux , ne trouvèrent plus d'apologistes , de soutiens , de protecteurs. On ne craignit point de laisser appercevoir toute la vivacité de l'intérêt qu'on prenait à leur cause , et on trouva plus utile que dangereux , de déployer , en les servant , toute l'étendue des ressources diverses du parti auquel on appartenait sous eux.

Que , dans la plupart des départemens , les élections aient été l'ouvrage de ce parti , on ne peut en douter , ni lorsqu'on parcourt les débats du tribunal militaire , ni lorsqu'on lit les déclarations que Duverne de Presles a déposées entre nos mains , et que nous publions aujourd'hui ; enfin , ni lorsque l'on considère les sentimens et la conduite des nouveaux fonctionnaires que l'intrigue et la corruption ont donnés à la république.

Les émigrés , inondant de plus en plus Paris et les départemens ; les républicains égorgés ou forcés de fuir loin de leurs foyers ; la superstition et le fanatisme appelés par ceux-là même qui , sous la monarchie , avaient contribué à les proscrire ; les institutions patriotiques abandonnées ou insultées ; les symboles du royalisme étalés avec impudence ; la licence de la presse portée à un

AN V.

— 1797. excès dont l'exemple n'existe nulle part ; les acquéreurs de biens nationaux menacés ou déjà même dépouillés de leurs propriétés ; le crédit public presque anéanti ; le commerce paralysé ; l'industrie incertaine ; les transactions particulières sans règle et sans garantie ; le trésor national laissé sans ressources au milieu de ses nombreux et urgens besoins ; tous les mécontentemens exaltés ; toutes les discordes ranimées ; les défenseurs de la patrie récompensés de leurs triomphes , de leurs sacrifices , de leurs blessures , par des outrages et des proscriptions ; enfin , la paix extérieure retardée par l'annonce des innovations intérieures : tel est , citoyens , le tableau que présente la république ; et c'est ainsi que se dissipe chaque jour l'espoir qu'avait inspiré et accru , durant plusieurs mois , l'établissement de l'acte consitutionnel.

Non , ce n'est point pour retourner à tant de misères et d'opprobres que vous avez traversé les périls d'une révolution. Vos enfans , vos frères , vos amis n'ont pas en vain dissipé les armées des rois et conquis l'admiration des peuples. Il n'appartiendra point à des factieux de renverser l'ouvrage de la volonté nationale ; la constitution de l'an 3 ne vous sera pas ravie.

Des élus de Blankembourg , usurpant le nom d'élus du peuple ; des émigrés , des

chefs de chouans, des chefs de conspiration, des hommes enfin qui ont constamment trahi leur devoir dans les fonctions les plus éminentes, ne vous enlèveront point le fruit de vos travaux.

AN V.

Le corps législatif en saura faire une juste distinction. C'est sur son patriotisme et ses lumières que vous devez vous reposer pour opérer ce grand acte de justice et de nécessité. Ayez confiance dans le corps législatif et laissez agir la loi, sans quoi votre élan généreux, prenant une marche irrégulière et mal assurée, et se dirigeant au milieu du tumulte vers un but mal apperçu, vous en perdrez tout le fruit ; si même vous n'en éprouvez les tristes conséquences, comme vous l'avez éprouvé tant de fois. N'oubliez jamais, citoyens, que nous sommes entre deux périls également grands ; celui de laisser encore des germes à un mal qui nous amènerait infailliblement à de nouvelles secousses, et celui de périr par l'excès du remède.

1797.

CHAPITRE XXV.

Suite de la séance permanente des deux conseils. Loi qui condamne à la déportation un grand nombre de députés et deux directeurs.

LA séance des deux sections du corps législatif, suspendue le 18 fructidor, sur les cinq heures, fut reprise deux heures après et dura toute la nuit. Le conseil des cinq cents avait nommé une commission composée des représentans Poulain-Grandpré, Chazal, Villers, Sieyes et Boulay, pour présenter des mesures de circonstances.

Le rapporteur Boulay s'exprima en ces termes : « Dans une position aussi pressante et aussi extraordinaire que celle où nous sommes, les longs discours ne sont pas de saison. Il faut agir promptement, vigoureusement, sagement. »

» Il est impossible de nous livrer à des discussions toutes méthodiques et péniblement approfondies. Un grand mouvement vient de s'opérer. Le directoire s'est vu forcé d'indiquer aux deux conseils d'autres locaux que ceux où ils délibèrent habituellement. Non-seulement la force armée est déployée dans un grand appareil, pour assurer la

tranquillité publique , mais le peuple entier est debout et demande avec empressement un résultat qui assure enfin et sa liberté et son bonheur. Tout vous indique donc la nécessité d'adopter sur-le-champ les mesures qui vous paraîtront nécessaires. »

AN V.

» Il faut que ces mesures soient vigoureuses. Considérez la situation dans laquelle se trouve la chose publique. La paix paraissait assurée, il y a quelques mois ; le peuple français l'avait en quelque sorte proclamée par les transports de joie avec lesquels il en avait reçu la nouvelle ; le commerce se ranimait ; l'industrie commençait à se déployer ; la république triomphante au dehors , par la force de ses armes , allait exercer sur les peuples un autre genre de conquête par le spectacle de sa félicité. »

» Tout est changé , renversé ; la paix avec les puissances belligérantes s'éloigne ; tout présente l'image d'une guerre intestine. Que dis - je ? la guerre existe réellement , elle est aussi fatale à la république , que les hostilités extérieures lui ont été avantageuses. Là, le nom de républicain imprime à toute l'Europe l'admiration et l'effroi ; ici , ce nom est tellement avili , qu'on ose à peine le prononcer. Tous ceux qui ont donné à la liberté des marques d'attachement , semblent être proscrits. C'est l'ouvrage d'une vaste

— 1797. conspiration ourdie pour anéantir la république , rétablir le trône , la noblesse , le clergé et tous les abus de l'ancien gouvernement. »

» Cette conspiration est prouvée matériellement par les pièces que le directoire a mises sous vos yeux. Si un tribunal avait à la juger dans les formes ordinaires , il ne pourrait s'empêcher d'en prononcer l'existence , d'en punir les auteurs. Non-seulement le but , mais les moyens et tout le développement de cette conspiration sont mis en évidence. Un des foyers de cette conspiration était dans le corps législatif , non dans la majorité ; nous croyons même qu'un très-petit nombre de nos collègues servait la conspiration , mais ce petit nombre avait quelquefois obtenu la majorité. Vous connaissez les intrigues qu'il employait pour cela. Il concertait les mesures , et les proposait d'un ton tyrannique et révolutionnaire. »

» Ces mesures tendaient à fortifier le parti des ennemis de la république et à paralyser le gouvernement. Le gouvernement ne peut marcher qu'avec la bienveillance du corps législatif ; le parti dont je parle s'étudiait sans cesse à le déconsidérer , à lui ôter les moyens moraux et constitutionnels dont il avait besoin pour remplir la mission importante qui lui était confiée. Le but des chefs du parti

parti était de lui ôter successivement toutes les attributions , de le garotter , de le faire périr. Déjà les mesures étaient prises , les rôles étaient distribués , les grands coups allaient être portés , quand le directoire a tout déjoué. » AN V.

» Nous sommes dans un état de guerre , et en quelque sorte sur le champ de bataille. D'un côté , sont les ennemis de la liberté ; de l'autre , ses amis. Là , se trouvent les agens de la conspiration ; ici , la majorité du corps législatif et du directoire ; il n'y a pas de tems à perdre , il faut sauver la chose publique. »

» Proclamons d'abord cette grande vérité , capable de rassurer tous les esprits. C'est que le triomphe des républicains ne sera souillé par aucune goutte de sang. Les propriétés , les personnes , tout sera respecté. Il n'est pas question de vengeances , mais de salut public. Les agens de la conspiration sont arrêtés , que faut-il en faire ? Il faut les éloigner du corps législatif , de toutes les autorités constituées ; et ceux qui paraissent les plus dangereux , il faut les déporter. »

» La déportation doit être désormais le grand moyen de salut pour la chose publique. C'est la peine qu'il faut imposer à tous les ennemis irréconciliables de la république. Cette mesure , commandée par la politique , est autorisée par la justice , avouée par l'hu-

manité. Nous ne faisons que vous indiquer
1797. ce moyen. Le corps législatif, de concert
avec le directoire, s'empressera de le réaliser.
Les émigrés sont bannis à perpétuité. Ceux
qui rentreront, seront transportés dans les
lieux qui leur seront indiqués par le gou-
vernement. Ils y seront en quelque sorte
colonisés, et la nation fera des sacrifices
pour les mettre en état de s'établir. C'est là
qu'il faudra aussi transporter tous les prêtres
qui ne voudront pas se soumettre franche-
ment à la république. »

» Cette mesure que les principes fonda-
mentaux de tout gouvernement commandent,
fut pratiquée dans tous les tems par les
peuples les plus sages. Il faut prendre ce
parti, ou se résoudre à être toujours en
guerre, à se déchirer les uns les autres. »

» Au reste, vous devez sentir que les formes
lentes et purement judiciaires ne peuvent
avoir lieu contre des conspirateurs reconnus.
Vainqueurs aujourd'hui, demain le combat
recommencera; mais il sera terrible. Frappons
les coups nécessaires; après cela, reprenons
le cours de nos fonctions législatives; réta-
blissons l'harmonie entre nous et le directoire,
ravivons le crédit public; remettons l'ordre
dans les finances, bientôt tous nos maux se-
ront oubliés. Les inquiétudes si légitimes de
nos armées seront dissipées. Leur sang n'aura

pas été versé en vain. La paix viendra combler leurs vœux et les nôtres. La liberté et la constitution seront à jamais affermies. Le bonheur public couronnera les efforts et les sacrifices de la nation. »

Les mesures proposées par la commission furent adoptées par une résolution en quarante articles dont voici la substance :

« Les opérations des assemblées primaires, communales et électorales des départemens de l'Ain, l'Ardèche, l'Arriège, l'Aube, l'Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, l'Eure et Loire, Gironde, Hérault, Ile et Vilaine, Indre et Loire, Loire, Haute-Loire, Loire Inférieure, Loiret, Manche, Marne, Mayenne, Mont-Blanc, Morbihan, Moselle, les Deux-Nèthes, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Haute-Saône, Saône et Loire, Sarthe, Seine, Seine Inférieure, Seine et Marne, Seine et Oise, Somme, Tarn, Var, Vaucluse et Yonne, étaient déclarées illégitimes et nulles. »

Etait rapporté l'article premier de la loi du 9 messidor, qui révoquait plusieurs articles de la loi du 3 brumaire an 4, relative aux émigrés. On statuait qu'aucun parent ou allié d'émigré, au degré déterminé par l'article 2 de cette loi, ne pourrait être admis

— 1797. — jusqu'après les quatre années qui suivraient la proclamation de la paix générale, à voter dans les assemblées primaires ; il ne pourra être nommé électeur, s'il n'est compris dans une des exceptions portées par l'article quatre de cette loi. Nul ne pouvait voter dans les assemblées primaires et électorales, qu'il n'eût préalablement prêté le serment individuel de haine à la royauté, à l'anarchie, de fidélité et d'attachement à la république et à la constitution de l'an trois.

L'article deux de la loi du 9 messidor était également rapporté en ce qui concerne les chefs des rebelles de la Vendée et des chouans.

Etaient condamnés à la déportation, dans les lieux désignés par le directoire, les députés Aubry, J. J. Aimé, Bayard, Boissy-d'Anglas, Borne, Bourdon, de l'Oise ; Cadroy, Coucheri, Delahaye, Delarue, Dumère, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desmolières, Henry Larivière, Imbert-Colomès, Camille Jordan, André-Joseph Jourdan, Gau, la Carrière, Lemarchand - Gomicourt, Lemerer, Mersan, Madier, Maillard, Noailles, André, Mac-Curtain, Pavie, Pastoret, Pichegru, Polissart, Praire-Montaut, Quatremère-Quincy, Saladin, Siméon, Vauvillers, Vienot Vau-blanc, Villaret-Joyeuse, Willot, Barbé-Mar-

bois , Dumas , Ferrant-Vaillant , Laffont-Ladebat , Laumont , Muraire , Murinais , AN V.
Paradis , Portalis , Rovère , Tronçon-du-Coudray , Blain ; les directeurs Carnot et Barthélemy , Brottier , ex-abbé ; Lavilleurnois , ex-magistrat ; Duverne de Presles , dit Dunand , ex-mousquetaire ; Cochon , ex-ministre de la police ; Dossonville , ex employé à la police ; Miranda , général ; Morgan , général ; Suart , journaliste ; Mailhe , ex-conventionnel ; et Ramel , commandant des grenadiers du corps législatif.

Tous les individus , inscrits sur la liste des émigrés et non rayés définitivement , étaient tenus de sortir du territoire de la république ; savoir , de Paris et de toute autre commune , au-dessus de vingt mille habitans , dans 24 heures , et dans quinze jours , de toutes les parties de la république , passé lequel délai , ils devaient être traduits devant une commission militaire , et jugés d'après les lois portées contre les émigrés. Ceux d'entr'eux qui avaient réclamé contre leur inscription , avant le 26 floréal an trois , avaient la liberté de correspondre en France , seulement pour les objets relatifs à leur radiation de la liste des émigrés.

La loi qui rappelait les prêtres déportés , était rapportée , et le directoire était investi du pouvoir de déporter , par des arrêtés in-

— individuels motivés, les prêtres qui trouble-
raient à l'intérieur la tranquillité publique.

Il était dérogé à toute disposition contraire aux décrets qui ordonnaient la déportation de tous les individus de la maison de Bourbon. Les journaux et autres feuilles périodiques étaient mis, pendant un an, sous l'inspection de la police, qui pouvait les prohiber. Le pouvoir de mettre une commune en état de siège était rendu au directoire.

Cette résolution fut sur-le-champ convertie en loi par le conseil des anciens. Les cinq cents nommèrent une commission pour présenter des mesures répressives contre un grand nombre de journalistes. Les deux conseils suspendirent leur séance à neuf heures du soir, le dix-neuf.

CHAPITRE XXVI.

Adresse du corps législatif aux Français.

LE 20 fructidor, à onze heures, un secrétaire des cinq cents fit lecture d'un message au directoire, ainsi conçu :

D'après les mesures que vous avez prises pour sauver la république et assurer son repos, deux places se trouvent vacantes dans le directoire exécutif. Nous vous invitons à

vous occuper à pourvoir au remplacement des deux membres qui ont cessé d'en faire partie. La constitution le commande , et tout doit prouver qu'ici le corps législatif et le directoire exécutif n'ont rien fait et ne feront rien que pour sauver la république. Incapables d'être aveuglés par une ambition qui nous fut toujours étrangère , nous sentons tout le poids du fardeau dont nous sommes chargés. AN V.

Il fut décidé qu'avant de s'occuper de cet objet , il serait fait une adresse aux départemens et aux armées ; elle fut lue sur-le-champ.

» Nous vous devons la vérité , vous allez l'entendre. Une conspiration qui a pour objet de rétablir en France un trône , des privilèges et des vexations mille fois plus odieuses que celles qui ont été abolies par votre volonté ; une conspiration , toujours dévoilée et jamais détruite , avait amené de nouveau la république sur le bord de l'abîme : le gouvernement , par sa sagesse et sa fermeté , en a déconcerté l'action au moment où elle allait éclater. Encore une nuit , et un deuil éternel couvrirait notre patrie , et le pouvoir arbitraire levait sa tête hideuse , et asseyait sans retour son usurpation sur les cadavres de tout ce qui avait plus ou moins servi la cause de la liberté. »

1797. » Des hommes qui n'avaient ambitionné le pouvoir populaire que pour en abuser, travaillaient depuis long-tems à l'exécution de cet exécrable projet. La plupart, chefs des révoltés en vendémiaire, enhardis par l'impunité, avaient repris le fil de leurs trames ; ils correspondaient plus audacieusement que jamais avec les agens du prétendu Louis XVIII ; les aveux de l'un de ces agens en font foi. Leurs lettres, surprises à Venise, leurs intelligences avec les émigrés et les principaux rebelles le prouvent. Toutes les pièces sont rendues publiques. Leurs moyens étaient l'anéantissement de tout esprit national, l'assassinat de tout ce qu'ils appelaient *suspects de patriotisme*, et l'impunité accordée aux assassins par les tribunaux vendus au royalisme ; l'extinction des ressources financières de l'état, l'avilissement du gouvernement républicain et des institutions républicaines, la guerre civile allumée sur divers points de la république, la sureté intérieure détruite, et les routes interceptées ; la misère du rentier, de l'ouvrier, du soldat ; enfin, l'active fabrication de toutes les lois éversives de la constitution. »

» Ce but et ces moyens ne vous étonneront pas, lorsque vous apprendrez, par les pièces authentiques trouvées, que leurs nominations, ordonnées d'avance et réglées

par des bureaux particuliers de contre-révolution ; dans presque tous les départemens , AN V.
dérivaient d'un plan général , formé et organisé sous le nom de *société des fils légitimes* , société dont une des règles était la plus absolu , le plus aveugle dévouement de ses membres aux ordres que leur donnaient des chefs inconnus. C'est par ce moyen , citoyens , que vous avez vu , tout-à-coup , sortir du sein de vos assemblées primaires et électorales , cette foule de délégués ignorés jusqu'alors dans la révolution , ou connus par l'incivisme le plus révoltant. C'est par-là que s'est formée , dans presque toutes les places , une majorité d'hommes séduits , vendus ou égarés , qui , parlant sans cesse de mandat spécial , et ne s'occupant que du renversement de la république , faisaient douter si leurs commettans étaient en France ou à Blankembourg. »

» C'est ainsi que le vote des vrais citoyens s'est trouvé de nul compte dans les élections , et qu'à l'exception d'un petit nombre d'assemblées où leurs voix ont pu se faire entendre , presque par-tout l'intrigue royale a prévalu. On conçoit comment ensuite , s'établissant eux-mêmes les juges de leurs propres élections , ils se sont empressés de les déclarer bonnes ou mauvaises , suivant qu'il leur convenait ; tantôt , argumentant de la

majorité des votans pour couvrir les violences , les inconstitutionnalités de ces assemblées; tantôt, opposant des protestations obscures et sans caractère au vote formel d'une majorité républicaine. Certes , on peut s'étonner qu'avec tant de moyens de corruption et d'influence destructive , quelques nominations , que dis-je ? une seule place leur soit échappée : comme après un vaste incendie , on voit avec étonnement quelques bâtimens respectés par les flammes. »

» Nous ne vous rappellerons pas quel a été le déplorable succès de ces atroces combinaisons. En floréal , la paix honorable et solide souriait à nos vœux, elle s'est éloignée; pouvait-elle s'asseoir sur une terre en convulsion , prête à se couvrir de sang et de décombres ? Le crédit national prenait de la consistance , le rentier allait être payé , la solde était au courant, tout-à-coup la misère vient fondre sur la France. Le rentier se désespère , les inscriptions de 14 liv. descendent à 10 liv. ; les armées , sans solde , sans vêtemens , sont obligées de vivre de réquisitions ou du produit de leur courage ; cependant un rire affreux s'échappe des lèvres des ouvriers de la contre-révolution. Chaque jour ils voient l'embarras du gouvernement, chaque jour ils l'augmentent. Les interprétations les plus forcées , la mauvaise foi la

plus impudente , tout leur est bon , pourvu qu'ils atteignent le but désiré. Les artisans du fanatisme sont rappelés ; un trafic hon-
teux et public de radiations d'émigrés est affiché ; les citoyens effrayés se rassemblent , le droit leur en est interdit ; on réclame , on est traité de sédition , d'égorgeurs ; on parle des malheureux assassinés , la légitimité de la vengeance vous est objectée : le crime est érigé en système. »

AN V.

» Une nouvelle révolution , mille fois plus sanglante que la première , sort par tous les pores du corps politique. Des indiscretions , des signes de joie prématurés trahissent les conjurés ; on s'honore d'être royaliste ; une séparation , avant-courrière de l'égorgement , est élevée entre les proscriptionnaires et les proscrits. Les premiers s'intitulent *les vrais représentans* ; déjà les autres ne sont plus leurs collègues ; ils sont jugés , ils sont républicains. Des armes sont distribuées , des poignards fabriqués. Plusieurs sont saisis avec des cartes de ralliement ; des registres d'enrôlement sont ouverts. Doux et noble sentiment de la liberté , élans généreux de l'honneur et de l'orgueil national , qu'êtes-vous devenus ? Noms tant profanés de justice , de morale , d'humanité ; vertus sociales , où vous êtes-vous réfugiées ? Elles vivent aux armées. »

» Cette intrépide avant-garde d'une nation

1797.

dont des monstres ont juré la perte, fidelle à ses sermens, sonne l'alarme. Ses cris sont entendus dans toute la France ; ils retentissent dans le camp ennemi ; ils ont refoulé l'épouvante dans l'ame des traîtres. Alors leur plan change : sans être moins actifs , ils feignent une modération extérieure, pour atténuer les mesures de résistance qu'ils redoutent. Mais c'en était fait, l'éveil était donné. Le gouvernement, long-tems trompé, s'était souvenu que lui aussi était dépositaire de la constitution, et garant des destinées de la république. »

» Dans les deux conseils, une minorité courageuse et clairvoyante, luttant sans cesse contre ce parti démasqué, ne désespérait plus de ramener à elle ceux des membres intègres que ce parti s'était associés en les trompant. Elle sentait que la constitution, en ne prévoyant pas le cas où une faction de législateurs la renverserait, en s'entourant de l'appareil des formes, laissait par cela même à ceux qui voulaient la sauver, le droit d'employer tous les moyens ; et qu'il était absurde de prétendre que, si une majorité perverse ou trompée décrétait l'abrogation de la république, tous les pouvoirs constitués par la constitution, dussent fermer les yeux et exécuter le décret. »

» L'événement, Français, ne trompa point

leurs espérances ; et cette fois encore, comme au jeu de paume, la providence, conservatrice des vertus et de la liberté, défendit la république. Vous connaissez le résultat de la journée du 18 fructidor. Les conspirateurs ont été arrêtés, le corps législatif dégagé de l'oppression, éclairé sur les manœuvres réitérées des coupables, sentant sa dignité et ses devoirs, n'a pas manqué à l'une, et a rempli les autres avec courage. Il n'a pas mis, il n'a pas dû mettre des considérations quelconques, dans cette circonstance impérieuse, en balance avec le salut de la patrie et de la constitution ; mais en frappant des conspirateurs, il n'a point oublié qu'il représentait une nation sensible et grande, qu'il devait en conserver le caractère. Ces hommes évidemment coupables du plus grand des crimes, ces hommes qui parlaient d'humanité, en méditant des assassinats ; ces hommes qui n'eussent épargné la vie d'aucun républicain, iront traîner la leur loin de nous, avec les remords et l'opprobre. Ils sont déportés ; aucune tache de sang, aucun acte de violence ou de désordre n'a souillé cette journée. »

» O vous, pères, mères, épouses, enfans, que le souvenir des malheurs de la révolution irritait, considérez avec effroi quelle épouvantable révolution on vous préparait de nouveau, et que ce sentiment éloigné enfin

— 1797. de vos cœurs ces haines barbares , ces oppositions meurtrières qui dissolvent une nation et précipitent sur elle un déluge de calamités. Appréciez la conduite de ceux qui avaient surpris votre confiance, et dont la perversité n'a point reculé à l'aspect du sang et des larmes qu'ils allaient faire verser. Que cette considération vous remette devant les yeux l'article constitutionnel qui vous avertit que la stabilité de la constitution et votre bonheur dépendent de la sagesse de vos choix. »

» La méchanceté dévoilée tentera de nous calomnier et de vous armer les uns contre les autres ; nous bravons les calomnies, mais nous ne bravons pas votre péril. Nous vous avons dit la vérité, examinez l'intérêt de ceux qui vous parlent différemment.... Songez que l'esprit et la lettre de la constitution ne doivent pas être séparés. C'est à vous, Français, c'est à votre union, c'est à votre confiance à nous servir d'encouragement... Magistrats, administrateurs, fonctionnaires, la voix de la patrie vous appelle à vos postes. Par-tout, dans une république, on est au champ d'honneur, quand on se conduit en républicain. Hommes de lettres, vous que le despotisme de la calomnie réduisit au silence, reprenez votre première énergie, commencez l'institution républicaine, faites rougir les lâches apologistes de l'esclavage et les déhontés

fauteurs de la licence, aidez au corps législatif et au gouvernement, formez les mœurs de la nation. »

CHAPITRE XXVII.

Les journalistes sont condamnés à la déportation. Nomination de deux nouveaux directeurs. Clôture de la séance permanente des deux sections du corps législatif.

APRÈS la lecture de cette adresse, la commission chargée de présenter au conseil des cinq-cents des mesures repressives contre les abus de la presse, fit son rapport. Le conseil ordonna la déportation des propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs et rédacteurs des journaux suivans : le Mémorial, le Messager du soir, le Miroir, les Nouvelles politiques nationales et étrangères, l'Observateur de l'Europe, Perlet, le petit Gauthier, le Postillon des armées, le Précurseur, la Quotidienne, les Rapsodies du jour, le Spectateur du nord, le Tableau de Paris, le Thé, la Tribune publique, le Véridique, l'Argus, les Annales catholiques, les Actes des Apôtres, l'Acusateur public, l'Anti-terroriste, l'Aurore, le Censeur des journaux, le Courier de Lyon, le Courier extraordinaire, le

— Courier républicain , le Cri public , le Défenseur des vieilles institutions , le Déjeûner , l'Echo , l'Eclair , l'Europe littéraire , la Gazette française , la Gazette universelle , le Grondeur , l'impartial Bruxellois , l'impartial Européen , l'Invariable , le Journal des journaux , le Journal des colonies , le Journal général de France , et l'Abréviateur universel.

terminée

Le corps législatif s'occupa les jours suivans de donner des successeurs aux directeurs Carnot et Barthélemy ; Merlin (de Douai) et François (de Neuchateau) furent élus. Les deux conseils siégèrent , le 23 , dans le lieu de leurs séances ordinaires , où fut tenue la séance permanente qui avait duré cent heures. Ainsi finit un mouvement dirigé contre le directoire et dont le directoire se rendit maître pour écraser ses ennemis.

CHAPITRE XXVIII.

Réception des nouveaux directeurs. Déportation des députés , du directeur Barthélemy et des individus de la maison de Bourbon. Traité de Campo-Formio.

LES nouveaux directeurs furent installés dans la séance publique du directoire , le

24 fructidor. Merlin , qui prit le premier la parole , fit un tableau rapide des événemens qui s'étaient succédés en France depuis le régime constitutionnel. Il assura que , vers le tems de l'insurrection de vendémiaire , l'an 4 , la république était dans l'état le plus alarmant. Ses ressources paraissaient épuisées ; un papier sans valeur représentait la fortune publique ; les bras de l'industrie étaient enchaînés ; les canaux du commerce obstrués. Quelques puissances avaient été détachées de la coalition ; mais la coalition offrait encore le front le plus redoutable. La guerre civile embrâsait les départemens de l'Ouest ; l'esprit public, dégradé, menaçait d'une ruine presque assurée les institutions républicaines ; les ennemis du peuple étaient devenus ses magistrats ; le glaive de la justice nationale avait fait place aux poignards de la vengeance des émigrés ; des rebelles siégeaient dans le sénat. »

» Dans cet état de choses , ajouta le nouveau directeur , vous prîtes les rênes de l'autorité , et voici ce que nous avons vu : Le commerce a repris son activité ; l'industrie s'est ranimée ; la terre a rendu les trésors que la défiance y avait enfouis ; l'abondance a régné dans nos villes ; la guerre civile a été éteinte ; la victoire a dicté la paix à la coalition expirante ; un souffle heureux a

Tome VII.

G g

AN V,

jeté sur les contrées voisines les germes de la liberté ; vous avez comprimé les factions.»

» Cependant vos triomphes, votre courage, le bien que vous faisiez et celui que vous vous efforciez de faire , tout a failli échouer devant les tentatives des conspirateurs. Les amis des rois étaient devenus législateurs de la république ; des traîtres délibéraient avec vous..... Jour immortel du 18 fructidor , tu seras fameux dans la révolution française ! C'est à vous , citoyens directeurs , que la gloire en appartient toute entière. A cette lâche conspiration , vous avez opposé une conjuration sainte. Vous avez prévenu les traîtres ; vous les avez frappés avec la rapidité de l'éclair. Votre enceinte a été purgée ; le corps législatif est devenu libre ; des lois républicaines sont venues consoler , rassurer , encourager les citoyens ; le 18 fructidor devait être un jour de combat , il a été un jour de fête. »

» Honneur à votre sagesse et à votre courage ; honneur aux représentans de la nation , qui ont bien senti qu'il n'y avait aucune différence entre leur cause et la vôtre ; honneur à vous , braves compagnons de Bonaparte et de Hoche , Augereau et Cherin , noms chers à la victoire et à la liberté ; à vous aussi , intrépides soldats , si dignes des chefs qui vous commandent ; honneur à vous ,

républicains indomptés , peuple vertueux et fier , toi qui as répondu par tant de modération aux viles calomnies de ceux qui n'étaient pas dignes de te connaître ! Tu n'as jamais été plus terrible pour tes ennemis , que dans ce repos majestueux , qui laissait deviner ton énergie et te dispensait de la manifester. »

La plupart des députés et des journalistes , condamnés à la déportation , s'étaient soustraits aux recherches qu'on faisait d'eux. Ceux qui étaient arrêtés , arrivèrent à Rochefort le premier vendémiaire an 6. On les embarqua sur-le-champ pour la Guyane Française , où le directoire avait déterminé leur déportation. Les individus des deux sexes , de la maison de Bourbon , étaient partis le 26 fructidor an 5 , pour être déportés en Espagne.

Le directoire avait nommé les ex-conventionnels Treillard et Bonnier pour traiter de la paix avec le lord Malmesbury , en remplacement des plénipotentiaires Letourneur et Maret , qu'on rappelait à Paris. On sut bientôt que le lord Malmesbury avait quitté Lille le deuxième jour complémentaire. Cette nouvelle faisait une sensation d'autant plus désagréable , qu'on pensait que cet événement devait influencer sur les résultats des négociations de paix entre Bonaparte et les ministres impériaux.

— La proclamation faite par le directoire ,
1797. le quatrième jour complémentaire , qui ordonnait que toutes les armées fussent portées au complet , et prêtes à se mettre en campagne au 15 vendémiaire an 6 , laissait craindre la continuation des hostilités , lorsqu'on apprit que le vainqueur de l'Italie , joignant l'olivier de la paix aux lauriers immortels dont son front était couvert , venait de mettre le comble à sa gloire en signant , au château de Campo-Formio (1) , près d'U-

(1) S. M. l'empereur des Romains , roi de Hongrie et de Bohême , et la république française , voulant consolider la paix , dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Erkenwald , près de Léoben en Styrie , le 19 germinal an cinq de la république française , ont nommé pour leurs plénipotentiaires , savoir :

La république française , Bonaparte , général en chef de l'armée d'Italie ; et S. M. l'empereur et roi , Martius Martilly , noble napolitain , marquis de Gallo , chevalier de l'ordre royal de saint Janvier , gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des deux Siciles ; et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne , Louis de Cobenzel , comte du saint empire romain , grand-croix de l'ordre royal de saint Etienne , chambellan et conseiller d'état intime de S. M. imp. roy. apost. ; et son ambassadeur extraordinaire auprès de S. M. l'empereur de Russie , Maximilien de Merveldt , comte du saint empire , chevalier de l'ordre teutonique et de celui de Marie-Thérèse , chambellan et général-major de cavalerie dans les armées impériales ; et Ignace , ba-

dine , le 26 vendémiaire ; un traité définitif —
qui réconciliait l'Empereur avec la France , AN VI.

ron de Degelmann , ministre plénipotentiaire de S. M. I. près la république helvétique. Lesquels , après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs , ont arrêté les articles suivans.

Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et inviolable entre S. M. l'empereur et la république française. Il ne sera donné aucun secours ou protection , soit directement , soit indirectement à ceux qui porteraient quelque préjudice à l'une ou à l'autre des puissances contractantes.

L'empereur renonce , en faveur de la république française , à ses droits et titres sur les provinces belgiques ; la république française les possédera en toute souveraineté et propriété avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

L'empereur consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les isles ci-devant vénitiennes du levant , savoir : Corfou , Zante , Céphalonie , Sainte-Laure , Cerigo , et autres isles en dépendantes , ainsi que Butrinto , Larta , et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie , qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

La république française consent que l'empereur possède , en toute souveraineté et propriété , les pays ci-dessous , savoir : l'Istrie , la Dalmatie , les isles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique , les bouches du Cattaro , la ville de Venise , les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'empereur et roi , la mer adriatique et une ligne qui partira du Tyrol , suivra le torrent en avant de Gardola , traversera le lac de Garda jusqu'à Lacise ; de-là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo , offrant un avantage aux deux

— donnait les Pays-Bas à la république française , reconnaissait l'indépendance de la

1797.

partis, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre , avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal blanc , y compris la partie de Porto Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige , avec un rayon d'arrondissement de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal blanc , la rive gauche du Tartaro , la rive gauche du canal dit la Polizella jusqu'à son embouchure dans le Pô , et la rive du grand Pô jusqu'à la mer.

L'empereur et roi renonce , en faveur de la république cisalpine , à tous les droits et titres qu'il pourrait prétendre sur les pays qu'il possédait avant la guerre , et qui font partie de la république cisalpine , laquelle les possédera en toute propriété et souveraineté , avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

L'empereur reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante. Cette république comprend la Lombardie ci-devant appelée autrichienne , le Bergamasque , le Bressan , le Cremasque , la ville et forteresse de Mantoue , le mantouan , Peschiera , la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée par les frontières de l'empereur , le Modenois , la principauté de Massa et Carrara , et des trois légations de Bologne , de Ferrare et de la Romagne.

La navigation de la partie des rivières et canaux , servant de limites aux possessions de l'empereur et de la république cisalpine , sera libre , sans qu'aucune puissance puisse établir aucun péage , ni tenir aucun bâ-

nouvelle république italienne , et déterminait la tenue d'un congrès dans Rastadt , pour AN VI.

timent armé en guerre, ce qui n'exclut point les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto Legnago.

Il sera incessamment conclu un traité de commerce sur des bases équitables , et telles qu'elles assurent à sa majesté l'empereur et à la république française des avantages égaux à ceux dont jouissent , dans les états respectifs , les nations les plus favorisées. En attendant , toutes les communications et relations commerciales sont rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

Aucun habitant des pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché , soit dans sa personne , soit dans ses propriétés , à raison de ses opinions politiques ou actions civiles , militaires et commerciales pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

L'empereur ne pourra , conformément aux principes de neutralité , recevoir dans chacun de ses ports , pendant le cours de la présente guerre , plus de six bâtimens armés en guerre appartenans à chacune des puissances belligérantes.

L'empereur s'oblige à céder au duc de Modène , en indemnité des pays que ce prince avait en Italie , le Brisgaw , qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modenois. Les biens fonciers personnels et non aliénés du duc Charles et de l'archiduchesse Christine , situés dans les pays cédés à la république française , leur seront restitués , à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. Il en sera de même des biens fonciers et per-

— conclusion de la paix entre la France et l'Empire germanique.
1797.

sonnels de l'archiduc Ferdinand dans le territoire de la république cisalpine.

Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de la république française pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité ou plutôt, s'il est possible.

S. M. l'empereur et roi et la république française conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre. L'empereur et la république cisalpine auront le même cérémonial d'étiquette qui était en usage entre la cour de Vienne et la république de Venise. Ce traité de paix est déclaré commun à la république batave.

Le présent traité sera ratifié par l'empereur et la république française dans l'espace de trente jours, ou plutôt si faire se peut. Les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt. Fait à Campo-Formio près d'Udine, le 17 octobre 1797, 26 vendémiaire l'an 6 de la république française. Signé, Bonaparte, le comte de Gallo, Louis, comte de Cobentzel, le comte de Merfeldt, le baron Degelmann.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

TABLE

DES LIVRES ET CHAPITRES

Contenus dans le tome septième.

LIVRE VINGTIÈME.

CHAPITRE I. ^{er} <i>Rupture de l'armistice entre les Autrichiens et les Français sur les bords du Rhin. État des armées respectives ,</i>	pag. 1
CHAP. II. <i>Retraite de Pichegru ; Moreau lui succède. Les Autrichiens abandonnent le Palatinat , pour se retirer à la droite du Rhin ,</i>	7
CHAP. III. <i>Passage du Rhin par l'armée de Moreau ,</i>	11
CHAP. IV. <i>Prise du fort de Kell sur les Impériaux ,</i>	16
CHAP. V. <i>Bataille de Rhinchel ; prise de Fribourg ; prise de Francfort ,</i>	18
CHAP. VI. <i>Les Français s'avancent jusqu'aux Alpes Rhétiques ,</i>	20
CHAP. VII. <i>Le feld-maréchal Wurmser pénètre en Italie. Révolte de Lugo ,</i>	23
CHAP. VIII. <i>Bataille de Castiglione ,</i>	27

- CHAP. IX. *Suite de la bataille de Castiglione:
Envoi au directoire des drapeaux pris
sur les Autrichiens ,* 36
- CHAP. X. *Bataille de Roveredo. Les Fran-
çais se rendent maîtres de Trente ,* 43
- CHAP. XI. *Organisation du gouvernement de
la principauté de Trente ,* 48
- CHAP. XII. *Les Autrichiens se portent dans
le Frioul vénitien , derrière la Brenta.
Bataille de Bassano ,* 52
- CHAP. XIII. *Le maréchal de Wurmser se re-
fugie dans Mantoue ,* 56
- CHAP. XIV. *Sentimens excités, en Italie, par
l'arrivée du maréchal Wurmser ,* 59
- CHAP. XV. *Le pape rompt l'armistice qui lui
avait été accordé par Bonaparte ,* 66
- CHAP. XVI. *Modène et Reggio arborent l'éten-
dard de la liberté ,* 70
- CHAP. XVII. *Les Anglais s'emparent de la
ville de Porto - Ferräo , dans l'isle
d'Elbe ,* 75
- CHAP. XVIII. *Pouvoir de Paschal Paoli dans
l'isle de Corse ,* 81
- CHAP. XIX. *Le roi d'Angleterre prend le titre
de roi de Corse. Des insurrections se
manifestent dans l'isle contre les An-
glais ,* 83
- CHAP. XX. *L'isle de Corse rentre sous la domi-
nation de la république française ,* 87

LIVRE VINGT-UNIÈME.

CHAP. I. ^{er} <i>Tableau de l'intérieur de la France pendant les derniers mois de l'an IV ,</i>	92
CHAP. II. <i>Traité d'alliance entre la France et l'Espagne , et entre la France et la république de Gênes ,</i>	99
CHAP. III. <i>Vacillations dans l'opinion publique ,</i>	103
CHAP. IV. <i>Partis qui divisaient la France depuis l'introduction du régime constitutionnel ,</i>	107
CHAP. V. <i>Réflexions sur le rapport entre le régime constitutionnel de France et celui des anciennes républiques ,</i>	118
CHAP. VI. <i>Conjuration de floréal ,</i>	126
CHAP. VII. <i>Principes des conspirateurs ,</i>	131
CHAP. VIII. <i>Lettre de Grachus Babeuf ,</i>	133
CHAP. IX. <i>Les conspirateurs sont arrêtés ,</i>	136
CHAP. X. <i>Papiers de la conspiration saisis chez Babeuf ,</i>	138
CHAP. XI. <i>Les accusés sont envoyés devant une haute-cour , à Vendôme ,</i>	156
CHAP. XII. <i>Conspiration de fructidor an quatre ,</i>	162
CHAP. XIII. <i>Entrée des Français en Bavière. L'archiduc Charles se porte à la gauche du Danube ,</i>	169
CHAP. XIV. <i>Bataille du Teming. Retraite de Jourdan sur Dusseldorff ,</i>	171

CHAP. XV. <i>Superbe retraite du général Moreau. Bataille de Biberach ,</i>	173
CHAP. XVI. <i>Descente en Irlande ,</i>	187
CHAP. XVII. <i>Siège de Kell par les Allemands ,</i>	195
CHAP. XVIII. <i>Prise de Kell. Hoche est nommé général de l'armée de Sambre et Meuse ,</i>	201
CHAP. XIX. <i>Le feld maréchal Alvinzi prend le commandement de l'armée impériale d'Italie ,</i>	202
CHAP. XX. <i>Célèbre bataille d'Arcole ,</i>	205
CHAP. XXI. <i>Retraite des Autrichiens ; ils reçoivent des renforts. Républiques formées en Italie ,</i>	213
CHAP. XXII. <i>Alvinzi reparaît au bord de l'Adige. Bataille de Rivoli ,</i>	218

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

CHAP. I. ^{er} <i>Reprise des hostilités avec la cour de Rome ,</i>	229
CHAP. II. <i>Expédition des Français dans la Romagne ; capitulation de Mantoue ,</i>	232
CHAP. III. <i>Les Français s'emparent du duché d'Urbini. Négociations avec le pape ,</i>	235
CHAP. IV. <i>Signature de la paix entre la France et le pape. L'archiduc Charles prend le commandement de l'armée impériale , en Italie ,</i>	242

CHAP. V. <i>Passage du Tagliamento par les Français. Bataille de Cainin ,</i>	245
CHAP. VI. <i>Les Français pénètrent dans les états autrichiens à travers les Alpes. Prise de la forteresse de Gradisca,</i>	249
CHAP. VII. <i>Les Français se rendent maîtres de Trieste ,</i>	254
CHAP. VIII. <i>Marche des Français dans les Alpes Noriques et Italiennes ; ils parviennent à Clagenfurt ,</i>	255
CHAP. IX. <i>Proclamation de Bonaparte dans Clagenfurt. Lettre du général français à l'archiduc. Réponse de ce prince,</i>	258
CHAP. X. <i>Situation embarrassante de Bonaparte au milieu des Alpes ,</i>	265
CHAP. XI. <i>Suspension d'armes entre l'armée de Bonaparte et celle de l'archiduc ,</i>	270
CHAP. XII. <i>L'armée de Sambre et Meuse passe le Rhin. Bataille de Neuwied,</i>	274
CHAP. XIII. <i>L'armée de Rhin et Moselle passe le Rhin , et s'empare du fort de Kell ,</i>	278
CHAP. XIV. <i>Préliminaires de paix de Léoben.</i>	285
CHAP. XV. <i>Réflexions sur les malheurs qui accompagnent la guerre ,</i>	287
CHAP. XVI. <i>Observations sur la nature des liaisons de l'Angleterre avec la plupart des puissances de l'Europe ,</i>	294
CHAP. XVII. <i>Lord Malmesbury vient en France pour traiter de la paix ,</i>	301

V. f. Alp:

LIVRE VINGT - TROISIÈME.

- CHAP. I.^{er} *Dispositions des esprits en France pendant les six premiers mois de l'ancien. Les négociations de paix entre la France et la Grande-Bretagne sont rompues ,* 303
- CHAP. II. *Particularités de la conspiration découverte le 12 pluviose ,* 308
- CHAP. III. *Circonstance de la capture des conspirateurs ,* 318
- CHAP. IV. *Jugement prononcé dans cette affaire ,* 323
- CHAP. V. *Rapprochement entre la conspiration de germinal et la journée du 18 fructidor ,* 326
- CHAP. VI. *Insurrection des provinces vénitiennes ,* 332
- CHAP. VII. *Observations sur l'ancien gouvernement de Venise ; il prend la forme qui subsistait de nos jours. Circonstances de cette innovation ,* 334
- CHAP. VIII. *Assassinats d'un grand nombre de Français. Mesures de Bonaparte pour punir ces attentats ,* 347
- CHAP. IX. *Révolution de Venise. Les insurgés vénitiens sont défaites par les Français devant Veronne ,* 355
- CHAP. X. *Le patriciat est aboli dans Venise ; une municipalité démocratique s'y éta-*

- blit. Les Français s'emparent des isles Vénitiennes , 360*
- CHAP. XI. *l'armée française évacue l'Allemagne et le port de Livourne , 364*
- CHAP. XII. *Nomination de Barthélemy à la dignité de directeur de la république française , 366*
- CHAP. XIII. *Révolution de Gênes. Epoque où s'établit le gouvernement qui subsistait dans cette ville , 370*
- CHAP. XIV. *Constitution donnée aux Génois par Doria , 375*
- CHAP. XV. *Dispositions du gouvernement génois envers la France , 381*
- CHAP. XVI. *Insurrection dans Gênes. Etablissement du nouveau gouvernement, 384*
- CHAP. XVII. *Préludes de la journée du 18 fructidor. Manifeste du prétendant au trône de France , 388*
- CHAP. XVIII. *Déclaration faite au directoire par Duverne de Presles, dit Dunand, 394*
- CHAP. XIX. *Conduite du gouvernement à la suite des instructions qu'il avait tirées des conjurés , 407*
- CHAP. XX. *Séance du directoire exécutif, du dix fructidor , 410*
- CHAP. XXI. *Journée du 18 fructidor , 416*
- CHAP. XXII. *Séance permanente des deux Conseils. Arrêtés du Directoire , 421*

CHAP. XXIII. <i>Message du Directoire exécutif ,</i>	434
CHAP. XXIV. <i>Adresse du directoire exécutif aux Français ,</i>	438
CHAP. XXV. <i>Suite de la séance permanente des deux conseils. Loi qui condamne à la déportation un grand nombre de députés et deux directeurs ,</i>	446
CHAP. XXVI. <i>Adresse du corps législatif aux Français ,</i>	454
CHAP. XXVII. <i>Les journalistes sont condamnés à la déportation. Nomination de deux nouveaux directeurs. Clôture de la séance permanente des deux sections du corps législatif ,</i>	463
CHAP. XXVIII. <i>Reception des nouveaux directeurs. Déportation des députés , du directeur Barthélemy et des individus de la maison de Bourbon. Traité de Campo-Formio ,</i>	464

Fin de la Table.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 05966 2497



3 9015 05966 2497

